



M. Mitterrand veut parvenir à la monnaie unique dès 1997

Inaugurant la présidence française de l'Union européenne, le chef de l'Etat refuse tout immobilisme

A STRASBOURG François Mitterrand devait adresser, mardi 17 janvier, au Parlement européen un discours destiné à inaugurer la présidence française de l'Union. Le chef de l'Etat devait affirmer, à cette occasion, la volonté de Paris d'appliquer intégralement, et selon le calendrier prévu, les engagements du traité d'Union européenne, c'est-à-dire le traité de Maastricht, entré en application en novembre 1993. Il souhaite, particuliè-

rement, parvenir à la monnaie unique dès 1997. Observant qu'à la différence de celles de 1984 - conflit sur la contribution britannique au budget communautaire - et de 1989 - suites de la chute du mur de Berlin - la présidence française s'inscrit, cette année, dans une période exempte de tension, M. Mitterrand refuse tout immobilisme. La reprise économique, disait-il, souligner, permet à une majorité d'Etats

membres d'envisager la convergence de leurs politiques économiques et, notamment, la réduction des déficits ou de l'endettement publics. Aussi les deux prochaines années lui paraissent-elles pouvoir être mises à profit pour préparer l'introduction de l'écu dans les économies des pays européens et la transformation de l'institut monétaire en banque centrale.

Lire pages 3 et 18



Un séisme meurtrier a frappé le centre du Japon

Plus d'un millier de morts dans la région industrielle du Kansai

LE TREMBLEMENT DE TERRE qui a frappé, mardi 17 janvier au petit matin, le Kansai, grande région industrielle et zone très peuplée située à 400 kilomètres au sud-ouest de Tokyo, a particulièrement éprouvé la ville de Kôbe, le deuxième port de l'archipel, qui restait isolé en fin de matinée. Le séisme, d'une magnitude de 7,2 sur l'échelle de Richter - gradation considérée par les spécialistes comme « importante en valeur absolue, mais somme toute assez courante pour le Japon » - a fait, au moins, plus d'un millier de morts et au moins 500 disparus (en milieu de matinée, heure GMT), et plus de 3 000 blessés. Un tel bilan est tenu pour extrêmement élevé dans un archipel qui - constamment éprouvé et durement frappé dans sa population jusqu'à un passé récent - a fait de la lutte anti-sismique une de ses priorités.

Le séisme a frappé avec une grande force, pour la première fois depuis 1948, une zone urbaine. Il a provoqué des effondrements d'im-

meubles et de maisons. Un pont et un toboggan sur une route nationale se sont aussi rompus. Des voies de chemin de fer ont été tordues. Le parcours aérien du train à grande vitesse s'est effondré en plusieurs endroits; plusieurs convois ont déraillé. De nombreux incendies se sont déclarés. Le centre de Kôbe a été en partie dévasté. La Bourse d'Osaka, fermée, devrait rouvrir mercredi.

Au nombre des éléments qui expliquent un bilan si lourd, figurent le fait que les pompiers étaient en nombre insuffisant et que l'arrivée de l'eau a été coupée en maints endroits. Ici et là, les sapeurs en étaient encore à lutter contre les feux en début d'après-midi (heure locale). Plusieurs personnes restaient prisonnières sous les débris, mais les moyens pour les dégager étaient apparemment insuffisants. Ces défaillances ont déjà commencé de provoquer des interrogations dans la presse nipponne, notamment sur l'adaptation de la prévention des risques en milieu

urbain. Des interrogations ont surgi sur le respect des normes antisismiques par certains promoteurs immobiliers. De nombreuses « répliques » du séisme ont été enregistrées, et d'autres secousses sont, comme à l'ordinaire, attendues par une population qui, cependant, a fait montre de calme. Une activité sismique élevée depuis quelques mois dans cette région avait, il est vrai, préparé les esprits.

Les scientifiques notent que l'épicentre était peu profond et proche des côtes, ce qui a, bien entendu, ajouté à la gravité de la secousse. Les spéculations vont désormais bon train, au Japon, sur les menaces qui pèsent, de façon récurrente, sur la région de Tokyo. Selon un sismologue américain réputé, un tremblement de terre d'une magnitude à peu près comparable à celui qui a frappé le Kansai, mardi 17 janvier, pourrait faire 60 000 victimes dans la capitale nipponne.

Lire page 2

Les retrouvailles de la CGT et du CNPF



Louis Vianney

ALORS qu'Edouard Balladur souhaite une négociation sur l'emploi avant l'élection présidentielle, la CGT et le CNPF se rencontreront officiellement mercredi 18 janvier. Il s'agira de vraies retrouvailles entre deux organisations qui, pendant des décennies, ont respecté un *modus vivendi* à travers un jeu de rôle bien défini où chacun était le méchant de l'autre. En accueillant Louis Vianney, Jean Gandois sera le premier président du CNPF depuis François Ceyrac à recevoir pour une rencontre bilatérale officielle un secrétaire général de la CGT. La précédente remontait au 8 mai 1978.

L'entretien CGT-CNPF met fin à la concertation engagée avec les centrales syndicales par Jean Gandois, élu le 13 décembre 1994 à la présidence du CNPF. Il pourrait favoriser une nouvelle donne sociale, M. Gandois voulant « revitaliser le dialogue social ». De son côté, Louis Vianney s'est déclaré « attentif » au nouveau discours du patronat. En quête d'une nouvelle image, voire d'ouverture, la CGT pourrait saisir l'occasion pour réintégrer le jeu contractuel. Ce qui promet, selon un dirigeant patronal, « de belles empoignées ».

Lire pages 6 et 15

Allemagne, 3 DM; Autriche, 9 F; Belgique, 25 B; Danemark, 46 D; Espagne, 166 P; France, 100 F; Grèce, 200 D; Irlande, 100 S; Italie, 200 L; Luxembourg, 40 F; Pays-Bas, 100 G; Portugal, 200 P; Royaume-Uni, 100 L; Suède, 100 K; Suisse, 100 S; Espagne, 166 P; France, 100 F; Grèce, 200 D; Irlande, 100 S; Italie, 200 L; Luxembourg, 40 F; Pays-Bas, 100 G; Portugal, 200 P; Royaume-Uni, 100 L; Suède, 100 K; Suisse, 100 S.



M 0147-0118-7.00 F

Les risques de la congélation des embryons

A-T-ON trop rapidement, et sans s'entourer de toutes les précautions d'usage, autorisé la pratique de la congélation des embryons humains? En d'autres termes, est-on certain que la congélation des embryons humains est une pratique totalement dénuée de risques? Les résultats récemment obtenus chez la souris par une équipe de chercheurs français, et publiés aujourd'hui dans la prestigieuse revue de l'Académie américaine des sciences, contraignent à poser cette question, indiscutablement délicate dans le débat sur la procréation artificielle. Les équipes des professeurs Maurice Auroux (CHU de Bicêtre) et Pierre Roubertoux (CNRS) ont en effet établi que cette technique de procréation médicale assistée a des conséquences génétiques sur les souris.

Sans doute convient-il de ne pas condamner, à partir de données expérimentales obtenues sur l'animal, une pratique médicale qui a permis d'obtenir de grands progrès dans le traitement de nombreuses formes de stérilité. Pour autant, on ne saurait passer

sous silence des données qui soulèvent de nouveaux problèmes scientifiques, sanitaires et éthiques. L'instrumentation médicale utilisée de la procréation n'avait pas jusqu'à présent, soulevé de véritable inquiétude. Développée de manière quelque peu anarchique depuis une quinzaine d'années, les nouveaux traitements de la stérilité humaine renouaient dans les médias et dans l'opinion - après les greffes d'organes - avec la tradition d'une médecine moderne, triomphante, capable de franchir avec succès des frontières biologiques jusqu'alors inviolées.

Après l'insémination artificielle avec sperme de donneurs et après la fécondation *in vitro*, la congélation des embryons humains fut cependant mise en œuvre sans que l'on dispose d'un recul suffisant chez les mammifères. L'absence d'accidents ou d'anomalies majeures avait pu laisser penser que cette congélation était dénuée de risques. Les résultats aujourd'hui publiés permettent d'en douter. Ils montrent que ces techniques pourraient avoir des conséquences néfastes, quoique modérées et dis-

crètes, sur le développement ultérieur de l'individu. Chez l'animal, des différences statistiquement significatives apparaissent dans les domaines morphologiques et comportementaux.

Les résultats de ces travaux ne doivent pas affoler les personnes concernées, insistent les auteurs, qui n'estiment pas souhaitable la mise en place d'un moratoire. Pour autant, cette étude fournit des arguments plaçant en faveur d'un approfondissement de l'expérimentation dans un secteur d'activité biologique et médical qui, notamment en France, souffre d'une grave crise de croissance. Le professeur Pierre Jalbert, président de la fédération nationale des Cecos (Centre d'études et de conservation des œufs et du sperme humain), reconnaît que l'hypothèse soulevée par cette étude « ne peut pas être négligée et mériterait d'être évaluée sur d'autres mammifères ».

Jean-Yves Nau

Lire page 21

La revanche de la politique sur l'économie

CE QUI VIENT de se passer sur la lire, la peseta et le peso mexicain, très durement secoués - dans le cas du peso, littéralement sinistré - est à la fois tout à fait atypique et plein d'enseignements. Sans doute a-t-on retrouvé, dans ces crises parallèles, les exagérations dont les marchés sont coutumiers. Mais ce qui a retenu l'attention est, contrairement à l'habitude, le caractère presque exclusivement politique des crises en question.

La valeur d'une monnaie est censée dépendre d'une série de facteurs, essentiellement économiques, parmi lesquels figurent le niveau de l'inflation, celui du déficit budgétaire, l'évolution des balances extérieures (commerce et paiement) et, maintenant, la situation de l'emploi, dont la dégradation, susceptible de mettre à mal la cohésion sociale, inquiète de plus en plus les milieux financiers internationaux.

Lorsque la tension devient trop forte, les fusibles sautent, c'est-à-dire que les parités monétaires sont « réajustées » : on dévalue. Il en a été ainsi pour le franc français en 1981, 1982, 1983, 1986 et 1987; pour la lire également en 1981, 1982, 1986 et 1987, mais aussi 1985; pour la peseta en 1992 (deux fois) et en 1993.

A l'automne 1992, le réajustement ne put se faire pour la livre sterling, entrée dans le système monétaire européen (SME) en octobre 1990, et pour la lire, qui toutes deux

sont sorties du SME et ne l'ont pas encore réintégré. Dans tous ces cas, c'étaient les facteurs traditionnels qui provoquaient les mouvements: inflation trop forte, déficit des balances extérieures, perte de compétitivité industrielle et surévaluation des monnaies.

Fin juillet 1993, apparut, toutefois, un deuxième type de crise, la

perte de confiance dans la devise d'un pays victime d'un chômage destructeur, et dont la banque centrale était accusée, au surplus, de maintenir des taux d'intérêt trop élevés pour une économie en récession. Ce fut l'attaque contre le franc français avec, pour conséquence, l'élargissement à 15 % de ses marges de fluctuation au sein du

système monétaire européen. Cette fois, a éclaté une crise du troisième type, purement politique pour l'Italie et l'Espagne, et même pour le Mexique - tout au moins en ce qui concerne son ampleur.

François Renard

Lire la suite page 15

M. Emmanuelli contre M. Jospin

Soutenu par Laurent Fabius, Henri Emmanuelli devrait annoncer aux socialistes, mardi 17 janvier, sa candidature à la présidence de la République. Le premier secrétaire du PS tentera ainsi de faire barrage à la candidature de Lionel Jospin. p. 7



La montée vers Bruxelles de Jacques Santer

Le Parlement européen se prononcera, mercredi 18 janvier, sur l'investiture du nouveau président de la Commission de Bruxelles. Portrait d'un Luxembourgeois qui surprend son monde. p. 13

Discriminations raciales à l'embauche

De nombreux employeurs expriment des exigences ethniques que tentent de combattre les agences pour l'emploi. p. 10

Nijinski non expurgé

Le Journal de Vassil Nijinski, étoile des Ballets russes, paraît dans sa version originale. Sa première version avait été censurée par sa femme. p. 25

Cahier «Initiatives»: l'entreprise individuelle

D'application tardive, la loi «Initiatives et entreprise individuelle» d'Alain Madelin n'a pas encore produit ses effets.

ALAIN MINC
PHILIPPE SEGUIN

LE SEUL VRAI
DÉBAT DE LA CAMPAGNE
PRÉSIDENTIELLE

ALAIN MINC
PHILIPPE SEGUIN

PLON

CATASTROPHE La région de Kôbe-Osaka, la plus peuplée de l'archipel japonais après celle de Tokyo, a été touchée, dans la nuit de lundi 16 au mardi 17 janvier, par un séisme

d'une magnitude de 7,2 sur l'échelle de Richter, qui aurait fait plus de 1.000 morts et plus de 3.000 blessés, selon un bilan provisoire établi mardi en fin de matinée. Plus de cinq

cent personnes étaient portées disparues. L'ampleur du sinistre confirme que la prévention des risques en milieu urbain était insuffisante dans un pays où une telle

menace est pourtant ancrée dans les mentalités. L'épicentre du séisme se trouvait exceptionnellement près des côtes et probablement assez proche de la surface du sol, estiment

les sismologues, ce qui explique la gravité du bilan, alors que des secousses récentes, beaucoup plus fortes, n'avaient fait que peu de victimes.

Un séisme fait plus de mille morts au Japon

La région de Kôbe-Osaka a été le centre d'un tremblement de terre particulièrement meurtrier, d'une force de 7,2 sur l'échelle de Richter. La prévention s'est révélée insuffisante dans un pays pourtant habitué aux menaces sismiques

TOKYO
de notre correspondant
Le séisme, d'une magnitude de 7,2 sur l'échelle de Richter, qui a frappé mardi 17 janvier à 5 h 46 du matin (heure locale), le Kansai, la région de Kôbe-Osaka, la plus peuplée de l'archipel après celle de Tokyo (le Kansai rassemble 21 millions d'habitants et représente 20 % du produit intérieur brut japonais), avait fait plusieurs centaines de morts et plus de 3 000 blessés, selon un bilan provisoire établi en milieu de journée. Plus de cinq cents personnes étaient portées disparues. Une centaine d'incendies étaient signalés. Dans la préfecture de Hyogo (Kôbe), la plus touchée, 2 000 immeubles et maisons ont été détruits.

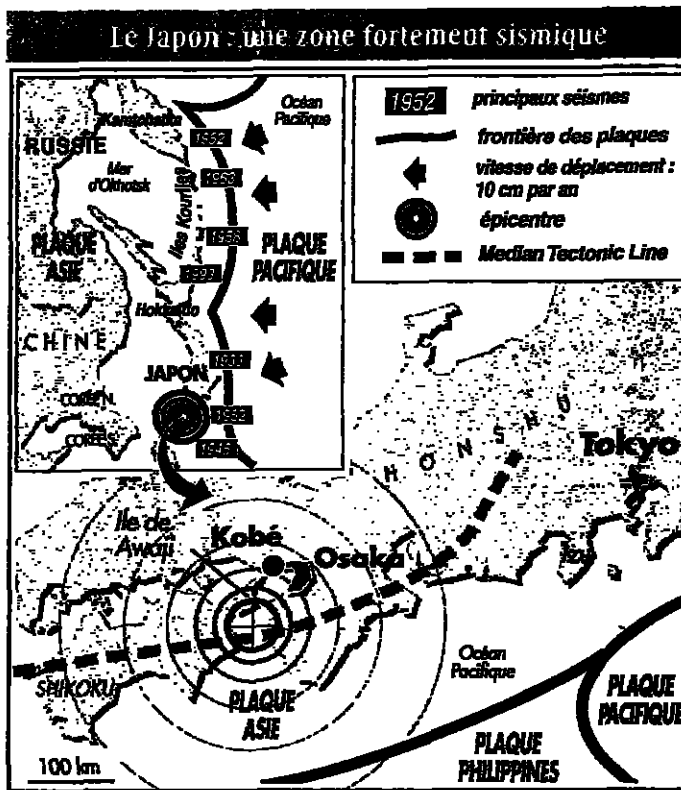
Le séisme a été suivi de seize secousses de moindre intensité dont l'une a provoqué l'effondrement de vieilles maisons dans la ville de Nara, causant la mort d'une quarantaine de personnes.

L'Agence du territoire a installé une structure d'urgence et les dispositions prévues en cas de catastrophes naturelles sont mises en œuvre. Les soldats des forces d'autodéfense de la région d'Hi-

mei ont été envoyés sur les lieux pour porter secours aux victimes. Kôbe reste largement isolée en raison de la destruction des voies de communication.

IMMEUBLES EFFONDRES
L'épicentre du tremblement de terre a été localisé à une profondeur de 20 kilomètres sous l'île d'Awaji, qui forme en quelque sorte la baie d'Osaka. La magnitude a été de 6 à Kôbe, de 5 à Kyoto et de 4 à Osaka. C'est la première fois depuis 1948 qu'un tremblement de terre de cette force frappe une zone urbaine. Depuis 1916, le Kansai semblait épargné par les séismes, dont la fréquence a toutefois fortement augmenté ces derniers mois dans l'archipel.

Kôbe - grand port de la mer intérieure et ville élégante marquée par une séculaire présence étrangère, qui étire vers l'ouest la mégapole d'Osaka jusqu'à l'extrémité de l'île d'Awaji - a été durement frappée. Dans le centre, des immeubles (dont un hôtel, un hôpital et le commissariat de police) et de nombreuses maisons se sont effondrés ou ont pris feu. Le consu-



lat de Corée du Sud a été presque entièrement détruit. Les rideaux de fer des magasins sont tordus et les rues jonchées de débris.

Les incendies qui ont éclaté à la suite de la secousse ont été difficilement maîtrisés par les pompiers - en nombre insuffisant - en raison de coupures d'eau : huit heures après le séisme, les pompiers n'étaient toujours pas arrivés sur les lieux de certains sinistres. Les moyens semblent en outre manquer pour dégager les personnes prisonnières des décombres.

LA BOURSE D'OSAKA A FERMÉ

A Nishinomiyama, un pont de l'autoroute Hanshin (reliant Kôbe à Osaka) s'est effondré, écrasant deux voitures et un camion. Selon un témoin qui circulait sur cette autoroute aérienne, les lumières ont semblé soudain touchées par un court-circuit généralisé et se sont éteintes, tandis que les jointures de la chaussée s'ouvraient sur une trentaine de centimètres. Dans un quartier d'Asahiya, le toboggan de la route nationale numéro 2 s'est retourné sur plusieurs centaines de mètres.

Les voies de chemin de fer ont également durement souffert et plusieurs trains ont déraillé. En plusieurs endroits, les voies ferrées aériennes du train à grande vitesse Shinkansen se sont effondrées, et les piliers de soutènement se sont fissurés. Les bâtiments du nouvel aéroport de Kansai, construit sur une île artificielle à 6 kilomètres en mer dans la baie d'Osaka, a été endommagé, mais la piste est intacte.

La région du Kansai n'avait pas connu de séisme important depuis trois siècles (celui de 1596 avait fait 500 morts à Kyoto et 600 à Osaka et le port voisin de Sakai).

Récemment, des chercheurs du département des sciences de l'université Ritsumeikan de Kyoto avaient mis en garde contre les risques de séisme présentés par le glissement d'une plaque tectonique s'étendant du lac Biwa à Kyoto et Osaka, et avaient souligné l'impréparation de la population du Kansai à une telle catastrophe. Pour la première fois de son histoire, la Bourse d'Osaka a fermé.

Philippe Pons

Les principaux tremblements de terre japonais

- 1^{er} septembre 1923. Tokyo : le plus meurtrier (140 000 morts) ; 8,3 sur l'échelle ouverte de Richter.
- 1927. Kyoto : 2 935 morts ; magnitude : 7.
- 2 mars 1933. Miyagi, Tsunami ; 3 064 morts ; magnitude : 8,1.
- 1943. Tottori : 1 083 morts ; magnitude : 7,2.
- 1944. Higashi Nankai ; 998 morts ; magnitude : 7,9.
- 1945. Mikawa, Japon central ; 1 961 morts dans la préfecture d'Aichi, bilan tenu secret par les autorités militaires ; magnitude : 6,8.
- 21 décembre 1946. Shikoku (ouest) ; 2 000 morts ; magnitude : 8.
- 28 juin 1948. Fukui (ouest) ; 5 131 morts ; magnitude : 7,1.
- 4 mars 1952. Hokkaido ; 8 233 morts ; magnitude : 8,2.

- 16 juin 1964. Niigata ; 26 morts ; magnitude : 7,5.
- 16 mai 1968. Hokkaido ; 52 morts ; magnitude : 7,9.
- 9 mai 1974. Au large de la péninsule d'Izu ; 30 morts ; magnitude : 6,9.
- 14 janvier 1978. Au large de l'île d'Izu-Oshima ; 25 morts ; magnitude : 4.
- 26 mars 1983. Mer du Japon ; 104 morts ; magnitude : 7,7.
- 14 septembre 1984. Nagano ; 29 morts ; magnitude : 6,8.
- 12 juillet 1993. Au sud-ouest d'Hokkaido ; 230 morts.
- 4 octobre 1994. Les Kouriles russes ; 9 morts ; magnitude : 7,9.
- 28 décembre 1994. Le dernier en date. Hachinohe ; 3 morts ; magnitude : 7,9. La plus forte réplique (de magnitude 6,9) a frappé la même ville le 7 janvier, causant la mort d'une femme âgée.

(AP, Reuters, UPL)

L'archipel est insuffisamment préparé aux risques en zones urbaines

TOKYO

de notre correspondant

Le Japon est-il préparé à un fort tremblement de terre dans ses zones sururbanisées et surpeuplées ? Le séisme qui vient de se produire - le premier depuis 1948 à avoir frappé un centre urbain - incite à penser qu'il ne l'est que jusqu'à un certain point. La confiance apparente des autorités et les assurances répétées que les bâtiments sont construits en fonction de normes antisismiques, conjuguées à un nécessaire fatalisme dans un pays à forte activité sismique, ont engendré dans la population une relative habitude à cette menace. Le 1^{er} septembre, anniversaire du grand tremblement de terre de la région de Tokyo en 1923 (140 000 morts et 570 000 maisons détruites), les résidents des zones à risque et les écoliers se livrent à des exercices au cours de cette « journée de prévention des catastrophes », qui tiennent souvent du rituel.

La préparation semble pourtant un facteur essentiel dans la limitation du nombre des victimes. A la suite d'un tremblement de terre survenu le 4 octobre 1994 dans le nord de l'archipel, les médias soulignaient combien des mesures appropriées avaient permis de réduire ses effets. Tout est prêt, théoriquement.

A Tokyo, un centre de prévention, situé à la mairie, deviendra le point névralgique d'où seront conduites les opérations de secours dans les soixante communes de la préfecture. En cas de séisme de magnitude 5, le gaz et l'électricité seront automatiquement coupés, les trains arrêtés, la circulation ralentie. A partir de midi, l'Agence météorologique diffusera les informations sur les tremblements de terre et notamment les risques de tsunami dans les deux minutes qui suivent la secousse. Un plan de prévention des catastrophes d'un montant de 37 milliards de dollars sur trois ans a été mis en place par la mairie de Tokyo.

ALERTE

En cas de séisme imminent, détecté en raison d'une activité sismique inhabituelle, le directeur de l'Agence météorologique doit transmettre la nouvelle au premier ministre, qui devra donner l'alerte. On peut cependant se demander si celui-ci aura le courage de provoquer une panique en faisant une annonce qui pourrait se révéler fautive.

En ce qui concerne l'agglomération du Grand Tokyo (la capitale et les préfectures surpeuplées avoisinantes : 30 millions d'habitants), trois types de tremblement de terre

peuvent se produire : sous la mer, sous la ville et dans la région de Tokai, à 150 kilomètres à l'ouest de la capitale, où est attendue depuis des années une puissante secousse. En théorie, les immeubles devraient résister à de fortes magnitudes mais les incendies risquent d'être nombreux.

Le séisme survint dans la région de Kôbe-Osaka à démolir que les autoroutes surélevées étaient sans doute plus résistantes que celles de Los Angeles (victime en 1989 d'un fort séisme), du moins celles construites récemment ; mais le problème est la solidité des sols des zones littorales ou des terrains gagnés sur la mer, qui tendent à se « liquéfier » lors de séismes. Les immeubles risquent alors tout bonnement de s'enfoncer. Un autre problème sera la présence de réserves de gaz et de pétrole tout le long de la baie de Tokyo. Selon le sismologue américain, Hareesh Shah, de l'université Stanford, un séisme d'une intensité de 7,9 (comparable à celle du tremblement de terre de 1923) à Tokyo pourrait faire 60 000 victimes et se traduirait par des dommages évalués à 1 800 milliards de dollars.

Ph. P.

Trois plaques de la croûte terrestre s'affrontent

Le tremblement de terre qui vient de secouer le sud-ouest de l'île de Honshu avec une magnitude de 7,2 sur l'échelle de Richter est la conséquence de l'affrontement entre trois plaques de la croûte terrestre. D'une part, la plaque Asie sur laquelle repose le continent asiatique et, de l'autre, à l'ouest, la plaque Pacifique qui supporte l'océan Pacifique, et, au sud-sud-ouest, la plaque Philippines. Ces deux dernières plongent sous la plaque Asie avec des vitesses de 9 à 10 centimètres par an pour la première et d'un peu moins pour la seconde. Ce phénomène se manifeste par des à-coups qui donnent naissance à des tremblements de terre plus ou moins profonds et plus ou moins puissants quand ces plaques jouent entre elles.

La plupart de ces séismes se produisent très près de l'archipel japonais, à une centaine de kilomètres au large des côtes. Leur épicentre, souvent assez profond, se trouve donc sous l'océan, et c'est la raison pour laquelle ils provoquent peu de dégâts malgré leur grande magnitude. Le tremblement de terre du 4 octobre 1994 qui a secoué les Kouriles et le nord de la presqu'île d'Hokkaido n'a fait que dix-sept morts alors qu'il avait une magnitude de 8,2. Celui du 30 décembre 1994 qui a secoué Hachinohe, au nord d'Honshu, la principale île du Japon, a fait trois victimes pour

une magnitude de 7,5. « Ce qui frappe dans le tremblement de terre de Kôbe, disent les géologues, c'est qu'il a fait des centaines de morts alors que sa magnitude est une des plus modestes de ces derniers mois. » La première raison, explique Eichi Fukuyama du National Research Institute for Earth, de Tsukuba, est que l'épicentre de ce séisme se trouve très près des côtes, à 20 kilomètres à peine de la petite île d'Awaji, presque au contact de zones très peuplées. La seconde tient sans doute au fait que le foyer de ce tremblement de terre était peu profond et qu'il a libéré toute son énergie à proximité immédiate de la surface.

PEU PROFOND

Ce scénario reste encore à vérifier et les géologues se penchent déjà sur les cartes pour expliquer l'origine exacte du phénomène, déterminer quelles plaques ont joué, quelles failles ont coulé. Pour Paul Tappinier, de l'Institut de physique du globe de Paris (IPG), il est clair que cette secousse est la conséquence de l'affrontement entre la plaque Asie et la plaque Philippines au large de l'archipel nippon. « Mais, ajoute-t-il, on ne peut exclure que quelque chose d'autre ait joué. Car, dans la région de Kôbe, outre cette zone d'affrontement des plaques Asie et Philippines qui part vers le sud en direction des îles Bonin et Ma-

riannes, il existe une faille, un décrochement - la Médian Tectonic Line - qui coule de manière horizontale entre l'île de Shikoku et de Honshu. »

Cependant, souligne-t-il, il ne s'agit que d'une toute première hypothèse que nous devons rapidement confronter à l'épreuve des données que nos instruments ont enregistrées et qu'il nous faut maintenant dépouiller. » A Tsukuba, Eichi Fukuyama, qui dispose sans doute d'informations plus fraîches, excluait, mardi 17 janvier, que la Médian Tectonic Line ait pu glisser. Pour lui, « il s'agit typiquement d'un séisme intraplaque ». Selon un autre expert présent au Japon, il semble en effet que le séisme ait pour origine le chevauchement d'une faille sud-ouest-nord-est, située au nord de la Médian Tectonic Line, et qui aurait joué sur 1 mètre.

« Nous vivons au Japon une période très étrange sur le plan sismique, commente M. Fukuyama. Ces deux dernières années nous avons enregistré cinq secousses importantes dans tout l'archipel. » La dernière fois qu'une situation analogue a été observée, c'était dans les années 40 et 50. Au Japon, chacun se souvient des terribles séismes de magnitude 8 qui ont alors frappé le sud du pays (lire ci-dessus).

Jean-François Augereau et Jean-Paul Dufour

La Pologne espère faire bientôt partie de l'OCDE

UNE CROISSANCE de près de 5 % en 1994 ; un taux de chômage qui paraît s'être stabilisé mais qui reste élevé ; un secteur privé désormais dominant. La Pologne, régulièrement secouée par des difficultés politiques, a pu présenter lundi 16 janvier un bilan économique globalement satisfaisant à l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). Satisfaisant au point que le gouvernement polonais estime que, d'ici un an, le pays fera partie de l'OCDE, rejoignant ainsi les vingt-quatre États industrialisés qui ont accepté en leur enceinte, en 1994, le Mexique. Salvatore Zecchini, directeur du Centre pour la coopération avec les économies en transition, a déclaré lundi 16 janvier que l'OCDE examinait les progrès faits par la Pologne en matière de libéralisation économique, de convertibilité des changes ou d'ouverture commerciale.

Un résultat est probant : après la forte récession du début des années 90, la Pologne a connu en 1994 sa troisième année consécutive de croissance. Le PIB a augmenté de 4,5 %, classant ce pays en haut du palmarès pour l'ensemble de la région. « Rétrospectivement, l'économie polonaise a témoigné d'une capacité d'adaptation étonnante face aux changements systémiques et à la perte des marchés du CAEM (Conseil d'assistance économique mutuelle, l'accord commer-

cial des pays socialistes) », souligne le rapport de l'Organisation du Chateau de la Monnaie, qui met en avant la progression de la compétitivité globale du travail, dans pratiquement tous les secteurs industriels. Les deux lanternes rouges de l'expansion tirée par le secteur privé sont l'agriculture et le logement.

EFFORTS A POURSUIVRE

Autre évolution encourageante, celle de la balance des paiements. Elle a bénéficié de l'accord passé en septembre 1994 avec les banques créancières, qui ont réduit de moitié une dette extérieure commerciale de 14 milliards de dollars (75 milliards de francs). Cet accord, qui s'ajoute à la réduction de la dette publique consentie par le club de Paris en 1991, allège sensiblement le fardeau de la dette, et l'OCDE juge que « la voie est désormais libre pour un retour de la Pologne sur les marchés internationaux de capitaux et pour une possible réduction du coût des crédits qui lui seront consentis ».

La croissance économique a été stimulée par les exportations (+20 % au premier semestre 1994), mais aussi par l'investissement et la consommation. Pour la première année, le chômage a plafonné à 16 % environ de la population active, estime Grzegorz Kolodko, ministre des finances de la Pologne, de passage à Paris le 16 janvier. Un

taux élevé, mais qui paraît s'être stabilisé depuis plus d'un an. L'OCDE souligne que le chômage touche beaucoup plus les régions rurales de Pologne septentrionale, où il dépassait souvent 20 % en 1993, que les grands centres industriels. Mais ses experts notent aussi que plus de 50 % des chômeurs inscrits ne recevaient plus de prestations sociales en 1993, contre 21 % en 1991.

Pour l'OCDE, les efforts doivent être poursuivis sur trois fronts. Celui de l'inflation, tout d'abord. Certes, on est aujourd'hui bien loin des 600 % enregistrés en 1989, mais avec une hausse des prix de détail de 30 % environ en 1994, le risque d'anticipations inflationnistes fortes n'a pas disparu, car il s'agit d'un « plancher difficile à crever ». Celui de la restructuration des entreprises, ensuite. Le secteur privé assure la moitié de la production nationale polonaise, mais la plupart des grandes entreprises sont toujours aux mains de l'Etat. La gestion du secteur public doit surtout être améliorée, à défaut d'une privatisation rapide, estime l'Organisation. Dernier domaine dans lequel la Pologne doit poursuivre ses efforts d'assainissement : le secteur bancaire et plus généralement financier, lequel est ébranlé par des crédits « non performants » consentis au secteur d'Etat.

Françoise Lazare

مكتبة المجلد

Le Parlement européen doit investir la nouvelle Commission

Pour la première fois, l'exécutif bruxellois est soumis au feu vert des députés de Strasbourg

François Mitterrand devait présenter, mardi 17 janvier dans l'après-midi, devant le Parlement de Strasbourg, le programme des six mois

de présidence française de l'Union européenne. Les 626 eurodéputés sont, d'autre part, appelés, mercredi, à se prononcer, pour la première fois,

sur l'investiture de la Commission de Bruxelles, présidée par le Luxembourgeois Jacques Santer, dont l'entrée en fonctions est prévue au 23 jan-

vier pour une durée de cinq ans (lire, page 13, le portrait de Jacques Santer). Un vote négatif constituerait une surprise de taille.

STRASSBOURG
(Union européenne)
de notre correspondant

« Si nous nous couchions maintenant, notre assemblée ne serait qu'un tigre de papier », déclarait Georg Jazembowski, député chrétien-démocrate allemand à la veille de la session du Parlement européen. Ce disant, M. Jazembowski demandait, en fait, à ses collègues de tirer les conséquences de l'audition des dix-neuf commissaires européens, la semaine dernière à Bruxelles (*Le Monde* du 13 janvier) et de refuser l'investiture du collège bruxellois si celui-ci n'acceptait pas certains aménagements. Jean-Louis Bourlanges (UDF), qui siège également dans les rangs du PPE (Parti populaire européen), la formation regroupant les démocrates-chrétiens européens et les conservateurs britanniques, affirmait pour sa part qu'il fallait remettre les pendules à l'heure, c'est-à-dire demander au président de la commission de tenir compte des souhaits des parlementaires.

Ces déclarations, surprenantes car elles viennent d'être appartenant à la même famille politique que Jacques Santer, semblent confirmer l'impression que l'assemblée de Strasbourg devient un bateau ivre à chaque fois qu'elle doit prendre une vraie décision politique. Il y a un an, les eurodéputés avaient, ainsi, juré de ne pas approuver l'élargissement de l'Union, pour donner finalement leur feu vert à une large majorité. Deux mois plus tard, ils se faisaient une plus grande frayeur encore en

approuvant la nomination de M. Santer à une faible majorité.

Qu'en sera-t-il, mercredi, pour l'équipe conduite par le premier ministre luxembourgeois, étant entendu que l'investiture, conformément à la tradition démocratique en Europe, est globale et non individuelle ? En imposant à tous les commissaires une sorte d'examen de passage, procédure que le traité de Maastricht ne prévoit pas, les eurodéputés ont créé une situation ambiguë. Certes, ils ont voulu

prendre date et mieux contrôler un exécutif sur lequel ils comptent s'appuyer pour accroître leurs pouvoirs. Ce faisant, n'ont-ils pas publié qu'ils ont des pouvoirs exorbitants par rapport, à titre d'exemple, aux députés de l'Assemblée nationale française : leur Parlement peut investir et censurer la Commission mais ne peut pas être dissous.

Dans cette partie biaisée, M. Santer a navigué au plus près, en recommandant à ses commissaires d'être prudents, certes, mais aussi

de s'efforcer de faire bonne figure. Le nouveau président ne pouvait prévoir, ici et là, les maladroites, les propos peu conformistes, voire pas assez démocratiques. Le Français Yves-Thibault de Silguy (économie et monnaie) s'est, ainsi, vu reprocher son « manque d'engagement européen ». Sa compatriote, Edith Cresson, convaincante sur la partie « recherche » de son portefeuille, a été jugée faible pour celle concernant l'éducation et la formation. Quant à la Suédoise Anita Gradin (coopération judiciaire et policière), elle est également suspectée de manquer d'engagement.

d'entamer son mandat. M. Bourlanges ne reconnaît-il pas que M. Santer n'avait pas « le pouvoir de modifier son équipe » ? Aucune des conclusions rédigées à l'issue des auditions ne demande d'ailleurs la démission de l'un ou l'autre commissaire. Que va-t-il rester, au bout du compte, des requêtes présentées par les parlementaires si ce n'est des remèdes à doses homéopathiques ?

Même M. Jazembowski n'évalue pas à plus d'un quart du groupe les eurodéputés du PPE (173 sièges) qui pourraient voter contre l'investiture. (M. Bourlanges disait ne pas avoir encore pris de décision quant à son vote). Wilfried Martens (Belgique), président de la formation démocrate-chrétienne, affirmait, lui, que « l'objectif était de donner l'investiture à la Commission Santer ». En réalité, l'issue du scrutin dépendra beaucoup de l'attitude du groupe socialiste, le plus nombreux de l'hémicycle (221 sièges).

M. Santer avait été « investi » en juillet dernier grâce à l'appui des socialistes grecs, espagnols et portugais. Seront-ils seuls au PSE (Parti des socialistes européens) à soutenir un collège qui comporte nombre de leurs amis politiques ? Elisabeth Guigou et Michel Rocard ont en tout cas marqué leur intention de voter l'investiture. Et l'ancien ministre des affaires européennes de déplorer la fâcheuse propension du Parlement européen à être constamment en quête de « vrais faux pouvoirs ».

Marcel Scotto

M. Mitterrand « à plein temps »

François Mitterrand, qui devait exposer mardi, devant le Parlement européen à Strasbourg, le programme de la présidence française de l'Union européenne, « entend veiller à ce que la campagne présidentielle n'offense pas la capacité de la France d'assumer de façon pleine et active sa présidence », a indiqué, lundi 16 janvier, le porte-parole de l'Elysée, Jean Musitelli. Ce dernier a souligné que M. Mitterrand se montrerait « d'une extrême vigilance ». Alors qu'une « grande partie de la classe politique » sera mobilisée par l'échéance du printemps, le président de la République, « libre de tout engagement électoral, pourra se consacrer à plein temps à la présidence française », a assuré M. Musitelli, qui a par ailleurs annoncé qu'après chaque réunion ministérielle des quinze le ministre français qui aura exercé la présidence en rendra compte le mercredi suivant en conseil des ministres à Paris. En outre, le conseiller diplomatique de l'Elysée, Jean Vidal, assistera à la réunion de « suivi » de la présidence française que le premier ministre Edouard Balladur tiendra chaque semaine avec les ministres concernés.

Devant les parlementaires européens, M. Mitterrand devrait notamment insister sur le respect du calendrier de mise en œuvre de la monnaie unique. « Avec la reprise, l'objectif de 1997 n'est pas irréaliste », a estimé M. Musitelli.

C'est également au nom de la reprise et des engagements pris à Maastricht que le président de la République devrait mettre l'accent sur la dimension sociale de la construction européenne. « La politique sociale existe sur le papier, mais elle n'a pas encore de réelle consistance », a-t-il noté en soulignant que ce serait l'un des objectifs de la présidence française de lui « donner un peu plus de substance ». — (AFP)

La domination des partis de centre droit

PRÉSIDÉE par l'ancien premier ministre luxembourgeois Jacques Santer, la nouvelle Commission européenne, qui doit recevoir cette semaine l'investiture du Parlement européen pour entrer en fonction le 23 janvier prochain, comprend, outre son président, dix-neuf commissaires.

A la suite de l'élargissement de l'Union européenne, le 1^{er} janvier, la Suède, la Finlande et l'Autriche y sont représentées pour la première fois. Chacun des cinq pays les plus peuplés de l'Union européenne — l'Allemagne, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie — a pu envoyer deux commissaires à Bruxelles, les autres un seul. Les femmes y sont nettement mieux représentées que dans la précédente équipe conduite par Jacques Delors, avec cinq commissaires.

POIDS LOURDS

La Commission comprend quelques « poids lourds » déjà bien connus comme Leon Brittan, le Britannique (conservateur) chargé des relations commerciales de l'Union, ou Hans van den Broek, le Néerlandais (chrétien-démocrate), qui sera responsable de la politique étrangère et de la sécurité commune, ainsi que de l'élargissement aux pays de l'Est. Les autres grands dossiers reviennent à l'Espagnol Marcelino Oreja (chrétien-démocrate), chargé des questions institutionnelles, c'est-à-dire de la réforme de 1996, et au Français Yves-Thibault de Silguy, responsable pour les affaires économiques, financières et monétaires — donc du grand rendez-vous de la fin de la décennie avec la monnaie unique. La politique agricole a été confiée au représentant de l'Autriche, Franz Fischler, ancien agriculteur lui-même, qui aura à

coeur de défendre le maintien de la petite exploitation familiale. Comme M. Santer, les titulaires de ces grands dossiers sont proches de formations situées au centre droit de l'échiquier politique de l'Union européenne, et qui sont associées au sein du Parti populaire européen (PPE). M. de Silguy est un membre de l'entourage du premier ministre Edouard Balladur. En raison de l'éclatement des droites, françaises notamment, au Parlement européen, le PPE n'y est pourtant que la deuxième formation, avec 173 sièges, derrière le Parti des socialistes européens (PSE), avec 221 sièges.

Avec neuf postes de commissaires, contre dix aux partis conservateurs, chrétiens-démocrates et libéraux, et un poste occupé par le petit Parti radical italien, la sensibilité socialiste pourra cependant faire entendre sa voix. Plusieurs de ses représentants sont de fortes personnalités, comme l'ancien premier ministre français Edith Cresson, le Britannique Neil Kinnock, ancien chef du Parti travailliste, ou Monika Wulf-Mathies, très connue en Allemagne où elle a été longtemps président du puissant Syndicat de la fonction publique et des transports. Dans les grands débats, cependant, comme sur la question du degré de fédéralisme de l'Union européenne, les divisions ne sont pas tant marquées par telle ou telle couleur politique que par les convictions personnelles et l'origine nationale. Les divisions passent souvent à l'intérieur des formations politiques elles-mêmes. Beaucoup dépendent alors de la personnalité du président de la Commission. Jacques Delors avait, ainsi, considérablement marqué de son sceau le travail de la Commission précédente.

Henri de Bresson

Les vingt membres

Voici les membres de la nouvelle commission et leurs principales attributions :

● Jacques Santer : 57 ans, chrétien-social luxembourgeois, président.

● Leon Brittan : 55 ans, conservateur britannique, relations commerciales, relations avec les pays industrialisés et certains pays d'Asie.

● Hans van den Broek : 57 ans, chrétien-démocrate néerlandais, politique extérieure et de sécurité commune, relation avec les pays de l'Est et de l'ex-URSS.

● Manuel Marín Gonzalez : 45 ans, socialiste espagnol, relations avec l'Amérique latine, pays du pourtour méditerranéen, Proche et Moyen-Orient et certains pays d'Asie.

● João de Deus Pinheiro : 49 ans, libéral portugais, relations avec les pays d'Amérique-Caribbe-Pacifique et l'Afrique du Sud.

● Karel Van Miert : 52 ans, Belge, socialiste flamand, politique de la concurrence.

● Martin Bangemann : 59 ans, libéral allemand, industrie, technologie de l'information.

● Padraig Flynn : 55 ans, conservateur irlandais, social et emploi.

● Marcelino Oreja Aguirre : 59 ans, démocrate-chrétien espagnol, questions institutionnelles, culture et audiovisuel.

● Neil Kinnock : 52 ans, travailliste britannique, transports.

● Monika Wulf-Mathies : 52 ans, social-démocrate allemande, politiques régionales.

● Ritt Bjerregaard : 53 ans, socialiste danoise, environnement.

● Edith Cresson : 60 ans, socialiste française, recherche et formation.

● Yves-Thibault de Silguy : 46 ans, conservateur français, questions économiques, monétaires et financières.

● Mario Monti : 51 ans, libéral-indépendant italien, marché intérieur et fiscalité.

● Emma Bonino : 46 ans, radicale italienne, consommateurs, aide humanitaire et pêche.

● Christos Papouthis : 41 ans, socialiste grec, énergie.

● Franz Fischler : 48 ans, conservateur autrichien, agriculture.

● Erkki Liikanen : 44 ans, socialiste finlandais, budget, personnel et administration.

● Anita Gradin : 61 ans, socialiste suédoise, immigration, affaires intérieures et justice.

M. Juncker a été nommé premier ministre du Luxembourg

LUXEMBOURG

de notre envoyé spécial

Si la désignation de Jacques Santer à la présidence de la Commission européenne a constitué, l'été dernier, une divine surprise pour les Luxembourgeois, il n'y a eu aucun suspense quant au choix de son successeur. Il est, en effet, de tradition au Parti chrétien-social que le premier ministre ait un dauphin. Jean-Claude Juncker était préparé depuis longtemps à une succession de pouvoirs qui s'est faite en douceur ces derniers mois, alors que M. Santer partageait son temps entre Luxembourg et Bruxelles.

Plus jeune que M. Santer — il est né en 1954 —, M. Juncker paraît sorti du même moule. Même naissance dans un milieu modeste, mêmes études de droit en France, mêmes débuts d'avocat jusqu'à un engagement précoce au sein du Parti chrétien-social, majoritaire au Grand-Duché. A trente ans, il était déjà ministre du travail, ministre délégué au budget. Depuis 1989, il cumule les portefeuilles, a priori peu compatibles, des finances et du travail.

« TOILETTE EUROPÉENNE »

Il y a pourtant des différences de style entre les deux hommes. Bon orateur, non dépourvu de vivacité face à ses contradicteurs politiques, moins consensuel peut-être, M. Juncker risque d'avoir des relations plus délicates que son prédécesseur avec Jacques Poos, ministre socialiste des affaires étrangères et autre homme-clé de la coalition gouvernementale. Il ne craint pas les formules « provocantes ». « Dans ce pays où il y a un quart de pauvres, nous dit-il à propos du « prospère Luxembourg », on ne peut pas continuer à servir aux fonctionnaires une retraite égale aux cinq sixièmes de leur salaire d'actif. » De quoi susciter des remous chez ces retraités de la fonction publique, privilégiés, nombreux et très mobilisés.

Bien sûr, M. Juncker s'affirme « totalement européen ». Quoique non socialiste, s'il avait été français et si Jacques Delors s'était présenté, il aurait voté pour lui à l'élection présidentielle, confie-t-il. Mais il a horreur d'une certaine langue de bois communautaire, et il demande plus d'esprit « adulte » chez les eurolyriques. D'ailleurs, connaissant le « pays » profond, il ne se fait pas d'illusions : « Si un référendum sur Maastricht avait eu lieu ici, je suis persuadé que ça aurait été un petit non. » Quand on l'entend, si décidé, si net de ton, on croit volontiers ce qu'il dit à propos du compromis négocié en juillet pour la reconduction du gouvernement entre chrétiens-sociaux et socialistes : « Je compte faire un usage personnel des arrangements qui ont été conclus alors. »

Jean de la Guérivière

Les Quinze continuent à prôner une politique de convergence

BRUXELLES
(Union européenne)
De notre correspondant

Les ministres des finances des quinze pays de l'Union européenne élargie, réunis, lundi, pour la première fois sous la présidence française, refusent de considérer que le système monétaire européen (SME) tangue à nouveau au-delà du raisonnable. « Depuis le 3 août 1993, beaucoup d'événements se sont passés. Le mécanisme de change du SME a fait preuve de sa robustesse et je suis convaincu qu'il continuera à le faire. Le ministre espagnol nous a confirmé sa volonté de pratiquer une politique de stabilité. Nous avons constaté que les turbulences observées ces derniers jours sur les marchés étaient aujourd'hui apaisées », a déclaré Edmond Alphandery, le ministre français de l'économie qui, durant ce premier semestre, conduira les travaux du conseil « éconfin ». Le message est donc qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter, les tensions sur les mon-

nales latines (lire, peseta, escudo) ayant des raisons principalement politiques. Rien n'indique, selon les Quinze, que les gouvernements concernés ne soient pas en mesure de pratiquer la politique de convergence qu'exige le programme d'Union économique et monétaire (UEM).

C'est vrai de l'Espagne qui, contrairement à la lire, n'est pas sortie du mécanisme de change du SME. La peseta se trouve actuellement environ 10 % au-dessous de son taux pivot, et l'Espagne devra ramener cours de sa devise vers le taux central. « Les Espagnols ont un gouvernement, des fondamentaux qui ne sont pas mauvais, avec des perspectives de reprise économique. Tout le monde admet que la peseta est sous-évaluée. Le gouvernement a pris des mesures et en a annoncé d'autres qui ont été bien accueillies », commentait un proche collaborateur de Henning Christophersen, le commissaire chargé des affaires économiques et mo-

netaires. Situation différente en revanche pour la lire italienne sortie du SME en septembre 1992. Cependant, elle reste considérablement sous-évaluée et il serait souhaitable qu'elle reprenne un peu de vigueur.

Pour limiter les effets de telles turbulences, il faut pratiquer avec détermination une politique de convergence. « Nous n'arriverons à la troisième étape de l'UEM que si nous accomplissons des efforts crédibles. Le conseil européen d'Essen a souligné l'importance des critères de convergence et il faut lutter contre tout affaiblissement de ses critères. Le passage à la troisième étape ne se fera que si on réalise des économies partout où cela est possible », a ainsi déclaré Theo Waigel, le ministre allemand. M. Alphandery, a demandé que les Quinze procèdent à la revue des déficits publics des Etats membres dès le mois de juin et non en septembre comme l'an passé.

Philippe Lemaître

LUNE DE MIEL OU IDYLLE SOUS LE SOLEIL ?

SÉJOUR À LA JAMAÏQUE 13100^F

Hôtel Sandals Royal Caribbean.

Fortait 9 jours/7 nuits. Aux Caraïbes, une pause à deux, en amoureux dans un hôtel Sandals luxueux, avec sports la journée et soirées animées, cuisine raffinée et boissons à volonté. Une formule : le "tout compris" absolu, sourire inclus.

Prix par personne, base chambre double en pension complète de 13.01 au 22.02.95 et de 9.03 au 12.04.95. Départ Paris. Hors taxes d'aéroport et assurances.

Renseignements et inscriptions dans votre agence de voyages habituelle.

JET TOURS. L'EXIGENCE DE VOS VOYAGES.



Les économies sud-américaines en marche vers l'intégration

Sous l'impulsion des Etats-Unis, le virus du libre-échange a gagné tout le continent, de l'Alaska à la Terre de Feu. Une orientation dont la crise mexicaine a paradoxalement révélé la force

Si les années 80 passent, à l'échelle de l'Amérique latine, pour celles de « la décennie perdue » sur le plan économique et social, les années 90 sont, elles, résolument orientées vers la libéralisation des

échanges et le développement commercial intégré du continent américain. Sous l'influence du grand voisin du Nord, le changement de cap est brutal : d'une politique de substitution aux importations

sous haute protection douanière, la grande majorité des pays latino-américains sont passés à une stratégie principalement axée sur l'exportation. C'est ainsi que, de l'Alaska à la Terre de Feu, est née

l'idée d'une vaste zone de libre-échange. Du Mercosur à l'Alena, en passant par le pacte andin, l'Association des Etats caribbes ou le G 3, les alliances et les accords se multiplient.

La récente crise financière mexicaine aura démontré, en tout cas, la réalité de l'interdépendance des économies de l'ensemble du continent et la solidarité dont Washington a fait preuve.

LA CRISE du peso mexicain ne freinera pas, de l'avis presque unanime des observateurs, l'ardeur des pays latino-américains à poursuivre l'intégration de leurs économies – entre elles et, si possible, avec le nord du continent. La solidarité dont Washington a immédiatement fait preuve vis-à-vis de son partenaire de l'Alena (accord de libre-échange nord-américain) dans la tourmente a accentué l'intérêt, pour le Sud, de telles alliances avec le Nord. Cette solidarité s'est exprimée non seulement en paroles mais en actes : les Etats-Unis ont d'abord contribué pour moitié au fonds de 18 milliards de dollars constitué pour stabiliser la monnaie mexicaine, avant de proposer une augmentation substantielle de cette ligne de crédit.

Jusqu'à présent, les Etats-Unis du démocrate Bill Clinton ont tenu les promesses de l'ancien président républicain George Bush vis-à-vis du reste du continent. « Ouvrez vos économies, libérez vos entreprises d'Etat pléthoriques et déficitaires et nous vous aiderons » : telle fut l'attitude de George Bush – et des organismes multilatéraux tels que le FMI et la Banque mondiale – au

en péril par les chocs pétroliers, l'accélération des rythmes inflationnistes, puis la crise de la dette extérieure inaugurée par le Mexique en 1982. A l'exception du général Pinochet au Chili, les dictateurs latino-américains sont aussi tombés pour n'avoir pas su empêcher une dégradation économique (le revenu par habitant a chuté de 9 % durant les années 80 dans la zone).

« TRADE NOT AID » Les gouvernements démocratiques qui leur ont succédé se sont laissés convaincre que la sortie du sous-développement passait par les succès à l'exportation : « Trade not aid », leur martelait-on aux Etats-Unis, de moins en moins disposés à leur consentir de l'aide au développement sans contrepartie susceptible de susciter de nouveaux flux commerciaux. Ils ont donc pris le président Bush au mot, lorsque ce dernier lança, en juin 1990, son « Initiative pour les Amériques », qui entrevoyait une vaste zone de libre-échange « de l'Alaska à la Terre de Feu ».

Cette conversion des Etats-Unis à une approche régionaliste a largement contribué à une relance quasiment frénétique des processus

ché commun centre-américain (MCCA). Formé en 1960, il avait permis aux pays concernés d'augmenter fortement leurs exportations jusqu'en 1969, année où éclata un conflit territorial entre le Honduras et le Salvador, avant les guerres civiles dans les pays de la zone. L'échec de la relance du MCCA en 1991 et 1992 aboutit au constat suivant : les accords associant des pays aux productions trop identiques et peu diversifiées sur un marché exigent atteignent vite leurs limites.

Les treize membres du Caricom, créé en 1973 entre les Etats anglophones de la région caraïbe, sont arrivés à la même conclusion en 1992, persuadés de la nécessité d'étendre leur zone de libre-échange aux Etats continentaux bordés par la mer des Caraïbes, pour qu'elle soit viable. Dans ce but, ils ont formé, en juillet 1994, l'Association des Etats caraïbes, élargie à vingt-cinq membres, parmi lesquels les pays d'Amérique centrale, la Colombie, le Venezuela et le Mexique.

Comme le MCCA, le pacte andin s'était fixé, à sa création en 1969, l'objectif ambitieux de réaliser, outre une union douanière, une « planification industrielle commune ». Ce but ne fut jamais atteint. Les membres du pacte viennent à peine de s'entendre sur l'introduction, à partir de février 1995, d'un tarif extérieur commun (de 5 % à 20 % suivant les cas), une des clés de toute véritable intégration. Leur alliance végète. Le Chili l'a quittée dès 1976. Le Pérou s'en est mis en marge en août 1992, quatre mois après le « coup d'Etat civil » du président Alberto Fujimori ; il est actuellement considéré comme un « membre non actif ». Les plus pessimistes considèrent que le pacte andin n'est plus, dans les faits, qu'une « union à deux » entre la Colombie et le Venezuela, qui réalisent à eux deux la moitié des échanges intra-andins et 70 % des exportations du pacte.

Or ces deux pays ont constitué en janvier 1991 avec le Mexique le groupe des Trois, dit G 3, en vue de la création d'une zone de libre-échange entre eux. Ils se sont entendus, en juin 1994, sur une réduction annuelle de 10 % de leurs tarifs à partir de cette année (la Colombie doit encore ratifier cet accord).

Mercosur : le choix du « tout marché »

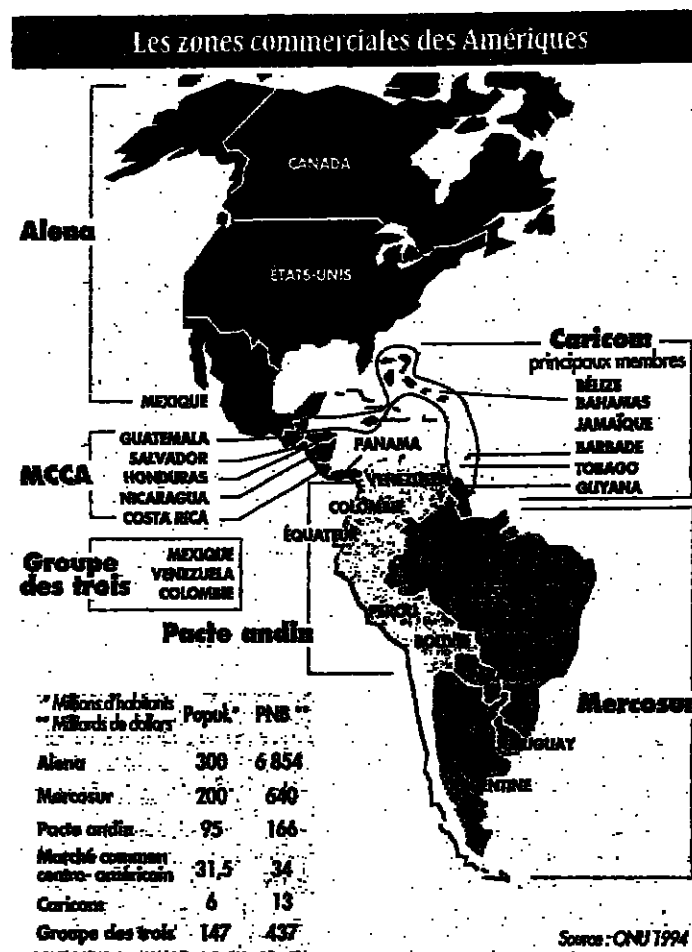
Le Mercosur est original à plus d'un titre. Il aspire à devenir une véritable union douanière, avec une harmonisation des politiques économiques et fiscales de ses membres, plus facilement envisageable depuis que le Brésil a jugulé son inflation. Ses institutions sont légères : un « conseil des ministres », réuni à occasions régulières, en guise d'instance politique et un « groupe du Mercosur » sans budget autonome en guise d'exécutif. Toute idée de politique industrielle ou agricole concertée est exclue, afin d'échapper aux travers du Marché commun centre-américain (MCCA) ou du pacte andin. Aucun mécanisme correcteur n'est donc envisagé pour les régions déjà défavorisées, qui pourraient souffrir grandement des ouvertures à la concurrence. Les réglementations étant entièrement laissées au marché, il n'est pas non plus prévu de mécanismes compensatoires pour les deux petits pays du groupe, l'Uruguay, dont on prévoit une orientation économique vers les services, et le Paraguay, qui devrait subir les adaptations les plus douloureuses.

sortir de la décennie des années 80, que l'on qualifie de « perdue » pour l'Amérique latine.

Pour développer leurs industries nationales, la plupart des pays du sous-continent avaient maintenu des politiques dites de substitution des importations, sous haute protection tarifaire. Elles furent mises

d'intégration latino-américains, à un moment où, par ailleurs, la CEE poursuivait ses avancées. Les tentatives se sont d'abord multipliées pour redonner vie à des structures existantes, nées à partir des années 60 mais tombées en désuétude depuis.

Ce fut notamment le cas du Mar-



Ce G 3 n'est pas la seule des nouvelles alliances apparues, plus souples que les anciennes, sans compter la vingtaine d'accords bilatéraux signés sur le continent depuis le début des années 80 et visant tous la disparition des droits de douane. L'impulsion a été donnée par l'ouverture de négociations entre les Etats-Unis, le Guatemala, leur pays proche « voisin » du Sud, le Mexique, qui aboutirent en 1992 à la signature de l'Alena, l'accord nord-américain de libre-échange, entré en vigueur en janvier 1994. Fort courtois du fait de son partenariat avec les géants du Nord, le Mexique a en outre signé un accord bilatéral de libre-échange avec le Costa Rica en octobre 1994, considéré comme un « modèle du genre » par de nombreux spécialistes. De quoi affaiblir davantage le MCCA, à l'intérieur duquel les

échanges ont néanmoins retrouvé leur niveau du début des années 80. Parmi les zones nouvellement créées, le Mercosur apparaît souvent, aux yeux des investisseurs, comme « le pôle le plus sérieux et l'ensemble le plus cohérent du point de vue commercial ». Cette alliance s'est formée en un temps record, entre le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay. Il s'est écoulé moins de quatre ans entre sa naissance sur le papier et l'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 1995, de ce Marché commun du Sud, qui représente plus de la moitié du PIB de l'Amérique latine (lire ci-contre). Les droits de douane subsistant ont alors été supprimés sur 90 % des marchandises échangées ; un régime transitoire est prévu sur dix ans pour le reste ; un tarif extérieur commun a été appliqué, allant de zéro à 20 % suivant les cas. Déjà, le

commerce intra-Mercosur avait plus que triplé depuis 1991 et le Brésil, qui ne destinait qu'un cinquième de ses exportations au reste de l'Amérique latine en 1993, est devenu le plus important partenaire commercial de l'Argentine, détrônant les Etats-Unis.

BOUSCULADE A LA PORTE

Séduits par cette intégration menée au pas de course, la Bolivie, membre du pacte andin, est candidate pour entrer dans le Mercosur. C'est aussi le cas, depuis peu, du Chili, le « jaguar du Sud », qui a commencé le plus tôt à dégrader son économie. Santiago avait jusqu'à boudé les alliances latino-américaines, préférant les accords bilatéraux (avec le Mexique notamment en 1991) ou les grands ensembles « crédibles », comme l'Alena, dont il souhaite, depuis 1992, devenir le quatrième partenaire. Les Etats-Unis, le Canada et le Mexique se sont engagés l'an passé à mener à bien avec lui des négociations en ce sens d'ici 1997.

Aujourd'hui comme hier, on se bouscule littéralement à la porte de l'Alena. Outre le Chili, l'Argentine, le Venezuela, la Colombie sont candidats. Des ensembles comme le Caricom, le MCCA et le Mercosur voudraient y adhérer ou, du moins, s'en rapprocher (sans négliger les liens à développer avec l'Union européenne). Quelle sera la réponse des Etats-Unis ?

Cédant à la pression du Sud, le président Clinton s'est engagé, avec les trente-trois chefs d'Etat ou de gouvernement du continent (sauf Cuba) réunis début décembre 1994 à Miami, à construire, d'ici 2005, la vaste zone de libre-échange « de l'Alaska à la Terre de Feu » que M. Bush avait esquissée. Rendez-vous a été pris, lors de ce « sommet des Amériques », pour identifier dès juin prochain les secteurs où avancer le plus rapidement. C'était avant la crise du peso.

Déjà échaudé par les rudes batailles menées pour obtenir du Congrès la ratification de l'Alena en 1993, puis les accords du GAITT en 1994, le président démocrate pourrait être tenté de ralentir le mouvement, si la crise mexicaine devait lui coûter trop cher, en termes politiques et économiques.

Martine Jacot

La France incite l'Algérie à saisir l'« offre de paix » de l'opposition

LA FRANCE a appelé, lundi 16 janvier, « tous les acteurs de la vie politique algérienne » à s'entendre pour ouvrir un dialogue après l'« offre de paix » faite par l'opposition algérienne, y compris les islamistes, réunie à Rome du 8 au 13 janvier (Le Monde daté 15-16 janvier).

« La France a toujours appelé au dialogue entre tous ceux qui résistent ou renoncent à la violence », a déclaré le porte-parole du ministère français des affaires étrangères, Richard Duqué, qui a rappelé que le gouvernement français avait déjà fait part de son « intérêt » pour la réunion de Rome.

Washington, pour sa part, avait estimé, dès vendredi, que cette réunion représentait « un effort sérieux pour contribuer à lancer un processus pouvant mener à une solution non violente », selon le département d'Etat, réaction qui contraste avec celle de la Grande-Bretagne, qui s'est bornée à « prendre note » des résultats de la rencontre.

MANIFESTATIONS

Le Front islamique du salut et une large partie de l'opposition algérienne ont signé à Rome un « contrat national », appelant le pouvoir à des négociations pour éviter une « guerre civile » en Algérie. Le texte préconise, notamment, la tenue d'une conférence nationale qui devra définir « les structures transitoires, les modalités et la durée d'une période de transition, la plus courte possible, devant

aboutir à des élections libres et pluralistes ».

L'accord a été vivement critiqué par les médias officiels algériens, qui le rejettent comme une « manipulation islamiste ». Suscitées par le pouvoir, plusieurs manifestations populaires ont eu lieu, par ailleurs, dans plusieurs villes d'Algérie pour dénoncer la rencontre de Rome comme étant « une ingérence étrangère » dans les affaires du pays.

Le président de l'instance exécutive du FIS à l'étranger, Rabah Kébir, a affirmé que si les revendications de l'opposition n'étaient pas prises en compte par les autorités algériennes, l'Algérie « sombrerait dans le chaos total et la guerre civile ouverte ».

D'autre part, dans une déclaration à l'AFP, le dirigeant islamiste a considéré comme « un pas positif », l'offre faite, dimanche 15 janvier, par le Groupe islamique armé (GIA) au gouvernement algérien, sous réserve de son authentification. Le GIA, le plus radical des mouvements islamistes armés, a annoncé être prêt à « arrêter la guerre » si le pouvoir algérien accepte les demandes des participants à la réunion de Rome, et a posé trois autres conditions : l'application de la « loi de Dieu » contre les généraux, la libération d'un des anciens chefs du GIA, condamné à mort, et la dissolution des « partis communistes et athées ».

Au moment où l'opposition et les islamistes tentent de forcer le

pouvoir au dialogue, une flambée de violence sans précédent secoue l'Algérie : attentats et accrochages se multiplient. Ces derniers jours, les affrontements sanglants entre groupes armés et forces de sécurité n'ont connu aucune trêve. Des commandos islamistes ont commis de nouveaux assassinats, notamment de policiers. De son côté, l'armée poursuit ses opérations de « rattrapage » et a considérablement accentué sa pression sur les bastions islamistes.

CLIMAT TENDU

De nombreux Algériens s'attendent à de nouvelles journées sanglantes à l'approche du Ramadan, qui doit débiter à la fin du mois de janvier ; cette période avait été marquée, en 1994, par une flambée de violence, par une vague d'affrontements, d'attentats et de répression.

C'est dans ce climat tendu que les ambassadeurs européens accrédités à Alger ont été reçus, lundi, par le secrétaire général du ministère des affaires étrangères. L'entrevue a permis « un échange de vues sur les questions d'intérêts communs », indique un communiqué, sans plus de précisions.

De son côté, le chef de l'Etat, le général Liamine Zéroual, avait reçu dans la même journée des ambassadeurs et consuls algériens dans certaines capitales occidentales, leur demandant d'« expliquer la démarche de l'Etat algérien dans cette étape conjoncturelle ». (AFP)

Hassan II a inauguré la première université anglophone du Maghreb

RABAT

de notre correspondante Le roi du Maroc a inauguré, lundi 16 janvier, à Ifrane, à 70 kilomètres au sud de Fès, l'université El Alkharayn (les Deux Frères), en hommage au roi Fahd d'Arabie saoudite qui a donné à son « frère » Hassan II les moyens financiers de construire ce campus dont le coût s'est élevé à 90 millions de dollars (près de 477 millions de francs). Bâtie à 1 500 mètres d'altitude au milieu des chênes-lièges et des cèdres du Moyen Atlas, et composée de trente-sept chalets de couleur ocre aux toits pentus, cette première université anglophone au Maghreb est une réussite architecturale, due à un Français, Michel

Pinseau, auteur de la mosquée Hassan II à Casablanca.

On compte seulement sept étrangers dans les rangs des trois cents premiers inscrits, dont plus de 60 % sont d'anciens élèves des lycées de la mission laïque française. Pour Wail Benjelloun, vice-président en charge des affaires académiques, cette université sera « ouverte sur la modernité. L'essentiel des cours se feront en anglais, mais nous tenons à ce que tous nos étudiants aient un niveau d'arabe convenable et connaissent bien les valeurs et les traditions arabo-islamiques ». « Nous espérons beaucoup que ce sera un espace de rencontres, de compréhension et de fraternité », ajoute-t-il, en précisant

qu'à côté de la mosquée, seront aussi édifiés des lieux de culte chrétien et israélite pour les étudiants non musulmans.

« VALEURS TRADITIONNELLES »

L'université d'Ifrane comprendra une faculté des sciences et de technologie, une faculté des sciences humaines et une école de gestion. Y seront associés des centres de recherche. Pour M. Benjelloun, il ne s'agit pas d'une université marocaine qui s'inspire du modèle anglo-saxon, dont elle garde ce qu'il y a d'utile et qu'elle ajoute ses propres valeurs traditionnelles.

Au départ, trente-cinq enseignants, dont un tiers de Canadiens, d'Américains et de Britanniques, donneront des cours. La dizaine de membres marocains du personnel d'encadrement a fait des études supérieures aux Etats-Unis ou au Canada.

L'université devrait compter, dans quelques années, trois mille cinq cents étudiants, dont de nombreuses jeunes filles. Le montant de la scolarité semestrielle a été fixé à environ 4 000 dollars (environ 21 000 francs). Le président du conseil d'administration, Ezzeddine Laraki, ancien premier ministre, a précisé que les étudiants les plus méritants et issus de familles modestes recevront des bourses qui leur permettront de suivre gratuitement le cursus.

Mouna El Banna

مكتبة الملك

Le Nigéria tourne le dos à des années de dirigisme économique

Le projet de budget pour 1995 vise à séduire les investisseurs étrangers et à renouer avec le FMI

Le Nigéria entre dans l'ère de l'économie libérale. Fin du contrôle des changes, mise en location des entreprises publiques, abaissement des droits de

douane, allègement de l'impôt sur le revenu : présenté au cours du week-end par le chef de l'Etat, le général Sani Abacha, le projet de budget pour

1995 fait une croix sur des années de dirigisme. Le gouvernement souhaite ainsi relancer la croissance et parvenir à un accord avec le FMI.

LAGOS

correspondance
« Un bon pas en avant », « une agréable surprise » : les milieux d'affaires du Nigéria ont bien accueilli le programme triennal de « libéralisation » et d'« encouragement » au secteur privé, annoncé au cours du week-end par le chef de l'Etat, le général Sani Abacha, dans son discours sur le budget de 1995. Beaucoup craignaient une reconduction, à peine améliorée, des mesures dirigistes adoptées l'an dernier : sous prétexte de soutenir la monnaie nationale, le régime militaire avait enfoncé les entreprises dans un carcan qui les empêchait de financer leurs importations. La crise politique et les grèves de l'été n'ayant rien arrangé, l'activité économique a subi un net ralentissement : la croissance n'a pas dépassé 1 % contre 2,6 % en 1993.

Mais le chef de l'Etat a fini par entendre les doléances du secteur privé exprimées dans d'innombrables forums, rapports et même des pages de publicité payées par les chambres professionnelles. Au terme d'une bataille acharnée au sommet, le commando des « déregulateurs » - qui faisaient miroiter un réajustement de la dette et des lignes de crédit pour de « très gros projets », a vaincu le dernier carré des « dirigistes » sur lesquels le général Abacha s'était appuyé, pour des raisons avant tout politiques, après son arrivée au pouvoir par la force, en novembre 1993.

Le gouvernement a donc supprimé le contrôle des changes qui contraignait les entreprises à opérer toutes leurs transactions par l'intermédiaire de la Banque centrale (CBN), tout en les laissant chroniquement asséchées de dollars. Désormais, chacune possède un compte en devises et les transferts librement. Si le taux officiel à 22 naira pour 1 dollar est maintenu

mais seuls en profiteront les organismes étatiques et certains de leurs fournisseurs - un marché financier autonome est à nouveau autorisé. La valeur de la monnaie y fluctuera suivant la loi de l'offre et de la demande.

UN NOUVEAU « EL DORADO »

Cédant à une vieille revendication du secteur privé, le gouvernement a aboli le décret d'« indigénat » de 1989 (Nigerian Enterprises Promotion Decree) qui obligeait tout investisseur étranger à s'associer à un partenaire nigérian, mais l'empêchait de posséder plus de 40 % des parts. Plus inattendue est la décision, annoncée lundi 16 janvier

par le ministre des finances, Anthony Ani, de proposer au secteur privé national et étranger en « contrat-location » de dix ans des entreprises publiques, y compris les raffineries, les compagnies pétrolières et la compagnie aérienne Nigeria Airways. Enfin, on va alléger l'impôt sur le revenu - l'introduction l'an dernier de la TVA s'était révélée l'une des rares mesures rentables - et lever les barrières douanières sur les denrées de base, pour le bénéfice des consommateurs mais aussi des gros importateurs de sucre, de riz ou de... champagne, qui appartiennent surtout à l'oligarchie nordiste et aux « familles » libanaises.

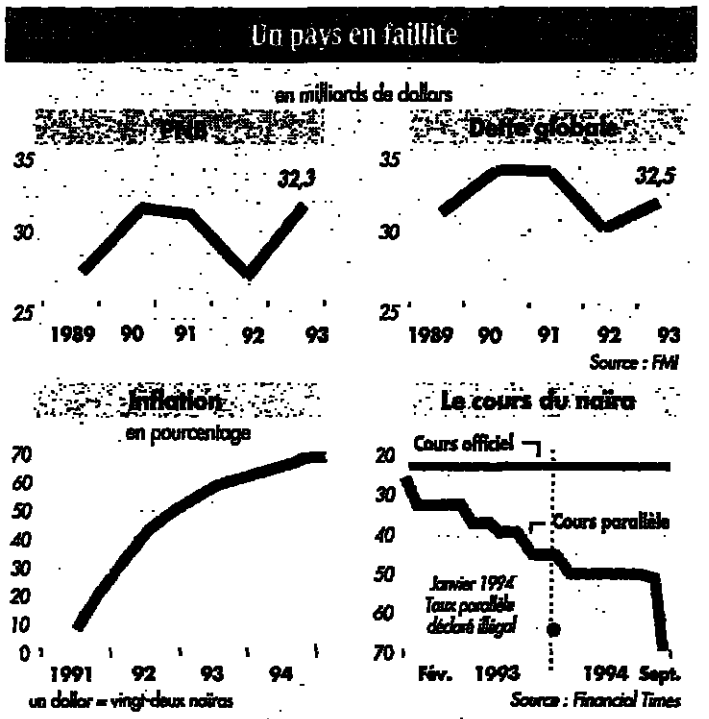
Voilà qui devrait « stimuler chez

les Nigériens leur légendaire esprit d'entreprise », a déclaré le général Abacha, « le secteur privé étant appelé à devenir la force motrice de l'économie ». Mais, dans un pays aussi complexe, quelques hironelles ne suffisent pas à ramener le printemps ni un climat de confiance. Les dernières années ont montré que les luttes d'influence, l'indiscipline, la corruption généralisée pouvaient faire dérailler la locomotive budgétaire la mieux huilée.

La liberté de circulation des capitaux risque d'être surtout utilisée, dans un premier temps, pour « mettre en sûreté » à l'étranger des avoirs qui étaient bloqués au Nigéria. Une telle hémorragie ne peut qu'affaiblir le naira dont le taux officiel est beaucoup trop éloigné du taux parallèle. Une dévaluation serait alors inévitable et, si les dépenses publiques ne sont pas strictement maîtrisées, l'économie sera de nouveau entraînée dans la spirale inflationniste. Or la création de deux nouveaux ministères - dont l'un pour les minerais, le nouveau « Eldorado » situé au Nord - et celle, proposée par la Conférence constitutionnelle, d'une quinzaine de nouveaux Etats au sein de la fédération, sont autant de « pompes à finances ».

Echaudé par ses récentes expériences, le Fonds monétaire international attend surtout de voir si le Nigéria va enfin rembourser une dette publique extérieure évaluée, fin octobre, à 24,4 milliards de dollars (30 milliards de francs) et dont les arriérés - quelque 8 milliards - se sont accumulés tout au long de 1994. Le ministre des finances par intérim, Anthony Ani, a d'ailleurs annoncé, lundi 16 janvier, que son pays ne rembourserait cette année que 2 milliards de dollars, soit un peu moins de la moitié des échéances normales (4,3 milliards).

Michèle Marignac



Pour relancer une économie qui s'écroule année après année, le Nigéria compte sur l'aide des institutions financières internationales et l'investissement étranger

La reconstruction du Rwanda examinée à Genève

GENÈVE

de notre correspondante
Le premier ministre du Rwanda, Faustin Twagiramungu, accompagné d'une grande partie de son gouvernement, doit présenter, mercredi 18 et jeudi 19 janvier, à Genève, aux pays donateurs et aux institutions internationales, un « programme de réconciliation nationale et de reconstruction socio-économique » dont la réalisation nécessite un budget de 764 millions de dollars (4,1 milliards de francs).

En soumettant ce programme, le gouvernement de Kigali fait valoir les « conditions d'apocalypse » dans lesquelles il est arrivé au pouvoir : un million de victimes du génocide, soit 13 % de la population, 2,3 millions de réfugiés, 150 000 « enfants non accompagnés », orphelins pour la plupart, une économie dévastée. La priorité est de reconstituer les ressources d'un Etat aujourd'hui totalement démuné. Il s'agit donc de coordonner et de

contrôler l'économie et les finances - notamment l'aide étrangère - tout en réactivant l'industrie et le commerce privés et en libérant les marchés des biens, du travail et des capitaux, de remettre sur pied les administrations centrale et locales moyennant des « centres d'appui et d'impulsion de l'autopromotion locale », de rétablir les stocks de combustibles, d'assurer l'aide alimentaire et médicale de base.

ASSISTANCE AGRICOLE

Le texte prévoit également un important effort de formation d'enseignants et de personnel médical. D'ores et déjà, l'Unicef a fourni les moyens pour satisfaire les besoins en eau et en électricité de 80 % de la population urbaine, a rouvert 250 écoles, 60 « centres pour enfants non accompagnés » et 150 unités médicales.

De son côté, le Comité international de la

Croix-Rouge (CICR), après avoir apporté une aide alimentaire et médicale d'urgence, a mis sur pied une vaste entreprise d'assistance agricole. Le volet institutionnel et politique du programme donne la priorité à la réorganisation du pouvoir judiciaire, à la réintégration des réfugiés, des personnes déplacées et des militaires démobilisés - en collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés - et à l'application des accords d'Arusha, qui prévoyaient l'établissement d'une démocratie multipartite.

Avant même que la table ronde ait entamé ses travaux, le « gouvernement rwandais en exil » au Zaïre a prié la communauté internationale de rejeter le projet proposé par Kigali, sans apparemment vouloir se rendre compte qu'il s'agit là d'un programme de survie.

Isabelle Vichniac

Le pape a béatifié un laïc mélanésien de Papouasie-Nouvelle-Guinée

PORT-MORESBY

de notre envoyé spécial
Les couleurs des parapluies s'accrochent aux peintures des visages, des coiffures et des costumes. En grande tenue, les tribus venues de Rabaul, en Nouvelle-Bretagne, dansent sous l'averse. Hommes et femmes aux seins nus apportent au pape les reliques d'un des leurs, Peter To Rot, tué par les Japonais en 1945, que Jean Paul II est venu béatifier au stade John Guise, à Port-Moresby, mardi 17 janvier. C'est le premier « bienheureux » de Papouasie-Nouvelle-Guinée, pays indépendant depuis 1975.

Une telle visite du pape dans le Pacifique sud ne cède en rien à un quelconque goût de l'exotisme. Le chef de l'Eglise catholique vient saluer ses fidèles du bout du monde, dans cette terre qui se dit elle-même « oubliée du temps ». Ici, les premiers missionnaires furent méthodistes, luthériens, adventistes, et la majorité de la population est protestante. Ar-

rivés au début du siècle, les catholiques ne représentent que le tiers des quatre millions d'habitants.

Peter To Rot, le nouveau bienheureux, est représentatif de cette population indigène éduquée à la foi chrétienne par des générations de missionnaires, notamment italiens et français (comme ceux du Sacré-Cœur d'Issoudun), qui étaient également des explorateurs, des éducateurs et des cadres pour le pays. C'est parce que ce chrétien laïc, marié et catéchiste, persistait à interdire la polygamie et à organiser le culte que l'occupant japonais l'a éliminé à la fin de la guerre.

5 000 TRIBUS, 700 LANGUES

Jean Paul II a, bien sûr, fait de ce « martyr » un modèle d'« inculturation », c'est-à-dire d'adaptation du christianisme aux cultures locales. Mais dans ce pays de Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui est l'un des plus pauvres du monde et ne compte pas moins de 5 000 tribus et

700 langues, la relève des missionnaires est lente. Seul 7 % du clergé est indigène. Aux vingt-deux évêques réunis à Port-Moresby, le pape a demandé de redoubler d'efforts.

A son arrivée à Port-Moresby, lundi 16 janvier, Jean Paul II avait aussi évoqué le conflit qui oppose le gouvernement aux rebelles sécessionnistes de l'île de Bougainville. Née d'un contentieux sur la mine de cuivre de Panguna, l'une des plus riches du monde, cette guerre a déjà tué deux mille à trois mille personnes.

Le pape s'est adressé à la population de Bougainville en disant qu'il comprenait ses souffrances, mais l'a invitée à « jeter les armes et à chercher la réconciliation ». Il devait s'en expliquer avec le premier ministre, Julius Chan, mercredi 18 janvier, juste avant de prendre la route pour Sydney.

Henri Tincq

Grèce : poursuites suspendues contre M. Mitsotakis

ATHÈNES. Le Parlement grec a adopté, lundi 16 janvier, une proposition de loi de la majorité socialiste (Pasok) suspendant les poursuites engagées, en juin et septembre, contre l'ancien premier ministre conservateur Constantin Mitsotakis, pour deux affaires de corruption et d'écoutes téléphoniques. Quand il était au pouvoir (entre 1990 et 1993), M. Mitsotakis - qui fut le grand rival conservateur de l'actuel chef du gouvernement Andreas Papandréou - avait fait comparaître M. Papandréou devant une Cour spéciale pour une autre affaire de corruption. Le dirigeant du Pasok avait été, à l'époque, innocenté à l'issue d'un procès-fleuve qui avait profondément divisé le pays. M. Papandréou a justifié sa décision de passer l'éponge par un souci de « cohésion nationale ». Les poursuites engagées contre M. Mitsotakis, qu'il avait pourtant lui-même encouragées il y a quelques mois, constitueraient aujourd'hui un « obstacle » pour le bon déroulement de la politique intérieure et extérieure de la Grèce. M. Mitsotakis a toujours clamé son innocence, et voulait être jugé pour que « la vérité éclate » et pour « laver son honneur ». Le nouveau chef du parti conservateur Nouvelle Démocratie, Miltiade Evert, a qualifié le premier ministre d'« hypocrite » et de « lâche ». - (Corresp.)

Bagdad propose aux Kurdes de reprendre le dialogue

BAGDAD. Le gouvernement irakien a proposé, lundi 16 janvier, la reprise du dialogue avec les partis Kurdes de l'opposition pour régler leurs différends, mettre un terme aux combats dans le nord du pays et renouer le contact avec le pouvoir central. Les combats entre factions rivales kurdes dans le nord de l'Irak ont fait entre 100 et 500 tués depuis décembre, selon des sources kurdes. Le nord de l'Irak, contrôlé par l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), échappe au contrôle de Bagdad depuis l'insurrection kurde de mars 1991. En mai 1991, les deux partis avaient engagé des négociations avec le pouvoir central sur une autonomie du Kurdistan, mais ces pourparlers n'ont pas abouti. Le PDK a rejeté, lundi, l'offre du gouvernement. Bagdad a d'autre part marqué l'anniversaire du déclenchement de la guerre du Golfe, en janvier 1991, sur un ton provocateur. « Nous sommes déterminés à ne pas plier ni à faire de concessions et nous resterons fidèles à notre dirigeant et à sa politique », peut-on lire dans le quotidien *El Thawra*, organe du parti baas au pouvoir. - (AFP Reuters)

DEPÊCHES

■ **AFGHANISTAN** : un ressortissant britannique est retenu prisonnier depuis huit mois dans le sud de Kaboul par la faction moudjahidine d'obédience chite Wahdat (« unité »), qui l'accuse d'espionnage. Agé de 28 ans, Eden Paul Rolfe Fernandez a été arrêté en mai 1994 alors qu'il militait au sein d'une faction chite rivale du Wahdat, le Harakat-Islami. Le chef du Wahdat a présidé qu'il était disposé à lui « pardonner » compte tenu de « l'aide occidentale durant notre jihad (« guerre sainte ») contre l'armée soviétique ». - (AFP)

■ **ANGOLA** : la rencontre entre le gouvernement et l'UNITA, prévue lundi 16 janvier, en présence du président José Eduardo dos Santos, a été renvoyée sine die, en raison d'incidents sur le terrain qui ont fait de nombreux morts, une centaine selon le gouvernement. Mais selon le représentant des Nations unies en Angola, Alioune Blondin Beye, « le processus de paix n'est pas menacé ». M. Beye doit rencontrer le chef de l'UNITA, Jonas Savimbi, mercredi 18 janvier à Bailundo, dans le centre de l'Angola. - (AFP)

■ **CAMBODGE** : les patrouilles vont s'intensifier aux abords des temples d'Angkor, dans le nord-ouest du Cambodge, a déclaré un responsable provincial, lundi 16 janvier. Des hommes armés avaient attaqué, la veille, un convoi de visiteurs qui se rendaient au temple de Banteay Serey, à 35 kilomètres au nord de la ville de Siem Reap. Une Américaine et son chauffeur cambodgien avaient été tués alors qu'ils circulaient avec trois autres véhicules. - (Reuters)

■ **ÉTATS-UNIS** : le speaker de la Chambre des représentants, Newt Gingrich, a déclaré, dimanche 15 janvier à la télévision israélienne, qu'il était partisan du transfert de l'ambassade des Etats-Unis de Tel Aviv à Jérusalem, car « Israël a le droit légitime de choisir sa capitale ». Le Parlement israélien a dénoncé cette déclaration et la Libye a réclamé une réunion des pays arabes et islamiques pour en discuter. - (AFP)

■ La police palestinienne compte 15 000 hommes, c'est-à-dire 6 000 de plus que prévu par les accords d'autonomie, a indiqué lundi 16 janvier le coordinateur spécial de l'ONU pour les territoires autonomes, M. Terje Larsen. - (AFP)

■ Dix-sept militaires haïtiens ont annoncé, lundi 16 janvier, qu'ils commençaient une grève de la faim au pénitencier national de Port-au-Prince pour obtenir leur libération. - (AFP)

■ Cuba et les Etats-Unis devaient entamer mercredi 18 janvier, à New York, une nouvelle réunion destinée à vérifier l'application de l'accord du 9 septembre concernant le sort des « baberos », ces réfugiés cubains qui avaient quitté leur pays entre août et septembre dernier. - (AFP)

“Je ne sais pas comment ils font, mais moi je m'y retrouve”

MARRAKECH

LE VOL ALLER RETOUR 950 F

LA SEMAINE VOL COMPRIS 1790 F

- hôtel club Tropicana
- en demi pension
- départ de Paris
- à certaines dates
- 160 agences en France
- (1) 41 41 58 58
- 3615 NF



NOUVELLES FRONTIÈRES

Tout le monde s'y retrouve

RENCONTRE Le dialogue social lancé par Jean Gandois, nouveau président du Conseil national du patronat français (CNPF), s'achève avec la visite de la CGT au siège de la confédération patronale, mercredi 18 janvier.

C'est la première fois depuis 1978 que la plus ancienne centrale syndicale se rend avenue Pierre I^{er} de Serbie.

● **NÉGOCIATION.** Le tour d'horizon auquel a procédé M. Gandois, apôtre de « l'entreprise citoyenne », pourrait être suivi d'autres échanges, avant que le patronat ne propose, début fé-

vrier, une liste de sujets pouvant se prêter à des négociations entre les partenaires sociaux.

● **UIMM.** L'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), la plus ancienne des structures patro-

La CGT et le CNPF renouent le dialogue interrompu en 1978

Jean Gandois et Louis Vianet sont disposés à rétablir une longue tradition de partage des rôles, inaugurée en 1936, entre les chefs d'entreprises et la plus ancienne des confédérations syndicales

« L'ABSENCE de relations officielles avec la CGT a été à la fois gênante et d'un grand confort d'esprit : gênante parce que nous prenions notre parti de la volonté de la CGT de rester hors du jeu contractuel ; confortable parce que nous pouvions écouter ses invectives tout en avançant en toute tranquillité avec les autres syndicats. » Ce jugement d'un haut responsable patronal résume bien l'état d'esprit qui a dominé longtemps au CNPF, alors que, mercredi 18 janvier, va se tenir la première rencontre officielle entre l'organisation patronale et la CGT depuis près de dix-sept ans. En recevant Louis Vianet, Jean Gandois va renouer avec une pratique abandonnée depuis François Ceyrac. Ni Yvon Gattaz, ni François Perigot n'avaient reçu un secrétaire général de la CGT.

Au cours de leur longue histoire, le patronat et la CGT ont respecté un *modus vivendi* qui ont nourri une sorte de complicité objective à tra-

vers un jeu de rôles bien défini, où chacun était le « méchant » de l'autre. La CGT entretenait l'image d'un patronat symbolisant les deux cents familles, le pouvoir du capital et de l'argent, l'exploitation des salariés, le changement social ne pouvant venir que du changement politique et non d'accords partiels et limités, relevant d'une stratégie de collaboration de classes. Le CNPF cultivait, de son côté, l'idée qu'il n'y avait rien à attendre de ces adeptes de la lutte des classes, inféodés au Parti communiste et ennemis de l'esprit d'entreprise. Chacun jouait la partition attendue, l'habitude ayant vite été prise de deux citadelles évoluant dans l'ignorance mutuelle. Gênant, mais confortable.

Les deux adversaires ont pourtant appris à se connaître il y a près de soixante ans. Le 7 juin 1936, la CGT est l'unique interlocuteur syndical de la Confédération générale de la production française (CGPF) à la

conférence de Matignon convoquée par Léon Blum. A la Libération, le CNPF, à peine constitué, prend langue très officiellement avec la CGT. Ce contact aboutit à la conférence du Palais-Royal, en juillet-août 1946, où patronat et syndicats (la CFTC a été conviée) présentent leurs propositions salariales aux pouvoirs publics.

GLACIATION ET ÉCLAIRCISSEMENTS

Cette conférence donne peu de résultats, mais les deux organisations signent, le 16 juillet 1946, une déclaration quasiment historique, qui, si elle avait été suivie d'effet, aurait pu changer le cours des relations sociales : « La CGT, dans le cadre des lois existantes, ne conteste pas l'autorité du chef d'entreprise, de même que le CNPF ne conteste pas l'exercice des libertés syndicales. » Double reconnaissance mutuelle, mais sans lendemain.

La dégradation de la situation sociale – grèves et scission de la CGT avec la création de FO – et politique – fin du tripartisme – va ouvrir, entre la CGT et le CNPF, une période de glaciation qui va durer vingt ans. En 1966, la CGT et la CFTD, qui viennent de conclure un accord d'unité d'action, manifestent sous les fenêtres du CNPF pour obtenir l'ouverture de négociations sur les salaires et la réduction de la durée du travail. En juillet 1966, le CNPF prend prétexte d'une réunion sur les régimes de retraite pour renouer le dialogue avec tous les syndicats. Le 3 août 1967, Georges Pompidou écrit aux partenaires sociaux pour leur suggérer des négociations sur l'emploi et le chômage partiel. La CGT est officiellement reppe au



CNPF en octobre, François Ceyrac, alors secrétaire général de la commission sociale avant d'en être le vice-président, jouant un rôle clé. Dans la foulée, des négociations s'engagent sur le chômage partiel, qui aboutissent à un accord le 21 février 1968 et que la CGT signe comme les autres.

EXPLORATION DU DÉSERT

Une nouvelle ère ? Les événements de mai 1968 remettent les pendules à l'heure. La CGT et le CNPF négocient à chaud avec les autres syndicats et sous la houlette de Georges Pompidou, à la conférence de Grenelle, mais le protocole reste sans signification. La relance de la politique contractuelle, dans le cadre de la « nouvelle société » de Jacques Chaban-Delmas, amène de nouveau le CNPF à recevoir les confédérations, mais la CGT refuse la logique des contacts de progrès,

inaugurant une longue pratique de participation sans signature aux négociations. Le 8 mai 1978, lorsque Georges Ségué, à la tête d'une délégation, rencontre pendant plus de trois heures François Ceyrac, c'est à sa demande, dit aujourd'hui la CGT, mais, comme en 1967, l'entretien a lieu à la suite d'une lettre du premier ministre, Raymond Barre, incitant les partenaires sociaux à négocier. « Cette réunion, confie M. Ségué à sa sortie, était prévue pour être exploratoire. En fait, l'exploration a traversé des zones désertiques. » Tout en évoquant le risque de « s'enliser dans des palabres sans grand intérêt pour les travailleurs », le secrétaire général de la CGT reconnaît qu'il n'a pas perdu son temps et que son organisation participera aux négociations de branche là où elles s'ouvriront. L'échelle ne sera, en outre, pas suivie d'effet, et chacun retrouvera son rôle traditionnel. Pourtant, du-

rant cette nouvelle période de glaciation sans rencontre bilatérale officielle, les ponts n'ont jamais été totalement rompus. Pierre Guillen, vice-président de l'UIMM et vice-président du CNPF, un des meilleurs experts patronaux des relations sociales, n'a jamais cessé d'avoir des contacts officieux avec des responsables de la CGT, « partageant le pain et le sel » avec certains d'entre eux, comme, par exemple, Louis Vianet. Ce dernier s'est déclaré très rapidement « attentif » à l'élection de Jean Gandois – un homme avec qui il a souvent débattu dans des colloques –, laissant entrevoir une véritable volonté de dialogue.

Signe des temps : L'hebdomadaire de la CGT, consacré sa couverture du 13 janvier au président du CNPF, sous une présentation dénuée de toute polémique : « CNPF, pourquoi Jean Gandois ? », et en en restant à un registre interrogatif : « Gandois, le joker social du CNPF ? » La rencontre du 18 janvier restera-t-elle sans lendemain, comme celle de 1978 ? La confrontation entre une CGT en quête de nouvelle image, voire d'ouverture, et un CNPF à l'aube d'un *aggiornamento* et voulant retrouver son influence sociale peut aussi aboutir à une nouvelle donne sociale. « La CGT, commente un dirigeant patronal, a peut-être trouvé le moment de rentrer dans le jeu contractuel. Cela peut permettre d'élargir le champ des négociations et des accords, mais cela promet de belles empoignées car c'est un négociateur difficile. » Il faudra, aussi, réinventer le partage des rôles.

Michel Nothecourt

Salaire et emploi

Pour la première rencontre au plus haut niveau entre le CNPF et la CGT depuis dix-sept ans, la CGT n'a pas fixé d'ordre du jour en bonne et due forme, mais la centrale ouvrière souhaite aborder plusieurs sujets précis : la répartition des fruits de la croissance et le débat entre emploi et salaire ; la défense de la protection sociale ; la négociation collective, tant dans sa conception que dans son contenu ; la question des droits syndicaux et des garanties collectives, que menacent des dispositions d'ordre législatif ou réglementaire.

La composition de la délégation conduite par Louis Vianet n'est pas encore arrêtée. Le secrétaire général de la CGT, membre du bureau national du PCF, sera accompagné de trois ou quatre membres de son bureau confédéral, au sein duquel Michèle Commergnat (PCF) est responsable de l'action revendicative, Jacqueline Léonard (PCF), de la protection sociale, et Maurice Lamot, de l'emploi. Gérard Alezard (PCF) est en charge des questions économiques, et Didier Niel, des libertés et droits syndicaux.

Le patronat se propose de passer de la discussion à la négociation au début de février

ELU LE 13 DÉCEMBRE 1994 à la présidence du CNPF, Jean Gandois s'est donné pour objectif de « revitaliser le dialogue social » et de « revigorer les rapports contractuels avec les syndicats ». Fidèle à sa réputation d'homme pressé, il n'avait pas attendu la fin de l'année civile pour annoncer son intention de rencontrer séparément les cinq centrales syndicales représentatives, afin de procéder à un échange de vues. Commencée le 4 janvier par la rencontre avec Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, cette première concertation doit s'achever mercredi 18 janvier avec la rencontre CGT-CNPF, de loin la plus atten-

due. La première rencontre entre M. Blondel et M. Gandois s'est bien passée. Le dirigeant de FO a fait état de nombreux points de convergence avec les positions du nouveau « patron des patrons ». D'accord pour redonner tout son sens à un vrai dialogue entre les partenaires sociaux, qui puisse contrebalancer ce que M. Blondel appelle le « dirigisme social » des pouvoirs publics, les deux hommes sont aussi, visiblement, sur la même longueur d'ondes pour élargir une négociation globale sur l'ensemble des problèmes, « ce qui pourrait s'apparenter à un contrat social ».

« Transformer la petite brise en un véritable mistral »

En revanche, s'il y a accord pour considérer le débat salaires-emploi comme essentiellement macro-économique, M. Gandois n'est pas prêt à effacer – contrairement à ce qu'avait affirmé M. Blondel – la lettre de recommandation salariale adressée en novembre aux fédérations patronales par Jean Domange, alors président de la commission sociale du CNPF (Le Monde du 26 novembre), et qui prônait « une démarche prudente ».

En apparence moins consensuelle que M. Blondel, M^{me} Notat a tenu à rappeler le rôle respectif des partenaires sociaux. « J'ai pu me rendre compte qu'il est bien le patron des patrons et tout à fait

conforme à ce que nous savons du monde patronal. Chacun était à sa place et défendait ses intérêts », a-t-elle dit. Faisant partie, avec la CFTC, des confédérations qui avaient demandé un entretien avec le nouveau président dès son élection, la CFTD attend surtout de M. Gandois qu'il traduise en actes les espérances qu'il a soulevées durant sa campagne.

Elle veut le prendre au mot sur trois de ses engagements : lorsque M. Gandois a proclamé sa volonté de refaire du CNPF « un acteur crédible dans la société française », lorsqu'il a assuré qu'il n'avait pas l'intention de bâtir son projet « sur la ruine des syndicats » et lorsqu'il s'est fait le chantre de « l'entreprise citoyenne » et de la part des responsabilités sociale et sociétale qu'exerce l'entreprise au-delà du strict champ économique. Si elle a rencontré peu d'échos quant à sa revendication sur la réduction du temps de travail – un sujet qu'elle juge crucial –, la CFTD a exhorté M. Gandois à ouvrir, avant l'élection présidentielle, « une négociation marquante, d'envergure, sur l'emploi et la protection sociale ».

A la CFTC, Alain Deleu, son président, a tenu à souligner « le climat d'ouverture » qui avait présidé à son entretien avec M. Gandois, dialogue qualifié d'« approfondi » et d'« instructif ». La centrale chrétienne s'est pronon-

cée, dans un premier temps, pour « une déclaration de politique générale, marquant les grandes orientations de la politique sociale » que les partenaires sociaux auraient en charge de mener ensemble. Elle préconise, ensuite, « l'ouverture de négociations sur des thèmes spécifiques », la CFTC mettant en avant le logement social et l'emploi des jeunes.

Quatrième dirigeant syndical à être reçu, Marc Vilbenot, président de la CFE-CGC, a affirmé l'ambition « de transformer la petite brise de dialogue social voulu par le patronat en un véritable mistral ». Insistant sur la nécessité de redonner vigueur à « l'ascenseur social », le patron de la centrale de cadres a proposé de créer un « fonds spécial pour l'emploi » et de procéder à un bilan « de tous les allègements mis en place ». « Les nouvelles exonérations de charges sociales devront répondre à des objectifs précis », a-t-il ajouté.

Les syndicats et le patronat se sont trouvés d'accord pour réagir très vivement et très négativement aux propos d'Edouard Balladur, au Forum de l'Expansion, les pressant de négocier sur l'emploi (Le Monde daté 15-16 janvier). Au-delà de leurs divergences, les partenaires sociaux tiennent à préserver leur autonomie par rapport au pouvoir politique.

Alain Beuve-Méry

L'UIMM, ingénieur social de l'organisation patronale

LORSQUE dans son dernier bulletin mensuel, *Actualité*, publié début janvier, l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) met en garde contre un climat social qui pourrait être « plus tendu » que dans les périodes préélectorales habituelles, nul, dans les milieux patronaux, syndicaux et gouvernementaux, ne met cela sur le compte d'une lubie d'apprenti météorologiste social. Chacun sait que le diagnostic est en grande partie inspiré par Pierre Guillen, un vice-président qui dispose d'un réseau de relations et d'influence que beaucoup lui envient. « La croissance revenue, poursuit l'UIMM, affrète certaines revendications, tandis que l'emploi, malgré une incontestable amélioration, reste l'inquiétude majeure. Par ailleurs, d'aucuns s'emparent de l'exclusion comme autrefois de la Bastille, sans se montrer trop regardants sur son contenu. Ce fléau, qui porte, hélas ! les germes d'une désagrégation sociale, requiert beaucoup mieux qu'une compassion soudaine... »

Depuis bientôt un siècle, l'UIMM pilote la politique sociale du patronat. Créée en janvier 1901 par le Comité des forges, elle est d'abord un instrument de combat – et d'expertise juridique – contre le syndicalisme ouvrier, dont l'émergence, à travers la fondation de la CGT en 1895, fait trembler

les patrons d'industrie. Elle devient rapidement incontournable sur le plan social, au point que, en 1919, lorsqu'à l'initiative du ministre du commerce, Etienne Clementel, la Confédération générale de la production française (CGPF) est constituée, l'UIMM ne s'y résigne qu'en obtenant le maintien de ses prérogatives sociales dans leur plénitude.

C'est à cette époque qu'elle obtient le privilège de réunir une fois par mois toutes les fédérations d'industrie pour examiner la situation sociale. Cette pratique continue aujourd'hui, sous la forme d'un petit déjeuner mensuel, même si le champ de réflexion a été élargi à l'économie. D'abord présentée comme une machine de guerre anti-syndicale, l'UIMM a pris le virage contractuel à la fin des années 70, apparaissant peu à peu comme le laboratoire social du dialogue avec les syndicats.

L'ère de François Ceyrac, ancien président de l'UIMM, avait bien illustré cette prédominance du patronat de la métallurgie, qui est aussi un des principaux bailleurs de fonds du CNPF. Avec l'élection de Jean Gandois, l'UIMM, qui lui a apporté dès le départ un soutien actif, est de nouveau en position de force. Jean Gandois reste président du sidérurgiste Cockerill-Sambre. Arnaud Leenhardt, président de l'UIMM, est président de la commission sociale, poste qu'il n'a accepté qu'à titre de service temporaire, pour lequel il bénéficie des conseils de Pierre Guillen.

Un autre métallurgiste, Bruno Lacroix, PDG de la société lyonnaise Aldes (sous-traitance en découpage-emboutissage), préside la commission formation. Selon un dirigeant patronal, M. Gandois s'est assuré ainsi la « servitude » de l'UIMM pendant toute la durée de son mandat. Comme François Ceyrac. Cette « servitude » pourrait constituer un atout précieux pour réactiver le dialogue social.

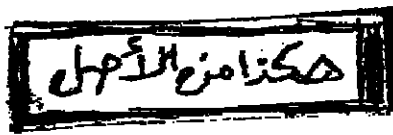
M. N.

Le chômage partiel retrouve son niveau de 1992

LE CHÔMAGE PARTIEL semble s'être stabilisé en 1994, après une année record, selon une étude du ministère du travail publiée lundi 16 janvier. D'après ces chiffres, encore provisoires, il y aurait eu, en 1994, comme en 1992, de 15 à 16 millions de journées indemnisables au total, alors qu'il y en avait eu 24 millions en 1993. Le premier trimestre de l'an dernier a été marqué par une « baisse sen-

sible » du recours à cette mesure, notamment grâce à la prime gouvernementale pour l'achat d'une voiture neuve. La tendance a ensuite été stable de mars à septembre, « confirmant d'autres signes positifs de reprise comme l'amélioration des carnets de commandes et les créations nettes d'emplois ». Une nouvelle baisse enregistrée en octobre a donc permis de « ramener le niveau du chô-

mage partiel à celui de 1992 ». Mais qu'il s'agisse du secteur automobile ou de celui du bâtiment et des travaux publics, cette étude confirme que le recours au chômage partiel ne parvient pas à éviter les réductions d'effectifs. En effet, malgré leur recours « massif » au chômage partiel, les entreprises de l'automobile ont vu leurs effectifs baisser de 3 % en 1993 et celles du RTP de 1,6 %.



M. Emmanuelli envisage d'être candidat pour faire barrage à M. Jospin

Le premier secrétaire du PS bénéficierait du soutien des amis de Laurent Fabius et du concours des radicaux de Bernard Tapie, qui appellent à un « vaste regroupement des forces de réforme et de progrès »

A LA VEILLE de l'ouverture, mercredi 18 janvier, de la période de dépôt des candidatures pour l'élection présidentielle, la confusion est totale au sein du PS. Chaque jour apporte son lot de rumeurs. Inévitablement semble se mettre en place un processus d'autodestruction totalement incontrôlable. La dernière nouvelle, mardi matin, était celle d'une déclaration de candidature du premier secrétaire du parti, Henri Emmanuelli en personne, qui, depuis le retrait de Jacques Delors, chaque fois que la question lui a été posée, n'a cessé de répéter qu'il n'est candidat qu'au rassemblement des socialistes et qu'il en a assez « sur les bras » pour songer à se présenter à l'élection présidentielle.

Le fait est que, depuis le début de la semaine, M. Emmanuelli a engagé des consultations téléphoniques pour « tester » auprès des principaux responsables socialistes, des fédérations et de quelques grands élus de province sa possible candidature. Laurent Fabius a été, lundi matin, l'un des premiers approchés. L'ancien premier ministre, qui semble avoir reculé sur l'hypothèse d'une candidature de Jack

Lang, ne l'a pas découragé. Contrairement aux responsables de la mouvance deloisiste qui, tel François Hollande, président du club Témoin, l'ont invité à bien réfléchir sur la « logique infernale » que son initiative pourrait créer.

« COUP DE BLUFF » ?

Seul candidat à ce jour déclaré, Lionel Jospin a été également appelé sur ses terres de Haute-Garonne. Mardi matin, l'un de ses proches lieutenants, le député de Paris, Daniel Vaillant, assez incrédule devant cette nouvelle ambition de M. Emmanuelli, a affirmé que, de toute façon, « la candidature de M. Jospin serait irréversible ». Selon ses proches, Pierre Mauroy s'est dit « catastrophé ».

M. Emmanuelli a-t-il choisi de se lancer, comme on le murmure aussi ici et là, dans un « coup de bluff » pour accentuer la pression sur son « frère ennemi », M. Jospin, ou pense-t-il vraiment être, à l'heure présente, le plus capable de rassembler derrière lui non seulement les socialistes, mais aussi les radicaux et une bonne part de la mouvance écologiste ? La question est

posée et devrait normalement ne trouver de réponse que mercredi en fin d'après-midi, lors de la réunion hebdomadaire du bureau national du PS.

Lundi, en tout cas, la manœuvre a été bien conduite. Dans l'après-midi, Jean-François Hory, le président de Radical, a rendu public un courrier adressé à M. Emmanuelli, dans lequel il donne son aval « à l'organisation d'un vaste regroupement des forces de réforme et de progrès », impliquant « un inventaire de positions communes » et surtout dessinant « un rapprochement institutionnel, esquisse d'une future fédération ou confédération qui pourrait être le facteur déclenchant d'une dynamique nouvelle ». « Sur ces bases », conclut M. Hory, « il nous sera à l'évidence beaucoup plus facile de dégager dans nos rangs le candidat commun ». Aussitôt, Jean Glavany, secrétaire national du PS à la communication, très proche de M. Emmanuelli, qui, le matin, avait averti fermement que Radical n'avait pas à « émettre de veto », s'est félicité « des réactions positives » de ce même parti à l'appel au rassemblement de M. Emmanuelli.

Car, si le premier secrétaire du PS

est effectivement candidat, il ne manquera pas, pour affirmer son rejet de M. Jospin, de mettre en avant cet adoucissement des radicaux de Bernard Tapie. « Après le coup de barre à gauche de Liévin, protestent déjà les jospinistes, voilà le coup de barre à droite avec Tapie. » Au-delà de cet affrontement, on voit en effet se dessiner, après la présidentielle, deux lignes divergentes pour le paysage de la gauche de demain. L'une, défendue aujourd'hui par M. Jospin, préconise une recomposition de la gauche « multipolaire », sans exclusive ; l'autre, avancée par M. Emmanuelli et soutenue par M. Fabius avec le legs mitterrandiste, mise sur la recomposition d'un pôle de centre gauche PS-Radical.

Dans un tel décor, la distribution des rôles n'est pas simple. Invité mardi soir sur TF 1, M. Lang devait normalement en dire plus sur ses intentions. Mardi en fin de matinée, M. Glavany expliquait que l'hypothèse de la candidature de M. Emmanuelli était de l'ordre de « 50-50 ».

Daniel Carton

Le gouvernement diffère la privatisation des AGF

QUEL QUE SOIT le gouvernement qui sortira des urnes, pourra-t-il ramener le déficit budgétaire de 300 milliards de francs en 1994 à 275 milliards en 1995, comme le prévoit la loi de finances ? Cet objectif d'Edouard Balladur sera très difficile à obtenir. Car, c'est maintenant une certitude, le calendrier des privatisations ne pourra être respecté, et l'Etat ne pourra pas forcément percevoir l'intégralité des recettes de cessions d'actifs inscrits dans la loi de finances de 1995, c'est-à-dire 55 milliards de francs.

Or, c'est maintenant acquis, la vente des biens de l'Etat va être retardée. Si la cession de la Seita (pour 5 à 6 milliards de francs) est maintenant engagée, si celle de la Caisse nationale de prévoyance (pour 3 à 4 milliards) pourrait l'être prochainement, celle des AGF (14 à 15 milliards), qu'Edmond Alphan-

déry, ministre de l'économie, espérait pouvoir effectuer avant l'élection présidentielle, est maintenant compromise. Avec un cours de Bourse qui avoisine, en ce moment, 195 francs, le titre est plus près de son niveau le plus bas de l'année 1994 (190,10 francs) que de son niveau le plus haut (358 francs). Même s'il ne l'a pas encore annoncé officiellement, le ministre de l'économie sait que l'opération ne pourra avoir lieu dans un proche avenir. Le président des AGF, Antoine Jeancourt-Galliani, en prend acte dans un entretien publié dans *La Tribune-Desfossés* du mardi 17 janvier, soulignant qu'il est plus réaliste de viser « un horizon à quelques mois, probablement après l'élection présidentielle ».

Seulement, après l'élection présidentielle, auront lieu, en juin, les élections municipales, qui pour-

raient aussi perturber les marchés financiers. De l'avis de tous les experts, la privatisation des AGF ne pourra donc avoir lieu, au plus tôt, qu'en septembre. Ainsi les privatisations devront être effectuées à marche forcée au cours des quatre derniers mois. De septembre à décembre, l'Etat devra, s'il veut respecter son objectif, réaliser les 14 à 15 milliards prévus avec les AGF, et de surcroît, des cessions supplémentaires pour un montant d'environ 30 milliards.

LE PLUS FACILE EST DÉJÀ FAIT

Le gouvernement soutient que l'objectif n'est pas hors de portée, puisqu'en 1993, entre septembre et décembre, des privatisations ont été conduites pour un montant de 40,2 milliards de francs (27,3 pour la BNP et 12,9 pour Rhône-Poulenc). Mais, depuis, les circonstances ont profondément

changé. Depuis vingt mois, le gouvernement a mis sur le marché les entreprises les plus faciles à vendre, et, désormais, les futures privatisations se révèlent plus délicates à réaliser. Thomson, Usinor-Sacilor ou encore Pechiney ne sont sans doute pas en état d'être cédées à court terme. De plus, Edouard Balladur a exclu l'achat Téficom et EDF du champ des privatisations. Le futur gouvernement pourrait certes vendre les 13,3 % que détient encore l'Etat dans Elf ou la majorité qu'il a gardée dans Renault, mais il s'agit là de deux dossiers politiquement sensibles.

Sur le papier, l'objectif n'est donc pas totalement irréaliste. Mais, avec un calendrier aussi serré, le moindre imprévu se traduira sévèrement dans le déficit budgétaire.

Laurent Mauduit

M. Balladur a embarqué sur « le Triomphant »

Le premier ministre évoque la « dimension politique » de la dissuasion

L'ILE-LONGUE (Finistère), de notre envoyé spécial. Edouard Balladur a inauguré la semaine au cours de laquelle il est censé se déclarer candidat à l'élysée en se rendant, lundi 16 janvier, dans le saint des saints de la dissuasion : le sous-marin nucléaire lance-missiles stratégiques le *Triomphant*, qui était à l'île-Longue, en rade de Brest, et qui subit en ce moment des essais avant d'être déclaré « bon pour le service » à la mi-1996.

Ni comme ministre de l'économie et des finances durant la première cohabitation, ni depuis qu'il est premier ministre, M. Balladur n'avait visité de sous-marin stratégique. Outre qu'elle est apparue à beaucoup de sous-marins présents comme un symbole politique de ses ambitions présidentielles, puisque les bâtiments de cette classe reçoivent directement leurs ordres du chef de l'Etat, cette visite du premier ministre se situe, sur le seul plan militaire, entre deux étapes particulières dans la vie du *Triomphant*.

Le sous-marin, qui est le premier d'une série de quatre à venir, a atteint, le 4 janvier dernier, en début d'après-midi, son immersion opérationnelle maximale dans le plus grand secret - on parle d'une profondeur de l'ordre de 500 à 600 mètres - et il doit procéder, dans deux jours, au premier tir d'un missile expérimental M-45 (sans sa tête explosive) dans l'Atlantique.

M. Balladur a parcouru en comité très restreint - il était notamment accompagné du ministre de la défense, du chef d'état-major de la marine et du délégué général pour l'ar-

mement - les entrailles du *Triomphant*, dont la poupe arborait le drapeau tricolore frappé de la croix de Lorraine.

IMPRESSION DE PUISSANCE

D'un déplacement une fois et demi plus important (14 000 tonnes) que ses prédécesseurs de la catégorie le *Redoutable*, ce nouveau sous-marin stratégique a la particularité d'être beaucoup plus silencieux (il ne rayonne pas davantage que le bruit ambiant de la mer), de plonger plus profond, d'être plus disponible (les carénages seront espacés de sept ans et demi, au lieu de cinq ans) et d'emporter seize missiles M-45 à charges multiples, modernisés et capables de performances accrues.

La mise au point d'un tel sous-marin a néanmoins nécessité un investissement initial de 15 milliards de francs, et le coût de chaque bâtiment, sans son armement nucléaire, est estimé à 13 milliards de francs. M. Balladur a fait part, après sa visite, de son « impression de puissance, d'efficacité et de technique bien contrôlée ».

Au cours d'un déjeuner rapide avec des membres de l'équipage, toutes spécialités confondues, dont le commandant, le capitaine de vaisseau François Dupont, et à l'issue de plusieurs exposés, le premier ministre a insisté sur la « dimension politique » de cet outil de dissuasion. Grâce à des stations radioélectriques utilisant la base et la très basse fréquence, dont les principales sont à Rosnay (Indre) et à Sainte-Assise (Seine-et-Marne), le *Triomphant* est, à la mer, en relation constante - sans

autre intermédiaire - avec le président de la République.

Entre le chef de l'Etat et le commandant de la Force océanique stratégique (FOST), à Houilles (Yvelines), qui a la charge de suivre ces sous-marins en permanence, il y a un contrat : celui de devoir déployer en patrouille opérationnelle deux ou trois bâtiments en même temps. Actuellement, le *Terrible* et le *Foudroyant* sont dans cette situation, pour des missions qui durent entre neuf et dix semaines d'affilée dans

l'Atlantique. Le *Triomphant* est en indisponibilité prolongée pour environ dix-huit mois. M. Balladur a pu apercevoir, non loin du *Triomphant*, deux autres sous-marins dans les immenses bassins creusés dans le rocher de la presqu'île : l'*Indomptable* et l'*Invincible*, en entretien pour trois à quatre semaines, seraient à même de prendre la mer, si on le leur demandait, dans un intervalle de trois à six jours après l'ordre.

J. I.

COMMENTAIRE BRÈCHE PRÉSIDENTIELLE

A MATIGNON, les proches de M. Balladur lui avaient fait cette remarque : s'il ne s'y résolvait pas, il risquait d'être le seul premier ministre, avec Edith Cresson, à n'avoir jamais embarqué sur un sous-marin nucléaire. A quelques semaines de l'élection présidentielle, l'occasion était trop tentante : mis à flot le 20 mars 1994, et opérationnel le 30 août 1996, le *Triomphant*, dernier-né de la dissuasion française, était prêt à le recevoir à quel, avant de reprendre la mer pour parachever ses essais. En septembre 1994, le premier ministre avait déclaré devant les stagiaires de l'Institut des hautes études de défense nationale que la dissuasion est « l'un des acquis les plus précieux de la V^e République », un acquis qu'il s'agit de

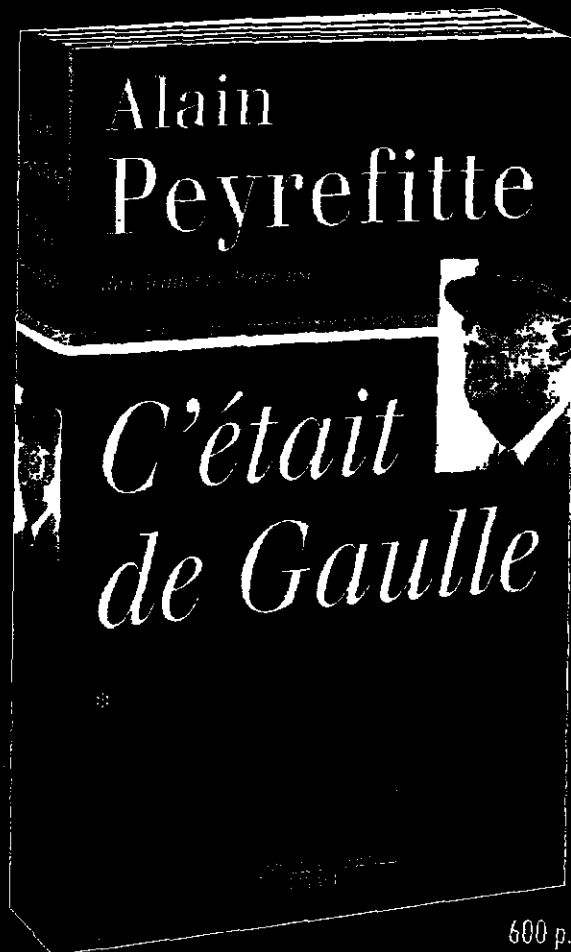
« préserver et d'adapter aux impératifs de l'heure ». En se rendant à bord du *Triomphant*, le premier ministre n'hésite pas à ouvrir une brèche dans ce qu'il est convenu d'appeler le domaine réservé du chef de l'Etat. « La dissuasion, c'est moi ! », a déclaré un jour François Mitterrand, qualifiant les sous-marins nucléaires de « pointe de diamant » de cette dissuasion.

Il y a moins d'un an, le gouvernement de M. Balladur a rédigé deux textes majeurs, qui servent aujourd'hui de références : le Livre blanc 1994 sur la défense et la loi de programmation militaire 1995-2000. Se fondant sur une évolution du monde qui demeure bien imprévisible et qui nécessite un effort préférentiel pour l'armement classique, l'un et l'autre de ces deux documents accordent une moindre priorité au nucléaire. Acquis précieux ou priorité relative ?

Jacques Isnard

La surprise coupe le souffle... Une fraîcheur intacte, une vivacité palpitante.

Patrick Jarreau, *Le Monde*



600 p.
broché, 150 F - relié, 220 F

Tous les historiens se féliciteront de disposer de tels matériaux, dont l'authenticité n'a pas besoin d'être prouvée.

Jean Lacouture, *Le Nouvel Observateur*

Très passionnant.

Anne Sinclair, *TF1, 7/7*

De Gaulle existe, formidablement, tel qu'il est, avec sa grandeur intraitable.

Jean-Marie Rouart, *Le Figaro littéraire*

Livre exceptionnel, d'une justesse terrible.

Jean-Michel Lamy, *Les Echos*

Extraordinaire. Inégalable.

Alain Duhamel, *France 2*

Un beau et grand livre, à rendre jaloux tous les biographes.

Franz-Olivier Giesbert, *Europe 1*

Nul, parmi les familiers ou la parentèle du Général, ne viendra contester ce qu'il rapporte : un écho vivant d'une voix d'outre-tombe.

André Pautard, *L'Express*

Magnifique livre ! ... Bref, un souffle venu d'ailleurs. Il fera respirer beaucoup de Français.

Claude Imbert, *Le Point*

Le meilleur livre de l'année... Peyrefitte est à de Gaulle ce que Joinville est à Saint Louis. C'est du grand art.

Jean d'Ormesson, *Le Figaro magazine*

Editions de Fallois
FAYARD

Selon M. Chirac, M. Balladur sera candidat mercredi

JACQUES CHIRAC n'a pas hésité à confirmer, lundi 16 janvier, sur RTL, que l'annonce de candidature du premier ministre à l'élection présidentielle devrait intervenir dès mercredi. « Il faudra attendre, j'imagine, mercredi pour que le Premier ministre présente sa candidature (...). Il lui appartient de développer son propre projet. J'imagine qu'il doit être différent du mien, sinon il ne serait pas candidat », a déclaré le maître de Paris. Dénouant « le conformisme ambiant », qui freine les réformes, M. Chirac a déclaré : « Il faut remettre l'imagination au pouvoir ».

Le premier ministre, de son côté, a enregistré un nouveau ralliement, celui de François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, et proche de Philippe Séguin.

M. Millon se présentera si M. Barre et M. Giscard d'Estaing renoncent

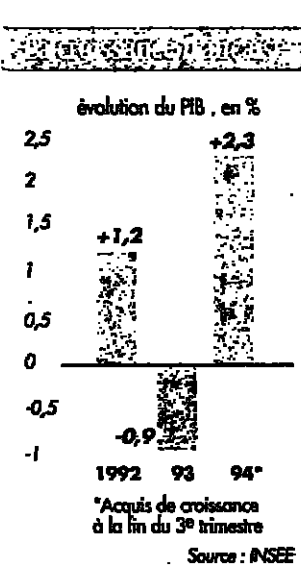
CHARLES MILLON, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale et président du conseil régional Rhône-Alpes, a confirmé, lundi 16 janvier, sur TF 1, son intention de se porter candidat à l'élection présidentielle, si Raymond Barre et Valéry Giscard d'Estaing renoncent à se présenter, pour défendre les idées de l'UDF. M. Millon a souhaité que le scrutin « ne se résume pas à un face-à-face entre deux candidats du RPR ». Dans un essai intitulé *La Tentation du conservatisme* (Belfond), publié mardi 17 janvier, M. Millon dénonce « la puissance du conformisme » dans la société française et propose de « revenir aux sources de la V^e République » : « Pour l'avenir, le surplacé n'est pas tenable », affirme M. Millon.

DÉPÊCHES

■ **ENVIRONNEMENT** : le Sénat a adopté, en seconde lecture, lundi 16 janvier, le projet de loi relatif à la protection de l'environnement, présenté par Michel Barnier. La majorité RPR et UDF a voté pour, les socialistes et les communistes s'abstenant. Contre l'avis du gouvernement, les sénateurs ont supprimé une disposition tendant à exclure de l'indemnisation les opérations spéculatives réalisées dans des zones menacées par un risque naturel majeur visées par une expropriation. Ils ont accepté, sauf exception, la limitation à vingt ans des délégations de service public en matière d'eau, d'assainissement et de déchets (*Le Monde* daté 11-12 décembre).

La hausse du PIB pourrait avoisiner 2,5 % en 1994

L'ANNÉE 1994 aura finalement été beaucoup plus prospère que prévu. Alors que le gouvernement avait construit son projet de loi de finances sur une hypothèse de croissance de 1,4 %, la hausse du PIB pourrait finalement approcher 2,5 %. Selon les comptes nationaux trimestriels, publiés mardi 17 janvier par l'INSEE, la croissance du PIB a en effet atteint 0,8 % au troisième trimestre de 1994.



La reprise s'est révélée plus forte que prévue en 1994

A la fin de ce troisième trimestre, l'« acquis de croissance » (c'est-à-dire la croissance qui serait constatée en fin d'année dans l'hypothèse conventionnelle d'une croissance nulle au quatrième trimestre) ressort déjà à 2,3 %. Les entreprises en ont visiblement été les premières bénéficiaires, puisque leur taux d'auto-financement n'a cessé de s'améliorer, passant de 128,3 % au premier trimestre 1994, à 132,7 % au deuxième et à 136,1 % au troisième. Durant la même période, le pouvoir d'achat des ménages a crû respectivement de 0,2 %, puis 0 % et enfin 1 %.

Millions d'heures perdues chaque année dans les embouteillages, galères quotidiennes des banlieusards, grèves à la SNCF et à la RATP des

RIEN ne va plus dans les transports collectifs en Ile-de-France. Leur fréquentation connaît une érosion que la SNCF et la RATP - qui assurent 90 % du trafic - n'arrivent pas à juguler. La reprise économique a beau être au rendez-vous, trains et métro n'en recueillent pas les dividendes. La RATP est confrontée à un recul des recettes de l'ordre de 2 % à 3 % par an depuis le milieu de 1990. La Régie et la SNCF connaissent des niveaux de fraude records. La première avoue perdre, bon an mal an, 650 millions de francs à cause des voyageurs qui enjambent les portillons. La seconde fait état d'un taux de fraude qui représente près de 13 % des voyageurs. En outre, les transports publics doivent faire face à des comportements de plus en plus économes des voyageurs. Beaucoup annulent les voyages superflus, alors que les déplacements obligés (travail, études) ne représentent plus que la moitié du trafic contre les trois quarts il y a quinze ans.

Entre octobre 1993 et octobre 1994, la fréquentation des lignes de banlieue de la SNCF a baissé de 2,5 %. A la RATP, le métro est le plus touché, avec un recul de 0,7 %, tandis que le trafic n'a progressé que de 0,7 % pour le RER. Le bus est en recul dans la capitale (-1,1 %). Pour inverser la tendance, les entreprises publiques comptent sur l'amélioration de la conjoncture, tentent de réagir avec la lutte contre la fraude et l'insécurité, mais aussi par des actions commerciales.

Ces remèdes sont-ils à la hauteur du mal ? Pas si sûr. L'Ile-de-France peut s'enorgueillir des meilleurs transports en commun du monde dans sa partie la plus centrale.

Mais elle est confrontée à une baisse importante de la population parisienne, là où justement elle offre le plus de services. Ainsi, de 1976 à 1991, la population de la capitale a diminué de 7,7 %. Dans le même temps, le nombre d'habitants en petite couronne a progressé de 4 %, alors que l'ensemble de la « zone centrale » a perdu 5,5 % de ses emplois. En grande couronne, on a assisté durant la même période à une véritable explosion de la population et des emplois, qui ont progressé l'un comme l'autre de l'ordre de 25 %. Résultat : si les déplacements ont baissé à Paris, les voyages en voiture ont progressé de 16 % dans la petite couronne. Cette augmentation atteint 42 % en grande couronne.

Les transports publics n'ont pas

La région parisienne dans la galère des transports

I. - Les clients perdus du métro et des trains de banlieue

qu'est évoquée la moindre réforme de structure, polémique au Parlement sur les péages des autoroutes : les transports en Ile-de-France sont en

crise... Nous entamons aujourd'hui une série en quatre volets sur une question essentielle pour les décideurs comme pour les usagers.

accompagné cette mutation. De nombreux usagers se sont lassés des conditions souvent déplorables des transports en commun (retards, inconfort, grèves à répétition). Malgré les embouteillages, ils préfèrent la voiture, véritable prolongement de leur domicile, où ils lisent, se reposent. Pour la plupart des trajets entre banlieues, ceux qui augmentent le plus, ils n'ont pas d'autre choix que leur véhicule, car la SNCF et la RATP ont compris depuis peu seulement l'intérêt stratégique et commercial des rocades. Mais elles ne peuvent à la fois obtenir Eole et Météor et réclamer en plus des liaisons inter-banlieues... En choisissant de lancer simultanément en 1990 à travers Paris la construction de ces lignes concurrentes de la SNCF et de la RATP, le gouvernement de Michel Rocard a mobilisé pour longtemps l'essentiel des crédits.

La mise en service progressive de la ligne Météor entre Madeleine et Tolbiac, ainsi que la réalisation de la première phase de travaux d'Eole entre les gares de Saint-Lazare, du Nord et de l'Est, permettront de soulager la ligne A du RER... au risque d'une surcapacité. Bien que déjà largement engagées, ces deux opérations vont consommer à elles seules plus de la moitié des 11,5 mil-

liards de francs inscrits pour les transports en commun dans le nouveau contrat Etat-région 1994-1998. Les travaux sur les lignes C et D du RER, ainsi que la desserte du Grand Stade, laissent peu de financements disponibles pour d'autres opérations.

La région, qui prend déjà en charge 78 % des investissements pour les transports en commun, se retrouve seule pour mettre en route Orbitale, une rocade qui doit relier entre eux les terminus des lignes de métro. Elle ne bénéficiera que d'un peu moins de 1,5 milliard de francs de crédits entre 1994 et 1998, alors que son bouclage est estimé à 40 milliards de francs. Il faudra également attendre le prochain contrat de Plan pour que soient, éventuellement, lancés les premiers travaux des lignes en grande couronne.

LE POIDS DES « COUPS PARTIS »

Le contrat de Plan a pourtant été signé quelques mois après la publication du nouveau schéma directeur d'Ile-de-France. Ce document affirme que « la revitalisation de la [petite couronne] et l'accessibilité aux grands pôles de développement [sont] des priorités de l'aménagement régional ». Pourquoi les responsables des grandes décisions en ma-

de reprendre le dossier. Sans succès. Les gouvernements de gauche ne souhaitent pas faire ce cadeau à la droite régionale. Bernard Bosson semblait profiter d'une fenêtre politique idéale, le gouvernement et la région affichant la même couleur. Mais, depuis la Commune de Paris, l'Etat jacobin a toujours rechigné à se délester de ses pouvoirs au bénéfice de l'ancienne insurrection. Quant à la région, elle a toujours craint de prendre en charge un budget de fonctionnement qui, à lui seul, pèse plus de deux fois le sien. Elle ne saurait y consentir sans obtenir la liberté de fixer les tarifs, mais l'Etat ne veut y souscrire. Il supporte l'incongruité qui fait que la province paie pour l'usager parisien, mais ne pourrait accepter que les transports publics augmentent, sans renchérir parallèlement les transports individuels. Et, de cela, il est hors de question. Ainsi, la réforme des transports parisiens passe-t-elle et repasse-t-elle, sans jamais s'arrêter.

Gilles Bridier

tière de transports collectifs continuent-ils alors à ignorer ces priorités ? « La première raison tient du poids des « coups partis », explique Jacques Rousset, vice-président du Syndicat des transports parisiens (STP). Lancer simultanément Eole et Météor a sans doute été une erreur, mais il faut les achever.

Les difficultés actuelles des lignes A et C du RER illustrent également la nécessité d'anticipation. Les décisions échappent à ceux qui seraient les plus à même de juger de ces priorités, c'est-à-dire les élus. Contrairement aux départements, la région, qui finance la majorité des investissements, ne figure pas au sein du conseil d'administration du STP, structure présidée par le préfet de région.

C'est une des raisons qui aient conduit le gouvernement à lancer la réforme de cette institution, créée en 1959. Annoncée en juillet 1993, cette décision devait donner satisfaction aux élus de province qui refusent de financer le déficit des transports parisiens. Celui-ci, qui a atteint 6 milliards de francs en 1994, devait être transféré progressivement à la région, en échange d'un réel pouvoir de décision. Le premier scénario prévoyait un désengagement de l'Etat sur une dizaine d'années, malgré les pressions du ministère du budget pour un calendrier plus serré. Mais la commission de réflexion, présidée par le préfet de région, s'est substituée à une véritable négociation entre l'Etat et les collectivités locales. Devant la crise provoquée par le rejet du plan de restructuration d'Air France, Edouard Balladur a préféré laisser s'enliser l'affaire.

Comme plusieurs autres ministres, qui, avant lui, avaient tenté, depuis vingt ans, d'engager cette réforme, Bernard Bosson, se voyait obligé de laisser passer une nouvelle occasion de placer l'Ile-de-France dans le droit commun. Si les franciliens échappent ainsi à un bouleversement total de la tarification, ils pourraient cependant regretter la recrudescence d'Edouard Balladur : la décentralisation des choix en matière de transports collectifs apparaît en effet, dans l'idéal, comme une garantie supplémentaire de la pertinence des investissements dans les transports, un enjeu essentiel de la qualité de la vie.

Christophe de Chenay et Martine Laronche (à suivre)

COMMENTAIRE

LA RÉFORME INTROUVABLE

QUI, de la fatalité ou du jacobinisme français, empêche la réforme des transports parisiens de voir le jour ? Elle aurait pour objet de transférer à la région Ile-de-France l'autorité que l'Etat exerce encore aujourd'hui, inscrite dans la loi de mai 1976, ce transfert de compétences a été réaffirmé, comme pour toutes les autres régions, dans la loi d'orientation des transports intérieurs de 1982. Dans l'intervalle, Joël Le Theule, ministre des transports, avait tenté d'accrocher son nom à cette réforme. L'environnement n'était pas mûr. Plus tard, Charles Fiterman y serait parvenu si les ministres communistes, dont il était, n'avaient démissionné la semaine où cette réforme était inscrite à l'ordre du jour du conseil des ministres, le 20 juillet 1984.

Tous ses successeurs tenteront

6 000 emplois ont été délocalisés en trois ans

Le quart des fonctionnaires concernés acceptent de quitter Paris

MOINS de six mille emplois délocalisés en trois ans. A priori, la relance de cette politique par Edith Cresson, du temps où elle était premier ministre, est longue à porter ses fruits bien qu'elle ait été confirmée par Edouard Balladur. C'est qu'elle implique une gestion humaine complexe à laquelle l'administration française est peu habituée.

Le bilan que vient de dresser André Ramoff, directeur de la mission délocalisations publiques, montre que, au 31 décembre 1994, 5 829 emplois publics ont été transférés hors de Paris, provenant de 47 organismes ; ils ont été répartis dans 33 villes de province et de banlieue (*Le Monde* du 20 septembre 1994). Les représentants de l'Association Antidéloc et du Collectif contre les délocalisations observent qu'il ne faut pas confondre « transferts d'emplois et transferts de personnes ». « Il y a peut-être eu six mille emplois de transférés. Mais le nombre de personnes ayant déménagé en province ne dépasse pas deux cents ! », affirme Marc Coulon, coordinateur du collectif.

Savoir combien d'agents ont suivi leur poste dans le cadre des délocalisations « ne présente aucun intérêt », juge M. Ramoff. « Qu'un emploi transféré à Lille soit occupé par un Parisien ayant suivi son poste, par un Lillois recruté sur place

ou par un Corse ayant été reçu major au concours, c'est bonnet blanc et blanc bonnet. Le même pouvoir d'achat sera injecté dans l'économie locale, en matière de logement, d'habillement et de loisirs », explique ce haut fonctionnaire.

SUPPRESSIONS DE POSTES

Si l'on prend en compte le nombre de personnes présentes lors de l'annonce de la délocalisation, M. Ramoff constate que « 25 % ont suivi leur poste ».

« Les personnes qui ont acheté un appartement à Paris et dont le conjoint travaille dans la capitale n'acceptent pas d'aller, brutalement, faire leur vie ailleurs », explique Jacques Desse, porte-parole de l'association Antidéloc, en ajoutant que le chiffre de 25 % lui paraît « largement surestimé ». Si 25 % seulement des agents ont accepté la délocalisation, 75 % se seraient reclassés à Paris. « Les reclassés ont été possibles jusqu'à présent », constate Jacques Desse. Mais, comme seize mille emplois doivent encore être délocalisés, et que le nombre de recrutements dans la fonction publique diminue, ce sera de plus en plus difficile. M. Ramoff conteste ce pronostic : « En Ile-de-France, quinze mille personnes, environ, partent à la retraite chaque année. Ce mouvement naturel doit permettre de reclasser tous

ceux qui ne voudront pas être délocalisés. »

Le Collectif contre les délocalisations et l'Association Antidéloc affirment que les transferts d'emplois publics ont donné lieu à 500 suppressions de postes. « Comme tout démantèlement, la délocalisation est l'occasion d'une réflexion sur l'organisation de la structure. Il y a peut-être eu des diminutions d'emplois, mais nous ne les avons pas calculées », répond M. Ramoff.

Les opposants à la politique de délocalisations s'inquiètent pourtant du sort réservé aux contractuels. Aux non-renouvellements de contrats à durée déterminée s'ajouteraient, selon eux, des licenciements. M. Ramoff conteste le terme de « licenciement ». « Lorsqu'un salarié s'en va parce que quelque chose lui déplaît, c'est lui qui rompt son contrat de travail. Il est considéré comme démissionnaire. Néanmoins, certains tribunaux pourraient juger que la rupture du contrat de travail est imputable à l'employeur. Pour éviter la multiplication des contentieux, l'administration accorde aux salariés qui rompent leur contrat de travail des indemnités identiques à celles qui seraient versées dans le cadre de licenciements pour cause économique. »

Rafaële Rivals

Décembre 1994

Le présent avis est publié à titre d'information seulement.

FGIC et AXA garantissent une émission obligatoire pour la Communauté Urbaine de Lille, dont le chef de file est le Crédit local de France.

Communauté Urbaine de Lille

Emission obligatoire
400 millions de francs
à échéance 2014

Principal et intérêts
garantis solidairement par
FGIC et AXA.

Cette émission bénéficie
des notations AAA/AAA
par Standard and Poor's et Moody's.

Financial Guaranty Insurance
Company
19, avenue de l'Opéra
75001 Paris
Tél. : 42 97 47 07

AXA
Département Risques Financiers
24, rue Drouot
75009 Paris
Tél. : 48 00 69 16

FGIC
A B C Capital Company

AXA

سكوتات

Paris et l'Ile-de-France s'entendent sur la dépollution des eaux

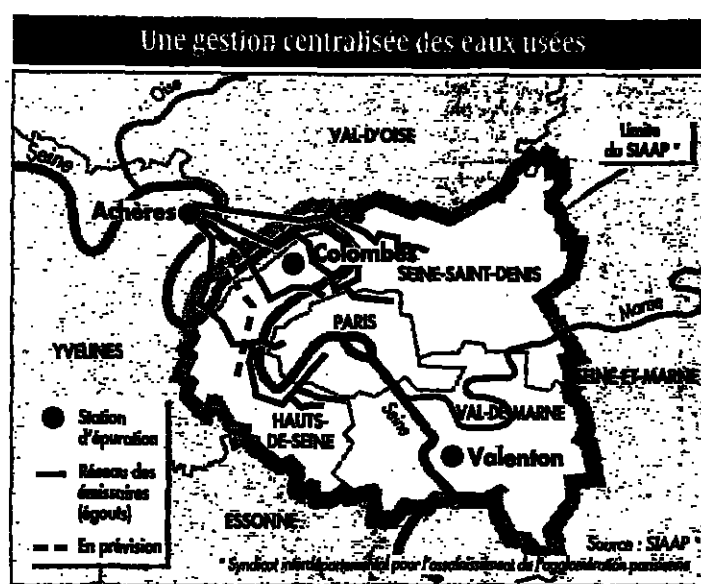
M. Barnier incite la capitale à soulager la station d'épuration d'Achères

Après plusieurs années de conflit et l'intervention du ministre de l'environnement, Michel Barnier, la Ville de Paris et le conseil régional d'Ile-de-France devraient s'entendre mercredi 18 janvier un protocole d'accord sur la

dépollution des eaux pluviales de la région parisienne afin de mieux répartir les unités de traitement.

DEPUIS le milieu des années 80, le traitement des eaux de l'agglomération est l'enjeu d'un conflit opposant la Ville de Paris, longtemps seule à gérer les équipements d'épuration, et le conseil régional d'Ile-de-France, investi de cette mission par décentralisation. Par l'intermédiaire du Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne (Siaap), la Ville défendait une gestion centralisée, conçue dans les années 30. Objectif : rentabiliser l'énorme investissement constitué par la station d'épuration d'Achères, la plus grande d'Europe avec sa capacité de traitement quotidienne de 2,1 millions de mètres cubes. De son côté, à partir de 1986, la région a préconisé la répartition, en amont d'Achères, d'unités de traitement capables de répondre aux normes européennes les plus sévères.

Le dogme du « tout-Achères » a été battu en brèche une première fois, le 25 septembre 1990, par Michel Rocard, alors chef du gouvernement et maire de Conflans-Sainte-Honorine, commune limitrophe de la station d'épuration et touchée par les nuisances, olfactives notamment, dont se plaignent, depuis le début du siècle, les riverains des champs d'épandage des eaux usées de Paris. Le premier ministre a limité la capacité de traitement aux installations existantes, alors que le Siaap avait prévu de la porter à 2,7 mil-



lions de mètres cubes par jour. Le dogme du « tout-Achères » a été battu en brèche une première fois, le 25 septembre 1990, par Michel Rocard, alors chef du gouvernement et maire de Conflans-Sainte-Honorine, commune limitrophe de la station d'épuration et touchée par les nuisances, olfactives notamment, dont se plaignent, depuis le début du siècle, les riverains des champs d'épandage des eaux usées de Paris. Le premier ministre a limité la capacité de traitement aux installations existantes, alors que le Siaap avait prévu de la porter à 2,7 mil-

Un budget annuel de 2 milliards de francs

Le Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne (Siaap), né en 1970 d'un accord entre Paris et les départements de la petite couronne, assure le transport et l'épuration des eaux usées de 6,2 millions d'habitants, représentant chaque jour un volume de 3 millions de mètres cubes. Son conseil d'administration est composé de vingt-sept membres, dont douze conseillers de Paris et cinq conseillers généraux de chacun des trois départements. Il dispose d'un budget annuel de 2 milliards de francs, dont la moitié est consacrée à l'investissement. Ses ressources sont constituées en premier lieu par les redevances payées par les usagers. Il bénéficie aussi de subventions versées par l'Agence de l'Eau et la région Ile-de-France. Depuis sa création, il a pris en charge les eaux usées de cent soixante et une communes de l'Essonne, du Val-d'Oise, des Yvelines et de la Seine-et-Marne.

lions de mètres cubes par jour. Implicitement, le principe de la réalisation de plusieurs stations commençait à s'imposer.

Le Siaap avait commencé à réfléchir à de nouveaux équipements, dont la réalisation a été accélérée par le blocage de la cinquième tranche d'Achères : construite en 1987, la station de Valenton, dans le Val-de-Marne, est passée d'une capacité de 150 000 à 300 000 mètres cubes en 1992 ; à Colombes, dans les Hauts-de-Seine, une station mettant en œuvre de nouvelles techniques traitera 240 000 mètres cubes. Ce schéma encore incomplet (six stations au total traiteront à terme les eaux usées de l'agglomération) soulage Achères, qui bénéficie par ailleurs d'un programme de réduction des nuisances (odeurs et moustiques).

Mais entre-temps la loi sur l'eau a été votée et la Seine a subi de graves pollutions consécutives à des orages, notamment durant l'été 1992 : alors même qu'une partie des eaux usées de Paris et de la petite couronne partent encore directement dans le fleuve, le traitement des eaux pluviales est devenu

d'Achères ». Au début de l'été 1994, le Capui a manifesté sur les berges de la Seine, avant de claquer la porte de l'Observatoire de l'environnement mis en place par la préfecture pour contrôler notamment l'impact réel du programme de réduction des nuisances.

La crise de confiance entre les riverains et les élus locaux d'une part, le Siaap et les pouvoirs publics d'autre part, a pris une telle ampleur que, le 18 juillet 1994, Michel Barnier, ministre de l'environnement, s'est rendu à Achères pour annoncer qu'il commandait « une étude globale sur l'assainissement de l'agglomération parisienne », afin de fixer la répartition des unités de traitement des eaux pluviales. « On ne peut pas laisser partir à la Seine les eaux d'orage. Il reste à savoir quelle fraction en incombera à Achères, qui devra prendre sa part, mais pas plus que sa part, et de façon autonome par rapport aux filières des eaux usées », avait-il déclaré devant les maires, les riverains et les représentants du Siaap. Depuis, le préfet des Yvelines, Claude Brignac, a pris un arrêté de rejet fixant à 22 mètres

cubes par seconde le volume d'eaux pluviales dévolu à Achères, soit moins de la moitié de ce que réclamait le Siaap.

Mais le « climat de confiance » que souhaitait restaurer le ministre en annonçant cette étude - dont le financement conjoint par le Siaap, la région et l'Agence de l'Eau Seine-Normandie doit être entériné mercredi 18 janvier - est compromis par une « gaffe », immédiatement exploitée par le Capui : celui-ci accuse les pouvoirs publics d'avoir programmé un ouvrage supplémentaire à Achères dès le 26 mai 1994, lors d'une réunion du comité Rivière propre d'Ile-de-France, soit deux mois avant que M. Barnier ait affirmé qu'aucune décision n'était encore prise. Cette date figure « par inadvertance » dans le dossier, d'accord, selon le président du Capui, qui critique que la filière de traitement des eaux de pluie porte la capacité effective d'Achères à 4 millions de mètres cubes par jour.

Le Siaap se défend d'imposer ainsi une extension déguisée de la station. « Nous avons admis l'abandon de la cinquième tranche d'Achères, puisque nous avons mis en chantier la station de Colombes et l'extension de Valenton : nous n'avons pas l'intention de nous mettre dans l'illégalité en passant outre l'arrêté de rejet du préfet », proteste son directeur, Michel Affholder, qui reste cependant persuadé que, pour le consommateur, le « tout-Achères » était plus économique. Le prix de l'épuration n'y est encore que de 0,70 F le mètre cube, contre 1,50 F à Valenton et 3 F à Colombes. Cet argument, longtemps avancé par le président du Siaap, Daniel Méraud, conseiller de Paris, en cachait un autre : la crainte d'un éclatement des financements publics, dont le Siaap a longtemps été le seul bénéficiaire, au profit d'autres syndicats d'assainissement à la périphérie de l'Ile-de-France. Devenu la principale source de financement, le conseil régional, dont le président RPR Michel Giraud doit composer avec les écologistes, a fini par imposer un schéma géographiquement plus équilibré et qualitativement plus ambitieux, qui coûtera aussi plus cher : la redevance interdépartementale prélevée par le Siaap au titre de l'épuration a été augmentée de 15 % le 1^{er} janvier 1995.

Pascale Sauvage

Le soutien « modeste » de M. Giraud à M. Ballardur

LE RALLIEMENT de Michel Giraud à la candidature d'Edouard Ballardur (Le Monde du 17 janvier) est beaucoup plus celui du ministre du travail que celui du président (RPR) de la région Ile-de-France. Michel Giraud aurait en effet pu tenir rigueur au premier ministre de la publication par décret, en avril 1994, du nouveau schéma directeur de la région, alors qu'il souhaite une « corresponsabilité » entre l'Etat et le conseil régional en matière d'aménagement. Mais Michel Giraud s'estime satisfait d'avoir obtenu que certaines dispositions du projet de loi sur le développement du

territoire laissent à la région la possibilité de réviser ou d'élaborer ce document en association avec l'Etat.

Il ne fait pas grief non plus à Edouard Ballardur d'avoir abandonné, aussi rapidement qu'il l'avait lancé, le projet de réforme du syndicat des transports parisiens (STP), qui aurait permis à l'Ile-de-France de décider, comme les autres régions, de ses choix en matière de transports.

Malgré les tiraillements prévisibles au sein du groupe RPR du conseil régional, où des proches de Jacques Chirac, comme Eric Raoult, (Seine-Saint-Denis) ont un

poids important, Michel Giraud estime pouvoir faire adopter son budget au mois de février, avec le soutien des élus écologistes. Pour lui « il n'y a aucune raison » non plus de craindre une dégradation entre la région et la Ville de Paris, malgré certains désaccords persistants en matière de circulation automobile, de pollution et de financement des universités. Michel Giraud s'engage d'ailleurs dans la campagne présidentielle avec « modestie », relativisant le poids de l'engagement du président de la région dans le vote des Franciliens.

C. de C.

Le Nord-Pas-de-Calais se mobilise pour lutter contre le chômage

Les Assises de Lille pour l'emploi et le travail ont mis l'accent sur les initiatives concrètes que peuvent lancer les villes et le conseil régional

LILLE
de notre correspondant
Huit mois de débats, rencontres, réflexions ; des dizaines de pages, de comptes rendus et de rapports. Le tout rassemblé en une séance de synthèse réunissant plus de 1 200 personnes. Ces chiffres donnent l'ampleur de la mobilisation dans le Nord-Pas-de-Calais autour des Assises régionales pour l'emploi et le travail lancées en mai dernier à l'initiative du conseil régional et de sa présidente (Vert), Marie-Christine Blandin. Les 19 et 20 janvier, celle-ci soumettra plusieurs propositions à l'Assemblée régionale à l'occasion de l'examen du budget. Une après-midi de synthèse, le 10 janvier à Lille, a permis de dresser un premier bilan des réflexions engagées en ateliers depuis huit mois.

Aménager le temps de travail et le redistribuer (avec ou sans réduction de salaire ?), développer les services, notamment ceux de proximité, faire émerger de nouvelles compétences, diminuer le coût du travail (par les charges ou par les salaires ?), favoriser le développement des entreprises, passer de la notion d'emploi productif à celle d'activité socialement utile, imaginer les moyens de rémunérer ces emplois nouveaux... Ce sont quelques-unes des mille et une pistes avancées pour lutter contre le chômage. Certes, elles sont aussi proposées ailleurs. Tout le monde se retrouve autour de telles solutions. Plus ou moins cependant. Des militants cégétistes sont venus protester aux portes des Assises : « Les organisateurs ont décrié la fin du plein emploi. L'objectif n'est plus d'offrir du travail à tous, mais de permettre à certains de travailler ».

le chômage, de déstructurer encore plus l'emploi et d'appeler cela « changer le travail ». Peu, de toute façon, les mettent en œuvre et personne ne sait trop comment s'y prendre.

PAS DE MIRACLE

Pas plus qu'ailleurs on n'a trouvé la recette miracle au cours de ces Assises. Celles-ci ont cependant permis à des gens d'horizons les plus divers de se rencontrer autour de cette conviction forte qu'il ne saurait y avoir de réponses parachutées. Qu'ont-ils demandé tous ? Qu'on encourage toutes les expériences, ne serait-ce, par exemple, qu'en faisant connaître, par un guide, les initiatives prises en matière de réduction du temps de travail, en aidant à l'émergence d'activités nouvelles, dans le domaine de l'environnement, du tourisme, des services aux personnes, par la création de « postes d'animateurs de projets » ou la signature de « chartes pour l'emploi » avec

les villes : Valenciennes pour cinquante emplois, Lille, pour mille, pourraient faire figure de pilotes sur ce terrain.

Reste à donner rapidement une suite concrète. Cela passe par le droit à l'innovation sociale que revendiquent un Guy Hascoët, vice-président (Vert) pour la région, ou pour leur ville, des maires comme Jean-Louis Borloo (div. droite) à Valenciennes ou René Vandierendonck (CDS) à Roubaix. On attend aussi les suggestions de Marie-Christine Blandin. Ainsi le conseil régional pourrait-il être amené à lier certaines de ses aides aux entreprises, à l'aménagement ou à la réduction du temps de travail. Ainsi pourrait-il également privilégier certains choix dans son domaine de compétence qu'est la formation. De même, pourrait être proposée la création d'un « forum permanent sur l'emploi et le temps de travail ».

Jean-René Lore

Des chiffres décourageants

La région Nord-Pas-de-Calais comptait, à la fin du mois de septembre 1994, 266 572 demandeurs d'emploi. Un chiffre qui porte à 16,3 % le taux de chômage dans la région, soit 3,6 points au-dessus de la moyenne nationale. Encore ce chiffre masque-t-il des disparités régionales et le drame de secteurs comme le Valenciennais (21 %), Maubeuge (19,9 %), Lens (19,3 %), le Calaisis (18,8 %). Le constat peut apparaître désespérant à plus d'un dans cette région : de 3,5 points en 1988, de 3,6 points en 1990, l'écart par rapport à la moyenne nationale s'était resserré, en 1992, à 2,8 points. Mais les derniers chiffres l'ont ramené à ce qu'il était antérieurement, 3,6 %. L'amélioration n'était que passagère ; elle était liée notamment aux grands chantiers que furent le tunnel sous la Manche (de 17,5 % en 1988, le taux de chômage dans le Calaisis s'était réduit à 14,1 fin septembre 1992, mais il est repassé à 18,8 % en 1994), le TGV ou le centre d'affaires de Lille. Les jeunes de moins de vingt-cinq ans sont évidemment en première ligne avec un taux de 29 %.

Le Monde

BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

L'année 1994 en France et dans le monde

Production, emploi, revenus, démographie : 160 pays passés au crible. Environnement international, conjoncture, grandes productions, questions sociales. Situation de la France, avec le bilan économique des années Mitterrand.

Un document de synthèse unique, qui dresse le bilan économique et social de la France et de 160 pays.

49 F CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE :

« BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1994 »

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____

Pays : _____

FRANCE (métropole seulement)

Nombre d'ex. : 58 FF. 58 FF.

DOM-TOM et ÉTRANGER

Nombre d'ex. : 58 FF. 58 FF.

* Ces prix s'entendent part inclus, règlement à l'ordre du Monde par chèque ou mandat international

Bulletin à découper et à envoyer à :

Le Monde : Service vente au numéro - 15, rue Falguière 75501 PARIS CEDEX 15 FRANCE

EXCLUSION Les discriminations raciales dans l'embauche et l'attribution de logements sont courantes en France. De nombreux employeurs expriment des exigences ethniques

que sont censées combattre les agences pour l'emploi. L'ambiguïté des récents propos du directeur général de l'ANPE, Michel Bon, sur les réticences à l'égard des gens dont

« la peau est foncée », traduit le trouble de tous les recruteurs. Pour l'accès au logement, des organismes HLM, des mairies, des préfectures utilisent des quotas non dits

d'étrangers ou simplement de personnes originaires de l'outre-mer ou de l'étranger. Constatant l'impuissance de la législation antiraciste, le Mouvement

contre le racisme et pour l'égalité entre les peuples (MRAP) étudie l'introduction de nouvelles formes de contrôle et de recours inspirées des pratiques américaines.

La France ne parvient pas à endiguer les discriminations raciales

L'appareil législatif ne permet pas d'enrayer l'exclusion des personnes « de couleur » à la recherche d'un emploi ou d'un logement. Faut-il en passer par une reconnaissance à l'anglo-saxonne des communautés ? s'interroge le MRAP

« RECHERCHE femme blanche pour garder dame âgée », « Pas de gens de couleur. Impossible », « Recherche stagiaire d'origine culturelle française ». Les lignes serrées des petites annonces d'emploi recèlent parfois des « perles » que collectionnent les militants antiracistes. Mises bout à bout, elles dévoilent un paysage inattendu et inquiétant, celui d'un apartheid français mis à jour à la faveur de quelques lapsus de plume et accès involontaires de sincérité.

Ces dérapages isolés ont pris une autre dimension avec les récents propos du directeur général de l'ANPE, Michel Bon, révélés par le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP). M. Bon a paru justifier le refus d'embauche de caissières noires dans les hypermarchés, en constatant que « malheureusement, il y a des gens avec lesquels on a du mal à se sentir de plain-pied (...), les étrangers, et plus la couleur de la peau est foncée et plus on a du mal à se sentir de plain-pied » (Le Monde du 14 janvier).

En admettant le principe de

telles pratiques, le responsable du service public de l'emploi semble avaliser l'utilisation discrète mais bien connue des agences d'interim, de l'appellation codée « BBR » (pour « Bleu, blanc, rouge ») tirée du vocabulaire du Front national et utilisée pour signifier que l'on recherche exclusivement un Français blanc. Ancien PDG des magasins Carrefour, M. Bon semble aussi faire écho à cette étonnante mention relevée dans un profil d'embauche établi par un cabinet de recrutement pour une autre chaîne d'hypermarchés en quête de jeunes diplômés : « Nationalité française (pas noir, pas arabe, asiatique accepté si bonne diction) ».

La réalité est qu'il n'est pas facile de trouver un emploi ou un logement lorsqu'on a la peau foncée, le faciès « pas de chez nous », un nom « à coucher dehors », voire simplement une adresse dans une cité étiquetée « chaude ». Certaines préfectures, municipalités et organismes HLM évoquent le « quota d'étrangers », qui n'a aucune existence réglementaire. Tout le monde le sait, personne ne le dit

tant cette réalité est impalpable, mêlant discours égalitaires de façade et pratiques outrageusement discriminatoires.

Quelques très rares documents officiels lèvent pourtant le voile. Une enquête rédigée en 1992 par deux inspecteurs généraux des affaires sociales souligne que la proportion d'offres d'emploi discriminatoires reçues par les missions locales varie entre la moitié et le tiers. Ces pratiques constituent « la difficulté principale » pour l'insertion de jeunes immigrés dans l'entreprise. « Les réticences à l'embauche ne sont pas toujours clairement dites », précise l'enquête. L'employeur indique ses réserves ou son refus par un silence (...) ou bien il attribue l'impossibilité d'embauche au pourcentage déjà trop élevé d'étrangers dans son entreprise, aux réactions supposées des autres employés, ou à celles de la clientèle (...). Souvent, cependant (...), c'est un refus a priori clair et net : « pas de gens de couleur », « pas d'Arabe », « pas de Maghrébin ». Plus récemment, une enquête menée dans l'arrondissement de Montmorency (Val-d'Oise) par le Comité de développement industriel local (CODIL) affirme que « le critère racial et de nationalité constitue la première cause de rejet de candidatures » (Le Monde du 28 décembre 1994).

La difficulté vient du fait que de telles discriminations ne sont affichées que dans des cas rarissimes. Le contentieux judiciaire en la matière reste d'ailleurs très restreint. Pourtant, de nombreux employeurs expriment sans entraves leur xénophobie lorsqu'ils contactent l'ANPE ou une entreprise de travail intérimaire. Ces exigences ethniques ne laissent aucune trace écrite et sont généralement gommées de l'offre d'emploi publiée. Mais elles se retrouvent au moment où les agents de l'ANPE recontactent les employeurs pour connaître l'accueil réservé aux candidats adressés par l'agence. « Mais vous ne m'avez envoyé que des Arabes ! », s'entendent-ils alors répondre. Envoyez-moi « autre chose » ! ». Plus rarement, ils réclament au contraire « un Maghrébin, parce que c'est pour un chantier » ou « une Antillaise : c'est pour une maison de retraite ».

« TRAHIS » PAR LEUR PHYSIQUE

Ces pratiques courantes et l'hypocrisie qui les entourent suscitent le malaise parmi le personnel des services de placement. Ainsi, Catherine Grangeard, psychosociologue, ancien cadre d'une société d'interim, a mis au point une formation destinée à aider les agents de l'ANPE à dialoguer sereinement avec ces patrons.

Le décor change mais les pratiques se ressemblent en matière d'attribution de logements. George Pau-Langevin, avocate et conseillère régionale (PS) d'Ile-de-France, s'indigne de la situation des nombreuses familles antillaises qui ne trouvent aucun logement décent en dépit d'un emploi de fonctionnaire, et d'une caution de l'administration. Les témoignages sont légion de Maghrébins et d'Africains, français ou non, acceptés au téléphone sur la foi d'un nom à consonance européenne, pour apprendre, après, que leur physique les a « trahis », que l'appartement convoité vient justement d'être loué. Les organismes HLM, les préfectures et la plupart des mairies, quelle que soit leur couleur politique, pratiquent depuis dix ans, une politique non officielle de quotas par cage d'escalier, sous couvert de lutte contre les ghettos. Beaucoup de maires ne relogent pratiquement que des familles demeurant déjà dans leur commune depuis plusieurs années. « En superposant les critères de ressources et de durée de séjour dans la commune et les quotas par cage d'escalier, on comprend pourquoi certaines familles ne trouvent pas à se loger », confirme Philippe



Dartell, directeur du PACT-ARIM 93, association spécialisée dans le logement des défavorisés. Dans certaines communes, l'obsession ethnique aboutit à réclamer aux familles immigrées des papiers impossibles à fournir. Dans une commune d'Ile-de-France, l'office public d'HLM de la municipalité (RPR) réclame sans rire un « décret de naturalisation » aux « étrangers nés hors métropole ou DOM-TOM ».

Sous couvert de lutte contre les ghettos, les organismes HLM pratiquent depuis dix ans une politique non officielle de quotas par cage d'escalier

L'étalage des pratiques discriminatoires ne suffit pas à avancer des esquisses de traitement à un phénomène qui compromet gravement l'intégration des populations issues de l'immigration. L'absence de transparence des processus d'attribution des logements et des emplois alimente d'autant plus violemment les rancœurs que la loi reste impuissante à sanctionner les dérapages. Le nombre de victimes obtenant réparation n'atteint probablement pas dix par an. La raison principale en est que la loi exige des éléments matériels de

preuve extrêmement difficiles à réunir. « La discrimination directe est presque toujours pratiquée sous une forme subtile et voilée qui ne laisse pas de traces. Tout se passe comme s'il était permis de discriminer sous réserve de le faire discrètement », constate Pascal Noblet, spécialiste des minorités aux Etats-Unis et membre de la commission logement du MRAP. Le constat de l'inefficacité des textes actuels a conduit ce mouvement à se lancer dans une audacieuse réflexion qui pourrait conduire à un bouleversement du paysage en matière de discrimination et, au-delà, à une description renouvelée des populations qui en sont victimes.

L'idée de base consiste à donner aux familles refoulées de l'accès aux logements sociaux une possibilité de faire appel devant une instance indépendante apte à débiter l'existence éventuelle de pratiques ségrégatives. Pour plus d'efficacité, le MRAP réfléchit à l'introduction de notions d'origine anglo-saxonne comme celle de « discrimination indirecte » qui serait caractérisée, même en l'absence d'intention de nuire, par ses effets néfastes sur telle catégorie de personnes. Pour débloquer la situation actuelle, Pascal Noblet propose d'aller plus loin en permettant aux victimes de saisir la justice sur la base d'une « présomption de discrimination ». Ce ne serait alors plus au plaignant mais à l'organisme visé d'apporter la preuve qu'il ne pratique pas la discrimination.

Le MRAP s'interroge aussi sur l'introduction, en France de la pratique américaine des « tests » comme moyen de preuve devant les tribunaux. Il s'agirait d'habiller

certaines organismes à déléguer incognito des enquêtes de différentes origines dans les offices HLM, les ANPE, les organismes de crédit, pour constater leurs pratiques. Les éventuelles infractions donneraient lieu à des amendes, à des embauches ou à des logements compensatoires. Il s'agirait de frapper plus directement au porte-monnaie les contrevenants, plutôt que de prévoir, comme la loi actuelle, des peines de prison jamais prononcées.

« Le racisme prend des formes de plus en plus complexes, explique Mouloud Aounit, secrétaire général du MRAP. Il ne s'agit plus seulement de la haine de l'étranger, mais du rejet de l'autre sous toutes ses formes, quelle que soit sa nationalité. D'où la nécessité d'adapter notre lutte ». De telles orientations, aux allures révolutionnaires pour le mouvement antiraciste français, devraient être débattues en mars 1995, lors du congrès du MRAP. L'introduction de la « présomption de discrimination » débouchera difficilement en droit français, où elle heurte le principe de présomption d'innocence.

RÉFÉRENCES ETHNIQUES

De plus, une telle offensive suppose une définition précise des catégories à protéger, notamment celles de « non-blancs ». Comment vérifier que les attributions de logement sont équitables sans comparer le sort fait aux Français dits « de souche » à ceux d'origines diverses, et aux étrangers, qu'ils soient « Maghrébins », « Noirs », « Asiatiques » ? Tout le monde reconnaît que le critère de la nationalité est insuffisant pour décrire la réalité des phénomènes liés à l'immigration et au racisme. Pourtant, le recours à des références ethniques, comme aux Etats-Unis, heurterait un fondement de la tradition républicaine française. Il reste que l'occupation, aujourd'hui toute théorique, de l'origine des usagers dans les services administratifs sert davantage à camoufler les discriminations qu'à les éviter.

Faut-il lever ces secrets de Polichinelle et organiser la transparence, au risque d'ouvrir la boîte de Pandore de l'ethnicité et des communautés ? Vaut-il mieux perpétuer l'illusion actuelle d'une égalité affichée, contredite par les faits mais porteurs d'une superbe ambition historique ? Qu'une organisation antiraciste réputée pour sa stricte orthodoxie égalitaire se pose aujourd'hui pareilles questions donne la mesure d'un trouble qui saisit, en fait, toute la société.

Philippe Bernard

« Dites-leur bien que je suis noir »

LE PETIT HALL d'attente de l'ANPE de Garges-lès-Gonesse (Val d'Oise), au cœur de la cité de la Muette, ignore les discriminations : Européens et Africains, Arabes et juifs y pointent sans distinction. La première discrimination dont souffrent les Gargeois résulte de la répugnance des employeurs à embaucher les habitants de cette cité réputée difficile. « Il suffit de dire « j'habite Garges » pour que l'employeur pense : « il appartient à un gang et a échoué à l'école ! », constate M. M., le directeur de l'agence locale.

Des offres d'emploi discriminatoires ? Bien sûr, il en reçoit beaucoup. « Certains employeurs pensent qu'à chaque fois qu'ils embauchent dans la cité des voix se produisent. Alors ils préfèrent chercher ailleurs. Certains disent carrément : « Je veux un Français », ou ils précisent l'origine : « Portugais ou Marocains, mais pas Algériens », constate le directeur. J'ai même vu un restaurateur spécialiste du couscous rechercher une serveuse non maghrébine en précisant : « On les connaît trop ! ». L'ANPE de Garges-lès-Gonesse se veut un îlot d'égalitarisme dans cet océan d'exigences ethniques et de préjugés raciaux. « Les salariés de l'agence sont les premiers à refuser les offres discriminatoires », poursuit M. M. On n'est pas fier d'entendre : « Pas de Noir ! ». Le directeur estime que « c'est une chance pour la France d'avoir un service public qui ne fait pas attention aux origines ». « Nous avons un rôle pédagogique : ici, les gens se rencontrent et apprennent à se connaître. L'ANPE est là aussi pour

empêcher que les populations se dressent les unes contre les autres. » Au-delà des principes philosophiques, lutter contre la discrimination relève d'ailleurs de la nécessité dans ce type d'agence dont la clientèle est en large partie « non métropolitaine ». « On essaie de comprendre les raisons du refus des employeurs. Après discussion, la plupart acceptent de recevoir notre public. Nous utilisons des arguments commerciaux : « Prenez un tel, vous serez satisfaits ! ». Cela montre que nous avons confiance dans la personne que nous recommandons, qu'il s'appelle Jean, Mohamed ou Sidibe. »

Dernière l'enthousiasme du serveur de l'Etat, le métier apparaît, dur. Même à l'aéroport de Roissy, tout proche et cosmopolite par nature, « les étrangers ne sont pas retenus, à qualification égale ». Des chômeurs anticipent les réactions racistes des patrons : « Dites-leur bien que je suis noir », a demandé un Africain lassé d'être recalé pour la couleur de sa peau. M. M. souhaite que l'on parle davantage des discriminations dans l'embauche, « pour que l'on cesse de dire que ça n'existe pas ». Mais la première discrimination qu'il vit au quotidien est ce jeu de dominos dans les cités de l'agglomération de Garges-Sarcelles (100 000 habitants) qui veut que l'arrivée de populations plus déshéritées chasse inexorablement les classes moyennes. Et que les jeunes qui trouvent un emploi préfèrent quitter leur quartier.

Ph. Be.

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS
TEL. : 40.75.45.45 - FAX. : 45.63.89.01

VENTE sur licitation au Palais de Justice de PARIS, 4, boulevard du Palais
LE LUNDI 30 JANVIER 1995 à 14 heures - EN UN LOT.
à PARIS (8^e) - 90, rue du Fbg-Saint-Honoré
à l'angle de la Place Beauvau.
APPARTEMENT de 3/4 pièces principales
cuisine, salle de bains 130 m² env. - Hauteur sous plafond : 3 m env.
M.B. A, 2^e étage - C.A.V.E.
EMPLACEMENT EXCEPTIONNEL - Immeuble rénové
Mise à Prix : 2 500 000 F
S'adr. à SCP LAMOTTE, avocats associés à PARIS (7^e), 100, rue Saint-Dominique.
Tél. : 46-55-71-44 de 10 h à 12 h
Visites : les samedis 21 et 28 janvier 1995 de 11 h à 13 h
et les lundis 23 et mardi 24 janvier 1995 de 12 h à 14 h

VENTE après subrogation au Palais de Justice de PARIS
le jeudi 26 janvier 1995 à 14 h 30 - en un lot
UN APPARTEMENT à PARIS-16^e
au 5^e étage, de 4 pièces princ. - au 8^e étage, un logement, deux chambres
et deux caves au sous-sol
29, rue Boissière
Mise à Prix : 500 000 F
S'adresser pour tous renseignements à M^{me} RIBEAUD-DUMAS
de la SCP COURTEAUX, LECOQ, RIBEAUD-DUMAS,
avocats au barreau de Paris, demeurant 17, avenue de la République à PARIS-18^e
Tél. : 46-24-46-40 - Au 13 de PARIS où le cahier des charges est déposé
sur les lieux pour visiter en s'adressant à l'avocat poursuivant.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de NANTERRE
le JEUDI 26 JANVIER 1995 à 14 heures
à BOULOGNE-BILLANCOURT (92)
1^{er} Lot : **UN APPARTEMENT**
en DUPLEX
au rez-de-chaussée : 1^{er} niveau : dép.
cuis. aménagée, salon-jour, 2 ch.
s. de bns, salle d'eau, 2 W.C., rang.
terrasses, jardin - 2^e niveau : dép.
2 ch. s. de bns, W.C., 2 rang.
C.V.E. - BOX
14, rue de Billancourt
Mise à Prix : 1 400 000 F
2^e Lot : **2 APPARTEMENTS**
1) de 2 Pces Princ., cuisine
salle d'eau, W.C., décap, placard
2) de 3 Pces Princ., cuisine,
salle d'eau, W.C., décap, placard
Répartis en un seul appartement
de 5/6 Pces Princ., cuis. aménag.
2 s. de bns, 2 W.C. - 2 C.V.E.
15 bis, avenue Pierre-Grenier
Mise à Prix : 350 000 F
Total des Mises à Prix : 1 750 000 F
S'adr. M^{me} C. DENNIER-HALPHEN, avocat à BOULOGNE (92),
12, rue de Paris. Tél. : 46-05-36-84 - M^{me} B. LEOPOLD-COUTURIER, avocat à PARIS (17^e)
12, rue Théodore-Ribot. Tél. : 47-66-88-88.

مكتبة القرآن

La Cour des comptes dénonce de graves carences sanitaires dans les stations thermales

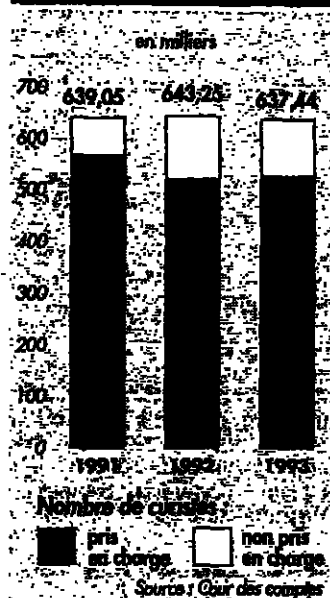
Un rapport fait état de « risques pour les curistes »

La Cour des comptes et sept cours régionales reprochent aux établissements thermaux des carences graves et le non-respect de condi-

tions de sécurité sanitaires. Ce « manque de rigueur » découle essentiellement du manque d'emprise des pouvoirs publics face à une

activité fréquentée chaque année par quelque 650 000 personnes et dont le poids économique est évalué à 6,4 milliards de francs.

La fréquentation des cures thermales



RAREMENT un rapport de la Cour des comptes a autant ressemblé à un réquisitoire. S'appuyant sur un argumentaire très détaillé, constitué à partir de leurs propres investigations et de celles de sept chambres régionales des comptes, les magistrats de la rue Cambon dressent un tableau saisissant du thermalisme français. Ce constat, qui ne porte plus seulement sur les aspects financiers, fait apparaître de graves dysfonctionnements dans le domaine de la santé publique. Selon ce document, « les carences relevées en ce qui concerne la protection des sources, d'une part, le fonctionnement des établissements thermaux, d'autre part, peuvent créer des risques pour les curistes ».

« Les risques épidémiologiques, il est vrai récemment découverts et encore mal connus, sont traités avec un manque de rigueur certain », considère la Cour qui, cependant, précise que « la présence de germes pathogènes dans les eaux thermales ne constitue pas le cas général ». De plus, il apparaît que « les avis défavorables émis par le Haut-Comité du thermalisme ne sont pas toujours entérinés par le ministre », notamment en matière de thumologie, « un marché devenu porteur avec le vieillissement de la population ».

AUTORISATIONS DU XIX^e SIÈCLE

La qualité des eaux thermales figure au premier rang des critiques soulevées par la Cour. Évoquant le cas de la station de Bagnères-de-Bigorre, la Cour souligne que certains centres confrontés « à des problèmes de pollution ou d'insuffisance de débit » ont modifié leur source d'approvisionnement sans en informer les autorités. Or « si une source vient à ne plus être utilisée ou autorisée, l'orientation thérapeutique, d'urgence, et aussi d'autant plus qu'il n'existe pas de procédure administrative de retrait », s'étonne le rapport. Un peu plus loin, il constate que « dans de très nombreuses stations, aucune des sources actuellement exploitées ne bénéficie d'une autorisation récente en borne et due forme ». Pour les stations de Luchon, Argelès-Gazost, Montrond, Royat, Chaudes-Aigues et Le Mont-Dore, les autorisations datent du XIX^e siècle.

Il n'est pas rare, relève le rapport, que l'eau thermale soit mélangée à de l'eau ordinaire, jusqu'en 1992, à Vichy, le débit

insuffisant de la source Boussange a été compensé par un tel coupage. A Contrexéville, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales a constaté en 1993 que l'une des annexes de l'établissement thermal était alimentée « par une eau de qualité chimique tout à fait différente de celle des eaux minérales de Contrexéville ». Plus grave, au Boulou (Pyrénées-orientales), une contamination bactériologique a touché « l'eau du réseau public, préalablement stockée, dans un réservoir ». Le rapport constate également que « l'absence de rares périmètres de protection est largement formelle » et assure que « les sources minérales apparaissent, à Vichy, vulnérables compte tenu de l'affaissement des nappes ».

Selon la Cour des comptes, l'eau des piscines thermales est plutôt trouble. Protégée par « aucun critère de qualité », elle n'est pas soumise aux « normes strictes » qui s'appliquent aux piscines de loisirs. Résultat : 17 % ne sont vidangées qu'une fois par semaine et 14 % une fois par mois. Plus largement, des bactéries telles que les légionelles — « qui représentent une

menace pour la santé des personnes fragilisées » — ont été retrouvées « en quantité importante dans un certain nombre d'établissements en relation avec une mauvaise conception, un entretien défectueux des canalisations, le stockage d'eau chaude sanitaire, le mauvais nettoyage des pommeaux de douche, robinets ou autres appareils ». Parmi d'autres anomalies, le rapport cite le recyclage de la boue selon des procédés non agréés, l'insuffisance et parfois l'absence des contrôles permettant de renouveler l'agencement des établissements, le respect aléatoire des normes d'hygiène « (A qui cela sert-il de remplir une baignoire sale avec de l'eau propre ?) ». Interroge notamment la DDASS du Puy-de-Dôme, la formation insuffisante du personnel ou encore le fait que « les stations thermales contribuent à la pollution des eaux, notamment par le rejet d'effluents chlorés lors des opérations de désinfection des canalisations ».

Le rapport, qui s'interroge de voir nombre d'établissements privilégier les investissements de confort au détriment du respect des normes de sécurité, fait d'autres découvertes. Non seulement les curistes ne peuvent pas toujours compter sur des conditions sanitaires optimales, mais ils sont, parfois, contraints de se plier aux épineuses conditions de séjour dictées par les impératifs d'une fréquentation maximale. Dans les Landes, certains centres de cure ont accepté de repousser de 3 heures à 5 heures du matin l'horaire d'ouverture des établissements, en précisant qu'un lever aussi matinal était réservé « à des curistes habitués à se réveiller tôt, par exemple ».

« Dépendance à l'État » : Au milieu de cette énumération, les critiques adressées au système tarifaire et aux prescriptions excessives (bien que le milliard et demi de francs remboursés chaque année ne représente que 0,3 % des dépenses de l'assurance-maladie) passent presque au second plan. Toutefois, le rapport relève « les avantages accordés à la Chaîne thermale du soleil » à travers des « tarifs particulièrement avantageux » et déplore que trop de collectivités locales se soient engagées dans le développement du thermalisme « sans toujours en me-

surer l'importance ni les conséquences éventuelles en termes d'endettement ou de participation aux déficits de fonctionnement ».

Dans sa dernière partie, la Cour des comptes se livre à une critique en règle de la gestion des Thermes nationaux d'Aix-les-Bains (Savoie) et, plus largement, de la vigilance de l'État. « Le manque de rigueur dans l'exercice des contrôles s'est traduit par une situation sanitaire durablement dégradée », résume la Cour, qui pointe séchement l'« anormale situation dérogatoire » dont bénéficie cet établissement public sur le plan de la sécurité incendie et de la sécurité sanitaire. « Le retour au droit commun suppose désormais, sous peine de sanction et même d'interdiction de fonctionner, que l'établissement satisfasse aux normes », insiste le document, non sans ajouter que « les mesures indispensables (...) ont été différées alors même que le fonds de roulement de l'établissement permettait largement de faire face à ces dépenses ». Bref, même si des améliorations ont été enregistrées (on dénombrait encore en mars 1993 treize cas de pneumopathies contre 148 en 1990...), la Cour des comptes estime que les thermes d'Aix-les-Bains devraient, en l'état actuel des choses, être tout simplement fermés.

Revenant à son compte une note de la Direction générale de la santé datant de mai 1994, le rapport constate que le thermalisme « est un secteur dans lequel l'intervention de l'administration a été relativement limitée (...) en raison d'un désintérêt manifeste ou de par le poids politique que cela représente ». Dans ces conditions, « une réforme de la réglementation ne saurait être utile que si les textes étaient effectivement appliqués », estime la Cour des comptes. Pourtant, un statut qui serait peut-être la pire des choses. Rappelant que la fréquentation des stations thermales « semble avoir atteint depuis 1990 un palier » malgré la croissance de curistes non pris en charge par la Sécurité sociale, le rapport enfonce le clou en soulignant que « l'absence de consensus médical sur l'efficacité thérapeutique des traitements thermaux est un élément de fragilité, compte tenu des progrès potentiels des produits pharmaceutiques ».

Jean-Michel Normand

Terre des hommes dénonce les entorses aux droits familiaux

L'ASSOCIATION humanitaire Terre des hommes dénonce, dans un rapport publié, mardi 17 janvier, les « atteintes aux droits fondamentaux de la famille » résultant, selon elle, des lois passées sur l'immigration. Familles disloquées, couples « mixtes » séparés, parents d'enfants français ni régularisables ni expulsables... L'association décrit en détail les conséquences concrètes de la mise en œuvre de la nouvelle législation, depuis un an. Elle met en lumière des entorses aux conventions internationales sur les droits de l'homme et les droits de l'enfant. Jean-Michel Belorgey, président du Fonds d'action sociale, signe la préface de ce document en dénonçant « l'emballage des pratiques administratives », notamment les convocations « qui se terminent par le départ, les menottes aux poignets vers l'aéroport ». « La citoyenneté implique certes, en temps ordinaire, le respect de la loi, écrit-il. Face à des lois qui se présentent peu ou prou comme d'exception, ce respect n'est plus nécessairement de mise ».

■ **IVG** : un « vrai statut » sera accordé aux médecins qui pratiquent des interruptions volontaires de grossesse, a confirmé, lundi 16 janvier, Simone Veil, ministre des affaires sociales. Comme elle l'avait annoncé dans un entretien accordé au Monde du 17 janvier, M^{me} Veil a indiqué qu'un décret sera rapidement envoyé au Conseil d'Etat afin de faire de ces praticiens des « contractuels » et non plus des vacataires, a-t-elle déclaré sur France 2. Selon M^{me} Veil, les médecins qui pratiquent des IVG sont « lassés » et jugent ces actes « non valorisants ».

■ **JUSTICE** : Eric Halphen assigne Paris-Match devant le tribunal de grande instance de Paris pour atteinte à la vie privée et atteinte au droit à l'image. Le juge d'instruction de Créteil (Val-de-Marne) chargé de l'enquête sur les fausses factures de la région parisienne demande à l'hebdomadaire 50 000 francs de dommages et intérêts, qu'il s'engage à reverser « intégralement aux Restaurants du cœur ». Paris-Match avait publié le 5 janvier une photo du juge en train de téléphoner d'une cabine téléphonique située près de son domicile, à Paris.

■ **LICRA** : Pierre Aidenbaum a été réélu président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) à l'issue du quarantième congrès du mouvement, qui s'est tenu samedi 14 et dimanche 15 à Paris. M. Aidenbaum avait succédé en octobre 1992 à Jean Pierre-Bloch, qui avait accompli vingt-cinq ans de mandat. Né le 3 mai 1942 au Puy-en-Velay (Haute-Loire), Pierre Aidenbaum est le fils de Joseph Aidenbaum, cofondateur en 1927 de la LICRA (la notion de racisme a été ajoutée ultérieurement). Conseiller municipal socialiste de Paris depuis les élections de mars 1989, il a été secrétaire général de la LICRA de 1981 à 1992.

■ **PRISONS** : un mineur de 16 ans s'est suicidé, lundi 16 janvier, à la maison d'arrêt de l'Esau, à Strasbourg. Le jeune homme, qui a été retrouvé mort dans sa cellule, s'était pendu à l'aide d'un linget de corps. Placé en détention provisoire, il avait été mis en examen et écroué en juin 1994 pour tentative de meurtre, tentative d'extorsion avec arme et violences volontaires. Une enquête a été diligentée par le parquet de Strasbourg.

■ **APPRENTISSAGE** : la coopération en entreprise est désormais ouverte aux apprentis ingénieurs et techniciens. L'Union des industries métallurgiques et minières, l'Agence pour la coopération technique, industrielle et économique et les ministères de l'Industrie et de la fonction publique ont signé, mardi 17 janvier, une convention afin de permettre à des apprentis ingénieurs et techniciens d'effectuer leur service national en coopération en entreprise, et en particulier dans les PMI soucieuses d'améliorer leur implantation en Asie.

Un sweat-shirt inflammable retiré de la vente

LES 46 MAGASINS C & A de France viennent de retirer de la vente un sweat-shirt en coton susceptible de s'enflammer en surface très facilement. Ce vêtement pour homme fabriqué en Grèce et vendu à 400 exemplaires pendant la période du 27 décembre 1994 au 12 janvier 1995 subit un « effet d'éclair » dès que l'on approche une flamme. Il ne prend pas feu en totalité — l'intérieur n'est pas atteint et les brûlures sont donc évitées — mais sa surface est parcourue « par une espèce de feu follet », avertit-on chez C & A, ce qui pourrait se révéler fort dangereux dans le cas où le porteur aurait les cheveux longs. C'est le traitement externe qu'a subi ce sweat-shirt en coton « grisé et durci » qui serait en cause. C & A invite les acheteurs à rapporter le produit dans le magasin le plus proche pour se faire rembourser.

Au procès de Furiani, « vision technocratique » et réalités

Pour l'ancien préfet de Haute-Corse, « l'Etat n'est pas là pour se substituer à tout le monde »

BASTIA

de notre envoyé spécial
« Il y a en ce moment des cours de droit ! » Sur cette constatation agacée, les victimes se lèvent et

quittent la salle. Une fois de plus, on mesure le fossé qui sépare le sentiment légitime des victimes de la catastrophe de Furiani aux non moins légitimes droits de la défense. Le phénomène est rendu encore plus insupportable pour ceux qui ont tant souffert que la défense des responsables administratifs d'articles essentiels autour d'arguments juridiques. Venues pour connaître une vérité palpable, les victimes se trouvent plongées dans l'ésotérisme d'un droit désincarné où l'homme disparaît derrière une réglementation complexe.

Le raisonnement utilisé par la chambre d'accusation pour étayer le renvoi en correctionnel des fonctionnaires conduisait nécessairement à ce débat car, plus que des faits précis, c'est l'observation de textes administratifs qui leur est reprochée. Et la situation de Henri Hurand, préfet de Haute-Corse à l'époque des faits, est identique, même si sa comparution, lundi 16 janvier, pour « homicide involontaire » ne résulte que d'une citation directe délivrée par

certaines parties civiles. En attendant que le tribunal se prononce sur la validité de la citation, son cas a été joint au dossier principal, et la seule différence qui le distingue des autres prévenus réside dans le fait qu'il n'a encore jamais été interrogé au cours de l'instruction.

Directeur du cabinet du préfet de la Somme en 1970 quand éclata l'incendie du 5 juillet à Saint-Laurent-du-Pont (Isère), où cent quarante-huit personnes, des jeunes gens pour la plupart, avaient péri brûlés vives, M. Hurand estime avoir « une connaissance très fine des compétences administratives ». Aussi déclare-t-il qu'« un préfet attend d'une commission de sécurité un avis sur les problèmes qui se posent pour l'accueil des gens qui viennent dans l'établissement concerné. Dans une affaire comme celle-ci, la commission de sécurité apprécie si toutes les règles relatives à l'évacuation du public sont respectées. Il s'agit essentiellement de la sécurité au regard de l'incendie et de la panique prévue par le décret de 1985 ».

En d'autres termes, le préfet, président de droit de la commission de sécurité, n'est pas chargé de vérifier la solidité d'une tribune. Il explique que, en l'occurrence, il y a une organisation sportive « maître d'ouvrage » qui décide une construction. Elle se choisit un « maître d'œuvre » qui est la société Sud Tribune. « La loi leur impose

d'avoir un contrôleur technique [la Socotec] ; ils font leurs affaires entre eux sans avoir à en référer à l'administration », précise M. Hurand. Je savais que la Socotec devait le contrôler (...). En l'absence de tout contrôle, j'aurais sûrement interdit le match (...). Dès lors que l'on me présentait le contrôle technique comme assuré, je considérais que la sécurité était garantie ».

« L'ÉTAT DE 1992 » : Le président se demande s'il ne s'agit pas là d'« une vision techno-

cratique » des fonctionnaires de l'Etat qui serait en opposition avec une évolution du droit consacrée par l'article 131 du traité de Maastricht sur « le devoir de précaution » repris dans un projet de loi et figurant dans un arrêt du Conseil d'Etat du 9 avril 1993 sur la responsabilité de l'Etat dans l'affaire du sang contaminé. Mais, à cet argument, M. Hurand répond par une autre évolution, déjà soulignée vendredi 13 janvier par son directeur du cabinet de l'époque, Raymond Le Deun : « L'Etat de

1992 n'est plus l'Etat de 1800 ni de 1958. Il n'est plus la puissance tutélaire d'autrefois. Il n'appartient pas à l'Etat de prendre des décisions qui vont à l'encontre des dispositions de libre entreprise. L'Etat n'est pas là pour empêcher les particuliers d'exercer leurs droits ni pour se substituer à tout le monde ». Et, pour faire bonne mesure, le préfet ajoute : « Comment peut-on demander à l'Etat de vérifier ce que font les contrôleurs alors que l'Etat s'interdit de contrôler l'identité des personnes ? »

L'argument n'est pas le mieux choisi et ne fait qu'illustrer la distance qui sépare certains hauts fonctionnaires des réalités de ce bas monde. De la même manière, M. Hurand se déclare « surpris » que les avis négatifs des sapeurs-pompiers ne soient pas suivis d'effets. En revanche, la forme verbale de l'avis favorable donné par la commission de sécurité ne l'étonne pas.

« L'urgence conduit à travailler de façon verbale, c'est comme ça qu'il fallait faire », soutient M. Hurand. Soumis au supplice de la question par les avocats des parties civiles, le fonctionnaire cède parfois à l'agacement et lâche : « L'administration, ça ne se fait pas sur la base d'opinion ou de sentiments ! » Cependant, le préfet quitte un instant sa carapace administrative pour dire : « Ma réflexion personnelle sur ce sujet est pour moi une torture permanente. Je m'interroge sur ce que l'on aurait pu faire. Sur le plan personnel c'est un désastre. Le deuil des Corses, c'est mon deuil ». Plus tard, interrogé par un avocat qui lui demande s'il estime avoir été « trompé », il trouve le mot trop fort. « Abusé ? », insiste M^{me} Seattelli. « Pas vraiment, mais que nous ayons fait une mauvaise interprétation du rôle et du sérieux de ceux qui avaient la charge de cette construction, c'est possible ».

M. P.

Maurice Peyrot

L'audience en direct

CHACQUE jour, le théâtre municipal de Bastia est envahi par le public qui souhaite suivre le procès alors que le palais de justice, trop exigu, lui est interdit. Sur le grand écran, le président du tribunal interroge un prévenu : le son est parfait et l'image excellente.

Le prévenu répond : C'est un plan serré au travers de la vitre blindée du box devenue invisible. Le magistrat s'adresse au témoin. Aussitôt la caméra le cadre. Le témoin apparaît, et c'est l'image impossible, jusqu'alors exclusivement réservée aux juges : l'homme qui parle à la barre est de face, si proche que son trouble ou son agacement percent l'écran. Un avocat des parties civiles intervient sans avoir la parole. Mais la tech-

nique le sanctionne car la caméra l'ignore jusqu'au moment où l'huissier lui apporte en courant le micro sans fil. Un défenseur réplique. L'huissier se précipite vers lui, mais les premiers mots sont perdus. Qu'importe, le spectacle est homogène pour les spectateurs. C'est un procès comme la télévision ou le cinéma n'en ont jamais offert.

Toutefois, il s'agit d'un procès aseptisé. Il y manque les réactions parfois violentes du public, le geste dépité d'un avocat, la course éperdue de l'huissier avec son micro ou la sortie ostensible d'une victime incapable de supporter un discours agaçant. C'était le prix à payer pour une retransmission ser-

reine où la justice a refusé la dramatisation artificielle. L'expérience est d'ailleurs attentivement suivie à la chancellerie, car il s'agit sans doute du plus sévère des tests sur la présence des caméras dans les prétoires. A cet égard, c'est une réussite. Certes, il a fallu ajouter quelques projecteurs dont les ampoules ne survivent pas plus de quelques heures ; mais l'éclairage semble naturel et, surtout, le public a vite oublié la caméra servie par des techniciens effacés.

L'audience est suspendue. Au théâtre, l'écran s'éteint et un immense rideau tombe silencieusement pendant que la foule s'écoule lentement vers la sortie, commentant le procès à voix basse.

La folle journée de Mgr Gaillot

Après sa révocation, l'ancien évêque d'Evreux multiplie les apparitions publiques, alors que l'évêque de Lille préconise une assemblée plénière de l'épiscopat

ALORS QUE sa révocation par le Vatican continuait, lundi 16 janvier, de susciter de nombreuses réactions et manifestations de soutien, Mgr Jacques Gaillot a repris sans tarder son combat auprès des exclus. Dans la matinée, l'ancien évêque d'Evreux s'est ainsi retrouvé aux côtés d'une centaine de militants du Comité des sans-logis (CDSL) pour participer à l'occupation du centre d'action sociale du quatorzième arrondissement de la ville de Paris. Ils entendaient ainsi attirer l'attention sur le sort des jeunes âgés de dix-huit à vingt-cinq ans, sans ressources et exclus du RMI. « La solidarité n'est pas facultative », a affirmé Mgr Gaillot pour expliquer sa participation à cette manifestation. « Je souhaite, a-t-il ajouté, que ma mise à l'écart ne constitue pas un événement isolé mais pousse un mouvement afin que l'Eglise soit

celle des exclus, comme elle devrait toujours l'être, et non celle de l'exclusion. »

Tandis que les dossiers des quatorze jeunes en grande difficulté soumis par le CDSL faisaient l'objet, en début d'après-midi, d'un « examen instantané » par les services sociaux de l'Hôtel de Ville, Mgr Gaillot allait « dire un petit bonjour » aux occupants de l'immeuble de la rue du Dragon, à Paris, « réquisitionné », à la veille de Noël, par l'association Droit au logement. En fin de journée, l'ancien évêque d'Evreux et Albert Jacquard, coprésident de l'association « Droits devant ! », annonçaient qu'ils viendraient, jeudi soir 19 janvier, à Tours, pour soutenir l'action d'une quinzaine de sans-domicile-fixe squatters, en conflit avec Jean Royer, maire de Tours. Après avoir été expulsés, lundi matin, par les forces de l'ordre

d'une maison de retraite désaffectée, ceux-ci ont en effet décidé de réoccuper par effraction un bâtiment municipal, nous signale notre correspondant à Tours, Alexis Bodaert.

De leur côté, Mgr Jean Vilnet, évêque de Lille, relayé par les évêques de Montpellier, Mgr Louis Boffet, et de Cambrai, Mgr Jean Delaporte, a, lundi sur RTL, « préconisé une assemblée plénière exceptionnelle des évêques pour reprendre dialogue avec les chrétiens et l'opinion publique ». Joachim Navarro-Valls, porte-parole du pape, a, quant à lui, démenté certaines interprétations relatives à la date de l'annonce de la sanction, vendredi 13 janvier, soit deux jours après le départ de Jean Paul II pour les Philippines : « Cette date n'a certainement pas été délibérée. Le moment était venu de donner la nouvelle », a dit M. Navarro-Valls.

Georges Starckmann mis en cause pour une banale infraction à la législation sur les armes

La justice luxembourgeoise enquête sur un trafic international

TRANSACTIONNAIRE en armement, autrement dit « marchand de canons », Georges Starckmann a passé deux jours en garde à vue à Paris après avoir été interpellé, mardi 10 janvier, à son domicile du seizième arrondissement parisien. Après plus de trente ans consacrés à la vente de fournitures militaires à l'échelle internationale, ce spécialiste de la livraison d'armements que les pays producteurs se refusent à vendre ouvertement n'aura finalement été inquiété que pour une micro-infraction à la législation sur les armes.

S'il a été défilé devant le parquet de Paris, M. Starckmann le doit uniquement à la découverte à son domicile d'un arsenal comprenant un fusil à pompe, une carabine et trois armes de poing indiquant une préférence pour la marque Smith and Wes-

son (un pistolet automatique et deux revolvers). « Des armes que je possède depuis une vingtaine d'années en toute régularité », nous a précisé l'intéressé. M. Starckmann dit avoir simplement oublié de renouveler les autorisations nécessaires, ce qui lui vaudra de comparaître bientôt devant le tribunal de Paris. Une brouille pour ce personnage haut en couleur, ancien patron de l'Alcazar de Paris, réputé négocier les matériels militaires lourds grâce à la protection des services spéciaux français.

VENTES TURQUES

L'interpellation du sexagénaire était cependant liée à une affaire d'une tout autre envergure. Les enquêteurs du troisième cabinet de délégations judiciaires Pont arrêt en exécution une commission rogatoire internationale dérivée

pour « faux, escroquerie et abus de confiance » par le juge d'instruction luxembourgeois Roger Arrendorff. Le magistrat enquête sur une négociation de vente d'armes en Turquie qui, pour un montant de plusieurs millions de deutschemarks, concernait du matériel aéronautique provenant des Etats-Unis et de l'ex-Union soviétique à destination de l'ex-Yugoslavie. Un ressortissant turc s'est plaint d'avoir payé cette marchandise, sans jamais n'avoir rien reçu. Entendu par les policiers luxembourgeois qui assistaient leurs collègues français, M. Starckmann nous a assuré ne rien avoir à faire dans cette affaire. La justice luxembourgeoise espère, elle, que les hautes protections du marchand d'armes ne viendront pas entraver son enquête.

Erich Inchpan

CARNET

DISPARITIONS

Pierre Zucca

Un cinéaste esthète et malicieux

LE PHOTOGRAPHE et cinéaste Pierre Zucca est mort le 16 janvier. Il était âgé de cinquante et un ans. *Vincent mit l'âne dans un pré (... et s'en vint dans l'autre)* : le titre de son premier film (1975) traduisait déjà la singularité de ce cinéaste « à part » qu'était Pierre Zucca. Né le 10 juillet 1943, il débuta comme photographe de plateau, fonction qu'il exerça pendant plus de vingt ans, travaillant notamment pour des films de Georges Franju, Jacques Rivette, Ruy Guerra, Yves Boisset, Claude Chabrol, François Truffaut, Alfred Hitchcock, Louis Malle et Jean Eustache. L'esprit de Lewis Carroll souffle sur *Vincent*, film insolite et étrange, à la frontière de l'imaginaire et du réel. Sa collaboration avec l'écrivain et peintre Pierre Klossowski, avec lequel il a déjà conçu un livre, *La Monnaie vivante* (1971), permet à Pierre Zucca de poursuivre dans cette voie : *Roberte* (1978) parcourt le registre de la sensualité, en privilégiant le travail sur les lumières et les sons, au détriment des dia-

logues et des techniques de narration traditionnelles. De cette expérience intéressante, mais assez hermétique, naîtra également un livre, *Roberte au cinéma* (1978).

Après plusieurs documentaires (dont un film consacré à Balzac, en 1981) et reportages pour la télévision, Pierre Zucca réalise *Rouge-Gorge* (1985), dans lequel il poursuit ses recherches stylistiques sans parvenir à intégrer de manière satisfaisante l'intrigue policière qui lui sert de prétexte. Conçu selon des principes simulacres, mais servis de manière moins radicale, *Alouette, je te plumerai* (1988) apparaît finalement comme son film le plus abouti, variation pleine de malice et d'astuce sur les codes du récit policier, menée à bien avec la complicité amusée de Fabrice Luchini (déjà interprète de *Vincent...*) et de Claude Chabrol. Pierre Zucca préparait depuis plusieurs mois un nouveau film, *L'Astrée*.

P. M.

Josef Gingold

Le professeur des stars du violon

RUSSE d'origine, finé aux Etats-Unis dès 1920 et naturalisé américain, Josef Gingold est mort dans un hôpital de Bloomington (Indiana), dans la soirée du jeudi 12 janvier. Il était âgé de quatre-vingt-cinq ans. Né à Brest-Litovsk avant la révolution russe, il avait été l'élève d'Eugène Ysaÿe à Bruxelles, à la fin des années 20, puis avait fait l'essentiel de sa carrière comme violon solo des meilleurs orchestres américains : Detroit (1943-1946), Cleveland (1947-1960). Il était également un chambriste de renom, membre notamment du Quatuor Primrose

entre 1939 et 1942. Il quitte ensuite la scène et se consacre à l'enseignement, principalement dans les murs de la célèbre université de Bloomington entre 1960 et 1980. Il donne de nombreuses master classes, en Europe ou au Japon. De grandes pointures du violon américain avaient travaillé avec lui, de Pinchas Zukerman à Jaime Laredo et à Joshua Bell. Il était l'un des fondateurs du Concours international d'Indianapolis et possédait un stradivarius daté de 1683, le Martinelli.

A. Ry.

AGENDA OFFICIEL PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Mercredi 18 janvier : 10 heures : conseil des ministres.

18 heures : remise des lettres de créance des ambassadeurs du Honduras, du Costa Rica, de l'Ouzbékistan, du Maroc et d'Andorre.

PREMIER MINISTRE Mercredi 18 janvier : 10 heures : conseil des ministres.

16 heures : le premier ministre préside une réunion de ministres consacrée à la présidence française de l'Union européenne.

Jeudi 19 janvier : 10 heures : le premier mi-

nistre reçoit Jacques Santer, président de la Commission européenne.

12 heures : le premier ministre reçoit Jean-Pascal Delamuraz, président de la Confédération helvétique.

17 h 30 : le premier ministre reçoit l'écrivain Jean Raspail.

NOMINATION

DIPLOMATIE

Jean-Pierre Lajaurie a été nommé vendredi 13 janvier ambassadeur de France au Burundi, en remplacement d'Henri Crépin-Leblond. (Né le 24 juillet 1941, ancien élève de l'école nationale d'administration, M. Lajaurie était depuis janvier 1990 sous-directeur de l'état-civil à la Direction des Français à l'étranger et des étrangers en France.)

AU CARNET DU MONDE

Naissances

Cécile MEADEL et Philippe MUSTAR, Victor et Gilles, sont heureux de faire part de la naissance de

Agnès,

à Paris, le 14 janvier 1995.
24, rue du Texel,
75014 Paris.

Alain et Pascale THORN-SCHMITT, partageant avec

Maurice

la joie d'annoncer l'heureuse naissance de

Eric,

le 12 janvier 1995.
22, rue Arthur-Herchen,
L-1727 Luxembourg.

Viviane de CHARRIERE, Tominio et Malafida CADEDDU, Thierry, Justine, Antoine et Maxime FOUGERES, ont la joie d'annoncer la naissance de

Ugo.

Anniversaires de naissance

Bon anniversaire.

Anne-Charlotte.

Jean-Pierre, Anne-Marie, Anne-Elise et Anne-Laurence.

Pour le 1^{er} numéro du Monde, tu y étais, pour le 25^e anniversaire, tu y étais, pour le 50^e anniversaire, tu aurais voulu y être, pour tes quatre-vingt-douze ans, bon anniversaire

Kléber.

Mariages

Kate HALFF et Hisham TAHA ABBAS, se marient le 21 janvier 1995, à Bristol, et sont rûdement contents.

Paddy TOLLAFIELD, Pierre et Bertrand HALFF aussi.

QU'ON SE LE DISE ! Flat 4, 77 Woodland Road, Clifton, Bristol BS81US GB 127 Old Fort Road, Shoreham by Sea, BN435FB, GB 59, rue des Pemppliers, 92100 Boulogne, 70, rue Saint-Louis-en-l'Isle, 75004 Paris.

Décès

M^{me} Paul Nguyen, Véronique, Stéphane, Sandrine Nguyen.

Ses sœurs, belles-sœurs, beaux-frères, neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul NGUYEN, à l'âge de cinquante-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église du Sacré-Cœur de Montes-la-Ville (Vielaines), le mercredi 18 janvier 1995, à 14 h 30.

M^{me} veuve Henri ALLEYRAC, née Célestine Roussel, institutrice honoraire,

nous a quittés le 11 janvier 1995, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Selon sa volonté, ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Villard d'Arène (Hautes-Alpes), le 14 janvier.

De la part de

M. et M^{me} Robert Alleyrac et leurs enfants, M. Paul Guyot, Ses enfants et petits-enfants.

53, cours Jean-Jaures, 38000 Grenoble, 7, allée, D-Leprince-Ringot, 42100 Saint-Etienne.

La famille AZZA, de Sidi-Bel-Abbes, de Blida, de Baltimore, de Paris, et d'Alger, a la douleur de faire part du décès de

M^{me} Abbel-Haim AZZA, ancien joueur du Toulouse Football Club, ancien avocat du bureau de Sidi-Bel-Abbes et d'Alger, ancien magistrat français,

survenu le 3 janvier 1995, à Blida (Algérie).

Jacqueline Bégusseau, La famille et tous les amis, ont la douleur d'annoncer le départ de

René BÉGUSSEAU,

le 9 janvier 1995.

Un merci tout particulier aux docteurs Voldman, Cohen et Sutra.

17, rue de la Haute-Borne, 93700 Douisy.

Reizane, Paris, Nice.

Les familles Boukhehou, Henni, Safah, Parnes et allées, ont la douleur de faire part du décès accidentel de leur cher et regretté

docteur Tahir BOUKHELOUA,

tré à leur affection le 12 janvier 1995.

L'inhumation a eu lieu dans le caveau familial.

Ses neuf enfants, Ses onze-neuf petits-enfants, Ses cinquante-quatre arrière-petits-enfants, Ses gendres et belles-filles, Ses parents proches et amis, ont le chagrin de faire part du décès de

Marie-Béatrix COURNOT,

survenue le 19 décembre 1994, à Paris, munie des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 22 décembre, à Avezan (Gers).

Le 9 février 1995, à 17 h 30, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, sera dite une messe en sa mémoire à laquelle sera associé le souvenir de

Jean COURNOT,

son mari,

Yves COURNOT, son fils.

2, rue Joseph-Bara, 75006 Paris.

Eliane et Jean Dromer, sa fille et son gendre, Alain et Corinne Dromer, Lucile et Xavier North, Françoise Dromer, Claire Dromer, Pascale et Guillaume Dry, ses petits-enfants, Pascal, Jeanne, Georges, Raphaëlle, Gaspard, David, Gilles et Clémentine, ses arrière-petits-enfants, Les familles Clavier, Plomb, Soulier, Suchet et Deroche, Et tous ceux qui l'ont entouré,

ont la douleur de faire part du décès de

Pierre DHOMBRES, agrégé de l'Université, officier de la Légion d'honneur,

survenu le 16 janvier 1995, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église réformée de Passy-Annoy, 19, rue Cortambert, Paris-16^e, le jeudi 19 janvier, à 11 heures.

L'inhumation aura lieu à 14 h 30, au cimetière de Saint-Ouen-d'Anz (Eure), où repose sa femme.

Suzanne DHOMBRES-LAVOISIER.

« Car c'est à toi qu'appartient le règne, la puissance et la gloire. »

Cet avis tient lieu de faire-part.

39, boulevard de Montmorency, 75016 Paris.

M^{me} Toul Douralis, son épouse, M. Nicolas Douralis, son père, M^{me} Erika Douralis, sa fille, Les familles K. Douralis, Malandris, Papageorgiou, Kokonos, Tsatis, Et tous ses camarades et amis, ont la douleur de faire part du décès de

Yannis DOURALIS,

survenu le 15 janvier 1995.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Saint-Etienne, 9, rue G. Bizet, Paris-16^e, le jeudi 19 janvier, à 11 heures.

La veillée funèbre, les 17 et 18 janvier, de 11 heures à 17 heures, à son domicile, 47, rue Froidevaux (Paris-14^e), est ouverte à tous ses amis et camarades.

Isabelle Dubar, Dominique Binda,

nous prient d'annoncer le décès de leur père.

Claude GALLOT,

le 16 novembre 1994, à Amiens.

Une messe sera célébrée le vendredi 20 janvier 1995, à 18 h 30, en la chapelle Saint-Louis de l'Ecole militaire, place Joffe, Paris-7^e.

Dubar-Gaillet, 183, boulevard Voltaire, 75011 Paris.

M. et M^{me} Jean-Paul Fleener, M^{me} Marie-Catherine Fleener, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} E. RICARD,

survenue le 4 janvier 1995.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

M^{me} Maurice Nudelmann, son épouse, Ses enfants et petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice NUDELMANN,

survenu le 13 janvier 1995, à l'âge de cinquante-huit ans.

Les obsèques ont lieu ce mardi 17 janvier, à 15 heures, au cimetière de Chénéviers-sur-Marne (Val-de-Marne).

Résidence des Capucins, 29, avenue de Coubertin, 94430 Chénéviers.

M^{me} Jean-Paul Vidal, née Miquel-Gonzalez de Cunha, son épouse,

M. et M^{me} Patrick Vidal et leurs enfants, Anne-Sophie et Edouard, Le docteur Joëlle Vidal et son fils François-Vivian, Le docteur Carole Vidal, ses enfants,

M. et M^{me} Jacques Vidal, leurs enfants, et petits-enfants, M. et M^{me} Marc Vidal, leurs enfants et petits-enfants, Ses frères, belles-sœurs et neveux.

M. et M^{me} Daniel Gonzalez de Cunha, leurs enfants et leurs petits-enfants.

Les familles Arley, Bachelard, Beaumont, Cobede, Meizonnier, Poulange,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Paul VIDAL, croix de guerre 1939-1945.

survenu parmi les siens, le 15 janvier 1995, dans sa soixante-dix-huitième année, muni des sacrements de l'Eglise.

L'inhumation et la cérémonie religieuse auront lieu à Pongibaud (Puy-de-Dôme), le 17 janvier, à 15 heures.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

3, avenue de la Porte-d'Assinieres, 75017 Paris.

127, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris.

Les amis de

Paul ZUMTHOR,

Ses disciples et ses collègues, s'associent à la douleur de sa famille pour faire part du décès de celui qui a été et reste leur compagnon de pensée.

Communications diverses

An Cécile Bernard-Lazare, 10, rue Saint-Clément, Paris-3^e, jeudi 19 janvier 1995, à 20 h 30 : « Immigration et paix en Israël », avec D. Friedman, Les Enfants de la reine de Saba (éd. A.-M. Ménezy).

Thèses

M^{me} Mahnaz Moazzami présentera, le samedi 28 janvier 1995, à 9 h 30, dans la salle Henri-Corbin (bibliothèque) de la section des sciences religieuses de l'Ecole pratique des hautes études, escalier E, 1^{er} étage, Sorbonne, une thèse de doctorat intitulée : « La place de l'animal dans la conception zoroastrienne. L'histoire des animaux à travers les textes pehlevi. » Cette soutenance est publique.

CARNET DU MONDE Renseignements :

40-65-29-94

سكنا من الحفل

HORIZONS

PORTRAIT

Q

UEL contraste entre le bureau fonctionnel du président de la Commission européenne qui attend Jacques Santer à Bruxelles au sommet du banal immeuble moderne servant d'état-major à l'eurocratie et celui où il aura passé ses derniers jours de premier ministre du Luxembourg, dans un petit hôtel particulier à l'ombre de la cathédrale ! Des rues pentues et pavées conduisent à ce décor de théâtre, mais il n'y a même pas de gardiens d'opérette pour barrer le seuil de la « présidence du gouvernement », à deux pas d'une plaque signalant que Jean Racine accompagna ici son roi, Louis XIV, quand Vauban fortifiait la cité. Vous sentez la loi du poids de l'histoire et, en même temps, le lieu baigne dans une ambiance de simplicité non affectée, sans plus d'apparat que si vous étiez introduit chez un gros notaire de province.

A la fin de l'année, M. Santer était déjà un homme très occupé. Il se rendait deux fois par semaine à Bruxelles pour préparer la passation des pouvoirs entre Jacques Delors et lui, il dirigeait le Luxembourg tout en prenant la mesure de son immense tâche à venir, mais il avait toujours le même don de faire comme si le temps ne lui était pas compté, comme si rien n'avait changé dans sa vie depuis l'époque où, persuadé que son collègue belge Jean-Luc Dehaene succéderait à Jacques Delors, il nous disait sa foi en « une candidature bédouienne et démocrate-chrétienne » (Le Monde du 10 juin 1994).

Pendant longtemps, son seul problème fut de choisir entre M. Dehaene et Rudi Lubbers, le Néerlandais. Puis, raconte-t-il, « après le blocage de Carfax (quand, au sommet européen du 24 juin, les Britanniques mirent leur veto à la nomination du Belge), je me suis dit que si le chancelier Kohl s'en tenait à ses critères - petit pays, démocratie chrétienne - il y avait des chances pour que ça tombe sur moi. Le sommet du G7 (en marge duquel les principaux dirigeants européens se concertèrent) a été le dénouement. Ce jour-là, le 9 juillet, j'étais à un mariage, ici à Luxembourg, quand, sur le coup de 19 heures, mon fils est venu me dire que Kohl m'appelaient de Naples. J'ai compris ».

Le séisme qui a eu lieu dans sa vie au début de l'été dernier, M. Santer l'a vécu tout en devant continuer de donner des gages à la politique locale. Les élections législatives s'étant combinées, au Luxembourg, avec les européennes, et ayant abouti à la reconduction de la majorité sortante, il lui fallut former un nouveau gou-

vernement le 13 juillet, au moment où il avait la tête ailleurs. « Rien n'avait changé dans son comportement », raconte Mario Hirsch, porte-parole de l'opposition libérale, mais nous avons eu l'intuition que ça devenait sérieux quand il a été invité à Paris pour le 14 juillet. En principe, c'était parce que l'eurocorps défiait. Seulement, la participation du Luxembourg audit eurocorps, c'était un officier de liaison en tout et pour tout !

M. Santer a-t-il vécu sa désignation par les gouvernements européens - en attendant le vote, le 18 janvier, du Parlement de Strasbourg sur son investiture - comme une divine surprise ? Un de ses proches collaborateurs est catégorique : « Il a été loyal jusqu'au bout de l'égard de M. Dehaene, mais, quand il a vu le tour que prenaient les événements, il a fait ce qu'il fallait pour saisir sa chance. Avant de voter pour lui, les Britanniques lui ont fait savoir qu'ils voulaient une déclaration d'hostilité à l'Europe fédérale. C'était inacceptable. Alors, il a trouvé un compromis sous la forme d'une interview dans laquelle il condamnait tout ce qui ressemblerait à une « Europe hapoléonienne ». Cette imagination sémantique, c'est bien lui ! »

LES Luxembourgeois ont fort mal pris les articles de la presse étrangère présentant leur premier ministre comme un vainqueur par défaut et comme un président fatigué qui symboliserait la reprise en main de la Commission par les Etats. Une espèce d'union sacrée s'est constituée autour de celui que le journal satirique local surnommait naguère « Jacques digestif » ou « Jacques champagne », par allusion à ses invites à trinquer quand il paraissait dans des assemblées publiques. Non sans quelque

perfidie, ses adversaires politiques lui reconnaissent « les talents qu'il faut à Bruxelles ». Mario Hirsch est de ceux-là : « Il n'agit jamais sous le coup de l'émotion. C'est un spécialiste de la stratégie de la décomposition. Il appartient à cette catégorie de gens qui restent assis sur les problèmes, comme on dit en allemand. A cet égard, il ressemble à son grand ami

« Le 9 juillet, j'étais à un mariage, ici à Luxembourg, quand, sur le coup de 19 heures, mon fils est venu me dire que Kohl m'appelaient de Naples. J'ai compris »

Kohl. Ils se tutoient depuis l'époque où ils travaillaient ensemble dans un cadre régional, quand Kohl était ministre-président de Rhénanie-Palatinat. L'Allemagne a joué un grand rôle dans sa nomination. Entre nous et les Allemands, qui occupent notre pays mais avec lesquels nous avons une histoire commune, il y a une relation complexe d'amour-répulsion. Elle est très forte dans le cas de notre premier ministre. Il passe ses vacances près de chez Kohl, en Autriche, dans la région de Salzbourg ».

Le principal rival politique de Jacques Santer - et son vieux complice dans la coalition entre socialistes et chrétiens sociaux - était Jacques Poos, ministre socialiste des affaires étrangères. A l'hôtel Saint-Maximin, qui jouxte celui du premier ministre, l'intéressé raconte affectueusement qu'un journaliste les appela « les frères Jacques », et il ne faut pas compter sur lui pour la

tradition du visiteur à l'écoute de cette antenne, un proche collaborateur de M. Santer évoque une de ces enfances malheureuses qui donnent du caractère et sont aussi garantes d'une personnalité plus complexe que ne le laisse deviner un curriculum vitae trop parfait. Romain Kirt connaît bien le premier ministre. Il rédigeait ses discours à Luxembourg. Il le suit dans son cabinet à Bruxelles. Il est l'auteur d'un livre en allemand sur la vie du nouveau président de la Commission, ses idées et ses projets. Le premier chapitre est intitulé « Qui est cet étranger ? ».

C'était la question que se posait le jeune Jacques, né le 18 mai 1937 dans une famille modeste de Wasserbillig, quand son père, un gendarme enrôlé de force dans l'armée allemande, puis réfractaire, revenait voir les siens dans la ferme de ses beaux-parents, sans que son identité soit révélée à son fils. « Il n'a appris la vérité qu'à l'âge de huit ans, une fois la guerre finie. Cela lui a donné très jeune une maturité qui est à la base de son vrai caractère ».

Les Allemands vaincus, le jeune Jacques même des études secondaires à la section gréco-latine de l'athénée (lycée) de Luxembourg. Puis, comme beaucoup de ses compatriotes - le Grand-Duché n'a pas d'université - il fait son droit en France, d'abord à Strasbourg, puis à Paris où il passe le doctorat tout en obtenant le diplôme de l'Institut d'études politiques. Au début des années 60, il entre comme avocat au cabinet Tony Biever, une pépinière d'hommes politiques au Grand-Duché (notamment Gaston Thorn, autre ancien premier ministre luxembourgeois qui présida la Commission de 1981 à 1985). Le militantisme, chez les chrétiens-sociaux, tente déjà ce catholique pratiquant. En 1963, il entre dans le cabinet du ministre du travail et de la sécurité sociale. Dix ans plus tard, il est secrétaire général du Parti chrétien-social, puis

président de la principale formation politique du Grand-Duché. Il se frotte aux questions européennes comme député au Parlement de Strasbourg de 1975 à 1979. A la fin de son mandat, il devient ministre des finances.

A partir de 1984, il occupe sans discontinuer le poste de premier ministre, en s'octroyant, au gré des coalitions, d'autres portefeuilles importants : finances, Trésor, affaires culturelles. « Ces fonctions incluent la responsabilité ministérielle pour les postes et télécommunications, le Centre informatique, les mass media, les cultes et l'aménagement du territoire », indique une note officielle. Comme si M. Santer avait voulu faire mentir l'avance ceux qui prédisaient qu'il serait écrasé par sa charge de travail à Bruxelles, la direction d'un prospère pays de 400 000 habitants n'ayant rien à voir avec la présidence de l'Union européenne. « C'est un homme affable et détendu qui prend le temps d'écouter tout le monde, mais ne vous fiez pas aux apparences, il se lève très tôt », commente un diplomate luxembourgeois, persuadé que les hiérarchies bruxelloises qui espèrent bien souffler un peu après Jacques Delors et son Europe à marche forcée se font des illusions.

« Un petit luxembourgeois qui accède à la présidence de la Commission ne peut pas compter sur l'aide de ses compatriotes » au sein de l'exécutif bruxellois, constate Mario Hirsch, le Grand-Duché n'étant représenté à Bruxelles que par une poignée de hauts fonctionnaires. « C'est évidemment un handicap par rapport à son prédécesseur. D'un autre côté, le système Delors, où les Français étaient si présents, a fait bien

du Conseil supérieur de la langue française au milieu des années 70. » Le président pressenti de la Commission est un polyglotte, mais il n'en sera pas plus à l'aise à Bruxelles. « Ne vous y trompez pas, chez nous, on pense luxembourgeois, souligne Mario Hirsch. Le français n'est pas sa langue maternelle. Quand il est fatigué cela se voit. Il est confronté, comme tous les Luxembourgeois, à ce problème ».

Le 21 juillet 1994, M. Santer a commencé son premier discours devant les députés européens, à Strasbourg, par une citation, en allemand, de Louise Weiss, doyenne française du premier Parlement européen élu au suffrage universel, puis il a continué, en français, pour évoquer sa « joie d'une vocation de jeunesse miraculeusement accomplie ». Les attaques n'ont pas manqué contre ce candidat surprise que les chefs d'Etat venaient de sortir de leur chapeau. « A côté de moi dans la tribune, raconte Romain Kirt, son fils était bouleversé quand Michel Rocard lui a reproché de manquer de fibre sociale. » Ce jour-là, l'enfant prodige du Grand-Duché, les traits tirés, a compris que le combat politique tel qu'il l'avait livré chez lui n'avait rien à voir avec ce qui l'attendait dans l'univers vif et dur de l'Europe « unie ». Sans doute savait-il déjà ce qu'on dit de lui dans certains cercles bruxellois : « Les chefs d'Etat en avaient assez de s'entendre donner des leçons par Delors et voulaient un président docile. » Il en a surpris plus d'un en menant rondement et autoritairement la répartition des tâches et des titres entre les principaux commissaires, un exercice éloquentement appelé « la nuit des longs couteaux » du temps de Jacques Delors.

« L'Allemagne a joué un grand rôle dans sa nomination. Entre nous, Luxembourgeois, et les Allemands, il y a une relation complexe d'amour-répulsion. Elle est très forte dans le cas de Jacques Santer »

des frustrés. Je suis sûr que M. Santer table là-dessus. » Quels sont les sentiments de Jacques Santer, ministre à l'égard de Paris ? Plusieurs responsables luxembourgeois le présentent comme un homme tourné avant tout vers l'Allemagne, un peu agacé parfois par une certaine suffisance française dans des relations bilatérales au demeurant réduites sur le plan diplomatique. Mais Jacques Santer a épousé en 1967 Danièle Binot, une Française rencontrée en Israël pendant un voyage touristique. Ils ont deux fils : l'un étudiant à Louvain-la-Neuve, l'université catholique francophone de Belgique ; l'autre spécialisé dans un troisième cycle de droit communautaire en France, fiancé à une Strasbourgeoise.

« Avec ma femme, je parle français, confie M. Santer. En compagnie de mes enfants, j'utilise le luxembourgeois (un dialecte germanique). Je suis nettement francophone. L'anglais est pour moi une langue étrangère, une langue de traduction. J'ai été membre

du conseil d'administration de la Commission, nous ne pouvons pas nous en passer. M. Santer, ancien commissaire ne peut considérer son portefeuille comme une chasse gardée. J'ai demandé, par exemple, une concertation entre Martin Bangemann et Edith Cresson. Dans mon cabinet, j'ai cherché avant tout des gens expérimentés. Ce sera un cabinet international avec peu de luxembourgeois. C'est mon chef de cabinet (le luxembourgeois Jean-Pierre Cloos) qui m'a conseillé Thierry Bert (conseiller technique à l'Elysée) pour le second ».

Les postulants n'ont pas manqué pour figurer dans l'entourage rapproché de M. Santer : six cents lettres de candidature, dont cinq cents venues de l'étranger. Le champion des diplômés au Guinness Book s'est manifesté, ainsi que quelques correspondants de presse à Bruxelles. On s'en frotte encore les yeux à Luxembourg.

Jean de la Guévière



La montée vers Bruxelles de Jacques Santer

Le Parlement européen doit se prononcer, le 18 janvier, sur l'investiture du successeur de Jacques Delors à la présidence de la Commission de Bruxelles. Fils de gendarme, polyglotte, proche des Allemands, marié à une Française, le Luxembourgeois Jacques Santer surprend son monde

PANCHO

البيان

Le Monde

Soutenir Boris Eltsine ?

FAUT-IL continuer « comme avant » avec les Russes ? C'est la question que se posent les Occidentaux, face aux bombardements, à l'écrasement de la sécession tchétchène, à la répression des « affaires intérieures » de la Russie, vont-ils tourner la page et reprendre à l'égard de Moscou la même politique ? Ou vont-ils comprendre que la sauvagerie des bombardements russes contre la capitale tchétchène doit les amener à modifier sensiblement leur politique à l'égard de Moscou ?

Le bilan est déjà lourd. Il ne s'agit pas seulement des dévastations provoquées en Tchétchénie : sans doute des centaines, peut-être des milliers de morts, une ville détruite, des cohortes de réfugiés - femmes, enfants, vieillards - lancées, démunies de tout, sur les routes enneigées du nord du Caucase. Et la chute de Grozny marquera très vraisemblablement le début d'une longue guérilla entre les Tchétchènes et une armée russe qui aura plus que jamais les allures d'une armée d'occupation. Mais le bilan est lourd aussi à Moscou où l'on a vu un « parti de la guerre » l'emporter autour de Boris Eltsine abandonné par le peu de démocrates et de réformateurs qui le soutenaient encore.

Voilà le président russe qui gouverne avec l'appui de l'ultra-nationaliste Vladimir Ikhovskii, et, apparemment, sous l'influence d'étranges personnages. Mais si ce cercle de conseillers paraît aussi opaque que mystérieux, la politique qu'il conduit est, elle, assez claire. C'est celle du complexe militaro-industriel russe, celle de ceux qui veulent, sinon reconstruire l'empire, du moins maintenir

Espoir patronal

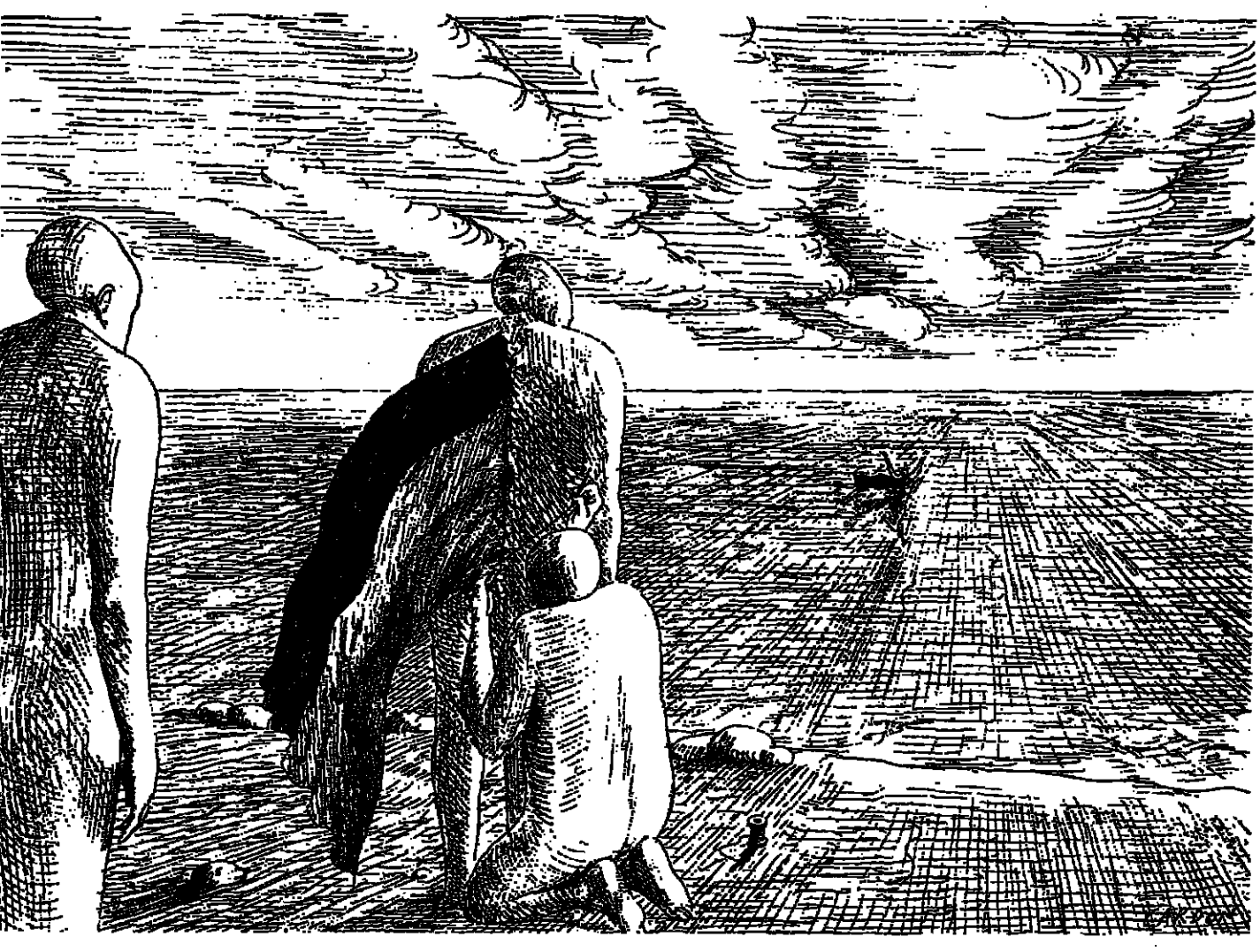
POUR tous ceux que l'annonce du départ de Jean Gandois a déçus, une petite lueur d'espoir se trouve être entretenue et animée... par le CNPF, dont les faits et gestes n'avaient jamais autant suscité l'attention. Les mêmes qui, il y a peu de temps encore, s'interrogeaient sur l'utilité d'une organisation patronale ramenée au rôle de groupe de pression ordinaire veulent y voir aujourd'hui l'un des acteurs du changement.

De toute évidence, l'arrivée de Jean Gandois à la tête du patronat, en décembre 1994, est à l'origine d'un tel intérêt. On prête beaucoup à l'homme, et plusieurs faits militent en sa faveur. Il a dirigé les travaux d'une commission du XI^e Plan, dont le rapport sur la compétitivité globale a été salué positivement. Bien avant d'être élu, il a évoqué la notion encore floue d'« entreprise citoyenne », qui rompt avec le discours ambiant, et n'y a pas renoncé. Ses prises de position publiques, tout comme la politique sociale menée au sein de son groupe, Pechiney, l'avaient déjà désigné comme l'un des dirigeants les plus soucieux de concilier les besoins de l'entreprise avec ceux de la société.

Signe des temps, même la CGT a fait montre d'une réelle bienveillance, et son secrétaire général, Louis Vianney, admet sans difficulté qu'une nouvelle donne sociale devient sans doute possible. Ou, du moins, il n'écarte pas qu'une nouvelle ère puisse s'ouvrir et entend bien saisir

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance. Comité de direction : Jean-Marie Colombani, président du conseil de surveillance, directeur de la publication ; Dominique Lévy, directeur général ; Noël-Jean Bagnaud, directeur de la rédaction ; Eric Pichon, directeur de la presse ; Jean Chassagnon, directeur délégué. Directeur de l'information : Philippe Labadie. Rédaction en chef : Thomas Renard, Séverine Pignatelli, Robert Sol, adjoint au directeur de la rédaction ; Bruno de Camille, Laurent Goussier, Danièle Heymann, Bernard Le Gendre, Luc Rosenzweig. Manuel Lucbert, directeur du service des études ; Alain Robas, Michel Tota, conseillers de la direction ; Daniel Verzet, directeur des relations internationales ; Alain Follon, secrétaire général de la rédaction. Médiateur : André Lemaire. Conseil de surveillance : Alain Jaffar, président ; Olivier Biffaud, vice-président. Anciens directeurs : Hubert Reuve-Morey (1944-1959), Jacques Pauvert (1959-1982), André Lemaire (1982-1983), André Fontaine (1983-1994), Jacques Lemaire (1994-1995). Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : une fois par semaine à compter du 10 décembre 1994. Capital social : 620 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Robert-Réville-Lévy, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Éditions, Jean-Marie Colombani, président du conseil de direction. RÉDACTION ET SERVICE SOCIAL : 15, RUE FALGOUTÈRE 75008 PARIS CEDEX 15. Tél. : (01) 46 45 45 45. Télécopie : (01) 46 45 45 45. Fax : 01 46 45 45 45. ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-REUVE-MOREY 92000 NANTERRE CEDEX. Tél. : (01) 46 45 45 45. Télécopie : (01) 46 45 45 45. Fax : 01 46 45 45 45.

Le drapeau par Cardon



Chiens muets

Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

« Je vous supplie de croire que c'est vrai »

Tel fut le télégramme de la photographe Lee Miller, en envoyant à Londres les premiers clichés du camp de Dachau. C'était en avril 1945. Auschwitz avait été découvert plus tôt, fin janvier. Dès la semaine précédente, les cérémonies de ce cinquantenaire-là vont commencer.

Les fêtes dureront jusqu'à la victoire du 8 mai, et puis les lampions du souvenir s'éteindront, comme quand arrivèrent à l'Hôtel Lutetia les derniers rescapés. « Il n'en restera plus », se désolaient les survivants auprès des familles, que le refus de ne plus espérer retentit jusqu'à l'aube devant l'Hôtel, par un printemps radieux.

Les commémorations orchestrées aident à se souvenir, sur le moment. Mais une fois soufflées les bougies officielles, et conclus les derniers procès, l'oubli reprendra sa sape, de plus belle. D'ici au centenaire de 2045, ceux qui voudraient tourner la page auront en tout le loisir d'effacer

toute réponse, le gendarme se lave les mains d'on ne veut pas savoir quel sang, puis il fait claquer des billets imaginaires entre ses gros doigts. Il a tenté enfin, son excuse : « Ces gens-là avaient les moyens, voyez-vous », susurre-t-il, à propos des « juifs du 16^e arrondissement » qu'il gardait. Il a fait entendre et robotisé d'un lecteur de Gringore en 1932.

Tout serait-il donc à refaire ? C'est peu dire que « le ventre de la bête immonde est encore fécond », selon l'adage. Ses tentatives éternelles suivent, sous la momie de l'afaire.

A la Sorbonne, le 11 janvier dernier, un spécialiste de l'occupation se pose une fois de plus la lancinante question : alors, tous complices, les Français, sous Pétain ? Cela dépend : l'élite plus que le peuple, avant 1942 plus qu'après, etc.

Un grand historien conclut l'exposé. « L'ignorance a joué son rôle », rappelle-t-il. Se moque-t-il de récents propos autorisés, ou s'en sert-il pour blanchir au passage certains dignitaires de Vichy ?

Le gendarme de Drancy, au moins lui manquait-il ce privilège de classe : le bagage de luxe dont s'autorise l'ironie.

Les mêmes « affaires » qui ont abattu la gauche n'ont rien fait de la droite. De deux choses l'une : ou la corruption a été mieux exploitée contre la gauche ; ou bien elle paraît, venant de la droite, moins choquante, plus normale.

Par chance, les classes n'existent plus.

Pendant la guerre, ignorance ou pas, Mgr Théas, de Montauban, fut un des rares évêques à ne pas se cacher comme, à-t-il dit citant Isaïe (56-10), « (des) chiens (s) muet(s) incapable(s) d'aboyer ».

A la Libération, le gouvernement eut toutes les peines à faire révoquer par Rome quelques-uns des prélati qui, ignorance ou pas, s'étaient conduits à leur façon comme le gendarme de Drancy. Par chance, les classes n'existent plus.

Qu'est-ce qui est le plus penable : accueillir à Notre-Dame le commandant allemand du Gros Paris et couvrir la cavale de Touvier, ou parler pour les humbles à l'émission « Frou-frou » ?

En sanctionnant cet aboyeur de Jacques Gaillot, sur dénonciations (ce sport français), le Vatican a tranché.

La revanche de la politique sur l'économie

Suite de la première page

Rien ne justifie que la lire se soit dépréciée de près de 10 % depuis un an, et de 6 % depuis six mois, dans un pays où l'inflation a fortement régressé, avec une balance commerciale excédentaire. Sans doute l'endettement de l'Etat italien est-il énorme, mais pas tellement plus élevé que celui de la Belgique. Cependant, les malheurs de M. Berlusconi et la hantise d'un vide total au gouvernement ont fait planer la menace d'une crise financière majeure, annoncée par l'effondrement des capitaux qui a, naturellement, accentué démesurément la chute de la devise italienne. Depuis septembre 1992, la dépréciation de la lire a été de 35 % environ, dont seulement 20 à 22 % sont justifiés par la chute de compétitivité de l'industrie de la péninsule, de sorte que cette devise est outrageusement sous-évaluée, de 13 à 15 % environ.

En Espagne, après les trois dévaluations de la peseta (5 % en septembre 1992, 6 % en novembre 1992 et 8 % le 13 mai 1993), l'industrie a retrouvé sa compétitivité

perdue, le chômage commence à diminuer et le taux d'inflation est revenu à son meilleur niveau depuis vingt-cinq ans (4,3 %). Rien n'autoriserait donc la chute de cette devise que certains voyaient déjà, charitablement, sortir du SME, hormis l'érosion continue de la crédibilité du gouvernement de Felipe Gonzalez, encore davantage mis à mal par l'affaire des GAL, ce contre-terrorisme d'Etat visant les indépendantistes basques. Comme personne n'entrevoit le rétablissement prochain de cette crédibilité, la peseta s'affaiblit.

An Mexique, la crise est encore plus atypique. Certes, la surévaluation croissante du peso depuis sa stabilisation en 1988, en raison de l'inflation accumulée, justifiait un ajustement, c'est-à-dire une dévaluation d'environ 15 %. Cette dévaluation aurait dû être effectuée en janvier 1994 par le président sortant, M. Salinas. Mais à l'approche d'élections générales, n'est-ce pas, on ne dévalue pas. En décembre 1994, le nouveau président, Ernesto Zedillo, l'a fait trop tard. Et par une volte-face dont sont coutumiers les marchés ; ces derniers, encore bien disposés quelques semaines auparavant, lui ont fait brutalement grief de la corruption de son gouvernement et de la poursuite du vieux et néo-croisé Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), dont la rébellion zapatiste dans le Chiapas est une illustration cruelle.

LE CAS DU FRANC FRANÇAIS

Du coup, voilà le peso vertigineusement déprécié et maintenant sous-évalué de 30 %, avec le risque d'un réveil de l'inflation et la douloureuse humiliation d'un recours au soutien massif et intéressé du grand frère américain. C'est une belle faillite politique, qui contraint M. Zedillo à imposer un plan d'austérité aux masses populaires et à négocier, enfin, avec les guérilleros.

On notera au passage qu'en laissant glisser sa monnaie, l'Italie est en train d'effectuer, en continu, une très belle « dévaluation compétitive » qui permet à ses exportateurs de conquérir des parts de marché dans les autres pays de la CEE (Le Monde du 13 janvier) tout en continuant à bénéficier impunément des avantages communautaires, comme la suppression des frontières douanières. En d'autres temps, ces partenaires, notamment la France, eussent exigé des « montants compensatoires ».

On peut, enfin, évoquer le cas du franc français, un peu secoué par rapport au mark mais sensiblement sous-évalué puisque son cours d'équilibre avec la devise allemande, établi en fonction des pouvoirs d'achat comparés dans les deux pays, serait voisin de 3,23 francs au lieu des 3,45 francs d'aujourd'hui. Même si le maintien de taux d'intérêt élevés imposés par la Banque de France et le

gouvernement de M. Balladur après l'été 1993 peuvent justifier un débat de fond, les flottements sur la nécessité d'une priorité au franc fort observée chez certains hommes politiques français ont à l'évidence fait monter la prime de risque sur notre monnaie. Ajoutons que les discours de M. Chirac sur le « changement », avec des thèmes tels que la diminution des impôts par exemple, éveillent quelques soupçons du côté de Londres, de New York ou de Tokyo.

Ainsi, la politique reprend cruellement ses droits, les marchés faisant payer aux gouvernements leurs incohérences, leurs inconséquences, voire leurs mensonges. On a eu trop tendance à considérer comme un lieu commun cette boutade du baron Louis, ministre des finances de la Restauration : « Faites-moi une bonne politique, et je vous ferai de bonnes finances ». Aujourd'hui, comme au temps de Charles X, la politique se venge.

François Renard

RECTIFICATIF

ALAIN DUHAMEL

Le titre du dernier livre d'Alain Duhamel est *La Politique imaginaire*, édité chez Flammarion, et non *La Politique inachevée*, comme nous l'avons écrit par erreur dans Le Monde daté 15-16 janvier.

CONCURRENCE Pour diminuer leurs coûts d'exploitation, les compagnies aériennes commencent à délocaliser des activités, comme dans l'industrie. Swissair et British

Airways se sont engagées dans cette voie. Certains groupes songeraient à recourir aux pavillons de complaisance, à l'instar de ce qui se pratique dans le transport maritime,

afin d'exercer une pression sur les salaires. ● LA DIRECTION D'ALITALIA n'est pas loin de franchir le pas lorsqu'elle fait appel à la sous-traitance d'équipages australiens.

● BERNARD BOSSON, ministre des transports, souligne les risques d'une dérive à l'approche de l'ouverture totale du ciel européen programmée pour 1997. A l'occasion de

la présidence française de l'Union européenne, il souhaite que les pays membres s'entendent sur un socle de principes communs pour éviter une dégradation de la sécurité.

Les compagnies aériennes veulent casser leurs coûts salariaux

Pour faire face à la concurrence, les transporteurs du ciel recrutent des équipages à l'étranger. Ils délocalisent l'entretien de leurs avions et envisagent de se doter de pavillons de complaisance

BRANLE-BAS de combat dans les cieux belges et luxembourgeois. A l'occasion d'un conseil d'administration de la compagnie Luxair, lundi 16 janvier, Roger Sletzen, directeur général, a expliqué que sa compagnie et son homologue Sabena entendent placer leurs flottes dans un pool commun pour parvenir à une exploitation optimale de leurs avions et à une programmation plus régulière des vols de leurs pilotes. La nouvelle fait autant plus de bruit que la Belgique et le Luxembourg ont déjà, à leur actif, une expérience d'opération concertée similaire... dans le transport maritime. En 1991, pour abaisser les coûts de revient sur les navires battant pavillon belge, Bruxelles fit en effet passer les bateaux de sa flotte nationale sous les couleurs du grand-duché. Cette délocalisation sous un pavillon plus économique fut diversement appréciée. Or le projet d'accord révéla entre Sabena et Luxair est le

pendant du précédent dans le transport aérien. Pour désamorcer la contestation, la direction de la compagnie belge s'est efforcée de corriger les interprétations. « Nous n'avons jamais parlé de délocalisation, insiste la direction de Sabena. Luxair est surtout active pendant le week-end. Pour Sabena, qui a entrepris de se développer, la création d'un pool permet de disposer de solutions toutes prêtes au cas où, dans l'avenir, elle manquerait dans la semaine d'avions ou de pilotes. » Les deux compagnies demeureraient distinctes.

ACCORD EUROPEEN

Mais sous quel pavillon seraient exploités les cinquante-huit avions de Sabena ? « Cette question est au nombre de celles qui sont actuellement discutées », répond laconiquement un porte-parole. Ainsi le principe d'une délocalisation ne doit-il pas être écarté. La décision

de Sabena est une retombée de l'accord européen de 1992, que la France ratifia, assouplissant les conditions d'emploi dans le transport aérien européen. Dans un secteur où la déréglementation est programmée (introduite progressivement, elle sera totale en Europe dès 1997), les compagnies vont maintenant chercher à abaisser au maximum leurs coûts d'exploitation face à des concurrents plus compétitifs et désirant conquérir de nouvelles positions sur le premier marché mondial. A l'instar de pratiques aujourd'hui banalisées dans le transport maritime, le recours à des pavillons de complaisance se profile. « Cela n'existe pas encore dans le transport aérien », nuance un spécialiste d'Air France. Mais le principe est en germe. Japan Airlines utilise une filiale charter qui emploie des pilotes américains (revenant moins cher que les équipages japonais) et des

personnels navigants commerciaux thaïlandais. Le remplacement d'hôtesse japonaises par des thaïlandaises avait d'ailleurs déclenché l'an dernier des mouvements de grève au sein de la compagnie japonaise. En Italie, pour faire pression sur les équipages, Alitalia s'adresse à une compagnie australienne. Bernard Bosson, ministre français des transports, ne se paie pas de mots pour souligner le problème. « Il faut trouver un biais contre ce qui a été hérité du Thatcherisme. Mais nous ne pouvons revenir sur une décision européenne qui a été prise à la majorité qualifiée. » Dans le transport maritime intra-européen, des marins chinois ont été embarqués sur les ferries de P and O entre Calais et Douvres. L'armateur y a finalement - provisoirement - renoncé, à cause des remous qui bloqueraient ses navires. Mais il n'était pas hors la loi. Maintenant, les mécanismes de la complaisance passent de la mer

aux portes du ciel. Jusqu'à présent, d'autres solutions avaient été recherchées. Ainsi, en 1988, Air France et son homologue allemande Lufthansa avaient créé une filiale commune EuroBerlin (51 % Air France, 49 % Lufthansa).

OPÉRATIONS PONCTUELLES

Les conditions d'exploitation des avions étant plus avantageuses en Grande-Bretagne, les deux consociés ne cherchèrent pas à utiliser leur propres équipages et matériels, mais firent appel aux pilotes et avions de la compagnie britannique Monarch. Installée au départ pour exploiter les droits de trafic d'Air France sur Berlin, la filiale commune n'avait pas pour vocation de s'en tenir là. Mais elle était par trop dérangeante. Le dernier vol d'un avion sous les couleurs EuroBerlin eut lieu en 1991. Lufthansa continua d'exploiter les avions de Monarch avec des équipages britanniques jusqu'à l'année

dernière. Avec le temps et la déréglementation, les expériences de délocalisation vont se multiplier. Déjà, British Airways fait embaucher ses avions en Irlande, où maintes sociétés d'avions d'affaires ont immatriculé leurs appareils pour profiter des conditions d'accueil avantageuses. Swissair envoie sa comptabilité à sous-traiter en Inde. Il ne s'agit encore que d'opérations ponctuelles. Mais au fur et à mesure qu'il perdra de son caractère symbolique, le transport aérien proprement dit n'y échappera pas. A une contrainte près : la sécurité. Aucun gouvernement ne supportera, à cet égard, le même laxisme dans les mécanismes de la complaisance que dans le transport maritime. Aujourd'hui, c'est le fret qui prend la mer et les passagers qui empruntent la voie des airs. La sécurité n'a pas le même prix.

Gilles Bridier

Alitalia fait appel à des Australiens

MILAN

Le torchon brûle entre la compagnie aérienne italienne Alitalia et ses 1350 pilotes. « Nous sommes dans une situation d'incommunicabilité totale avec la direction », explique l'ANPAC. Ce syndicat, représentant la majorité des pilotes, est mécontent de la décision de la direction de louer pour six mois, à partir de février, deux Boeing 767-300 biréacteurs avec leurs équipages à la compagnie australienne Ansett, pour assurer les vols entre l'Italie et Boston/Chicago. Les appareils voleront sous la bannière d'Alitalia mais avec des salaires et des conditions de travail moins avantageuses.

RESTRUCTURATION GIGANTESQUE

Les pilotes redoutent que ce contrat soit prolongé. « Si l'opération devait durer ou s'étendre, on pourrait arriver à une régionalisation et à la désindustrialisation d'Italie avec une forte baisse des effectifs. Dans ce cas, nous nous y opposerions très violemment », la direction d'Alitalia assure que, pour le moment, « il n'est pas question de prolonger l'opération ». Mais le syndicat dénonce un « chantage ». Dans une lettre datée du 23 décembre, l'administrateur délégué, Roberto Schisano, a invité les pilotes de la compagnie à contribuer à contenir les coûts. Dans le cas contraire, « il n'y aura que deux solutions possibles : supprimer l'activité sur les liaisons les moins rentables ou prendre acte de l'impossibilité pour la compagnie de les gérer directement ». La direction souhaite redéfinir les conditions de travail afin de parvenir à « un abaissement de 30 % des coûts d'utilisation des Boeing 767 ».

Depuis mai, Alitalia a entamé un plan de restructuration gigantesque s'étendant jusqu'en 1997 pour réduire les pertes importantes (1,12 milliard de francs en 1993) et un endettement cumulé de 2 388 milliards de francs (7,8 milliards de francs). La direction a programmé la suppression de 3 000 à 3 500 postes sur les effectifs au sol d'ici à 1997. Les pilotes, qui sont la seule catégorie de personnel à avoir échappé jusqu'à présent à ces coupes claires, ont décidé une grève de quatre heures mercredi 18 janvier pour montrer leur force. Ils se disent disposés à faire des sacrifices. Mais pas sur leurs salaires (52 000 francs en moyenne), qui seraient, selon eux, 20 % moins élevés que ceux de leurs collègues européens.

Emmanuelle Modugno

Bernard Bosson, ministre de l'équipement, des transports et du tourisme

« Il faut lutter contre les délocalisations »

SE DÉFINISSANT comme un « européen convaincu », Bernard Bosson, ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, n'aura que quatre mois, avant les élections présidentielles, pour défendre ses priorités à l'occasion de la présidence française de l'Union européenne. L'objectif étant de présenter « un paquet ficelé » à son successeur avant le conseil des ministres des transports des 20 et 21 juin. « Profondément hostile au protectionnisme et à l'ultralibéralisme », le ministre veut privilégier « l'idée de service public, l'aménagement du territoire et l'amélioration du social ».

M. Bosson, devait rencontrer, mardi 17 janvier, les présidents des compagnies aériennes françaises, ainsi que les jours suivants les présidents des compagnies maritimes, leurs syndicats et le président de la SNCF, Jean Bergougnoux. Dès les 20 et 21 janvier, un conseil informel des ministres des transports de l'Union à Paris devrait permettre de discuter des priorités politiques avant les conseils des ministres des 13 et 14 mars ainsi que des 20 et 21 juin.

DIX PROPOSITIONS

M. Bosson entend formuler dix propositions touchant aux différents secteurs du transport. La mise en œuvre de moyens de lutte contre les délocalisations dans le domaine du transport aérien figurera en bonne place. « Il s'agit à la fois de lutter contre la délocalisation externe, conduisant par exemple les compagnies aériennes à envoyer l'ensemble du traitement informatique en Inde ou l'entretien des avions en Tchèque, louquité, et contre la délocalisation interne. Sur ce dernier point, il faut éviter l'emploi de personnes extérieures à l'Union européenne

qui ne seraient pas à des niveaux de salaires minimum et ne bénéficieraient pas d'une protection sociale comme malheureusement les accords passés auparavant à Bruxelles par les gouvernements le permettent », estime le ministre.

Ainsi, la France désire obtenir l'adoption de textes sur le détachement des travailleurs prévoyant d'appliquer au minimum les règles sociales du pays d'accueil. Mais le combat sera « très difficile ». Elle veut également faire préciser les dispositions qui traitent de la durée limitée des affectations extra-communautaires et de leur caractère exceptionnel, les opérations d'affectement devant par principe être réalisées entre transporteurs communautaires. Le ministre des transports prônera également la définition d'une attitude commune en matière de relations aériennes avec les pays extérieurs à l'Union. « Je souhaiterais que soit défini un socle de principes communs qui guiderait les Etats dans leurs négociations avec les pays tiers », déclare le ministre. La France, qui a rompu son accord qu'elle jugeait désavantageux avec les Etats-Unis sur les relations transatlantiques, espère disposer d'un allié avec l'Allemagne. Cette dernière, qui a passé un accord prévoyant une ouverture totale du ciel entre les deux pays fin 1997, aurait tout intérêt à ce que des principes communs soient adoptés d'ici là.

Les transports maritimes feront également l'objet de dix propositions spécifiques. La première prévoit l'établissement d'un code de bonne conduite pour les trans-

ports de passagers dans l'Union européenne. « Il toucherait à la fois aux questions de sécurité, ce qui sera facile, aux questions sociales, nettement plus difficiles, et enfin aux questions de concurrence », prévoit Bernard Bosson. Selon lui, le recours systématique à des équipages recrutés en dehors de l'Union, la pratique de prix bridés, ou l'excessive concentration des entreprises devraient être proscrits ou limités par consensus entre les opérateurs. Mais là encore, la tâche s'annonce ardue. Outre ce code de bonne conduite, le renforcement des instruments de lutte contre la concurrence déloyale sera au programme, l'objectif étant « de faire en sorte que la réglementation mondiale soit respectée ».

En ce qui concerne les transports routiers, M. Bosson souhaite que soit lancée « une démarche de progrès » au niveau européen, à l'instar de ce qui s'est fait en France. « Il faut prendre en compte la totalité du temps d'activité des conducteurs et non uniquement les temps de conduite », estime le ministre. Ainsi, la compétition entre entreprises de différents pays se ferait sur les mêmes bases. Les représentants des patrons et des syndicats français de transport routier ont signé récemment un accord prévoyant de ramener progressivement les temps de travail à des niveaux jugés acceptables sous réserve que la réglementation européenne adopte les mêmes règles dans les années qui viennent. L'adoption d'un chronotachygraphe « le plus inviolable possible et facile d'utilisation » permettant de

contrôler les temps de travail des chauffeurs routiers sera également défendu par la présidence française. Enfin, dans le domaine des routes, la France proposera l'adoption d'une charte concernant le développement des services de télématique routière au niveau européen.

INSTANCES EUROPEENNES

Les transports ferroviaires ne seront pas oubliés, avec une proposition visant à créer une instance européenne pour favoriser le développement du transport combiné rail-route. « Il pourrait s'agir d'une agence consultant la commission et composée de représentants des Etats et d'opérateurs, précise le ministre des transports. Je souhaiterais, si les Etats en sont d'accord, que son rôle puisse aller jusqu'à une participation financière, au moins pour le lancement d'opérations. » La mise en place de moyens financiers pour la réalisation d'infrastructures ferroviaires trans-européennes sera également au rang des propositions françaises.

Enfin, la France souhaite que les missions d'intérêt général soient davantage prises en compte à côté des règles de concurrence. « Il faut regarder comment le service public peut se marier intelligemment avec la concurrence », explique M. Bosson. La dernière proposition porte sur la création d'une commission de transport au sein du Conseil européen de la consommation. « Il paraît important que le citoyen-consommateur de transport puisse s'exprimer dans une instance spécifique, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui », conclut le ministre.

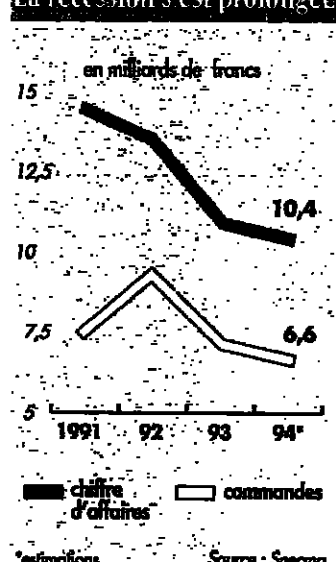
Propos recueillis par Martine Laronche

Les pertes de la Snecma se sont aggravées en 1994

LA SOCIÉTÉ SNECMA (moteurs d'avions civils et militaires) enregistrera, en 1994, des pertes supérieures à celles de 1993 (692 millions de francs). « Le marché civil et militaire reste déprimé, et la crise de commandes va encore durer deux ou trois ans », a déclaré, lundi 16 janvier, son président, Bernard Dufour. Le chiffre d'affaires est estimé, en 1994, à 10,4 milliards de francs et les prises de commandes n'atteignent que 6,6 milliards.

Nommé à la tête de la Snecma en octobre, l'ancien président de GEC-Alsthom Electromécanique a engagé un plan de redressement prévoyant 1 milliard de francs d'économie en année courante et une réorganisation autour de quatre activités (moteurs civils, moteurs militaires, maintenance et réparation, inverseurs de poussée). Quelque 500 personnes supplémentaires quitteront l'entreprise en 1995. Les effectifs sont déjà passés de 12 800 personnes en 1993 à 12 155 en 1994. Dans ce contexte, la Snecma a besoin d'une recapitalisation importante de l'Etat, estime

La récession s'est prolongée



En quatre ans, le chiffre d'affaires a diminué de 30 %. Les pertes se sont aggravées.

son PDG. Ce dernier veut lancer un nouveau réacteur d'une poussée de 43 000 livres, qui pourrait équiper une future version de l'Airbus A 340 et une version agrandie de l'Airbus A 321 ; mais son coût est estimé à 6 milliards de francs sur cinq ans, à répartir entre l'américain General Electric et la Snecma. M. Dufour s'est élevé avec vigueur contre la baisse de 8 % sur quatre ans du coût de ses moteurs militaires M 88 imposée par la délégation générale pour l'armement. « Il s'agit d'un changement unilatéral et sans négociation d'un contrat signé le 23 décembre 1992 (...) de 23 milliards de francs pour la fourniture de mille M 88 d'ici 2010, a déclaré M. Dufour. L'avenir à ce marché représente pour la Snecma un enjeu de 2 milliards de francs. » Le motoriste, qui déclare avoir déjà réduit le prix de référence de 16 % et procédé à des baisses exceptionnelles de 10 % sur les deux premières séries, ne désespère pas que ce « problème contractuel trouve une solution ».

M. L.

Une aide accrue pour les armateurs

BERNARD BOSSON, ministre de l'équipement et des transports, a rendu publiques, mardi 17 janvier, les grandes lignes du plan gouvernemental en faveur de la marine marchande qui couvrira la période 1995-1997. Le dispositif comprend trois volets essentiels.

● L'aide à l'investissement naval concerne tous les navires, sauf les tankers transporteurs de pétrole brut. Il s'agit de favoriser, par une subvention de 10 à 15 % du coût de l'investissement, l'achat de navires neufs ou d'occasion. Le plafond d'aide passe de 40 à 50 millions de francs pour l'acquisition d'un navire neuf.

● L'aide à la consolidation et à la modernisation, destinée à renforcer la structure financière des entreprises, ne concernait jusqu'à présent que les armateurs de lignes régulières et le transport de passagers. Une fraction de cette aide pourra désormais servir à faciliter l'embauche de jeunes lieutenants, en diminuant les charges sociales. Environ 600 emplois d'officiers sont concernés. En contrepartie, les en-

treprises regroupées dans le CCAF (Comité central des armateurs de France) devront « s'engager à faire tous leurs efforts pour que les jeunes officiers trouvent des embarquements à la sortie des écoles de la marine marchande », a indiqué M. Bosson.

● Le troisième volet est de nature fiscale. Le remboursement de la totalité de la part maritime de la taxe professionnelle acquittée par les entreprises d'armement au commerce, en vigueur depuis 1990, est reconduit pour trois ans. En revanche, M. Bosson n'est pas parvenu à convaincre le ministre du budget d'améliorer le système dit des « quirats » (exonération fiscale pour les particuliers qui investissent dans des parts de navires) ni de réduire les charges patronales pour aboutir à une exonération totale. Globalement, les crédits d'aides à la consolidation, la modernisation et l'investissement représentent, pour 1995, environ 240 millions de francs d'autorisations de programme contre 160 millions en 1994.

R. Gr.

L'Aérospatiale fournira un satellite à la Thaïlande

L'AÉROSPATIALE bénéficie d'une première. La compagnie thaïlandaise Shinawatra Satellite Public Limited a signé, lundi 16 janvier, à Paris, avec l'Aérospatiale un contrat de 200 millions de dollars (1,6 milliard de francs) pour la fourniture du satellite de télécommunications Thalcom-3. Ce contrat est une double première pour l'Aérospatiale : elle prend enfin pied sur le continent asiatique et gagne face au groupe américain Hughes, l'incontournable numéro un des constructeurs de satellites de télécommunications.

Outre la livraison du satellite et de ses « recharges », ce contrat couvre la construction d'une station au sol et la mise en orbite de l'engin, à la fin de 1996, par un moyen de lancement encore à choisir. Cet engin de 2 700 kilos, équipé de 38 répéteurs, devra assurer des services de télécommunications et de télévision directe au-dessus de la Thaïlande et de certaines zones d'Afrique, d'Asie et d'Australie.

Deux mille planteurs de tabac manifestent à Strasbourg

A L'APPEL de la FNSEA, du CNJA et des planteurs de tabac d'Alsace, deux mille manifestants français, allemands et autrichiens ont protesté, lundi 16 janvier, contre la baisse des revenus des producteurs. Une délégation syndicale CGT de la Seita s'est jointe au cortège pour protester contre le projet de privatisation. Selon les organisations agricoles, les producteurs français ont enregistré une baisse de 12 % de leurs revenus en deux ans alors que dans le même temps le prix du paquet de Gauloises est passé de 5,80 à 10,50 francs. De plus, l'avenir de cette culture est incertain en regard d'une production nationale qui couvre à peine 27 % de la consommation. « C'est pourquoi les planteurs de tabac réclament le rétablissement des soutiens communautaires à la production qui ont baissé de 10 à 15 % selon les variétés », a déclaré Rémy Losser, secrétaire général de la Fédération nationale des producteurs de tabac de France. — (Corresp. rég.)

DÉPÊCHES

■ **AIR INTER** : quatre organisations syndicales de navigants ont déposé un préavis de grève partielle, pour mercredi 18, jeudi 19 et vendredi 20, de 8 heures à 11 heures et de 17 heures à 20 heures, pour dénoncer « la fusion programmée d'Air France et d'Air Inter ». La direction « prévoit de réaliser l'essentiel de ses vols ». L'USPNT, union de trois syndicats de navigants techniques (pilotes et officiers mécaniciens), ainsi que le SPIT (pilotes d'Air Inter), le SNPNAC (navigants de l'aviation civile) et la section « navigants commerciaux » (hôtesse et stewards) de la CGT ont appelé ces personnels à poursuivre « l'action initiée le 2 décembre » contre cette « fusion » programmée pour 1997.

■ **RENAULT** : la CGT réclame l'arrêt de la privatisation, à l'occasion du cinquantième de la nationalisation de Renault, et annonce le lancement d'une campagne à cet effet. Le syndicat estime que la mission du groupe public, qui consiste à « bâtir une industrie automobile forte tout en travaillant au progrès social », est plus que jamais d'actualité. Chez RVI, la CFTD proteste contre le projet de la direction, présenté le 26 janvier prochain au comité central d'entreprise, de mettre fin à la production de groupes électrogènes, qui a représenté un chiffre d'affaires de 100 millions de francs en 1994 et « enregistré de bons résultats à l'exportation ».

■ **GRANDS MOULINS DE PARIS (GMP)** : le numéro un français de la farine, filiale du groupe Bouygues, a racheté les Grands Moulins de la Brie, situés en Seine-et-Marne, à Verneuil-l'Étang, à la société coopérative La Brie. GMP, qui dispose désormais d'une capacité d'écrasement d'un million de tonnes, profitera du site des Grands Moulins de la Brie pour redéployer ses activités parisiennes. GMP doit en effet quitter d'ici à la fin 1996 les 5,3 hectares qu'il occupe à Paris dans la zone Austerlitz-Tolbiac-Masséna. L'indemnité d'expropriation est fixée à 1,5 milliard de francs.

Les franchisés de Benetton se révoltent

A MAYENCE, quelque soixante-quinze franchisés de Benetton, venus d'Allemagne, mais aussi d'Espagne, de France et d'Italie ont décidé de s'associer, dimanche 15 janvier, pour protester notamment contre les campagnes publicitaires du groupe italien, qui, ajoutées à une conjonction difficile, estiment-ils, mettent de nombreux détaillants en difficulté.

Les franchisés, qui se plaignent d'une baisse du chiffre d'affaires en raison de la dégradation de l'image de la marque, ont donc décidé de traîner le groupe devant les tribunaux. Au-delà même des campagnes de publicité, c'est tout le système de franchise de Benetton qui se trouve remis en cause par ces actions, alors même que le groupe annonce une production record de 64,5 millions d'articles en 1994, essentiellement grâce aux exportations hors d'Europe (+ 36 %).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

REVENUS TRIMESTRIELS DISTRIBUTION 1995

Le Conseil d'administration de la Sicav réuni le 9 novembre 1994 a fixé à 416 francs le montant net versé par REVENUS TRIMESTRIELS pour l'année 1995.

Conformément à l'orientation de la Sicav, la mise en paiement s'effectuera sous forme de quatre acomptes identiques de 104 francs nets par action au cours des mois de février, mai, août et novembre 1995.

En raison de l'évolution défavorable des taux d'intérêt, la Sicav a réalisé, en 1994, une performance de - 2,99 %.

PERFORMANCE

Coupons nets réinvestis sur 5 ans : + 47,78 %

Valeur de l'action au 31/12/94 : 5 098,04 francs.

GESTION
GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

CAISSES D'ÉPARGNE, BUREAUX DE POSTE, TRÉSOR PUBLIC

Les récentes secousses monétaires poussent l'Europe à hâter l'adoption de l'écu

Pour éviter la sanction des marchés, les États ont intérêt à se doter d'un même instrument

Le calme semble revenir sur les marchés de change. Le regain de la lire s'est confirmé, lundi 16 janvier et mardi 17 janvier en matinée. La

devise italienne s'échangeait autour de 1 047 pour un deutschemark contre 1 055 vendredi. Elle était tombée, jeudi 12 janvier, au plus bas

niveau de son histoire face au mark, à 1 064,5. La peseta s'est également redressée à 86,85 pour un deutschemark.

LA CRISE MONÉTAIRE semble pour le moment surmontée. Mais toutes les conséquences de la vague de déflation qui a touché successivement le peso mexicain, la lire italienne, la peseta espagnole, la couronne suédoise, le baht thaïlandais, le dollar de Hongkong, le dollar australien et le dollar canadien, ne sont pas encore comues. Certains économistes pronostiquent un ralentissement sensible de la croissance dans les pays « émergents » (en développement) pour qui les capitaux vont coûter plus cher. En tout cas, cette crise démontre de façon éclatante la réalité et les effets de la mondialisation des marchés financiers, c'est-à-dire la similitude toujours plus grande des exigences et des comportements des grands investisseurs internationaux.

Comme le résume en « une » le *Herald Tribune* du 16 janvier : « La mondialisation des marchés veut dire plus de secousses. » Pour tenter d'échapper à cette logique face à laquelle les gouvernements et les États semblent impuissants, certains observateurs ne voient pas d'autre issue en Europe que d'accélérer la réalisation de l'Union monétaire. La logique est imparfaite : pour éviter les remous monétaires, supprimons les monnaies. Le paradoxe, c'est que les attaques contre la peseta espagnole et la lire italienne soulignent à la fois la nécessité de créer une monnaie unique et la difficulté de sa mise en place.

En tout cas, quelque chose s'est bien cassé dans le mouvement international de capitaux, qui a essentiellement irrigué au cours des dernières années l'Asie et l'Amérique du Sud. « Une bulle spéculative a éclaté », dit le *Herald Tribune*. La bulle obligataire a été remplacée par la bulle des pays émergents, elle vient d'éclater et 40 milliards de dollars ont quitté ces pays en quelques jours », explique un analyste. La naissance de cette bulle pourrait remonter au début des années 90. L'erreur initiale serait celle de la Réserve fédérale

américaine (Fed) qui, en rémunérant trop peu l'argent à court terme, a incité les capitaux américains à s'investir massivement dans les pays émergents. Environ 120 milliards de dollars sont sortis des portefeuilles américains pour s'investir au-delà des frontières en 1993 et 1994. La hausse du loyer de l'argent aux États-Unis tout au long de l'année dernière a fini par mettre sous pression toutes les monnaies liées au dollar.

« Nous sommes dans une phase compliquée de gestion de l'endettement international », résume un économiste. « Partout, l'assainissement des budgets des États nécessite une réduction des dépenses et une augmentation de la pression fiscale », ajoute-t-il. Ce qu'il y a de nouveau, c'est que la contrainte exercée par les marchés sur les gouvernements tend à devenir la même quel que soit le niveau de maturité des économies. La pression des marchés sur des pays qui se sont ouverts aux capitaux extérieurs tend à devenir homogène. Une contrainte jugée d'autant plus difficile à supporter dans des pays qui ont besoin d'un surcroît d'épargne pour se développer plus vite, qui font face à de graves problèmes sociaux (Mexique) ou qui sortent à peine de la récession

(Italie, Espagne, Suède) et qui risquent de rater la majeure partie de la reprise. Née au Mexique, la déflation des investisseurs à l'égard des monnaies dites « faibles », c'est-à-dire de pays jugés trop endettés, s'est répandue par vagues successives. La première a touché par contagion l'Amérique latine, puis l'Europe du Sud, elle aussi latine, puis les pays émergents et pour finir l'ensemble des pays endettés, y compris le Canada et l'Australie. L'accélération du passage à la monnaie unique est-elle une solution ? Les experts de l'Union européenne s'opposent aujourd'hui sur la stratégie à adopter. Certains pensent qu'une création rapide de la monnaie unique par le « noyau dur » des pays les plus performants de l'Union ferait subir un nouveau choc aux monnaies les plus faibles. En clair, la lire et, dans une moindre mesure, la peseta ou la couronne suédoise seraient peu ou prou assimilées aux devises de la zone pour compte, c'est-à-dire de pays périphériques. Les plus optimistes estiment, au contraire, que l'écu aurait un effet de démonstration auprès des autres pays. « Si certains pays arrivent les premiers à la monnaie unique, cela pourra servir de stimulant pour les autres afin qu'ils améliorent encore leur politique économique », a déclaré mercredi le commissaire européen italien Mario Monti.

La France pour la monnaie unique dès 1997

Le système monétaire européen (SME) fonctionne et a fait la preuve de sa robustesse lors des récents remous monétaires, a affirmé, lundi 16 janvier, le ministre français de l'économie, Edmond Alphandery, à Bruxelles. Il présidait la première réunion, sous présidence française, des ministres de l'économie et des finances de l'Union européenne.

M. Alphandery a salué l'entrée récente du schilling autrichien dans le SME et a déclaré : « Je souhaite qu'il y ait au moins huit pays prêts en 1997 pour réaliser la monnaie unique et vous pouvez me faire confiance, je ferai tout pour que la France soit au rendez-vous. »

Eric Leser

La Swiss Bank est soupçonnée de délit d'initié

Ses méthodes relancent le débat sur les moyens de lutter contre les manipulations des marchés

LONDRES

correspondance

Un montage financier inédit, réalisé par la Swiss Bank Corporation (SBC) et destiné à faciliter l'offre publique d'achat (OPA) hostile lancée par le conglomérat britannique Trafalgar House contre Northern Electric, a rouvert le débat sur les carences de la législation contre le délit d'initié en Bourse. Dans toutes les banques d'affaires de la City comme de Wall Street, il existe une cloison étanche — surnommée la « muraille de Chine » : d'un côté, on prépare les montages financiers relatifs aux fusions-acquisitions ; de l'autre, les courtiers émettent des titres ou

viennent directement sur le marché. Si des informations traversent ce mur, il y a un délit d'initié, sévèrement puni par la loi.

Banque conseil du groupe Trafalgar House dans son OPA contre la Northern Electric, la SBC a acheté des titres de l'une des douze compagnies régionales d'électricité privées de Grande-Bretagne, quelques semaines avant l'annonce, le 19 décembre, du coup en Bourse. Il s'agissait de prêter main forte au conglomérat et de réaliser une jolie plus-value. Menée par la maison mère de Zurich, cette opération ne contrevient pas au texte de la loi, celle-ci autorisant les transactions destinées à « faciliter

la conclusion d'une acquisition ». Mais bon nombre d'experts de la City estiment que des informations de première main ont bien été utilisées, comme l'atteste la forte hausse des cours et des volumes de Northern Electric avant l'annonce du projet d'OPA.

La Bourse de Londres examine l'affaire, qui a été évoquée, la semaine dernière, au Parlement par l'opposition travailliste. Cette vive controverse pourrait inciter le ministre du commerce et de l'industrie, Michael Heseltine, à soumettre l'offre de Trafalgar House à la commission des fusions et des monopoles (MCC). Il s'agit en effet d'un sujet d'intérêt public,

étant donné le quasi-monopole exercé par la firme dans le nord-est de l'Angleterre et le caractère politiquement sensible d'un secteur dénationalisé il y a cinq ans par le gouvernement Thatcher.

UNE GRANDE CRÉATIVITÉ

Swiss Bank risque de payer aujourd'hui le prix de son succès. Dotée de la notation AAA — la meilleure accordée par les agences d'évaluation financière, au-dessus de tout soupçon, considérée comme la vedette du marché des produits dérivés, présidée par un star de l'ingénierie financière, Rudy Bohl, SBC passe pour l'établissement financier le plus rentable de la place de Londres. Ses bénéfices annuels sont estimés à plus de 600 millions de livres (environ 4,8 milliards de francs). La grande créativité de la maison de High Timber Street, qui compte plus de mille deux cents employés, et couvre l'Europe, le Proche-Orient et l'Afrique, lui a permis de rassembler bien des mandats.

« Nous n'avons rien fait d'incorrect ; nous n'avons pas commis de délit d'initié », déclare la SBC, visiblement inquiète de l'ampleur de la controverse. La lutte contre le délit d'initié et les autres manipulations des marchés est en effet à l'ordre du jour, à la suite du mouvement suspect en Bourse de nombreux titres. Devant les hésitations de M. Heseltine, un ultra-libéral, à poursuivre les indécisions devant les tribunaux, bien des professionnels réclament l'instauration d'un organisme autonome. La City, qui s'attend à une vague de rachats ou d'OPA spectaculaires dans les prochains mois, au fur et à mesure que la reprise économique s'accélère, est sur le qui-vive.

Alain Franco

Marc Roche

Malgré ses bénéfices, le Crédit lyonnais Nederland réduit de nouveau ses effectifs

AMSTERDAM

de notre correspondant

Le Crédit lyonnais Nederland (CLBN) va tailler une nouvelle fois dans ses effectifs. Alors qu'un premier plan d'amélioration de la rentabilité de l'établissement visait la suppression de 665 emplois à l'horizon 1996, la direction a récemment annoncé la disparition de 600 postes supplémentaires, dont 200 liés aux désinvestissements d'un certain nombre d'activités. En moins de six ans, la deuxième filiale européenne du Lyonnais aura donc perdu 1 165 de ses 3 233 salariés (Le Monde du 29 septembre 1994).

Au siège de Rotterdam, on défend cette nouvelle coupe dans le personnel par la nécessité d'accroître le rendement net sur fonds propres, passé de 1,5 % fin 1991 — année noire de la crise due aux crédits abusifs accordés au couple

Parretti-Fiorini — à « près de 5 % actuellement », a précisé au Monde Willem Van Driel, président du CLBN. Objectif affiché par ce transfuge d'une grande banque néerlandaise : 12 % fin 1996.

Le Crédit lyonnais est aujourd'hui la quatrième banque des Pays-Bas, et la première étrangère.

3 % DE PART DE MARCHÉ

Mais cette position est moins confortable qu'il n'y paraît. Car les trois géants néerlandais — ABN-AMRO, ING et Rabo — ne lui laissent qu'une portion congrue : à peine « 3 % de part de marché », reconnaît son président. C'est pour tenter d'améliorer sa position que le CLBN a entamé en 1992 une réforme passant par la baisse des effectifs et par une organisation par segments de clientèle — particuliers, entreprises, merchant bank, etc. —, avec

ses propres équipes, moyens marketing et objectifs. Parallèlement, la direction a commandé un audit à une société extérieure. « Il est bon d'avoir la vision d'un tiers », commente Willem Van Driel, qui n'attend cependant pas « de recommandations bouleversantes ». 1995 ne sera donc pas une année tranquille et verra, par ailleurs, la nomination d'un nouveau vice-président en remplacement du français Maurice Bellet, nommé à la tête de la Banque Colbert : Jean-Claude Leclercq, ex-membre de la direction centrale Europe du groupe. La banque a cependant bouclé son exercice précédent sur un bénéfice net en hausse estimée, de bonne source, entre 40 et 45 millions de florins (environ 120 et 135 millions de francs), contre 30 millions en 1993.

هكتانم الأمل

■ LA BANQUE CENTRALE du Mexique a annoncé avoir retiré 1,060 milliard de dollars en bons du Trésor, pour « diminuer les pressions qui se sont exercées sur le marché de ces titres ».

NEW YORK ▲ DOW JONES	LONDRES ▲ FT 100	MILAN ▲ MIB 30	FRANCKFORT ▲ DAX 30
----------------------------	------------------------	----------------------	---------------------------

CAC 40/5 jours

hausse des prix des pneumatiques du fabricant français. Labinal a fini sur un gain de 5,7 % après l'annonce d'une hausse de 10 % des facturations du groupe Pan dernier

en hausse de 5%. Le titre a terminé la séance en baisse de 2,7 % à 180,1 francs.

Reini Cointreau sur 10 jours

Time Interval	Price (francs)
0	185
1	188
2	190
3	185
4	178
5	175
6	178
7	180
8	182
9	180
10	180

	1901	1901
Alcoa	88,50	89,12
Allied Signal	36	35,50
American Express	30,25	30
AT & T	49,62	49
Bethlehem	17,25	18
Boeing Co	48,87	49,37
Caterpillar Inc.	57,12	57
Chevron Corp.	44,12	44,12
Coca-Cola Co	50,62	49,75
Disney Corp.	47,62	46,62

	1991	1991
Alcoa	48,50	89,12
Allied Signal	35,50	35,50
American Express	30,75	30
AT & T	49,42	49
Bethlehem	17,75	18
Boeing Co	48,87	49,37
Caterpillar Inc.	57,12	57
Chrysler Corp.	44,12	44,12
Coca-Cola Co	50,43	49,75
Eastman Kodak	47,62	46,42
Du Pont Nemours & Co	56,62	56,12
Eastman Kodak Co	48,75	48,12
Exxon Corp.	60,75	60,87
Gen. Motors Corp.	35,50	35
Gen. Electric Co	50,62	52
Goodyear Ty. & Rubber	35,50	37,50
IBM Corp.	100,00	100,00
International Business Machines Corp.	73,50	71,50
J.P. Morgan Co	60,87	59,87
McDonald's	48,25	48
Merck & Co. Inc.	34,25	37,87
Minneapolis Mng & Mfg	50,12	52
Motorola	57,87	57,87
Procter & Gamble Co	57,12	57,37
Rockwell International Corp	47,50	47,50
Tesaco	60,62	60,75
Union Carb.	29,37	29,37
Util Tech.	54,75	55,87
Westing. Electric	13,87	13,12
Woolworth	16,12	16

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

NO SECOND MARCH		
HAUSSES	Claire Francs	Variation semaine F
Naf Naf 10	784	100
Sedher 2 #	218	100
Vibac	544	100
Sopacop (Fin) 1	618	100
Manitou 2#	389,50	100
BAISSES		
Elyce Inv. 1	31,80	200
Rayon Colhard 1/4	151	100
P.C.W. 2 #	95,10	100
Alain Manouk 1/2 #	92,30	100
Sopacop 2 #	115	200

INDICES SBF 120-250 ET SECOND MARCHÉ

	1994	1991
Ind. gén. Sfr 120	1266,61	1266,61
Ind. gén. Sfr 120	1277,05	1266,61
Ventes Indus.	1397,73	1397,73
Ventes Indus.	1469,98	1469,98
- Énergie	1430,46	1430,46
- Énergie	1439,40	1439,40
- Produits de base	1387,07	1387,07
- Produits de base	1465,51	1465,51
- Construction	1460,23	1460,23
- Construction	1462,38	1462,38
- Services	1183,64	1183,64
- Services	1191,12	1191,12
- Distribution	1077,59	1077,59
Sociétés financières	1715,68	1715,68
Sociétés financières	1006,20	1006,20
- Immobilier	755,23	755,23
- Immobilier	751,59	751,59

FRANCFORT

[illegible]

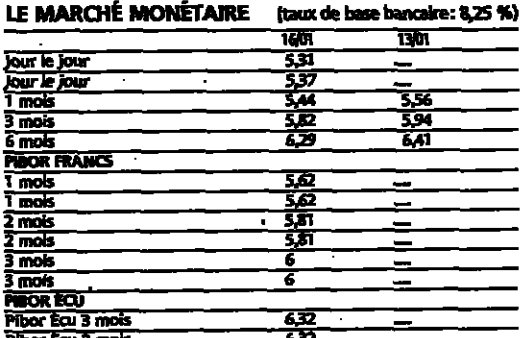
LES MONNAIES

La lire baisse à nouveau

Le deutschemark était à 3,4580 francs, mardi 17 janvier, au cours des premiers échanges entre banques, contre 3,4550 francs lundi soit. Le dollar progressait également à 5,2935 francs, 1,5360 deutschemark et 99,10 yens contre respectivement 5,2870 francs, 1,5310 mark et 98,47 yens dans les échanges de lundi en fin de journée.

La lire repartait à la baisse mardi 17 janvier à l'ouverture des cotations à cause des difficultés rencontrées lun-

LE MARCHÉ MONÉTAIRE		(taux de base bancaire: 8,25 %)
	16/01	13/01



MATIE

MATIF	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	cours de compen.
NOTIONNEL 10 %					
Mars 95	15868	117,22	117,22	116,66	116,66
Juin 95	125	108,72	108,72	108,32	108,32
Sépt. 95	913	108,50	108,50	108,32	108,32
Déc. 95	—	—	—	—	—
PRIOR 3 MOIS					
Mars 95	36250	92,59	92,59	92,59	92,59
Juin 95	26250	92,30	92,30	92,07	92,07

Dec. 95	5890	1-1-96	92.59	1-1-96	92.55
ECU LONG TERM					

Déc. 95	560	52,50	52,50	52,50
ECU LONG TERME				
Mars 95	1403	80,76	80,76	80,24
juin 95	—	—	80,24	80,48
Échéances	volume	prime prix	plus haut	plus bas cours de comptes

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40				
échéances	volume	prime prix	plus haut	plus bas cours de comptes
Janvier 95	27471	1867	1867	1862
Février 95	6	1872	1872	1871,50

LES MATIÈRES PREMIÈRES

DIVERSES		MÉTALLUX PRÉCIEUX (New York)			
	14/01	13/01			
Dow-Jones comptant	—	8 250,00	Argent	4,11	2 228,00
Dow-Jones à terme	186,46	186,46	Platine	405,50	405,50
			Palladium	197,25	196,75
MÉTALLUX (Londres)		GRAINES ET DÉRIVÉS			
	14/01		14/01		
Orvure comptant	300,00	Blé (Chicago)	2,29	2 290,00	
Orvure à 3 mois	298,00	Mais (Chicago)	1,23	1 230,00	
Aluminium comptant	858,00	Grain. soja (Chicago)	5,51	5 520,00	
		Tour. soja (Chicago)	154,40	154,70	
		P. de terre (Londres)	—	229,80	
		Or (Londres)	105,50	105,40	

lomb	---	80225	SOFTS		
lomb à 3 mois	---	80225	Cacao (New York)	1380	4539

Lomb	=	6079	SOFIS		
Lomb à 3 mois	=	6079	Cacao (New York)	1380	459
Tain	=	6550	Café (Londres)	2762	2617
Tain à 3 mois	=	6550	Sucre blanc (Paris)	1745,99	2185
Suc	=	399	Sucre roux (Paris)	399	4000,50
Suc à 3 mois	=	399	Cocoa (New York)	0,90	0,92
Nickel	=	5950	Jus d'orange (NY)	1,08	1,05

CAC 40
▲

+0,42 %
CAC 40
1880,6

% + -	Montant coupon (1)
	Degremont 1
	Dev.R.N.-P.Calfl 2
	DNC (Dollfus Mi)1
	Docks France 1
	Dynaction 1

1307	1314	+ 0,54	20	LYNNH Most Visited
335	334	- 0,01	20	Lyonnaisse Exau 1
767	771	+ 0,52	37,50	Marine Wendel 1
376,30	374	- 2,3	11	Maria-Herzute 1
339	379	+ 40	1	Maria-Herzute 2
389	388	- 0,26	20	Metropole Inter-1
345	348	+ 0,87	3	Michelin 1
5400	5340	- 0,74	60	Moulinier 1
741	744	+ 0,40	15,50	Navigation Mûche 1
440	440	- 0	1	Nord 1
385	385	- 0	4,80	Nordion (Np) 2
2700	2750	+ 1,85	49	NRJ #1
374,50	375	+ 1,02	6,50	Orl 1
68,90	69,50	+ 0,60	1	Orl 2
632	632	- 0	11	Pechinery CIP 1
633	637	- 0,41	3	Pechinery Int 1
135,10	134,50	- 0,60	11	Pernod-Ricard 1
505	505	- 0	11	Pernod-Ricard 2
903	903	- 0	1	Primo 1
686	599	- 0,66	10	Print-Privat 1
789	798	+ 1,14	13,30	Public-Orms (Lp) 1
372,20	372	- 0,20	12	Poller 1
712	714	+ 0,96	30	Primo 2
742	742	- 0	10	Primo 3
466	466	- 0	10,80	Public 1
681	693	+ 1,76	25	Radiotechnique 1
1639	1639	- 0	4,00	Royt Calenau 1
10,25	10,25	- 0	10,00	Rhone 1
551	526	- 0,94	10,75	Rhone 2
1500	1500	- 0,53	16	Reine Poulenc 1
26,50	26,45	- 0,05	12	Rhone 3
908	908	- 0	12	Rousseau Ucker 1
85,70	90	+ 0,56	7,80	Rue Imperiale (Lp) 1
455	463	+ 1,76	11	Sade (Np) 1
4500	4500	- 0	1	Sade (Np) 2
2076	2076	- 0	11	Saint-Hippolyte 1
258	258	- 0	4	Saint-Louis 1
503	498	- 0,99	7	Salomon (Lp) 1
1750	1794	+ 2,51	55	Salomon (Np) 2
300	300	- 0	16,20	Sauqupenn (Np) 1
390	391	+ 0,26	15,50	Sat 1
757	750	- 0,97	1,50	Sauqupenn (Np) 2
731	748	+ 0,41	17	Schneider 1
256	254	- 0,21	5,50	Schneider 2
464,40	462	- 0,52	20	S.E.R.I. 1
1302	1300	- 0,15	24	Softing 1
391,20	392,80	+ 0,61	1	Soldebanque 1
1150	1150	- 0	10,50	Soldebanque 2
517	519	+ 0,39	10,50	SGE 1
403	402	- 0,25	16	Slid 1
47,20	47,50	+ 0,64	2	Simco 1
88	88	- 0	1,17	Simco 2
353	353	- 0	35	Sils Rosignol 1
540	-	-	26,50	Slugs 1
328	330	+ 0,61	25	Societe Calc A 1
538	534	- 0,60	10,80	Societe Calc B 1
740	780	+ 5,40	10	Sommer-Altier 1
365	370	+ 1,57	9	Sophia 1
124,38	124	- 0,24	2,50	Source 1
224	224,50	+ 2,19	1,14	Source 2
292	-	-	1	Stratofac 1
6250	6300	+ 0,60	28,50	Sty 1
4000	4527	+ 0,53	45,60	Synthesys A 1
307,20	302	- 1,75	1	Synthesys B 1
662	662	- 0	1,35	Talbot 1
1100	1100	- 0	10,00	Talbot 2

349	849	—	5	Total 1
446	446,80	+ 0,18	11	UAP 1
349,30	349	— 0,26	14,78	UFG Localnet 1
11	116,50	+ 0,23	2,38	UFG DA (00) 1
75,50	75	— 0,25	—	UFGes.S.A. 1
21,30	21,20	— 0,10	—	UIC 1
204,60	204,50	— 0,10	1,50	UIF 1
102,00	102	— 0,08	4	UIS 2
97	96,5	— 0,05	—	UIS 2
18,50	18,45	— 0,05	5,28	Union Assur-P 1
414,50	400,70	— 9,06	—	Valco 1
544	544	—	4,40	Valloire 1
9,30	9,30	+ 0,30	—	Vi Banque 1
117,10	117,20	+ 0,10	0,08	Vi Banque 1
349,30	353	+ 0,30	12	Z G-Ziemer 1
347	346	— 0,29	5,93	Zofac 1
160,90	160	— 0,56	5	EBF Canada 1
300	318	+ 0,18	3,75	—
719	742	+ 0,10	19	—
970,75	975	+ 0,31	21,20	—
570	588	+ 1,38	6,50	—
475	417	— 0,16	1,60	—
363	368	+ 1,36	6	—
475	475	—	1,30	—
967	954	— 1,34	4,30	—
425	—	—	—	—
584	582	— 0,17	10	—
118,10	118	— 0,10	4,68	—
177,40	177,30	— 0,06	—	—
678	675	— 0,44	—	—
130,70	131,70	+ 0,72	2,48	ABN AMRO Bank 1
57,40	57,30	— 0,10	2,48	ABN AMRO Bank 1
649	629	— 3,08	12,50	American Express 1
3005	—	—	95	Anglo American 1
178,68	179,50	+ 0,30	12	Anglo 1
2050	2050	—	14,50	Anglo 1
626	629	+ 0,46	14,50	Banco Santander 1
1350	1365	+ 1,11	35	B.A.S.F. 1
2659	2655	— 0,25	20	Bayer 1
661,10	—	—	—	Beiersdorf Group 1
253,70	254,50	+ 0,67	24	Buffetindustries 1
194	1939	— 0,05	25	Chase Manhattan 1
321,5	—	—	15	Daimler Benz 1
172,50	174,70	+ 0,51	7	Deutsche Bank 1
113,50	111	— 0,30	8,30	Dresdner Bank 1
354	350	— 0,17	19	E.ON Energie 1
156,50	157	+ 0,25	13,18	East German 1
189,50	189,10	— 0,20	—	Eastman Kodak 1
1020	1018	— 0,20	—	E.ON Energy 1
428	430	+ 0,27	28,76	Esch Bay Milled 1
646	645	— 0,15	2,75	Frisch 1
1854	1854	—	22	Fosco Corp. 1
375	377	+ 0,53	9	Fort Motor 1
164	164	+ 0,53	16	Freight 1
660	660	—	33	General Electric 1
5495	5432	— 0,24	33	General 1
365	368	— 0,21	34,46	General Motors 1
271	270,80	— 0,07	17	General 1
640	641	+ 0,23	23	Ginsess Pic 1
200,80	206,10	+ 0,12	8,20	Guinness 1
216	217	+ 0,46	3,34	Harmony Gold 1
257	258,80	+ 0,46	6	Hatch 1
100,00	100,00	— 0,25	6	Hatch 1

[illegible]

Corp.	49,7	-61,76	+1,75	1,3
Adm.	64,85	—	—	0,8
Acq.	401,30	400,00	-0,30	22,8
Fin.	281,10	280,00	-0,80	6,9
Inv.	55,90	56,00	+0,10	0,3
St.	155	—	—	—
Ca	233,78	234,30	+1	1,3
Mining	277	—	—	0,8
Corp. 1	66,59	—	—	2,6
Corp. 1	49,53	49,53	—	—
Corp. 1	320	—	—	—
Acq.	400,50	400,00	-0,50	40,6
Fin.	280,50	280,00	-0,50	6,9
Inv.	55,90	56,00	+0,10	0,3
St.	155	—	—	—
Ca	233,78	234,30	+1	1,3
Mining	277	—	—	0,8
Corp. 1	66,59	—	—	2,6
Corp. 1	49,53	49,53	—	—
Corp. 1	320	—	—	—
Acq.	400,50	400,00	-0,50	40,6
Fin.	280,50	280,00	-0,50	6,9
Inv.	55,90	56,00	+0,10	0,3
St.	155	—	—	—
Ca	233,78	234,30	+1	1,3
Mining	277	—	—	0,8
Corp. 1	66,59	—	—	2,6
Corp. 1	49,53	49,53	—	—
Corp. 1	320	—	—	—
Acq.	400,50	400,00	-0,50	40,6
Fin.	280,50	280,00	-0,50	6,9
Inv.	55,90	56,00	+0,10	0,3
St.	155	—	—	—
Ca	233,78	234,30	+1	1,3
Mining	277	—	—	0,8
Corp. 1	66,59	—	—	2,6
Corp. 1	49,53	49,53	—	—
Corp. 1	320	—	—	—
Acq.	400,50	400,00	-0,50	40,6
Fin.	280,50	280,00	-0,50	6,9
Inv.	55,90	56,00	+0,10	0,3
St.	155	—	—	—
Ca	233,78	234,30	+1	1,3
Mining	277	—	—	0,8
Corp. 1	66,59	—	—	2,6
Corp. 1	49,53	49,53	—	—
Corp. 1	320	—	—	—
Acq.	400,50	400,00	-0,50	40,6
Fin.	280,50	280,00	-0,50	6,9
Inv.	55,90	56,00	+0,10	0,3
St.	155	—	—	—
Ca	233,78	234,30	+1	1,3
Mining	277	—	—	0,8
Corp. 1	66,59	—	—	2,6
Corp. 1	49,53	49,53	—	—
Corp. 1	320	—	—	—
Acq.	400,50	400,00	-0,50	40,6
Fin.	280,50	280,00	-0,50	6,9
Inv.	55,90	56,00	+0,10	0,3
St.	155	—	—	—
Ca	233,78	234,30	+1	1,3
Mining	277	—	—	0,8
Corp. 1	66,59	—	—	2,6
Corp. 1	49,53	49,53	—	—
Corp. 1	320	—	—	—
Acq.	400,50	400,00	-0,50	40,6
Fin.	280,50	280,00	-0,50	6,9
Inv.	55,90	56,00	+0,10	0,3
St.	155	—	—	—
Ca	233,78	234,30	+1	1,3
Mining	277	—	—	0,8
Corp. 1	66,59	—	—	2,6
Corp. 1	49,53	49,53	—	—
Corp. 1	320	—	—	—
Acq.	400,50	400,00	-0,50	40,6
Fin.	280,50	280,00	-0,50	6,9
Inv.	55,90	56,00	+0,10	0,3
St.	155	—	—	—
Ca	233,78	234,30	+1	1,3
Mining	277	—	—	0,8
Corp. 1	66,59	—	—	2,6
Corp. 1	49,53	49,53	—	—
Corp. 1	320	—	—	—
Acq.	400,50	400,00	-0,50	40,6
Fin.	280,50	280,00	-0,50	6,9
Inv.	55,90	56,00	+0,10	0,3
St.	155	—	—	—
Ca	233,78	234,30	+1	1,3
Mining	277	—	—	0,8
Corp. 1	66,59	—	—	2,6
Corp. 1	49,53	49,53	—	—
Corp. 1	320	—	—	—
Acq.	400,50	400,00	-0,50	40,6
Fin.	280,50	280,00	-0,50	6,9
Inv.	55,90	56,00	+0,10	0,3
St.	155	—	—	—
Ca	233,78	234,30	+1	1,3
Mining	277	—	—	0,8
Corp. 1	66,59	—	—	2,6
Corp. 1	49,53	49,53	—	—
Corp. 1	320	—	—	—
Acq.	400,50	400,00	-0,50	40,6
Fin.	280,50	280,00	-0,50	6,9
Inv.	55,90	56,00	+0,10	0,3
St.	155	—	—	—
Ca	233,78	234,30	+1	1,3
Mining	277	—	—	0,8
Corp. 1	66,59	—	—	2,6
Corp. 1	49,53	49,53	—	—
Corp. 1	320	—	—	—
Acq.	400,50	400,00	-0,50	40,6
Fin.	280,50	280,00	-0,50	6,9
Inv.	55,90	56,00	+0,10	0,3
St.	155	—	—	—
Ca	233,78	234,30	+1	1,3
Mining	277	—	—	0,8
Corp. 1	66,59	—	—	2,6
Corp. 1	49,53	49,53	—	—
Corp. 1	320	—	—	—
Acq.	400,50	400,00	-0,50	40,6
Fin.	280,50	280,00	-0,50	6,9
Inv.	55,90	56,00	+0,10	0,3
St.	155	—	—	—
Ca	233,78	234,30	+1	1,3
Mining	277	—	—	0,8
Corp. 1	66,59	—	—	2,6
Corp. 1	49,53	49,53	—	—
Corp. 1	320	—	—	—
Acq.	400,50	400,00	-0,50	40,6
Fin.	280,50	280,00	-0,50	6,9
Inv.	55,90	56,00	+0,10	0,3
St.	155	—	—	—
Ca	233,78	234,30	+1	1,3
Mining	277	—	—	0,8
Corp. 1	66,59	—	—	2,6
Corp. 1	49,53	49,53	—	—
Corp. 1	320	—	—	—
Acq.	400,50	400,00	-0,50	40,6
Fin.	280,50	280,00	-0,50	6,9
Inv.	55,90	56,00	+0,10	0,3
St.	155	—	—	—
Ca	233,78	234,30	+1	1,3
Mining	277	—	—	0,8
Corp. 1	66,59	—	—	2,6
Corp. 1	49,53	49,53	—	—
Corp. 1	320	—	—	—
Acq.	400,50	400,00	-0,50	40,6
Fin.	280,50	280,00	-0,50	6,9
Inv.	55,90	56,00	+0,10	0,3
St.	155	—	—	—
Ca	233,78	234,30	+1	1,3
Mining	277	—	—	0,8
Corp. 1	66,59	—	—	2,6
Corp. 1	49,53	49,53	—	—
Corp. 1	320	—	—	—
Acq.	400,50	400,00	-0,50	40,6
Fin.	280,50	280,00	-0,50	6,9
Inv.	55,90	56,00	+0,10	0,3
St.	155	—	—	—
Ca	233,78	234,30	+1	1,3
Mining	277	—	—	0,8
Corp. 1	66,59	—	—	2,6
Corp. 1	49,53	49,53	—	—
Corp. 1	320	—	—	—
Acq.	400,50	400,00	-0,50	40,6
Fin.	280,50	280,00	-0,50	6,9
Inv.	55,90	56,00	+0,10	0,3
St.	155	—	—	—
Ca	233,78	234,30	+1	1,3
Mining	277	—	—	0,8
Corp. 1	66,59	—	—	2,6
Corp. 1	49,53	49,53	—	—
Corp. 1	320	—	—	—
Acq.	400,50	400,00	-0,50	40,6
Fin.	280,50	280,00	-0,50	6,9
Inv.	55,90	56,00	+0,10	0,3
St.	155	—	—	—
Ca	233,78	234,30	+1	1,3
Mining	277	—	—	0,8
Corp. 1	66,59	—	—	2,6
Corp. 1	49,53	49,53	—	—
Corp. 1	320	—	—	—
Acq.	400,50	400,00	-0,50	40,6
Fin.	280,50	280,00	-0,50	6,9
Inv.	55,90	56,00	+0,10	0,3
St.	155	—	—	—
Ca	233,78	234,30	+1	1,3
Mining	277	—	—	0,8
Corp. 1	66,59	—	—	2,6
Corp. 1	49,53	49,53	—	—
Corp. 1	320	—	—	—
Acq.	400,50	400,00	-0,50	40,6
Fin.	280,50	280,00	-0,50	6,9
Inv.	55,90	56,00	+0,10	0,3
St.	155	—	—	—
Ca	233,78	234,30	+1	1,3
Mining	277	—	—	0,8
Corp. 1	66,59	—	—	2,6
Corp. 1	49,53	49,53	—	—
Corp. 1	320	—	—	—
Acq.	400,50	400,00	-0,50	40,6
Fin.	280,50	280,00	-0,50	6,9
Inv.	55,90	56,00	+0,10	0,3
St.	155	—	—	—
Ca	233,78	234,30	+1	1,3
Mining	277	—	—	0,8
Corp. 1	66,59	—	—	2,6
Corp. 1	49,53	49,53	—	—
Corp. 1	320	—	—	—
Acq.	400,50	400,00	-0,50	40,6
Fin.	280,50	280,00	-0,50	6,9
Inv.	55,90	56,00	+0,10	0,3
St.	155	—	—	—
Ca	233,78	234,30	+1	1,3
Mining	277	—	—	0,8
Corp. 1	66,59	—	—	2,6
Corp. 1	49,53	49,53	—	—
Corp. 1	320	—	—	—
Acq.	400,50	400,00	-0,50	40,6
Fin.	280,50	280,00	-0,50	6,9
Inv.	55,90	56,00	+0,10	0,3
St.	155	—	—	—
Ca	233,78	234,30	+1	1,3
Mining	277	—	—	0,8
Corp. 1	66,59	—	—	2,6
Corp. 1	49,53	49,53	—	—
Corp. 1	320	—	—	—
Acq.	400,50	400,00	-0,50	40,6
Fin.	280,50	280,00	-0,50	6,9
Inv.	55,90	56,00	+0,10	0,3
St.	155	—	—	—
Ca	233,78	234,30	+1	1,3
Mining	277	—	—	0,8
Corp. 1	66,59	—	—	2,6
Corp. 1	49,53	49,53	—	—
Corp. 1	320	—	—	—
Acq.	400,50	400,00	-0,50	40,6
Fin.	280,50	280,00	-0,50	6,9
Inv.	55,90	56,00	+0,10	0,3
St.	155	—	—	—
Ca	233,78	234,30	+1	1,3
Mining	277	—	—	0,8
Corp. 1	66,59	—	—	2,6
Corp. 1	49,53	49,53	—	—
Corp. 1	320	—	—	—
Acq.	400,50	400,00	-0,50	40,6
Fin.	280,50	280,00	-0,50	6,9
Inv.	55,90	56,00	+0,10	0,3
St.	155	—	—	—
Ca	233,78	234,30	+1	1,3
Mining	277	—	—	0,8
Corp. 1	66,59	—	—	2,6
Corp. 1	49,53	49,53	—	—
Corp. 1	320	—	—	—
Acq.	400,50	400,00	-0,50	40,6
Fin.	280,50	280,00	-0,50	6,9
Inv.	55,90	56,00	+0,10	0,3
St.	155	—	—	—
Ca	233,78	234,30	+1	1,3
Mining	277	—	—	0,8
Corp. 1	66,59	—	—	2,6
Corp. 1	49,53	49,53	—	—
Corp. 1	320	—	—	—
Acq.	400,50	400,00	-0,50	40,6
Fin.	280,50	280,00	-0,50	6,9
Inv.	55,90	56,00	+0,10	0,3
St.	155	—	—	—
Ca	233,78	234,30	+1	1,3
Mining	277	—	—	0,8
Corp. 1	66,59	—	—	2,6
Corp. 1	49,53	49,53	—	—
Corp. 1	320	—	—	—
Acq.	400,50	400,00	-0,50	40,6
Fin.	280,50	280,00	-0,50	6,9
Inv.	55,90	56,00	+0,10	0,3
St.	155	—	—	—
Ca	233,78	234,30	+1	1,3
Mining	277	—	—	0,8
Corp. 1	66,59	—	—	2,6
Corp. 1	49,53	49,53	—	—
Corp. 1	320	—	—	—
Acq.	400,50	400,00	-0,50	40,6
Fin.	280,50	280,00		

Em.Etat10
Emp.Etat
Finansder

15 Financed 8,
Floral 9,75
OAT 8,709

QAT 9,8% 1,9% CA#	103
QAT 8,50% 6,97 CA#	102
QAT 9,90% 1,297 CA#	104

	87Q2 d	Cours précéd.
ACTIONS		
1,282 d	439	
3,041	636	
1,282 d	439	
4,728	636	
5,649	285	
9,451	110	
4,757	110	
0,949	89	
4,636	2	
1,885 d	243	
5,562 d	291	
5,690	33	
5,276	31	
6,081	215	
2,806	207	
4,638	367	
4,656	2815	
1,234	1725	
1,994	-51,50	
6,218	684	
1,464	2610	
8,414	650	
	684	
	3616	
	684	
	684	

Deniers cours	Fidej(mmatmco)2	143,20	143
	Finances	355	
	F.I.P.P.	111	
473	Fondere (Cie)	318	
	Fondere Surs	1,61,90	
-285	Fondica P	453	
	France I.A.R.D	578	
19	France S.A.I	718	769
	Forni, Petit Bernard	2650	
245,50	Gaumont	285	
	Général	101,10	195
	Cevio	1072	
	C.I.T (Transport)	610	410
	Immobol 2	305	305
320	Immobanque 2	770	
	Immobobank 2	5400	
-805	Inter. S.A. 2	1407	
	Les Bonieres	1960	
	Locafondere	449	
	Louvre 1	218	
	Luxembourg	90	
	Machines Bol	22,10	
	Monopolit	178	
681	Metal Deploye	-600	
	Mors 2	17	17
	Navigation (Nile)	85	

Prigley-Denmore	1350
Palmé-Marmore	375
Pap, Claire (Hwy)	829
Parsons 2	300
Park Ontario	200
Piper Heidsieck	800
Pondor	240
Promotes (C)	671
Procter & Gamble Cos	112
Ranger 2	205
Ranger #	799
S.A.F.L. Alcan	300
Sage	357.99
Salins du Midi 2	470
Savolante M.	137
Silic 2	600
S.L.H. M.	132
Sofal	350
Sofin	307.50
Sofinair acia reg.	85
Sofinair	37.90
Soudure Autogene	926
Sovabul	400
Talinger 1	275
Tour Eiffel	250.10
Uyo 2	200

ABRÉVIATIONS: L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;
N = Nancy; N° = Numéro.

SYMBOLES
ou 2 = catégories de citation - sans indication
catégorie 3; III = coupon détaché; @ droit détaché
= offert; D = demande; F offre réduite;
demande réduite; C contre d'animation.

CELE 2/____
CEGEP 1/____
Cermex 2/____
CFJPE(x)____
CFPI 1/____
F 1/____

15 **Christy Dal**
Change Be
Cipe Fran
2000-2001

_____ CNIM (à éch.)_____	♦	882
_____ CNIM CA0_____		259
_____ Codetour_____	♦	262
_____ Comp. Euro-Tek. CTF_____	♦	152

	336	DuPont-Mainproux 2		
	163	Durnal Expansion 2	♦	\$8,80
	336	Dayco	♦	299
	90	Delta Proca C2 Ly		
	208	Desjardine Cyl		140
	708	Devinsky 2	♦	824
	230	Devanau 2		589
	696	Devreys Ly 1	♦	\$20,50
	882	Devruys Sceptic	♦	100
	253,20	Eco Trac, Tempo 1		90
	262	Edisons Bedford	♦	90
	134	Elysee Inv. 1		
	368	Emm-Leyrou (Ly)		60
	439	Bramet 2	♦	331,80
\$0	331,30	Europe,Expn 2		276
	397	Europe,Expn 1		290
	329	Expint	♦	530
	302,50	Factomex	♦	470
	840	Fahney 62	♦	278
	572	Finsball 2		135
	349	Finspac		137
	815	Flintco	♦	465
	470	Fluctive		395
	545	Galatree France 2R		358
	545	Gal 2007 2		111,90
	236	GI Industries #	♦	347
	402,60	Girof 1	♦	66
	374	GLM SA	♦	98
	334	Grandesque Photo	♦	39
	269	Gpe Guillin # Ly	♦	122,50
	148,10	Kindy #		187,30
	100	Guar		255
	108,10	Guar		392
		Guar Interzone 10		

282	Print Express	140	140
283	PC Group #2	140	140
289	S.C.C. 2	145	145
290	Idanov	65	65
300	Intelligence 2	165.90	165.90
324	Intelligence (Ly2)	515	515
330	Int. Computer #	149	149
330.50	Invest-Part 1	126	126
350	IPWA 2	129	129
351	Liberalized (Ly)	110.30	110.30
352	Lambert-Riviera	470	470
352.50	M-Metropole TV 2	323.80	323.80
359	Manut	352	352
360	Manut	637	637
363	Marie-Berard 2	1260	1260
363.50	Mass-LinearProf.	4280	4280
379	Micro 75	175	175
478	Microcl 2 (Ly)	129.50	129.50
478	MLI Coulter 28	559	559
484	Microcl Theryse 2	175	175
484	Moneris Invest #	97	97
485	Naf-Naf 10	773	773
485	N.B.S. Sentin 2	330	330
485.50	Northeast Decima 2 Ny	1038	1038
495	OCF	691	691
507	Ornet	2100	2100
56	Orson 2	220	220
56	Par Product #	100	100
56	P.C.W. 3	37	37
122.50	Park 10	197.60	197.60
184	Pier Import	96.10	96.10
202	Podnet 2	1110	1110
202	Podnet Exs (No)	1110	1110

9	Kidwai 2 #	1,000	930	930
10	Roberts-Cathlamet 1	1,000	930	930
11	Roberts-Cathlamet 2	1,100	1,065	1,065
12	Roberts-Cathlamet 3	437	407	407
13	Seafire 2 #	1,100	1,116	1,116
14	Seafire 2 #	211,20	218	218
15	Serbo 2	448	449.50	449.50
16	Spartan 1 (2) #	10,80	10,40	10,40
17	Spartan 2 (2) #	516	516	516
18	Sofo 1 (2)	160	160	160
19	Sofo 2	516	516	516
20	Sofo 3	420	420	420
21	Sophistic 2	118,10	118	118
22	Soprano (F1) 1	604	608	608
23	Sopra 2	285,90	285,90	285,90
24	Spir Communication	585	590	590
25	Staph. 2 (2) #	122	122	122
26	Staph. 2 #	621	624	624
27	Staph. 2 #	219	219	219
28	Téléseine-France	219	219	219
29	TF1-F	486,50	486,50	486,50
30	Therapist 1 (2) #	391	391	391
31	Trotsky Cautin 2 #	149	151,50	151,50
32	Union 2 #	265,90	270	270
33	Union Fin. France 1	555	555	555
34	Union Fin. France 2	1,910	1,910	1,910
35	Vel de Cite	351	351	351
36	Vilmonin et Cie 2	162,00	162,00	162,00
37	Virbat	369	369	369

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;
N = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
ou 2 = catégories de cotation - sans indication
catégorie 3; ♦ cours précédent; ▲ coupon
à tacher; ♦ droit de tacher; o = offert;
d = demandé; † offre réduite; ‡ demande
réduite; * contrat d'animation.

Cred.Mut.
Cred.Mut.
Cred.Mut.

Cred.Mut.
Cred.Mut.
Cred.Mut.

Créd.Mut.Ep.Quatre	108
Dieze	157
Eccic	117

[illegible]

428.24	Natio Espagne Valeurs	129.27	588
1381.36	Natio France Index	1007.88	589
1381.36	Natio Inde Index	47.69	590
2017.29	Natio Inter	1067.12	591
1272.02	Natio Montebello	502.48	592
1436.32	Natio Opportunitas	119.88	593
1436.32	Natio Petrolium	138.50	594
1686.57	Natio Perspectives	1146.12	595
1795.91	Natio Placemans	71384.52	596
107.05	Natio Revenus	1016.79	597
107.05	Natio Sine	1016.79	598
5022.57	Natio Valeurs	504.74	599
322.07	Nippon-Can	7045.64	600
124.46	North-Side Develop.	1893.13	601
124.46	Nucleo-Artificial	1893.13	602
3999.83	Offic-Regions	2222.04	603
3999.83	Officulus	3272.79	604
1146.52	Officulus, tax. can.	2065.51	605
1146.52	Officulus	2065.51	606
7142.47	Officulus-Slow	15705.55	607
572.84	Officulus D	312.60	608
757.24	Oraculo	1469.28	609
286.25	Oraculo	580.07	610
195.20	Oraculo D	140.21	611
82983.63	Poste Croussance C	3055.27	612
1017.02	Poste Centre	4203.10	613
10343.78	Premiere Offic. C	71728.97	614
10343.78	Premiere Offic. D	71728.97	615
16299.91	Profruct. Excentr	84.40	616
12245	Profruct.	918.16	617
346.96	Profructus	161.70	618
2715.26	Reverus Trinitas	576.00	619
195.03	Reverus Trinitas	576.00	620
101.59	Secur-Can	2068.68	621
1231.10	Secur-Can	1263.39	622
1231.10	Secur-Can	1671.35	623

SEVEN		109.06	100.55	
SP-CPN Assur		724.69	769.25	
S.G. France export: C		1477.96	1599.61	
S.G. France export: D		1477.96	1572.72	
S.G. Monde export: C		958.11	959.32	
S.G. Monde export: D		958.11	959.32	
Slovak Republic		2210.70	2210.70	
Slav 5.000		482.42	482.42	
S.L. Est		1289.62	1229.06	
SlavFrance		753.40	753.34	
Slavan		425.85	914.28	
Slavland		971.89	905.68	
Slavster		505.74	490.30	
Sogefrance C		1227.59	1229.61	
Sogefrance D		1227.59	1229.61	
Sogefrance		255.72	255.72	
Sogefrance		1115.41	1085.54	
Sogefrance		1564.20	1535.00	
Solil Investments		467.52	541.85	
Solil		2253.30	2253.30	
State Street Act. Eur		1193.93	1199.49	
State Street Act. France		11179.15	10946.45	
State Street Act. Japan		1400.06	1400.06	
State Street Act. U.S.		979.68	979.68	
State Street Act. Asia		1265.91	1229.68	
State Street Alloc. France		594.88	595.63	
State Street Amer. Latins		760.40	755.76	
State Street Emer. Mkts		1590.14	1595.65	
State Street U.S. Bonds		1289.89	1289.89	
State Street OAT Plus		1258.65	1220.46	
State Str. Oblig. Monde		946.39	897.02	
State Street S.pinalizer 2.0		1267.30	1177.85	
State Street Tolerance		1246.93	1246.93	
Stratific Actions		957.64	956.02	
Strategic Redemption		1602.64	1555.04	
Synthetic		1229.42	1206.39	

[illegible]

SYMBOLES
○ cours du jour; ♦ cours précédent.

TOUS LES COURS DE LA BOURSE
Accès par minitel : 3615 code LEMONDE

Publicité financière Le Monde : (1) 44 43 76 76

AUJOURD'HUI

SCIENCES

EMBRYOLOGIE Dirigées par les professeurs Maurice Auroux et Pierre Roubertoux, deux équipes françaises publient, dans le dernier numéro de la Revue de l'Académie américaine

des sciences, les résultats d'un important travail expérimental mené chez la souris. Ce travail tend à démontrer que la technique de congélation-décongélation de l'embryon

pourrait avoir des conséquences sur son développement ultérieur. Ces chercheurs soulignent que si ces conséquences sont modérées et discrètes, elles n'en constituent

pas moins un phénomène établi par l'expérience, qui était, jusqu'ici, totalement ignoré et doit aujourd'hui être mieux cerné.

● AU PLAN de la santé publique, ces résultats devraient, selon leurs auteurs, conduire à être plus circonspect quant à la mise en œuvre de ces procédés dans l'espèce humaine.

La congélation des embryons ne serait pas sans risques

Cette technique de procréation médicalement assistée a des conséquences génétiques sur les souris. Son utilisation croissante sur les humains invite les spécialistes à faire preuve d'une plus grande prudence

DÉVELOPPÉE chez plusieurs mammifères au début des années 80, à la fois pour des raisons scientifiques et économiques, la technique de la conservation des embryons humains a commencé à être mise en œuvre dans l'espèce humaine il y a une dizaine d'années. Elle était en effet très vite apparue comme un utile complément de la fécondation *in vitro*. L'obtention de plusieurs embryons, en dehors des voies génitales féminines et le nombre relativement limité de ces mêmes embryons pouvant être implantés dans l'utérus, a conduit les équipes de procréation médicalement assistée à conserver un nombre croissant d'embryons humains pour des tentatives ultérieures. On estime en France à plusieurs dizaines de milliers le nombre de ces embryons « surnuméraires » actuellement conservés à -193 °C dans l'azote liquide.

Pouvait-on sans risque passer aussi vite de l'animal à l'homme ? Le faible recul dont on disposait alors ne signifie pas qu'aucune

est loin d'être toujours le cas) c'est, postulé-t-on, qu'il n'a subi aucun dommage du fait de ces manipulations. L'équipe du professeur Maurice Auroux et du docteur Emmanuel Dulioust estimait toutefois nécessaire d'aller plus loin. « La loi du tout ou rien est peut-être fondée, mais en l'état actuel des choses, il faut reconnaître qu'il s'agit plus d'un pari que d'une vérité démontrée », a déclaré au Monde le docteur Dulioust. Il est sans doute vrai que l'on n'observe pas d'anomalies après congélation embryonnaire. Pour autant, on ne peut pas dire que cette congélation n'a pas d'effet. Nous avons dans un premier temps voulu pousser plus loin les observations qui, chez l'animal, se limitaient le plus souvent à leur normalité apparente à l'âge adulte et à leur capacité à se reproduire.

Cette étude prospective au long cours a consisté à étudier de manière comparative et jusqu'à la sénescence, le développement de souris normales et de souris conservées au stade embryonnaire par congélation. Les animaux, issus de deux lignées génétiques différentes, étaient conçus naturellement *in vivo* après stimulation ovarienne. Les mères étaient ensuite sacrifiées et les embryons recueillis. Une partie d'entre eux étaient implantés chez des femelles pseudo-gestantes, les autres placés dans l'azote liquide avant d'être décongelés et, à leur tour, implantés chez d'autres femelles (voir schéma). Près de 350 souris ont ainsi été obtenues, élevées et étudiées avec un grand luxe de détails.

Outre les données biologiques (taille, poids, sexe), la surveillance a consisté en une série de tests de développement neuro-sensoriel (de la période néonatale jusqu'à la sénescence). Une partie des animaux a, par ailleurs, été sacrifiée à un âge pour l'étude très détaillée de leurs mandibules. On sait en effet aujourd'hui que le développement de ces os complexes sont sous la dépendance de très nombreux gènes, ce qui permet en théorie de mesurer l'impact de possibles mutations génétiques. Les résultats obtenus, calculés en fonction du sexe et de la lignée génétique, montrent qu'il existe bien, à ce niveau, des différences. Ces dernières sont, certes, modérées. Elles n'en sont pas moins statistiquement significatives entre animaux « congelés » et « non congelés ».

Des différences entre ces deux groupes sont également retrouvées dans les résultats des tests de comportement et de développement neuro-sensoriels. C'est notamment le cas lors de l'épreuve dite « de Krushinsky » (calcul du temps mis par l'animal à jeun pour retrouver une coupe de lait sacré

qu'on lui a dissimulé, l'essai étant tenté à différentes reprises). Dans l'une des lignées étudiées, les « congelés » apparaissent moins performants. Si la durée de vie n'est pas différente entre les deux groupes, les chercheurs notent l'apparition en fin de vie d'une surcharge pondérale (plus 11 %) inattendue et inexplicable, côté congelé, dans l'une des deux lignées.

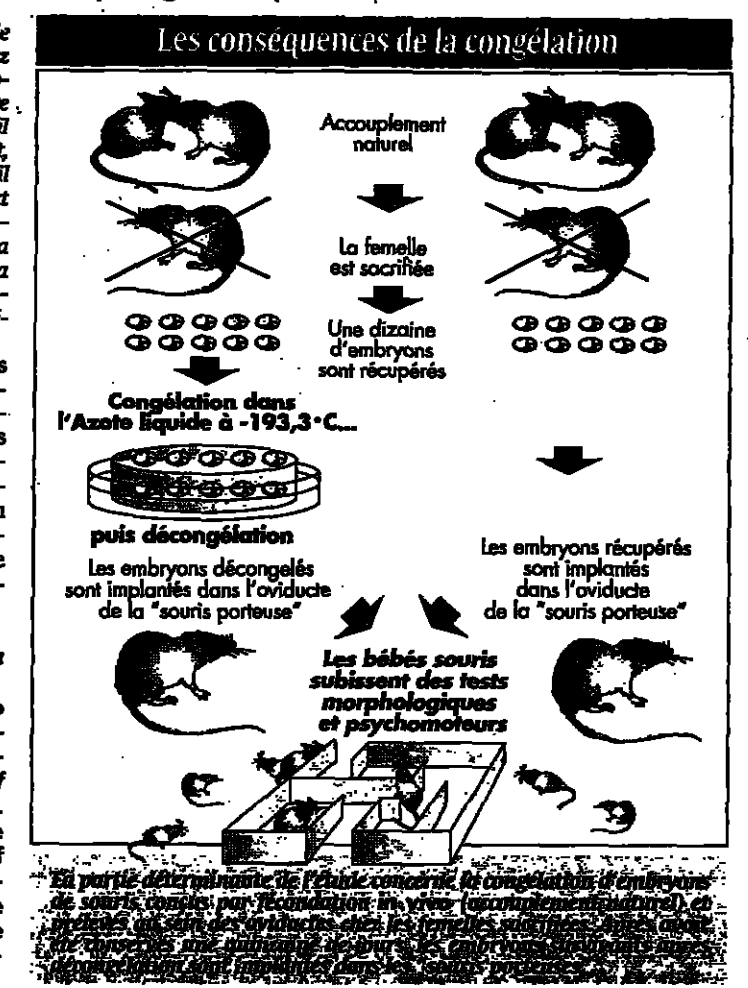
PAS D'AFFOLEMENT
Au total, ce travail identifie pour la première fois une série de différences statistiquement significatives dans les domaines morphologiques et comportementaux. Les auteurs prennent la précaution de souligner que ces différences sont d'amplitudes modérées et variables en fonction des lignées génétiques et du sexe. Que conclure ? D'un point de vue scientifique, de telles observations nécessitent de valider expérimentalement les hypothèses qui peuvent être avancées. Plus généralement, ces observations laissent penser que des phénomènes environnementaux pourraient avoir une action dès le stade pré-implantatoire et entraîner des conséquences ultérieures chez l'individu.

« Nos résultats ne doivent pas affoler les personnes concernées par la technique de congélation », précise le docteur Dulioust. En l'état actuel des connaissances, il serait tout à fait abusif d'envisager l'interdiction

de la congélation embryonnaire de l'espèce humaine. Il est en effet assez probable que, si ce genre de phénomène existe chez l'homme, compte tenu du polymorphisme génétique, il ne soit pas observable. Cela étant, ces données me font penser qu'il conviendrait d'être plus circonspect qu'on ne l'est quant à certaines pratiques d'assistance médicale à la procréation, qu'il s'agisse de la congélation, des cultures embryonnaires *in vitro* ou du diagnostic pré-implantatoire.

Ces nouvelles interrogations surgissent alors même que Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé, étudie les moyens d'encadrer et de contrôler le développement en France des « fécondations assistées » (Le Monde du 12 janvier 1995). Quand et comment seront-elles prises en compte par les autorités sanitaires, médicales et éthiques ?

Jean-Yves Nau
* « Long Term Effects of Embryo Freezing in Mice ». Cette communication est publiée dans les *Proceedings of National Academy of Sciences* du 17 janvier 1995. Vol. 92, n° 2, pages 589 à 593. Elle est signée d'un groupe de neuf chercheurs de la faculté de médecine du Kremlin-Bicêtre, de l'Inserm (unité 292) et de l'université Paris-V - René-Descartes (CNRS unités 1294 et 1335).



Cinq cents grossesses de 1987 à 1992

Mise en œuvre avec succès dès 1984, la congélation des embryons humains est une pratique très répandue dans les milieux de l'assistance médicale à la procréation, notamment en France. Une proportion croissante d'embryons congelés - par rapport aux embryons congelés - sont transférés dans l'utérus des futures mères. Selon les derniers chiffres fournis par l'Association FIVNAT, de 1987 à 1992, près de 500 grossesses ont pu être obtenues de cette manière. D'autre part, en 1993 les CBCOS (Centres d'études et de conservation du sperme et des ovules humains) ont procédé à la décongélation de 4 000 embryons humains dont ils assuraient la garde.

précaution n'avait été prise. Différentes équipes avaient, au début des années 80, cherché à vérifier chez les mammifères que la congélation et le stockage des embryons n'étaient pas un élément favorisant l'apparition d'anomalies chromosomiques ou organiques majeures.

OBSERVATIONS PLUS POUSSÉES

Confirmé, le fait fut retrouvé par la suite dans l'espèce humaine. Si bien que l'idée qui prévalait aujourd'hui se calque sur la loi du « tout ou rien ». Si l'embryon résiste à la congélation et reprend, après la décongélation, son processus de division cellulaire (ce qui

Les nouveaux CD-ROM sont complémentaires des réseaux informatiques

CANNES
de notre envoyé spécial

« Depuis les années 50, les courbes des prévisions s'arrêtaient toujours en l'an 2000, de plus en plus près de notre nez... s'étonne en riant Marc Canter, volubile, corpulent, convaincant visionnaire. Oubliez tous les produits que vous voyez ici, inspirés de modèles dépassés, et pensez et préparez les médias électroniques du prochain siècle, c'est-à-dire : du contenu vraiment interactif sur des réseaux vraiment large bande » (capables de tout transporter). Le discours est radical, voire présomptueux. Mais Marc Canter a quelque crédibilité pour l'assumer : son logiciel « Macromind Director » est justement celui qui sert à fabriquer une bonne moitié de ces produits « dépassés », ces centaines de CD-ROM ou CD-I qui peuplent les allées du Milia (Marché international de l'édition et des nouveaux médias). Son dernier disque, *Meet the MediaBand*, a reçu le prix spécial du jury des premiers Milia d'or décernés dimanche 15 janvier. L'homme fait partie des quelques gourous qui savent repousser - ou contourner - les limites de la technologie grâce à l'imagination. Son œuvre illustre la première des trois directions vers lesquelles se dirige à tâtons l'écriture multimédia : interactivité, virtualité, connectivité.

● L'interactivité : premier d'une série de CD-ROM que son créateur espère longue, *Meet the MediaBand*, est un concentré explosif de vidéomusique interactive. Ni un clip découpé en rondelles ni un instrument musical domestique, mais la capacité d'agir sur les images et les sons sans nécessairement les contrôler. « Inutile de faire croire aux gens qu'ils seront musiciens ou cinéastes parce qu'ils auront la capacité d'un synthétiseur ou d'une table de montage dans leur micro-ordinateur », constate Marc Canter. Bref, aux artistes de créer des mondes malléables, à la génération MTV de modéliser la nouvelle pâte électronique. En rêvant aux prochains bacs à sable communicationnels, ces *media bars* où l'on peut consommer en réseau les cocktails inédits que concoctent Marc Canter.

● La réalité virtuelle : la « VR », comme on dit en anglais, est au menu de tous les fans de technique. Apple sort ce trimestre son logiciel Quicktime VR. La version normale de ce logiciel fait défiler des vidéos linéaires dans les fenêtres d'un écran d'ordinateur. Avec la version VR, douze photos normales, prises en tournant sur 360 degrés un appareil photo du commerce posé sur un pied, sont mélangées par le logiciel pour créer une scène panoramique. Démonstration : entrez sur écran dans la boutique d'Apple, visitez les rayons en « tournant la tête » virtuellement, avant de « saisir » le produit qui vous intéresse. L'outil est là, la vision commerciale aussi. On peut toutefois frémir à la perspective des futures séances de photos de vacances : fini le fastidieux carrousel de diapos, voici l'interminable randonnée dans la « VR » du voisin.

UN PARI ÉCONOMIQUE

Titus Leber, déjà producteur de vidéodisques laser remarqués sur Mozart ou Vienne, s'attaque, avec les éditions Gallimard, à la création sur CD-ROM des musées imaginaires de Malraux. Son prototype permet de circuler en trois dimensions sur une piazza, avant d'entrer dans un des musées virtuels (une cathédrale, par exemple, pour l'art médiéval) et d'y flâner entre les œuvres sélectionnées puis rapprochées par Malraux. Le projet reste un pari, économique autant qu'esthétique, et Titus Leber admet son irritation devant certains freins techniques : « L'image animée plein écran me manque », se plaint Titus Leber. J'ai l'impression que ces fenêtres de regarder comme à travers une serrure.

son les coureurs, les bateaux, les cartes, etc. Pendant la course, une simple liaison par modem permettait de positionner chaque bateau sur ces cartes, avec la météo. Edité à nouveau quelques jours après la fin de la course, le CD-ROM achevé contient tout son historique, des coups de mer aux coups de gueule ou de déprime enregistrés par radio.

L'éditeur de CD-ROM et de logiciels Infogrames veut aussi lancer en octobre son service Infonie dans la bataille du marché « en

ligne ». Une seule chose est sûre : la concurrence sera rude, sur le « hors ligne » des produits édités comme sur les services « en ligne » des réseaux. Et les gestionnaires aussi devront stimuler leur créativité. « Cette année, il y a des disques dans les magasins », répliquent pour se rassurer les aspirants magnats d'un multimédia plus riche de promesses que de certitudes. Y aura-t-il autant de clients qu'ils le souhaitent ?

Michel Colonna d'Istria

La télématique en location

A l'instar du numéro un mondial Microsoft, l'éditeur de logiciels lyonnais Infogrames se lance dans les réseaux interactifs. Son service Infonie proposera dès octobre à ses futurs abonnés journaux, émissions de radio, télé-enseignement, jeux, vente à domicile, etc. Il devrait assurer le service de bout en bout, depuis les serveurs conçus spécialement pour héberger ces services, jusqu'au décodeur proposé en location à l'abonné et contenant notamment un modem rapide.

La démonstration technique est séduisante, avec une vitesse et un graphisme qui rattragent à bonne distance le Minitel. La stratégie reflète celle de Canal Plus : fidéliser le client sur une offre complète, voire dans certains cas exclusive, et par un décodeur loué. Le pari - convaincre 250 000 abonnés en quatre ans - dépendra pour beaucoup des partenariats conclus pour le contenu et la distribution, qui doivent être annoncés en mars.

La science en débat

Conférence

Figures de la science
autour de personnalités ayant laissé leur nom à une station de métro

Jeu 26 janvier 1995 à 17h
L'histoire naturelle

Jean-Baptiste Lamarck 1744 - 1829,
par Goulven Laurent, université catholique de l'Ouest, Angers,
Jussieu, famille de botanistes du 18^e au 19^e siècle,
par Jean-Marc Drouin, Muséum national d'histoire naturelle, Paris.
Animation : Denise Hazebrouck, médiathèque, cité des Sciences et de l'Industrie.

accès libre

cité des Sciences et de l'Industrie
30, avenue Corentin-Cariou 75019 Paris
Métro Porte de la Villette. Informations (1) 40 05 72 99

La science en débat

Conférence

Mercredi 25 janvier 1995 à 17h

Les métiers de l'emballage

Annette Freidinger-Legay, Institut Français de l'Emballage et du Conditionnement (IFEC).
René P. Hugel, Ecole Supérieure d'Ingénieurs en Emballage et Conditionnement, université de Reims Champagne-Ardenne.
Animation : Olivier Las Vergnas, cité des Métiers, cité des Sciences et de l'Industrie.

accès libre

cité des Sciences et de l'Industrie
30, avenue Corentin-Cariou 75019 Paris
Métro Porte de la Villette. Informations (1) 40 05 72 99

TABLE

Le couscous des familles

Bien placé dans les sondages, ce plat, devenu national en France, connaît de nombreuses variantes selon les régions d'origine

« CONNAISSEZ-VOUS un bon couscous ? » A cette question, l'on vous répond d'un air averti : « Il n'y a pas de bon couscous sur la place. » C'est un propos que l'on entend couramment, et ceux qui connaissent bien l'Afrique du Nord ajoutent : « On ne peut connaître ce plat que consommé en famille. »

Longtemps après le général Bugeaud et les Expositions universelles et coloniales du XIX^e siècle, on a rangé ce plat parmi les curiosités alimentaires. Certains ont même prétendu que le couscous était originaire d'Auvergne. Souvent - hélas ! -, les expériences parisiennes sont assez peu convaincantes, et pourtant le couscous est un plat « national », populaire, en bonne place dans les cantines... et dans les sondages.

L'image d'Épinal date de la « Conquête » : « Couscous : plat populaire en Algérie ; il est confectionné par les femmes, arabes ou mauresques, avec de la semoule de blé dur. » Le blé lui-même était, à l'origine, une graminée sauvage qui croissait au flanc du Caucase, en Asie Mineure. On le connaît par les fouilles de Kalat Jarmo et de Jéricho (7 000 av. J.-C.). C'était l'engrain, une variété d'épeautre oubliée : *Triticum sativum*. Les plats de blé dur de l'Anatolie, concassé et cuit, sont encore consommés aujourd'hui en Turquie.

L'Afrique du Nord antique est la terre à blé de Rome. Le blé dur fournit la nourriture locale. Semé à l'automne, il germe à la saison des pluies : c'est le blé d'hiver. Il est écrasé en semoule (« *shuma* » (millin, en arabe). Traditionnellement, le concassage se fait à la pierre ronde. La semoule peut aussi être d'orge ou de mil. On roule un peu de semoule, de la farine, de l'eau et un peu de sel.

Après une première cuisson à la vapeur, on obtient la « graine ». A présent, tout le monde utilise la semoule industrielle, préparée, précuite et conditionnée par les grandes marques. Au VI^e siècle, au Maghreb, la civilisation islamique adopte le *kes kes*, ou couscous (phonétiquement, *kascous*), de l'arabe *kas* (couscous). Le plat générique est constitué : c'est un pot-au-feu servi avec un plat de semoule de blé. Un terme unique désigne l'un et l'autre par métonymie. L'image classique renvoie à la marmite au col étroit, sur laquelle repose un panier en alfa. Aujourd'hui, le couscoussier est une marmite de métal, usage commun du bidonville d'Abidjan au restaurant chic parisien.

LA SEMOULE DE GEORGE SAND La cuisine des couscous est considérée comme une des plus caractéristiques du monde, en partie grâce à la renommée de la gastronomie marocaine. Pourquoi cet engouement ? C'est le secret de ses accords aromatiques raffinés. « C'est le plat du partage et de l'offrande », assure Fatima Hal, l'hôtesse de Mansouria : une « véritable partition musicale », renchérit Maguelonne Tousseint-Samat. Car intervient la gamme poétique du *ras-el-hanout*, le mélange des épices de l'Afrique du Nord. Le marchand d'épices - l'*at-zu* - va concocter, des journées entières, le subtil mélange, qui comprend : cardamome, cannelle, macis, galanga, maniguette, muscade, poivre, girofle, gingembre ; et aussi des fleurs pour cuisiniers esthètes : baïe de Belladine, iris, lavande, bouton de rose et la mystérieuse « cantharide », qui est un coléoptère ! On nous parle aussi d'un mélange plus secret : le « maillon », ou *canabis estiva*, miel, gingembre, gland de chêne,



amandes et raisins secs moulus. Le couscous de fête, *difha*, suppose que l'on se serve de sa main droite pour façonner les boulettes, et de l'utiliser que trois doigts, annulaire et auriculaire repliés, pour manger. Cela est accompagné d'un thé à la menthe, dont le protocole de service est merveille d'adresse et d'élégance.

La bonne dame de Nohant nous a laissé une recette de « kous-kous ». C'est sans doute la bonne méthode, car chacun chez soi peut préparer un couscous, plat de ménage « français » : nous trouvons cette recette empruntée à George Sand dans *Le Grand Livre de la cuisine française d'aujourd'hui*. Valérie-Anne, son auteur, qui fréquente aussi Mansouria, nous livre la vulgate de ce plat. Il sera meilleur que celui régulièrement servi dans bien des restaurants maghrébins, noyé dans un bouillon mal dégraissé, uniforme, et brûlé de harissa.

Le couscous est un pot-au-feu amélioré par un usage traditionnel, ou bien personnalisé par des aromates spécifiques, et surtout, comme au Maroc, par la recherche de fins ingrédients, viandes délicates et petits légumes frais de Méditerranée. « Pas de merguez dans le couscous ! » Non, ce n'est pas un titre de la Série noire ! La parfois (mais si rarement) succulente sauce de mouton féroce est superflue. Utile seule viande. Et à vous de choisir. A fût, le couscous « royal », et autre « couscous impérial », où sont mêlées viandes bouillies, rôties et grillées, inventions de gargotiers en mal d'exo-

time. Les bons couscous, à Paris, sont quasiment confidentiels. On connaît le fameux couscous du désert de Wally Choukail, au Saharien (36, rue Rodier, 75009 Paris ; tél. : 42-85-51-90). Mais l'archétype semble bien être celui de Fex, « el Fassi », à l'agneau, avec confit d'olignons et semoule au raisin sec. On le trouve chez Mansouria (11, rue Faidherbe, 75011 Paris ; tél. : 43-71-00-16 ; fermé dimanche et lundi midi).

VARIANTES RÉGIONALES C'est la meilleure adresse parisienne lorsque Fatima, la patronne, est là, souriante et cultivée, avide de faire partager sa passion pour la table de son pays. Nous apprécions depuis longtemps la cuisine de Benjamin Eljazziri, à l'Atlas (12, boulevard Saint-Germain, 75005 Paris ; tél. : 46-33-86-98 ; tous les jours).

Il sait qu'au Maroc la cuisine est l'apanage des femmes, mais il est avant tout un professionnel et s'efforce d'interpréter la tradition : il n'y réussit pas si mal. Le couscous des beaux quartiers, on le trouve au Sud marocain (10, rue Villebois-Mareuil, 75017 Paris ; tous les jours), pour la qualité de la « graine » et l'amabilité du patron, et aussi chez Amazigh (2, rue Lapérouse, 75016 Paris ; tél. : 47-20-30-38), table plus élégante et un peu chère. Dernier-né, le *Tarazoute* (18, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 Paris ; tél. : 44-07-29-50). Le couscous aux petits navets, c'est la fête algérienne, au poulet et légumes de saison : fenouils à

bulbe, cardes. Le couscous kabyle, c'est celui des restaurants populaires de banlieue : tomates et pommes de terre avec l'agneau ou le mouton. Le couscous, de printemps du Constantinois, dont la sauce est nommée « marga », demande olignons nouveaux, céleri, haricots verts, poireaux, choux et cardes.

Il existe un couscous au poisson, à la panse farcie ; on en connaît au lapin, au gibier à plume, ou bien accompagné de herisson. Le *khlou* est un couscous doux, aux abricots secs et au potiron, signalé dans le recueil des recettes d'une famille juive de Tunisie.

Plat de civilisation méditerranéenne, lié au rituel du blé et de la fécondité, le couscous est devenu un plat de cuisine française. Vous en disposerez « comme il vous plaira ».

Jean-Claude Ribaut

- ★ Le Grand Livre de la cuisine française d'aujourd'hui. Valérie-Anne. Fxot éd., 1994, 295 F. Un ouvrage qui donne quelques rides à Madame Saint-Ange.
- ★ Couscous. Maguelonne Tousseint-Samat. Casterman éd., 1994, 95 F.
- ★ La Cuisine du désert. Frédéric E. Grasser. Bellen éd., 1994. Voir la recette du « confit d'agneau aux abricots » servi avec une petite graine fine de couscous : elle est interprétée par Alain Ducasse, au Louis-XV, à Monte-Carlo.

VINS

Retour du « demi-sec »

MARKETING, gastronomie ou besoin de sucre, faudra-t-il bientôt compter avec une catégorie oubliée quand elle n'est pas méprisée, celle des champagnes « demi-secs » ? Transformer un vin tranquille en un vin effervescent se fait grâce à l'incorporation de sucre et de levure. Quelques mois ou quelques années plus tard, on « dégorge », puis l'on « dose ». C'est ici que l'on peut jouer sur une large palette, allant de l'extrême rigueur à l'émollescence douce. Doser avec du vin pur conduit au « brut sauvage » ou à l'« ultra-brut ». Ajouter quelques pincées de liqueur (1 % du volume) ne fait pas sortir de la sphère des bruts. De 2 à 5 %, on est dans les « secs », de 5 à 8 % dans les « demi-secs ». Au-delà, on entre dans les « doux ».

Ce procédé renvoie à une histoire de goût et de mode. « Le tournant se situe à la fin des années 50, quand le champagne a quitté la fin du repas pour prendre sa place à l'apéritif : la mode anglaise du brut s'est alors imposée en France », explique Christian Pol Roger, directeur de la célèbre maison qui porte son nom. Va-t-on voir le retour des champagnes d'avant-hier ? C'est le pari de la maison Veuve Clicquot Ponsardin, qui lance un intéressant « demi-sec ». « Nous n'avons jamais abandonné ce vin, où domine le pinot noir, assure Edouard de Nazelle. Mais la production demeurait marginale : trois cent mille bouteilles annuelles. Plus un millier de bouteilles livrées avant Noël à la reine mère d'Angleterre. »

Demi-secs et gastronomie ? « Avec des vins bien faits, on peut obtenir des résultats passionnants », confie Alain Dutournier (Carré des Feuillants), l'un des grands maîtres des accords des mets et des vins. La Veuve Clicquot fera-t-elle des émules ? Il lui faudrait séduire les gardiens du temple champenois comme Rémi Krog, pour qui l'apport de sucre est un plaisir trop facile, un voile qui cache le vrai corps du vin.

J.-Y. N.

- ★ La Veuve Clicquot demi-sec. Entre 130 et 160 F. Veuve Clicquot Ponsardin CSA, 3, place des Droits-de-l'Homme, 51100 Reims.

TOQUES EN POINTE

■ LA MAISON DE LA TRUFFE. On a parfois l'impression, en voyant le prix du kilo de truffes dans la vitrine, que la cotation est donnée en anciens francs ! Cette épicerie de grand luxe dispose aussi d'une petite salle de dégustation à déjeuner, à l'arrière des comptoirs. Tout ici, en cette saison, est imprégné de la puissante odeur truffière. Même le menu du jour à 100 F, qu'on se le dise ! L'endroit est insolite, l'animation garantie. Le menu truffe (260 F) est composé d'une salade de mâche et truffes, d'une omelette ou d'une brouillade aux truffes, puis, au choix, d'une poularde ou de tagliatelles truffées, d'un fromage truffé lui aussi - effet de mode ! - et d'un dessert. Quelques vins abordables. Pour un encas en période de soldes, simple repas ou halte gourmande, selon. ★ 19, place de la Madeleine, 75008 Paris. Tél. : 42-65-53-22. Fermé le dimanche.

■ SOUS L'OLIVIER. Le souvenir de la cuisine niçoise et italienne, qui fit autrefois la réputation de cette maison, s'est estompé, comme l'ouvrage d'Edouard Herriot qui inspira cette enseigne. C'était le temps où les hommes politiques taqui-

naient aussi bien les Muses que la fourchette. William Wernsdorf fait ici une cuisine de goût pour ses habitués : soupère de coques aux lardons, daube de canard aux chanterelles, sablé chaud aux oranges et aux amandes. Il excelle aussi dans un registre plus rustique : salade de demoiselles de canard, tête de veau complète (la précision a son importance) gribiche. Mofus judicieux ne paraissent les sauces de quelques plats de poisson, lorsqu'elles en masquent la texture et les saveurs. Carte des vins homogène. Accueil courtois et service dynamique. A la carte, comptez entre 200 et 250 F.

★ 15, rue Goethe, 75016 Paris. Tél. : 47-20-84-81. Fermé le samedi et le dimanche.

■ AUBERGE DE LA GALUPE. Angulas, pibales ou civelles, c'est le nom de l'alevin d'anguille originaire de la mer des Sargasses, abondant dans les estuaires de l'Adour et de la Gironde. Il faut, absolument, pendant la brève saison d'hiver, goûter les pibales préparées par Christian Parra, lavées à grande eau vinaigrée, plongées vingt secondes dans un court-bouillon parfumé ; puis, sautées trente secondes dans l'huile d'olive avec quelques gousses d'ail émincées bien dorées, et servies brûlantes dans le poêlon en terre. Sans oublier le piment d'Es-

pelette, qui fait la différence. Et une bouteille d'Irouleguy ! Ensuite, c'est l'embaras du choix : le délicieux pigeon, le boudin maison, les poissons de l'Adour, quelques desserts savoureux (le russe), autant de cordes à la guitare d'un cuisinier qui est aussi un merveilleux chanteur. Environ 350 F.

★ Place du Port, 62440 Urt. Tél. : 59-56-21-84. Fermé le dimanche à dîner, le lundi et le 16 janvier au 26 février.

■ LA ROTONDE. L'Hôtel du Palais, magnifique paquebot Napoléon III échoué sur l'une des plus belles plages de Biarritz, vivait mal, sa clientèle aussi, le mélange des deux cartes, l'une roturière mais affectée au plus bel espace d'un restaurant puisse rêver - La Rotonde -, l'autre, étoilée au Michelin, dite Le Grand Siècle, mais cantonnée dans un salon très chic. L'usage s'était installé de présenter ensemble les deux cartes. A la réouverture, début mars, Jean-Marie Gautier aura mis bon ordre dans tout cela et l'on pourra indifféremment, sur le même menu, choisir les tripes d'agneau des Pyrénées ou le merlu du huchon à la plancha et le délicieux cœur poché en coque de brioche ou bien la fricassée de homard et ris de veau, ou encore le merlu au jambon cru et raviole de morue à la biscaïenne. Qui peut le plus peut le moins ! Loin de la cuisine de palace, le chef saisit toutes les opportunités régionales, les adapte au tempo d'un solide métier classique. C'est réussi. Beau choix de seconds vins pour ne pas trop faire grimper l'addition. Service de premier ordre. 400 F environ à la carte. Menu 280 F. Suites et chambres de rêve.

★ 1, avenue de l'Impératrice, 64200 Biarritz. Tél. : 59-41-64-00. Réouverture début mars.

son tour de France, mais n'a pas résisté à l'appel des palmiers. Dans la petite auberge municipale d'Uchacq, il tient bistrot avec un menu à 68 F (soupe de campagne, civet de canard et pommes grand-mère) et laisse vagabonder son plaisir - et le nôtre - avec une salade de triandilles (tripes de porc), le foie gras mi-cuit de canard rouillé, des chippons relevés au piment d'Espelette, le civet de maroilles Saint-Hubert. Brebis à la prune d'ente et montose tiède aux amandes complètent ce tableau rustique et généreux. Vins régionaux (saint-mont, madiran) à prix très modestes, et quelques bouteilles éclatantes dont le châteauneuf-blanc 1992 (Pessac-Léognan), au prix raisonnable - de 300 F. Menus à 120 F et 180 F. A la carte, 200 F.

★ 40090 Uchacq-et-Parentis. Tél. : 68-75-33-46. Fermé le dimanche soir et le lundi.

■ LE POQUELIN. Le menu de Molière nous rappelle les origines de ce restaurant, une des « barrières » de la seconde génération. A l'époque, Loiseau, Savoy avaient déjà rencontré leur destin. Le décor et l'accueil, la cuisine, la clientèle, tout ici concourt à rendre le moment du repas attractif, un peu convenu, mais au total, plutôt réussi. Si le millefeuille de fraises de veau n'a semblé manquer de moelleux - là n'était d'ailleurs peut-être pas l'intention du cuisinier, j'ai, en revanche, apprécié la raviole de légumes au jus de homard, classique et goûteuse, la moruette sautée au pied de porc et fumet de vin rouge. Epatante gibelotte de lapereau aux petits oignons. Délicieuse tarte chaude aux pommes. Accueil chaleureux. Sobre carte des vins : comptez environ 250 F à 300 F. Menu Molière : 185 F.

★ 17, rue Molière, 75001 Paris. Tél. : 42-96-22-19. Fermé samedi et dimanche.

Gastronomie

Spécialités des Iles

LA CREOLE

122, bd du Montparnasse 141. Rés. 43.20.62.12
OFFICIER DE BOUCHE de la cuisine créole.
L'un des Restaurants Créoles le plus renommé de Paris

PARIS 6

ALSACE A PARIS T.J. 43.26.89.36
9, pl. St-André-des-Arts, 6 - SALONS
CHOUKROUTES, GRILLADES
FLAMMEKUECHES, POISSONS
HUITRES ET COQUILLAGES

PARIS 8

TY COZ 48.78.42.95/54.81
35, rue St Georges, 8e
POISSONS-CRUSTACES
FRUITS DE MER
Menu de la Mer, le soir, 170 F
Fidm. - Lundi sol.
Ouv. Lundi midi - Climatisé

PARIS 11

DINER SPECTACLE
"Le Cabane des Iles"
Cuisine Antillaise et Créole
Rég. 48.78.42.95/54.81
2, rue Guynot - 75011 PARIS

PARIS 12

RESTAURANT RANY
spécialité indienne et péruvienne
Menu midi 65 F, soir 99 F, et à la carte
ouv. 11h - 12h - 14h30 et 19h - 23h30
6, rue d'Assolville - 75012 PARIS
Réservation : 43 40 48 13

PROVINCE

CHAMPAGNE
André DELAUNOIS
Direct. proprié.
Restaurant manipulateur
Guide Hachette 1995
BP 42 - 51500 Rilly-la-Montagne
(03) 26-02-42-87

Le Monde
PUBLICITÉ GASTRONOMIE
Renseignements :
44-43-77-36

CASHMERE HOUSE

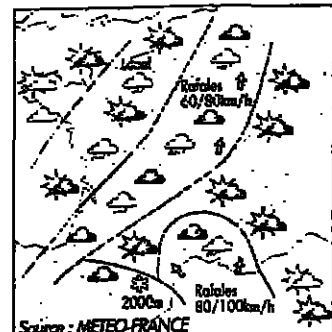
ALEXANDRE SAVIN
Depuis 1963
Le spécialiste du 100% pure Cashmere

SOLDE

POUR FEMMES **POUR HOMMES**
Le respect de la qualité, un investissement sur
2 rue d'Aguesseau - 75008 PARIS
Angle 60 Faubourg Saint-Honoré

Temps maussade et venteux

LE MATIN, une couverture nuageuse et faiblement pluvieuse concernera le Nord-Pas-de-Calais, la Picardie, la Haute-Normandie, le Centre jusqu'au Poitou-Charente. Elle sera accompagnée de vents de sud soufflant jusqu'à 80 km/h en rafales. A l'arrière, le ciel restera en partie dégagé sur la Bretagne et la Basse-Normandie, et réservera des averses. A l'avant de cette zone, des Ardennes à la Bour-

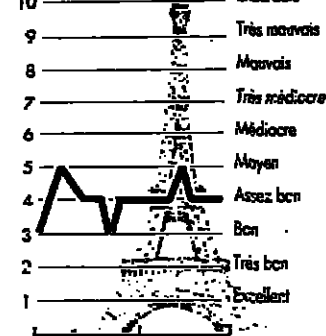


Prévisions pour le 18 janvier à 12h00

Source : Météo-France

Indice de pollution

en agglomération parisienne



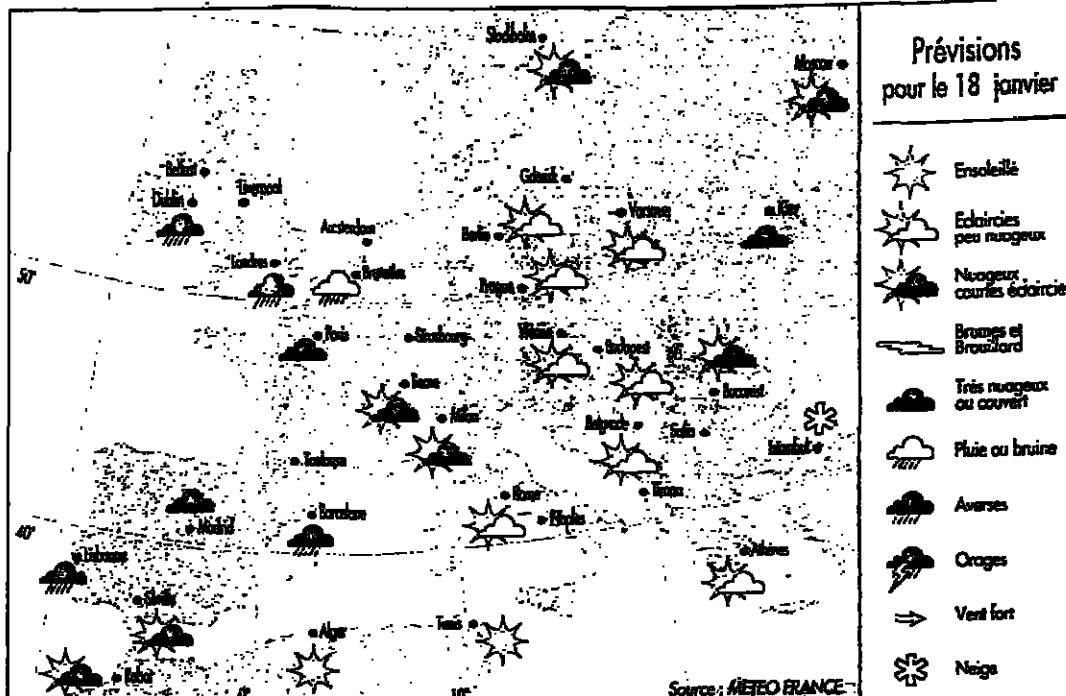
Tendance pour le 17 janvier : assez bon

gogne et au Limousin, les nuages annonciateurs envahiront le ciel. L'Alsace-Lorraine, la Franche-Comté, la région Rhône-Alpes jusqu'à la Provence et le Midi-Pyrénées seront épargnés le matin, connaissant une alternance de nuages et d'éclaircies. Le ciel pyrénéen sera chargé avec des chutes de neige au-dessus de 2 000 mètres. Des entrées maritimes couvriront le Languedoc-Roussillon jusqu'au Rouergue et au Vivarais entraînés par un vent de mer soufflant jusqu'à 100 km/h.

L'après-midi, la zone pluvieuse s'étendra de la Lorraine à la Bourgogne, à l'Auvergne, jusqu'à Midi-Pyrénées et à la Provence-Côte d'Azur, soutenue par un vent de sud jusqu'à 80 km/h en rafales. Le vent marin balayera encore la vallée du Rhône jusqu'à 90 km/h alors que l'autan faiblira. Les Cévennes pourraient connaître des précipitations plus intenses. L'Alsace, les Alpes du Nord et la Corse verront le ciel se charger progressivement. Les Pyrénées resteront couvertes, avec de la neige au-dessus de 2 000 mètres sur l'Ariège et à partir de 1 300 mètres sur les Pyrénées-Atlantiques. A l'arrière de la zone perturbée, c'est-à-dire du Nord au Centre, au Poitou et à l'Aquitaine, les nuages prédomineront, accompagnés d'averses. Sur la Bretagne, les pays de Loire et la Basse-Normandie, le ciel variable réservera des éclaircies mais également quelques éclaircies. Le vent de sud-ouest balayera les côtes bretonnes.

La douceur fera son retour sur l'ensemble du pays avec de rares gelées matinales sur le Nord-Est, alors que les températures minimales seront comprises entre 5 et 8 degrés sur le reste du pays.

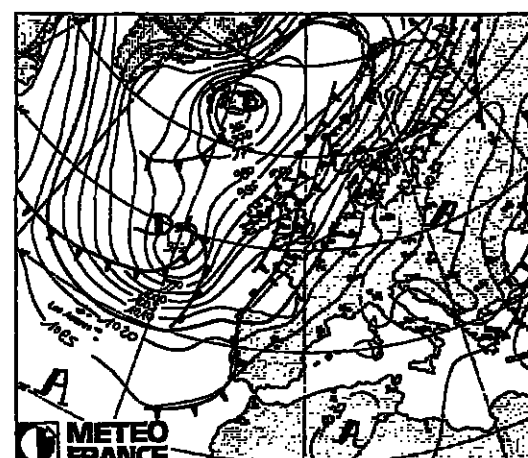
L'après-midi les températures s'établiront de 5 à 9 degrés sur l'est du pays et avoisineront les 9 degrés sur une large moitié ouest. (Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



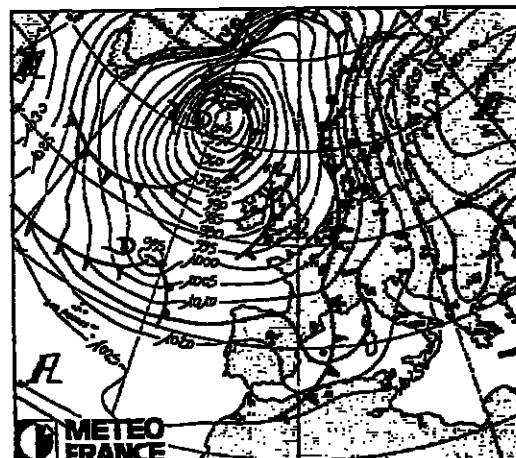
Prévisions pour le 18 janvier

- ☁ Eclaircies
- ☁ Eclaircies peu nuageuses
- ☁ Nuages courts éclaircies
- ☁ Brumes et brouillards
- ☁ Très nuageux ou couvert
- ☁ Pluie ou bruine
- ☁ Averses
- ☁ Orages
- ☁ Vent fort
- ☁ Neige

TEMPÉRATURES	du 17 janvier 1995	maxima/minima
FRANCE	12/1	12/1
ALGER	15/0	15/0
AMSTERDAM	7/2	7/2
ATHÈNES	10/4	10/4
BANGKOK	34/22	34/22
BARCELONE	11/9	11/9
BEGRAD	10/1	10/1
BERLIN	7/0	7/0
BOMBAY	22/18	22/18
BRASILIA	29/19	29/19
BRUXELLES	6/3	6/3
BUCAREST	14/4	14/4
BUENOS AIRES	27/13	27/13
CARACAS	30/22	30/22
CHICAGO	2/1	2/1
COPENHAGUE	4/2	4/2
DAKAR	29/18	29/18
DIJON	10/1	10/1
DUBLIN	10/1	10/1
DURBAN	27/14	27/14
GENÈVE	3/7	3/7
HANOI	16/15	16/15
ISTANBUL	20/10	20/10
JERUSALEM	8/4	8/4
KIEV	14/6	14/6
KINSHASA	13/7	13/7
LE CAIRE	16/7	16/7
LIMA	22/2	22/2
LISBONNE	15/13	15/13
LONDRES	9/8	9/8
LOS ANGELES	12/7	12/7
LUXEMBOURG	9/2	9/2
MADRID	12/4	12/4
MARRAKECH	17/7	17/7
MEXICO	18/9	18/9
MILAN	9/10	9/10
MONTREAL	9/2	9/2
MOSCOW	8/11	8/11
TUNIS	22/7	22/7
VARSOVIE	2/7	2/7
VIENNE	3/5	3/5
NEW DELHI	19/11	19/11
NEW YORK	17/12	17/12
OSAKA	5/7	5/7
PRAGUE	4/7	4/7
PRETORIA	36/16	36/16
RIO DE JANEIRO	17/1	17/1
ROME	11/2	11/2
SANTO DOMINGO	28/21	28/21
SANTO SPIRITO	28/21	28/21
ST-PETERSBURG	2/7	2/7
STOCKHOLM	1/1	1/1
SYDNEY	28/21	28/21
TOKYO	8/8	8/8
TUNIS	22/7	22/7
VARSOVIE	2/7	2/7
VIENNE	3/5	3/5



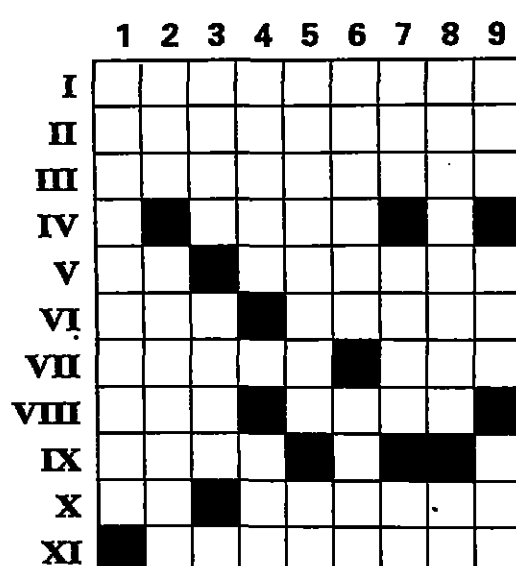
Situation le 17 janvier 1995



Prévision pour le 19 janvier 1995

MOTS CROISÉS

PROBLÈME n° 6478



HORIZONTALEMENT
I. Est bête à pleurer. - II. Un élément de l'Orestie. - III. Transformé en liquide. - IV. Peu banal. - V. Pro-

nom. But en savourant. - VI. Affluent du Danube. Un vrai rapace. - VII. Chanta la chute de Ninive. Ville du Nigeria. - VIII. Nourrit un dieu. Coule dans les Alpes. - IX. Qui peut irriter. - X. Élément d'une jupe. N'est pas la première venue. - XI. Peut se décoller à l'odeur.

VERTICALEMENT

1. Écrit sur l'étiquette. - 2. Peut être dangereuse à traverser. Pas ramassés. - 3. Fit de grandes conquêtes en Orient. Son emblème était le marteau. - 4. Cachas. Est difficile à pliquer. - 5. Un défilé aigu. Point de départ. - 6. Qui dit bien ce qu'il veut dire. Le sang peut couler quand elle est bleue. - 7. Poisson. Retient un objet immergé. Adverbe. - 8. Qui peuvent amollir. Conjonction. - 9. Direction. Centre de révolution. Tient bien son logis.

SOLUTION DU N° 6477

HORIZONTALEMENT
I. Bougonnet. - II. Rubanier. - III. Orangerie. - IV. Cal. on. - V. Is. is. cernes. - VI. Lâche. Is. - VII. Lire. ce. - VIII. Ego. orras. - IX. Ensemencé. - X. Sentiment. - XI. Ré. se; ès.

VERTICALEMENT

1. Brouillées. - 2. Our; saigner. - 3. Ubac; crosne. - 4. Ganache; et. - 5. Onglée; omis. - 6. Nie; crème. - 7. Néronienne. - 8. Erines; acné. - 9. Ré. se; sets.

Guy Brouty

LES SERVICES DU MONDE

Télématique 3615 code LE MONDE
Documentation 3617 code LMDOC ou 36-29-04-56
CD-ROM : (1) 43-37-66-11
Index et microfilms : (1) 40-65-29-33
Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE
Cours de la Bourse : 3615 LE MONDE
Films à Paris et en province : (1) 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,19 F/min)
Le Monde est édité par la SA Le Monde, 12, rue M. Gensbourg, 94852 Ivry-sur-Seine. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gensbourg, 94852 Ivry-sur-Seine. PRINTED IN FRANCE. 1993

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Morax
Membres du comité de direction : Dominique Auby, Gaille Peyrou

133, avenue des Champs-Élysées
75403 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-76-00; fax : (1) 44-43-77-30

ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE	LUXEMBOURG-PAYS-BAS	Autres pays : Valeurs moyennes y compris CEE et visa
3 Mois	536 F	572 F	572 F	790 F
6 Mois	1 038 F	1 123 F	1 123 F	1 560 F
1 AN	1 890 F	2 086 F	2 086 F	2 960 F

ABONNEMENTS PAR MINITEL : 3615 LE MONDE, code d'accès ABO
PRÉLÈVEMENTS MENSUELS : se renseigner auprès du service abonnements.
ÉTRANGER ENVOYÉ PAR VOIE AÉRIENNE : tarif sur demande.
CHANGEMENT D'ADRESSE : merci de transmettre votre demande deux semaines avant votre départ en indiquant votre numéro d'abonné.
RENSEIGNEMENTS PAR TÉLÉPHONE : (1) 49-60-32-90 (de 8 heures à 17 h 30)

LE MONDE (USPS) is published daily for \$ 82 per year. LE MONDE is 1, place Hubert-Serre-Méry 94852 Ivry-sur-Seine, France, second class postage paid at Champlain, N.Y. US, and additional mailing offices.
POSTMASTER : Send address changes to 1945 of N.Y. Box 154, Champlain, N.Y. 12919-1518
Pour les abonnements aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23461-2983 USA Tel. : 800.428.3003

POUR VOUS ABONNER
REMPLISSEZ CE BULLETIN EN CAPITALES D'IMPRIMERIE ET ENVOYEZ-LE ACCOMPAGNÉ DE VOTRE RÈGLEMENT À L'ADRESSE SUIVANTE :
SERVICE ABONNEMENTS : 1, place Hubert-Serre-Méry 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.

BULLETIN D'ABONNEMENT
Durée : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Pays : _____
Code postal : _____

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ RAIL. Pour faire face à la concurrence aérienne, la SNCF et son homologue italien ont signé un accord bilatéral de gestion commerciale des trains de nuit sur les liaisons Paris-Milan, Paris-Florence, Paris-Venise et Paris-Rome. Cet accord prévoit notamment de nouveaux horaires, une nouvelle gamme de prix et la rénovation du matériel roulant.
■ LISBONNE. La RATP a offert au métro de Lisbonne une entrée Guimard. L'œuvre de l'architecte et décorateur français, qui a été inaugurée le 13 janvier, décore la station Picoas. En échange de ce cadeau, la RATP recevra un panneau d'azulejos de 200 m² signé Manuel Cargaleiro, qui sera installé à la station Champs-Élysées-Clemenceau.
■ MONTRÉAL. À partir du mois de juin, Air-Canada effectuera chaque semaine depuis Toronto deux vols sans escale à destination de Tel-Aviv, en Israël.
■ CONGO. Les communications téléphoniques entre Brazzaville et Pointe-Noire, qui avaient été interrompues à la suite du sabotage d'un relais, ont été rétablies le 13 janvier.
■ LE HAVRE. Pour protester contre le coût des péages et l'augmentation du prix de l'essence, la CGT appelle les salariés de la région du Havre à manifester à l'entrée du pont de Normandie le 20 janvier, jour de son inauguration.
■ ITALIE. Les chemins de fer italiens, qui souhaitent améliorer la réception des téléphones portables dans leurs trains, ont décidé d'investir 300 milliards de lire (1 milliard de francs). L'accord signé avec la compagnie Telecom Italia prévoit l'installation de nouvelles stations de transmission, d'antennes plus puissantes et de combinés à l'intérieur des trains, d'où il sera possible d'appeler sur le système des téléphones cellulaires et non plus seulement sur le réseau classique.

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde

Pénurie de charbon

M. Lacoste, ministre de la production industrielle, a fait hier soir à la radio une franche mise au point de l'importante question du charbon. Avant la guerre, des stocks de charbon de l'ordre de 250 000 tonnes étaient constitués pendant l'été, en vue de parer aux inondations et au gel qui, en hiver, grèvent à la fois la production des stations hydro-électriques et le transport du charbon par voie fluviale. L'été 1944 n'a pas permis la constitution du stock de sécurité parce que les combats qui ont libéré la France ont durablement endommagé notre réseau ferroviaire. Depuis septembre 1944, le gouvernement a dû s'efforcer en même temps de rétablir les grandes lignes d'interconnexion du courant hydro-électrique, d'accélérer l'extraction du charbon et d'en réorganiser l'acheminement vers les grands centres urbains. A la fin de l'année, la consommation de courant électrique à Paris avait pu atteindre le chiffre énorme de 13 millions de kilowatts-heure, tandis qu'elle ne dépassait pas 11 millions avant la guerre. Et, malgré toutes les difficultés, un stock de 30 000 tonnes de charbon avait pu être constitué.

Mais plusieurs facteurs ont concouru à entraver le redressement, notamment les conditions météorologiques et l'accroissement des besoins militaires en matière de transport. Ainsi, les arrivages ont baissé de plus de moitié : 8 178 tonnes samedi dernier, pour un minimum essentiel de 20 000 tonnes. Le gouvernement a donc été contraint de prendre des mesures de restriction qui s'ajoutent aux épreuves de la France. « Mais, a dit M. Lacoste, la prolongation de la guerre exige des Français, de tous les Français, des sacrifices très durs. La guerre commande tout et chacun doit l'accepter, à moins d'avoir une âme d'esclave. » (18 janvier 1945.)

PARIS EN VISITE

Mercredi 18 janvier
■ MUSÉE GUIMET : Exposition La Chine des origines, hommage à Lionel Jacob (34 F + prix d'entrée), 12 h 30 (Musées nationaux).
■ MUSÉE DU LOUVRE (33 F + prix d'entrée) : L'Annonciation, de Rogier Van der Weyden, 12 h 30; les antiquités égyptiennes, 19 h 30 (Musées nationaux).
■ DE SAINT-ROCH aux hôtels de la rue Saint-Honoré (45 F), 14 h 30, sortie du métro Tuileries (Paris pittoresque et insolite).
■ MUSÉE DU PETIT-PALAIS : un autre regard sur la peinture, support et matière (25 F + prix d'entrée), 14 h 45 (Musées de la Ville de Paris).
■ HOTELS ET JARDINS DU MARAIS, place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Réminiscence du passé).
■ LE PALAIS DE JUSTICE : l'histoire du palais des Capétiens devenu lieu de justice (37 F + prix d'entrée), 15 heures, cour principale en bas des marches.
■ MUSÉE CARNAVALET : Exposition Paris la nuit (25 F + prix d'entrée), 15 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

Connaissez-vous vraiment les hommes politiques ?

3617 POLITISCOP

2 000 biographies détaillées : parlementaires, élus locaux, cabinets, haut-fonctionnaires, journalistes...

JANVIER 1995
UNE PUBLICATION DU MONDE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

سكنا من الجاهل

ÉDITION Le texte original du Journal de Vaslav Nijinski, étoile incontestée des Ballets russes, vient de paraître aux éditions Actes Sud - sous le titre *Cahiers*. Il succède au

Journal de Nijinski, publié en 1936 en Grande-Bretagne, version largement censurée par la femme de Nijinski, Romola, et traduite en 1953 chez Gallimard. Si l'édition de 1936

accréditait la thèse du « Clown de Dieu », celle de 1995 montre un Nijinski sexuel, violent, emporté dans la spirale de son esprit.

● L'OPÉRA BASTILLE reprend, à

partir du 17 janvier, le spectacle *Journal de Nijinski*, créé en 1994 par Christian Dumais-Lvovski, dans une mise en scène d'Isabelle Nanty et Djamilia Salah.

● TAMARA NIJINSKI, la fille cadette du chorégraphe, qui a autorisé la publication de la version non expurgée du Journal, évoque, dans un entretien, la figure de son père.

Le Journal de Nijinski échappe à la censure familiale

Les « Cahiers » du danseur russe paraissent, enfin, dans leur version non expurgée. Un spectacle en a été tiré. Il sera joué, à partir du 17 janvier, à l'Opéra-Bastille

CAHIERS, de Vaslav Nijinski. Traduit du russe par Christian Dumais-Lvovski et Galina Pogoreva. Actes Sud, « L'Art et la danse », 300 p. 140 F.

« J'ai bien déjeuné, car j'ai mangé deux œufs à la coque avec des pommes de terre frites et des fèves », annonce, dans la première phrase de ses *Cahiers*, le héros des Ballets russes. Cette version non expurgée des carnets de Nijinski commence de cette manière concrète. Elle a été rédigée, en russe, par le danseur, alors qu'il s'installait dans la folie. Dans le *Journal de Nijinski*, traduit chez Gallimard en 1953, à partir de la version anglaise de 1936, les premières lignes sont loin de posséder le même prosaïsme.

L'admirateur du *Journal de Nijinski* enrage : il a vu un faux fabriqué à partir de vrais morceaux du texte. Un livre qui, comparé à l'original, apparaît d'une rare platitude. Bien sûr, personne n'ignorait que la femme de Nijinski, la très intelligente Romola de Pulszki, avait mis de l'ordre dans les paragraphes qui évoquaient les débordements sexuels du danseur. Mais comment se douter que les quatre carnets, écrits à Saint-Moritz (Suisse) par le danseur entre le 19 janvier et le 4 mars 1919, alors qu'il ne se produisait déjà plus, puis retrouvés « fortuitement » en 1934, allaient devenir l'instrument de la revanche de sa femme.

IMPOSTURE TRANQUILLE Ainsi transforme-t-elle en une œuvre édifiante, tournée vers Dieu, près de trois cents pages où le trivial et le spirituel tournoient en un même élan, pour tenir en laisse une folie que Nijinski, à bout de nerfs, imprécateur, malheureux, sait inévitable. On reste impressionné devant cette imposture opérée tranquillement du vivant de Nijinski.

La personnalité de Romola de Pulszki est déterminante pour comprendre les ressorts psychologiques de cette affaire. Romola de Pulszki est une « groupée » de luxe. Hongroise, fortunée, elle est à peine âgée de vingt ans quand elle suit les tournées des Ballets russes. Elle veut Vaslav Nijinski. Elle veut ce garçon au physique étrange, né pauvre, en 1888, dans une famille de danseurs itinérants, à Kiev. Elle veut le chorégraphe scandaleux de *L'Après-midi d'un faune* (1912), du *Sacre du printemps* (1913). Elle veut cet être qui fascine les hommes et émeut les femmes.

Qu'importe qu'il soit l'amant de Diaghilev. La jeune femme va conquérir le « dieu de la danse » sur le bateau « Avon », qui transportait la troupe des Ballets russes en Amérique du Sud. Nijinski et Romola de Pulszki se marient à peine débarqués, à Buenos-Aires, le 10 septembre 1913. Diaghilev chasse le danseur, rompt son



Vaslav Nijinski, dans les « Orientales », ballet créé en 1910 à l'Opéra de Paris sur des musiques de Glazounov, Grieg et Borodine.

contrat. Romola prendra des avocats pour défendre son mari. Nijinski est brisé. Il ne danse plus. Les « boucheries » de la guerre de 1914 accentuent sa dépression. Et Romola Nijinska est trop jeune pour prendre en charge un état maniaco-dépressif. Le danseur, en basculant dans la folie, la prive de la vie dont elle avait rêvé. Le couple s'installe à Saint-Moritz. Romola tente de sauver les apparences afin de préserver l'image du danseur, de son héros, le père de sa fille aînée, Rya, née en 1914. Nijinski est transporté au sanatorium de Bellevue, à Kreuzlingen.

En réécrivant les carnets de son mari, Romola a été réappropriée une partie de la vie qui lui a été confisquée. Falsification par amour ? Conformisme social ? Besoin d'argent ? C'est indifférent. Elle a osé. C'est tout. En comparant les deux éditions, on s'aperçoit que Romola a supprimé des passages, réécrit des paragraphes pour faire des liaisons plausibles, changer l'ordre des carnets : ainsi est né le « clown de Dieu », touchant. Version édulcorée qui minimise la schizophrénie de Nijinski, ses obsessions récurrentes, son désir de pauvreté « tolstolien », son masochisme sexuel. Romola a neutralisé un journal qui est un catalogue sans classification des passions et des hautes du danseur, appliquées aux hommes politiques, à la guerre, à l'importance de la nourriture dans le bon fonctionnement du corps. Exit la présence du sang, de la « pisse », des viscères, des excréments.

Dans la version non expurgée qu'il peut lire aujourd'hui, le lecteur découvre une écriture qui avance par soubresauts, cale, bégaye, se répète à l'infini. Une écriture « automatique », gouvernée par les associations d'idées, les syl-

logismes, développés dans des phrases courtes qui s'opposent. « Dieu comprend Dieu. L'homme est Dieu. C'est pourquoi il comprend Dieu. Je suis Dieu. Je suis un homme. Je suis bon, et pas une bête. Je suis un animal doué de raison. J'ai une chair. Je suis la chair. Je ne descends pas de la chair. La chair descend de Dieu. Je suis Dieu. Je suis Dieu. Je suis Dieu. Je suis heureux car je suis amour. J'aime Dieu, c'est

pourquoi je me souris à moi-même. Les gens pensent que je vais devenir fou, car ils pensent que je vais perdre la tête. C'est Nietzsche qui a perdu la tête, car il pensait. Je ne pense pas, c'est pourquoi je ne perds pas la tête ».

Nijinski emploie des termes crus, notamment le mot « bite ». « Dieu est une bite qui multiplie ses enfants avec une seule femme. Je suis l'homme qui multiplie ses en-

fants avec une seule femme. J'ai vingt-neuf ans. J'aime ma femme... » Tout ce qui a trait à l'érotisme, la recherche obsédée et coupable des « cocottes », les souvenirs de masturbation, tout avait été expurgé par « la Romola ». Les poèmes du quatrième carnet avaient tous été supprimés.

Avec Romola, Nijinski a eu deux filles. Kyra, qui a quatre ans quand son père rédige son Journal, est

très présente dans le récit. Elle vit aujourd'hui à San Francisco, et fut l'héroïne inoubliable du film *She dances alone*, où elle dansait à la mémoire de son père. Tamara naît en 1920. Son père est alors interné. On attribue parfois la paternité de cette deuxième fille au médecin qui soigna Nijinski à Saint-Moritz. Tamara Nijinski, retirée à Phoenix dans l'Arizona, possède, avec sa sœur Kyra, les droits du manuscrit Nijinski. C'est dans cette ville qu'elle a créé la Fondation Romola et Vaslav Nijinski. C'est aussi à Phoenix que Christian Dumais-Lvovski, qui participa au succès du *Journal de Nijinski*, monté en 1994, au Festival d'Avignon, réécrit par Redjep Mitrovitsa, a su, par son talent et par son amour, convaincre la vieille dame qu'elle avait le devoir urgent de publier la vraie parole de son père.

Devoir de respecter ses dernières volontés : « Je veux publier ce livre en Suisse, car j'habite la Suisse. J'aime la Suisse simple. Je n'aime pas le Suisse, qui est un din-din aux plumes d'acier. Je veux publier ce livre en Suisse, en exemplaires à très bon marché. Je veux gagner un peu d'argent, car je suis pauvre », écrit-il. Nijinski meurt à Londres, en 1950. Romola de Pulszki est à ses côtés. En 1953, sa dépuille mortelle est transférée à Paris, au cimetière Montmartre. Serge Lifar, le dernier protégé de Diaghilev, tenait l'un des cordons du poêle.

Dominique Fréard

Les souvenirs fugitifs de sa fille Tamara

« JE SUIS NÉE à Vienne, il y a longtemps, juste après que mon père ait achevé la rédaction de ses *Cahiers*, et que le professeur Bleuler l'eût diagnostiqué « schizophrène ». Ce n'était pas tout à fait ça, à mon avis, mais c'étaient les mots de l'époque. Disons qu'il était malade. Ce qui fait que je n'ai jamais eu le privilège de le voir danser. Nous avons vécu d'abord ici à Paris, avenue de La Bourdonnais, avec ma sœur Kyra, ma mère, Romola, et ma tante. Quand les affaires ont mal tourné, que l'argent est venu à manquer, ma mère a dû faire un choix difficile. Elle a envoyé ma sœur dans un pensionnat suisse et m'a confiée à ma grand-mère maternelle, Emilia Markus, qui vivait à Budapest. C'est là que j'ai été élevée et que j'ai vécu jusqu'en 1956, au moment de la révolution hongroise. Mon second mari et moi, ma fille et mon beau-fils, nous nous sommes enfuis en 1957. Nous avons passé toute la deuxième guerre mondiale à Budapest, j'avais fait des études d'art dramatique. Pour obtenir mes diplômes, comme mon père était apatride, ma grand-mère m'avait adoptée pour que j'aie la nationalité hongroise. En 1957, tout était préparé pour que nous allions rejoindre ma mère à San Francisco ; le sort en a voulu autrement. Nous sommes arrivés au Canada, et au bout de quatre ans mon second mari, qui était organiste et souffrait du froid, a souhaité un climat plus chaud et plus sec. C'est ainsi que nous nous sommes retrouvés à Phoenix, Arizona, où je vis depuis trente-trois ans.

» Ma sœur Kyra a eu une vie très difficile,

ballotée d'un endroit à l'autre, dans le milieu de la danse. Elle a dansé à Stockholm, à Montecarlo, etc. Elle a épousé Igor Markevitch, puis il y a eu la guerre. Elle s'est installée en 1954 à San Francisco avec ma mère, faisant des dessins, écrivant des poèmes. Le grand tremblement de terre de 1989 lui a provoqué une commotion cérébrale. Elle est restée paralysée, et puis elle a repris le dessus, elle redessine. Elle a plus de quatre-vingts ans.

« QUI N'AURAIT PAS ÉTÉ UN PEU DÉRANGÉ ? » J'ai peu de souvenirs de mon père. Il habitait avec nous dans l'appartement. La porte de sa chambre n'avait pas de poignée à l'intérieur, pour qu'il ne puisse pas sortir. Un jour Kyra, à l'âge de cinq ou six ans, s'est trouvée avec lui dans cette chambre. Mon père lui a pris sa poupée et l'a jetée. Elle a eu si peur de ne pouvoir sortir qu'elle en a gardé une phobie. Elle ne supporte pas les portes fermées.

« Mon père participait aux dîners que donnait ma mère, qui était assez mondaine. Mais je me souviens mieux de lui plus tard, à la clinique Bellevue en Suisse, et pendant la deuxième guerre mondiale, quand mes parents sont venus à Budapest, dans la villa de ma grand-mère. Nous nous promenions ensemble en voiture. Après le déjeuner, il descendait au salon et quand il entrait dans une pièce c'était un moment de sérénité, une atmosphère si calme, si paisible... On ne pouvait pas vraiment avoir une conversation avec lui, il marmottait vaguement, très bas, en russe. Mais il restait en

lui quelque chose du petit garçon espiègle que sa sœur décrit si bien dans ses Mémoires. Il était capable de faire des tours, comme un gosse, et de lire.

» Dans son livre sur Nijinski, Peter Ostwald réfute le diagnostic de schizophrénie. Mon père était maniaco-dépressif, sûrement. Mais avec tous les traumatismes de son enfance, la maladie mentale de son jeune frère Stassik, le départ de son père avec une jeune ballerine, le chagrin de sa mère qu'il adorait, etc., qui n'aurait pas été un peu dérangé ? A l'école, on se moquait de lui parce qu'il avait une tête d'oriental. Les autres étaient jaloux. Un jour, ils ont mis une barre de saut trop haut et mon père, qui avait onze ou douze ans, l'a sautée, mais il est retombé sur une couche de savon liquide répandue par les élèves ; il est resté quatre jours dans le coma. On pense que cela a pu jouer un rôle dans sa maladie plus tard. Maman a essayé tout ce qui était possible à l'époque, mais les traitements l'ont détruit plus qu'autre chose. Moi, j'en garde une image très calme et affectueuse, je n'ai jamais eu peur de lui, je ne l'ai jamais vu de mauvaise humeur. On ne pouvait pas communiquer avec des mots, comme vous et moi. Alors on usait d'un langage silencieux.

Propos recueillis par Michel Braudeau

« L'édition de Peter Ostwald, *Nijinski, un saint dans la folie*, a été publiée en France en 1993 (traduit de l'anglais par Bruno Pontcharal, éd. Passage du Marais.)

« Je suis Dieu en l'homme »

JOURNAL DE VASLAV NIJINSKI, mise en scène d'Isabelle Nanty et de Djamilia Salah. Avec Redjep Mitrovitsa. OPÉRA-BASTILLE, métro Bastille. Tél. : 43-43-96-96. Du 17 janvier au 2 février à 20 heures. Sauf dimanche 22, mardi 24, jeudi 26 janvier et mercredi 1^{er} février. 120 F.

« Je n'ai pas appris à écrire de belles phrases, je veux écrire la pensée. Je ne suis pas Nijinski, comme ils le pensent. Je suis Dieu en l'homme... Je ne suis pas le sang du Christ, je suis le Christ. »

Des citations courtes ne peuvent pas montrer à quel point la lecture des *Cahiers* est poignante, comme celle de toute voix qu'atteint l'âme de la folie. La

flamme, le désarroi, l'éblouissement de ces pages rejoignent ceux des lettres et cahiers d'Antonin Artaud. C'est seulement en 1992 que Kyra et sa sœur Tamara autoriseront la publication intégrale. La traduction française, aux éditions Actes-Sud, est on ne peut plus fidèle - sauf quelques rares passages, où Nijinski fait des « jeux de mots ».

Redjep Mitrovitsa « interprète » le *Journal de Nijinski* dans une mise en scène d'Isabelle Nanty et Djamilia Salah, créée au Festival d'Avignon, en juillet 1994. Mitrovitsa est assis devant une table blanche, presque immaculée. Il est vêtu tout en blanc, et il plane dans une brume de lumière d'or blanc, céleste, paradisiaque, très proche de ce que peint Fra Angelico dans plusieurs des fresques du couvent San Marco. Ce qui vient à

propos, car le choix de textes opéré pour ce spectacle privilégie ostensiblement les références de Nijinski à Dieu et au Christ.

Plusieurs détails de la mise en scène et du jeu sont de toute beauté, donnent un relief et un jour justes au texte, comme la présence de l'eau, qui est là comme une aide possible à la souffrance, mais Nijinski refuse cette eau. En revanche, n'est-ce pas une erreur de doubler, presque sans cesse, la voix de Mitrovitsa par les mêmes paroles diffusées par des micros ? C'est assez exaspérant, c'est la seule erreur de cette « illumination » à laquelle Mitrovitsa donne, quoique restant impossible, toute sa charge d'émotion et de spiritualité, puisqu'il a lui-même une légende de sauvage inspiré.

Michel Cournot

DU 16 JANVIER AU 18 FÉVRIER

ABBAS

« LA MISÈRE DU MONDE »

PIERRE BOURDIER

PHILIPPE CLEVENOT

DOMINIQUE GUINARD

DOMINIQUE FERET

42.02.02.68

THÉÂTRE PARIS-VILLETTE

ÉCOUTEZ VOIR

Yannick JAULIN

A L'EUROPÉEN

7.01 ou 24.00.94

14.07.97.13. France 1

ÉCOUTEZ VOIR

COLOMBATION EN RAISON DU SUCCÈS

ALAIN SACHS

FOU D'AMOUR

PAR LE MEILLEUR EN SCÈNE DU QUATUOR ET TSF

« Il faut s'y précipiter. » LE POINT

« Incroyablement drôle. » PARIS-MATCH

« Et bon sang qu'il nous amuse. » TÉLÉRAMA

« Une heure et cinquante de sourires éternels. » JDD

« C'est bon... c'est drôle... » INFOMATIN

« Populaire, intelligent et profond. » FIGMAG

« Un tel sang neuf. » LE PARISIEN

« Si fin et si peu prétentieux. » FRANCE INTER

« A voir absolument. » EUROPE 1

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE

POUILLY MONTMARTRE

SALLE 2 : 45.48.92.97

ÉCOUTEZ VOIR

CONCERTS

MAR. 17, SAM. 21 JANVIER
SAM. 11, JEU. 16 FÉVRIER
SAM. 11, MER. 15 MARS 20 h 30

« PLEYEL » salle CHOPIN
QUATUOR VIA NOVA
J. MOULLEUR, J.-P. BAROURET, violons
L. STANESSE, alto, J.-M. GARNIER, cello
Intégrale des Quatuors de Beethoven
Tél. rés. : 45-61-53-00 FNAC Agences.

MER. 18, JEU. 19 JAN - 20 h 30
SAM. 21 JANVIER - 16 h 30

SALLE PLEYEL
ORCHESTRE DE PARIS
Dir. : Kurt SANDERLING
Jasminka STANULIC, piano
WEBER - MOZART - BRAHMS
60 à 240 F - Tél. : 45-63-07-96

MERCREDI 18, VENDREDI 20
LUNDI 23 JANVIER - 12 h 45

THÉÂTRE DU CHATELET
MIDIS MUSICAUX
Quatuor Ludwig
Le 18 : Schubert, Chopin, Liszt, Debussy
Le 20 : Dutilleul, Ravel
Le 23 : Juliet Booth, soprano
Mozart, Strauss, Chausson

DIMANCHE 22 JANVIER - 11 h 30

THÉÂTRE DU CHATELET
DIMANCHE 11 h 30
Quatuor Hagen
Schumann, Mozart, Schubert

LUN. 23 JANVIER 20 h 30

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Gala du CNEA
Comité National
pour l'Éducation Artistique

IVO POGORELICH
MOUSSORGSKI, CHOPIN
80 F à 290 F - 40-52-50-50
Loc. Théâtre, FNAC, VIRGIN

LUN. 23 JANVIER 20 h 45

CENTRE CULTUREL PORTUGAIS
51, av. des 7000 Paris
Orchestre de l'Académie de Sion
Dir. : Tibor Varga
MOZART, CHOSTAKOVITCH
CLAUDIO CARNEYRO, MENDELSSOHN

MARDI 24 JANVIER à 20 h 30

Théâtre des Champs-Élysées
Orchestre des Champs-Élysées
Dir. : Philippe HERREWEGHE
Sol. : Christophe COIN, violoncelle
SCHUMANN
Tél. rés. : 49-52-50-50

MER. 25 JANVIER 20 h 30

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Maria Joao Pires, piano
Augustin Dumay, violon
Jian Wang, violoncelle
MOZART, BEETHOVEN, BRAHMS
Tél. rés. : 49-52-50-50

VENDREDI 27 JANVIER 20 h 30

GRAND AMPHITHÉÂTRE DE LA SORBONNE
41, rue des Écoles 75005 Paris (6^e Clapier-Séguier)
L'ORCHESTRE DU XVIII^e SIÈCLE
sous la direction de
Franz BRUGGÉ
Les Créatures de Prométhée
Ouverture de Coriolan
5^e Symphonie
Magasin FNAC
Ministère 3615 FNAC
Par téléphone au 42-77-65-65

SAMEDI 28 JANVIER 19 h 45

Salle GAVEAU
J.-M. Fournier Productions
Action Musicale
PHILIP MORRIS CS Inc.
A l'heure du concerto
Sol. : Christine
ICART
harpe
Jérôme JULIEN
LAFERRIÈRE
clarinette
Orchestre des Concerts
LAMOUREUX
Dir. : Jonathan
DARLINGTON
Debussy, Prokofiev, Liszt
Tarif : 90 F - 60 F
Tél. rés. : 49-53-05-07

L'Europe et le Festival du film d'Avoriaz

Pour la deuxième fois, Unifrance film patronne la manifestation chargée de défendre le cinéma français auprès des distributeurs européens

Le deuxième Festival du film français d'Avoriaz, du 14 au 19 janvier, travaille à la promotion du cinéma national en direction des distributeurs européens. Cette manifestation est organisée par Unifrance film, l'organisme chargé de la

AVORIAZ
de notre envoyé spécial
Transporter jusque dans les hauteurs alpines une cinquantaine de distributeurs venus de toute l'Europe (la « grande », celle qui s'étend de l'Atlantique à l'Oural) pour leur montrer une sélection de films français peut passer pour une gageure, sinon un coup de jarnac. Pourtant, pour la deuxième année consécutive, l'opération s'est avérée globalement bénéfique. Grâce aux films présentés, tout d'abord, ce qui était loin d'être de soi.

Organisatrice de la manifestation, Unifrance est en effet contrainte de choisir parmi un nombre très restreint de titres disponibles à cette période de l'année... et pour ce genre d'aventure. Or les dix-sept films présentés dessinent un visage plutôt avenant de la production française. Avenir et jeunesse : plus de la moitié sont des premiers films, une plus grande proportion encore fait la part belle à de jeunes (et parfois très jeunes) acteurs. Et si la qualité est nécessairement inégale dans une sélection qui, malgré son intitulé, n'est pas celle d'un festival mais d'une semaine de promotion commerciale, les débuts de Noémie Lvovsky (*Oublie-moi*) ou de Christine Carrière (*Rosine*), comme la deuxième réalisation de Manuel Poiret (*... à la campagne*) signalent l'apparition de nouveaux auteurs avec lesquels il faudra compter.

Simultanément, les réalisations d'autres nouveaux venus (Solange Martin, Jean-François Richet, Dante Desarthe, Karim Dridi ou Nicolas Boukhrief) traduisent, à tout le moins, une envie de filmer qui augure plutôt bien de la relève des troupes du cinéma français. La présence du triomphe commercial de la fin de 1994, *Un indien dans la ville*, et la version en couleurs du *Journal de Jacques Tati* achevaient de délimiter un paysage aussi mouvementé que celui qui sert de décor à la manifestation (le

cinéma français affiche également ses gouffres vertigineux), mais plus réjouissant et plus prometteur que la « morne plaine » trop souvent décrite.

Mais, alors qu'on attend des chiffres décevants pour 1994, où la part de marché du cinéma français sur son propre territoire passerait pour la première fois sous la barre des 30 %, les professionnels et les pouvoirs publics ont compris que la survie de ce cinéma ne saurait se faire dans le splendide isolement qui a pu prévaloir durant les années 80. Daniel Toscani du Plantier, président d'Unifrance, résume la situation d'un lapidaire : « La France, sans l'Europe, ne s'en tirerait pas ». Le véritable enjeu du Festival d'Avoriaz est ainsi moins de « fourguer » tel ou tel titre à un acheteur européen que de tisser des liens permanents permettant la constitution d'un véritable marché continental, de taille comparable (et même supérieure) à celui dont les Américains disposent à domicile.

VOLONTARISME
Bien que récemment encore proposé par quelques-uns, notamment Claude Lelouch, la création d'une société commune de distribution passe aujourd'hui pour ir-

Une exportation archaïque ?

En constatant rétrospectivement, le marché européen représente encore les trois quarts environ des recettes d'exportation, qui fournissent bon an mal an 20 % des revenus du cinéma français. Mais c'est le système de vente lui-même qui commence à être remis en cause. Ce système repose sur le « minimum garanti » (MG), perçu par les exportateurs lors de la vente. En principe, au-delà d'un certain seuil de succès, un pourcentage des recettes vient s'y ajouter. Dans les faits, le MG est le plus souvent le seul revenu à l'étranger, et celui sur lequel les vendeurs perçoivent leur commission. Très rigide, cette pratique du prix minimal empêche la diffusion de nombreux titres sur un grand nombre de marchés.

Les Américains, eux, « donnent » leurs films, dont ils soutiennent intensivement le lancement. Dans les pays solvables, ils récupèrent un pourcentage dès les premiers billets vendus. Dans les autres (notamment les pays de l'Est), ils occupent le terrain, laminant la concurrence locale et européenne.

Le principal débouché de ces films, mais un indispensable partenaire, face aux offensives des Américains pour une dérégulation qui leur ouvrirait sans aucun frein les grands et petits écrans.

Au détour des interventions des distributeurs britanniques, polonais, portugais ou roumains, venus dire la quasi-disparition des films européens de leurs écrans, le séminaire révélait également un certain agacement envers les pratiques commerciales des Français, négociateurs exigeants sans toujours prendre en compte les réalités locales, et - à la différence des majors hollywoodiennes - ne faisant guère d'efforts pour accompagner la promotion de leurs films, qu'il s'agisse de l'envoi de matériel publicitaire ou de la disponibilité pour la promotion. Ce qui ramène à la question centrale, celle de la possibilité de financer une distribution massive et concertée à l'échelle du continent - « soit plusieurs dizaines de millions de francs par film », estime Daniel Toscani du Plantier.

La mise en œuvre d'une telle politique supposerait que Bruxelles fasse preuve, en la matière, du même volontarisme que Paris. Parmi les participants au séminaire - entre deux bosses d'une piste noire - les plus optimistes complétaient sur la présidence française de l'Union européenne, durant le premier semestre 1995, pour faire aboutir le dossier.

Jean-Michel Frodon

P. M.

THÉÂTRE

Jets de mots au Lavoir Moderne

VOUS QUI HABITEZ LE TEMPS, de Valère Novarina. Mise en scène : Claude Buchvald. Avec la compagnie Épreuve d'artiste. LAVOIR MODERNE PARISIEN-AU PROCRÉART, 35, rue Léon, Paris-18^e. Métro : Château-Rouge ou Marcadet-Poissonniers. Tél. : 42-52-09-14. Du lundi au vendredi, à 20 h 30. Relâche samedi et dimanche. 60 F et 90 F. Jusqu'au 17 février. A guichets fermés les 18 et 19 janvier.

Ce qui, dans le quartier de la Goutte-d'Or, fut jusqu'en 1953 le Lavoir Moderne Parisien, est aujourd'hui une salle d'une centaine de places. Rares sont les endroits détournés de leur fonction initiale qui s'adaptent aussi bien au spectacle. Est-ce la pierre des murs, le volume ou ces poutres qui pourtent « brisent » l'espace ? Au Lavoir Moderne, le théâtre respire, les mots sont à l'aise, portés, peut-être, par ces vapeurs qui se mélangent aux voix des femmes venues à battre le linge et se donner les nouvelles du quartier.

Les fondatrices de la compagnie

Épreuve d'artiste, Claude Buchvald et Gilone Brun - l'une scénographe et l'autre metteuse en scène - ont été avisées de choisir cette salle pour présenter la pièce de Valère Novarina, *Vous qui habitez le temps*, qui n'avait pas été jouée depuis sa création. C'était en 1989, au Festival d'Avignon. L'auteur lui-même s'était chargé de donner le premier soufflé à son texte, qu'il faisait entendre dans un magnifique décor de toiles peintes par ses soins. La distribution comptait Anne Wiazemsky, Daniel Znyk, Laurence Mayor, Michel Baudinat, et la pièce semblait portée par une timide discrétion - celle de l'auteur ? Cinq ans plus tard, elle résonne et tremble.

Qui habite le temps ? Un veilleur, d'abord. Il est assis en hauteur et tient à la main des jumelles. Les autres sont en bas, sous son regard souvent ironique. Il y a la Femme aux Chiffres, Jean du Temps, le Chercheur de Falbala, l'Enfant des Cendres, le Gardien de Caillou, Jean-François, l'Homme aux As et les Enfants Parlétaux. Des noms de personnages comme seul Valère Novarina sait

en inventer, pour une histoire comme seul Valère Novarina sait ne pas en inventer.

Ceux qui aiment les résumés en seront pour leurs frais. Le propos de *Vous qui habitez le temps* trouve sa place entre deux phrases de Valère Novarina : « Au théâtre, on pourrait presque voir la naissance du monde », et « L'homme est dans l'ordre des mots et non le monde dans l'ordre des choses ». Autrement dit, nulle intrigue dans sa pièce, nulle psychologie non plus. Mais des mots, oui, à profusion, à grands jets. Tous les mots des gens pour qui parler est comme respirer : nécessaire, indispensable, incantatoire. Quitte à énumérer des chiffres, des noms de ville, des heures, des maladies. Quitte à s'inventer un langage étrange, foisonnant, dissonnant. Quitte à laisser passer des interrogations béantes : « Peut-on être en vie d'un jour dont on ignore même l'âge exact ? »

Valère Novarina écrit avec un amour insensé des acteurs, à qui il donne toutes les vertus. Dont la première : inventer le monde en le racontant. Il y a quelque chose de

bibliographique, chez lui. De tellurique aussi. Sa parole demande du souffle, elle éclate comme l'orage, elle dérange l'oreille, ébranle le corps.

Au Lavoir Moderne Parisien, *Vous qui habitez le temps* bénéficie de toutes les attentions. La scénographe Gilone Brun laisse l'endroit à son dépouillement, mais elle habille les comédiens en robes montagnardes, à sacs à dos, mousquetons, brodequins et longs manteaux. La mise en scène de Claude Buchvald invente pour chacun un espace - fond de scène ou gros plan. Citons les comédiens, hardis grimpeurs, précis, enthousiastes sans ostentation, modestes sans orgueil. Ce sont Claude Merlin, Véronique Bouteux, Jean-François La Bouverie (mention spéciale), Nicolas Struve, Emmanuel Clarke, Emmanuelle Ducrocq. Avec eux, la dernière phrase de la pièce résonne comme une évidence : « Si l'on cesse de parler, la lumière cesse et s'évanouit. »

Brigitte Salino

Orchestre Philharmonique de Radio France

Samedi 21 janvier, 20h
Maison de Radio France, salle Olivier Messiaen

Fux Suite d'orchestre
Schoenberg Symphonie de chambre opus 9
Mozart Sereinade n°10 - Gran Partita

Armin Jordan, direction

Location 42 30 15 16



Jaulin.
conteur
de variétés

UNE SOIRÉE A PARIS

MA

سكنا من المثل

TF1 dénonce le sort des mineurs condamnés à mort aux Etats-Unis

Le magazine « Grands reportages » diffuse le document du réalisateur suédois Folke Ryden. Amnesty International soutient cette initiative

ANNE FERRAZZINI et Martine Scholle font partie des cinq membres de la commission Abolition de la peine de mort à la section française d'Amnesty International. Toutes deux sont bénévoles : l'une partage son temps avec le secrétariat d'un architecte, l'autre participait également à une association de soutien aux SDF, jusqu'en 1994.

Ce jour-là, elles visionnaient un reportage consacré aux mineurs condamnés à mort aux Etats-Unis, réalisé par le Suédois Folke Ryden. Etait-elles de parti pris ? Assurément. Celui de la vie. « Personne, ni un individu ni un Etat, n'a le droit de tuer », disait Anne. Et Martine de renchérir : « La justice n'a-t-elle pas été créée pour se substituer à la vengeance ? »

Depuis plusieurs années, elles participent à un travail d'information et de sensibilisation sur la peine de mort, qui nécessite aussi la formation des quatre cent cinquante groupes français d'Amnesty International. Au 4 de la rue de la Pierre-Levée, à Paris, on a appris non pas la résignation mais le réalisme. C'est-à-dire à pratiquer ce que Martine appelle la « technique des petits pas », qui consiste à tenter de sauver des cas individuels là où l'on sait pertinemment qu'il est « illusoire » d'obtenir immédiatement une abolition pleine et entière.

LÉGISLATION

Là ? Dans la « plus grande démocratie du monde », par exemple. Depuis 1976, date à laquelle la Cour suprême des Etats-Unis a mis fin



au moratoire de fait observé depuis 1967 et a permis aux Etats de rétablir la peine de mort, les exécutions vont bon train outre-Atlantique.

Aujourd'hui, trente-sept Etats - bientôt trente-huit, l'Etat de New York s'apprêtant à faire de même (Le Monde du 11 janvier) -, prévoient la peine de mort dans leur législation. Vingt-quatre d'entre eux autorisent l'exécution de mineurs. Une disposition que des traités internationaux signés, et non ratifiés, par les Etats-Unis interdisent. Mais une disposition qu'un arrêt de la Cour suprême a entérinée, le 26 juin 1989. Toujours selon les chiffres d'Amnesty International, neuf mineurs (dont cinq dans le seul Etat du Texas) ont été exé-

cutés au cours des dix dernières années.

Le reportage de Folke Ryden a le mérite de mettre des visages, et notamment ceux, étonnamment calmes, des jeunes condamnés à mort, sur ces données abstraites. Et de recueillir tous les points de vue. Les mères de victimes, elles qui ont connu l'insoutenable, laissent échapper leur froide détresse, comparant l'injection mortelle prévue par la peine capitale à la piqûre subie par un chien... « Ce sont les seules dont on peut admettre un certain discours, commente sèchement Martine. On ne peut pas les toucher ; elles sont trop dans leur douleur. »

Les deux membres d'Amnesty ne feront pas preuve de la même

compréhension à l'égard des autorités. A l'écran, un avocat général croit discerner dans le crime commis par un condamné à mort « la preuve (que celui-ci) est irrécupérable. (...) On ne peut pas prendre de nouveaux risques avec quelqu'un comme ça. ». La réplique ne se fait pas attendre : « On ne peut pas assimiler une personne à un seul de ses actes. »

« PREUVE ULTIME DE LÂCHÉTÉ »

La commission française Abolition de la peine de mort a pris son essor lors de la préparation d'une campagne mondiale organisée par Amnesty International en 1989. Dorothea B. Moorefield, dont le fils a été assassiné en 1976, avait témoigné à cette occasion. Elle déclarait notamment : « Recourir à la peine de mort est la preuve ultime de la lâcheté de la société. Nous tuons parce que le contrôle de la situation nous échappe. (...) Nous n'arrêtons pas la violence qui nous entoure si nous n'apprenons pas à aimer, à comprendre et à aider ceux qui vivent dans la pauvreté, ceux qui n'ont pas d'avenir. Il faut commencer par les enfants. Il faut leur apprendre à aimer les autres et à s'aimer eux-mêmes en leur inculquant le respect de la vie humaine. (...) En envoyant un criminel à la mort, on ne fait que dévaloriser le prix de la vie humaine. Je ne peux pas accepter cela. La vie de mon fils avait trop d'importance. »

Jean-Baptiste de Montvalon

* « Grands reportages », TF 1, 22 h 40.

La publicité clandestine mise en cause sur TF 1

LE CONSEIL a adressé début janvier une « mise en demeure » à TF 1, relevant dans une longue lettre à la chaîne une série de « cas de publicité clandestine, de surcroît pour des secteurs interdits de publicité télévisée ». Première émission en cause, le « Club Dorothée », qui a présenté le 26 octobre « de façon complaisante » Le Guinness Book des records 1995, ouvrage « qui comporte un classement des programmes préférés des jeunes téléspectateurs, parmi lesquels plusieurs séries de l'émission ». « Cette autopromotion, estime le CSA, a servi à l'évidence à promouvoir le livre édité par TF 1 Editions. »

Autre ouvrage en cause, L'Argent par les fenêtres, signé Jean-Pierre Pernaut, Laurent Fontaine et Pascal Bataille, qui aurait bénéficié d'une « promotion excessive » et « particulièrement flatteuse » dans le propre journal de Jean-Pierre Pernaut à 13 heures, mais aussi au 20 heures et dans l'émission « Combien ça coûte », présentée par le même journaliste. Un « traitement répété et appuyé qui dépasse le cadre de la simple information donnée à l'occasion d'un tel ouvrage », estime le CSA.

Enfin, le Conseil estime que l'émission « Téléfoot » du 13 novembre « a consisté à assurer la promotion de la cassette vidéo Les Années Platini, éditée par TF 1 Vidéo ». A la direction de TF 1, on répondait que, « une fois de plus, TF 1 fait, dans le cadre de ses relations avec le CSA, l'objet d'une extrême sévérité, ce qui n'est pas le cas de tous les diffuseurs. Nous nous demandons pourquoi ce qui est une information pour un produit qui n'est pas issu du groupe TF 1 devient une publicité lorsqu'il s'agit de TF 1 Editions ou TF 1 Vidéo. »

France-Inter, deuxième radio après RTL

LA SECONDE « vague » de l'enquête Médiamétrie, publiée lundi 16 janvier, et qui mesure l'audience des radios réalisant plus de deux points d'audience cumulée pendant les mois de novembre et de décembre 1994, confirme la progression de France-Inter (11,6 %, contre 10,8 % l'an passé à la même époque) et le déclin d'Europe 1 - qu'elle distance désormais franchement après l'avoir dépassée à la rentrée de septembre (10,5 % contre 10,9 % en novembre-décembre 1993). Dans une période traditionnellement peu favorable aux généralistes, RTL maintient sa position et consolide son titre de première radio de France (18,2 %, comme l'an passé). Avec France-Info, qui retrouve ses scores d'il y a un an après la parenthèse des seize jours de grève d'octobre (9,3 %, contre 8,5 % en septembre-octobre et 9,4 % en novembre-décembre 1993), le service public confirme la progression continue entamée il y a plus de deux ans. Cette enquête « 75 000 radios » a été réalisée en novembre et en décembre 1994 pour la période lundi-vendredi auprès des quinze ans et plus. Un point d'audience cumulée représente 458 600 auditeurs (456 500 en novembre-décembre 1993).

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
13.35 Feuilleton : Les Feux de l'amour. 14.30 Série : Côte Ouest. 16.10 Série : Le Miel et les Abeilles. 16.30 Série : Superboy. 17.00 Club Dorothée. 17.55 Série : Premiers balais. 18.25 Série : Les Filles d'à côté. 19.00 Série : Beverly Hills. 19.50 La Bébéte Show (et à 1.15). 20.00 Journal, Tiroir, La Minute hippique et la Météo.	13.50 Série : Un cas pour deux. 14.50 Série : Dans la chaleur de la nuit. 15.45 Tiroir. 15.55 Variétés : La Chance aux chansons (et à 4.50). Les voix d'or. 16.45 Des chiffres et des lettres. 17.15 Série : Seconde B. 17.45 Série : Cooper et nous. 18.15 Série : La Fête à la maison. 18.45 Jeu : Qui le meilleur gagne (et à 2.50). 19.15 Studio Gabriel (et à 19.25). 19.20 Flash d'informations. 19.55 Résumé de l'America's Cup. 19.59 Journal et Météo.	13.05 Magazine : Vincent à l'heure. Invité : Mimie Mathy. 14.50 Série : Le Croisière s'amuse. 15.40 Série : Magnum. 16.30 Les Minikéums. Les Aventures de Tintin : Tintin au Tibet (4 ^e épisode) ; Denver, il était une fois l'homme. 17.40 Magazine : Une pêche d'enfer. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. La Mort nue, de Geva Caban. 18.55 Le 19-20 de l'information. De 19.09, Journal de la région. 20.05 Jeu : Fa si la chanson. 20.35 Tout le sport.	13.30 Téléfilm : Le Serment du sang. De Paul Wendkos, avec Melissa Gilbert, Joe Penny. 17.00 Variétés : Hit Machine. Emission présentée par Yves Noë et Opaline Vintès. 17.30 Série : Minikéums. 18.00 Série : Bravo Coward. 18.54 Six minutes première édition. 19.00 Série : Raven. 19.54 Six minutes d'informations. Météo. 20.00 Série : Une nounou d'enfer. 20.35 Magazine : Grandeur nature. Le monde perdu. Squales.	13.35 Le Journal du cinéma. 13.40 Cinéma : Henri le Vert. ■ Film franco-germano-suisse de Thomas Koerfer (1993). Avec Thibault de Montalembert, Florence Darel, Adrien Schmidt. 15.30 Magazine : L'Etat du cyclone. 16.00 Le Journal du cinéma. 16.05 Cinéma : Robocop 3. ■ Film américain de Fred Dekker (1992). Avec Robert Burke, Nancy Allen, Jill Hennessy. 17.45 Surprises. 18.00 Canaille peluche. En clair jusqu'à 20.35. 18.30 Ça cartoon. 18.40 Magazine : Nulle part ailleurs. 19.20 Magazine : Zéorams. 19.55 Magazine : Les Guignols. 20.30 Le Journal du cinéma.	13.30 Magazine : D4EL. Elle a inventé un métier. 14.00 Le Sens de l'Histoire. Le monde en guerre : génocide (rediff.). 15.45 Les Éléments du monde. Les dictés (plus) : Amener demain : A20. ■ 16.00 Le Journal du cinéma. 16.05 Cinéma : Robocop 3. ■ Film américain de Fred Dekker (1992). Avec Robert Burke, Nancy Allen, Jill Hennessy. 17.45 Surprises. 18.00 Canaille peluche. En clair jusqu'à 20.35. 18.30 Ça cartoon. 18.40 Magazine : Nulle part ailleurs. 19.20 Magazine : Zéorams. 19.55 Magazine : Les Guignols. 20.30 Le Journal du cinéma.
20.45 Cinéma : Hudson Hawk. Gentleman and gambler. ■ Film américain de Michael Lehmann (1991). Avec Bruce Willis, Danny Aiello, Andie MacDowell.	20.50 Cinéma : Tout feu, tout flamme. ■ Film français de Jean-Paul Rappeneau (1991). Avec Yves Montand, Isabelle Adjani, Lauren Hutton.	20.50 Jeu : Spécial Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers. Avec Alain Duval, Vincent Perrot, Florence Klein, Pierre Roussellet-Blanc, Olivier Minne, Laurent Ronjelo, Christian Spitz, Pascal Brunner, Daniel Biliarian, François-Henri de Vieux. 22.25 Météo et Journal. 22.55 Mardi chez vous. Programme des télévisions régionales.	20.50 Série : Docteur Quinn, femme médecin. L'Enlèvement. Avec Jane Seymour, Joe Lando. Le docteur Quinn est prisonnière des Indes. 22.35 Téléfilm : Le Secret d'Amélia. De Randa Haines, avec Glenn Close, Ted Danson. Amélia confie à son institutrice que son père abuse d'elle. 0.15 Série : Les Professionnels. 2.30 Rediffusions. Culture pub : 2.55, Jazz 6 ; 3.50, Le Monde des hélicoptères (2) ; 4.45, Portrait des passions françaises (La joie) ; 5.10, Fax 0 ; 5.35, E = M 6.	20.35 Cinéma : Chérie. J'ai agrandi le bébé. ■ Film américain de Randall Kleiser (1992). Avec Rick Moranis, Marcia Strassman, Robert Oliveri. 22.00 Flash d'informations.	20.45 Magazine : Transit. Présenté par Pierre Trépolet. Les Petits Mozart, documentaire de Gilles de Maistre. Invité : Daniel Barenboim.
22.35 Sport : Boxe. Championnat d'Europe des poids lourds-légers en direct du palais des sports de Lavallois : Norbert Ekassi (France)-Alexander Gurov (Ukraine). 0.10 Magazine : Je suis venu vous dire. Invités : le père Jacques Perotti, Alain Minc. Débat avec Pierre Mazaud et Patrick Balkany. 1.20 Journal et Météo. 1.35 Magazine : Reportages. (rediff.). 1.55 TF 1 nuit (et à 3.00, 4.00, 4.35). 2.05 Programmes de nuit. Un couple dans la maladie ; 3.10, Histoire naturelle ; 4.10, Passions ; 4.45, Musique ; 5.05, Histoire des inventions.	22.35 Magazine : Ça se discute. Présenté par Jean-Luc Delarue. Créateurs et créatures de mode. 23.55 Journal, Météo et programmes de courses. 0.25 Le Cercle de minuit. Invités : Louis Miquel, Cintra, Stéphane Paoli, Marc Augé, Jean-Christophe Ruffin, Nicolas Fitte, Gérard Miller, Chronique de Jean-François Kahn. 1.45 Programmes de nuit. Studio Gabriel (2 ^e partie, rediff.) ; 2.10, Okavongo ; 3.20, 24 heures d'info ; 4.10, Écume des nuits ; 4.25, Trou de fer ; 5.35, Desin animé.		22.35 Téléfilm : Le Secret d'Amélia. De Randa Haines, avec Glenn Close, Ted Danson. Amélia confie à son institutrice que son père abuse d'elle. 0.15 Série : Les Professionnels. 2.30 Rediffusions. Culture pub : 2.55, Jazz 6 ; 3.50, Le Monde des hélicoptères (2) ; 4.45, Portrait des passions françaises (La joie) ; 5.10, Fax 0 ; 5.35, E = M 6.	22.10 Cinéma : Aux petits bonheurs. ■ Film français de Michel Deville (1993). Avec Anémone, André Dussollier, François Marthuret. 23.50 Cinéma : Enfilé Dead. ■ Film américain de Sam Raimi (1982). Avec Bruce Campbell, Ellen Sandness, Betsy Baker (v.o.). 1.10 Cinéma : La Place d'un autre. ■ Film français de René Farié (1993). Avec Samuel Le Bihan, Cécile Bois, Philippe Clévenot. 2.25 Surprises (55 min).	21.45 Soirée thématique : A la lumière de Pasteur. Soirée proposée par Igor Barère. 21.46 Cinéma : Pasteur. ■ Film français de Sacha Guity (1935). 23.00 Documentaire : Sur les traces de Pasteur. Du microbe aux thérapies géniques, d'Igor Barère et Jean-Pierre Flary. Intervenants : François Jacob, Prix Nobel de médecine, Luc Montagnier, virologue, découvreur du virus du sida, Jean-François Bach, immunohématologue, Piotr Slonimski, du Centre génétique moléculaire, Philippe Kourilsky, du département de thérapie génique de l'Institut Pasteur, Axel Kahn, généticien, Armand Marty-Laveugle, président de l'Aide à la Fondation nationale, France Maroni, directeur du département de thérapie génique de l'Institut Paul-Calmette, Alain Fischer, directeur de l'Unité INSERM U132. 0.05 Fiction documentaire : L'Œuvre scientifique de Pasteur. De Jean Paillevé et Georges Rouquier, avec Roland Tirit (33 min).

CÂBLE

TV 5 18.55 Le Grand Jeu (et à 21.35). 19.00 Paris Première. Invitée : Françoise Dorin. 19.25 La Météo des cinq continents. (et à 21.55). 19.30 Journal de la RIBF. En direct. 20.00 Faut pas rêver. Rediff. de France 3 du 13 janvier. 21.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 21.40 Envoyé spécial. Rediff. de France 2 du 12 janvier. 23.10 Le Cheval d'orquai. ■ Film français de Claude Chabrol (1980).

PLANÈTE 19.35 L'Effet de serre en question. D'Hilary Lawson (55 min). 20.30 L'Épopée du rail. De Peter Criswell et Peter Bate. 3. Le chemin du pouvoir. 21.20 Les Grands Maîtres de la photographie. De Peter Adam. 6. Alfred Eisenstadt. 21.55 Portraits disparus. De Daniel Roussel et Jean-Yves Cauchard. 22.50 ■ Nycture Blues. De François Lévis. 23.45 De Gaulle ou l'éternel défi. De Jean Labat. 6. Une Europe tricolore (45 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos (et 0.50). 19.15 Tout Paris. (et 20.30, 0.25). 19.45 Café-théâtre. 20.00 Premières loges (et 21.50). 21.00 Jean-Edem's Club. Le théâtre et ses auteurs. 22.20 Accatone. ■

Film italien de Pier Paolo Pasolini (1961). CANAL J 17.35 Les Triplés. 17.40 Bof. 17.55 Domino. Emission en direct. A 17.55, C'est comme moi ; à 18.00, Fish Police ; à 18.20, Tip top dip ; à 18.25, Fantômette ; à 18.55, Cinéma ; à 19.00, Atomes crochus ; à 19.15, Cinéma ; à 19.20, Rébus. 19.30 Série : Les Nouvelles Aventures des Intégrales. 20.00 Cagou. Invité : Jean-Louis Étienne, rediff. du 11 janvier (60 min.).

CANAL JIMMY 21.00 Série : Au nom de la loi. 21.30 Série : L'Hôtel en folie. 22.00 Série : Les Chevaliers du ciel. 22.25 Chronique bakélie. 22.30 Série : Les Aventures du jeune Indiana Jones. Somme, août 1916. 23.20 Cambouis. Proposé par Jacques Poterat. 0.15 Série : Monty Python's Flying Circus (30 min).

SÉRIE CLUB 19.15 Série : Super Jaimie. 20.05 Série : Les Années coup de cœur. 20.30 Série : Le Temps des copains. 20.45 Série : Supercopier (et 23.10). 21.35 Série : The Sweeney (et 0.50). 22.25 Série : Lois et Clark. 23.05 Le Club. 0.00 Série : Le Saint (50 min).

MCM 20.00 MCM découvertes. 20.30 MCM Mag (et 0.00). 21.00 X Culture. Le magazine des sports de glisse. 21.30 MCM Rock Legends. Bon Jovi. 22.30 Blah-Blah Groove. 23.30 Passion pub.

MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 A Body of Work. Emission spéciale consacrée à Madonna. 22.30 Beavis and Butt-Head. 23.00 The Report. 23.15 CineMatic. 23.30 News at Night. 23.45 3 From 1. 0.00 The End ? (120 min).

EUROSPORT 19.30 Eurosportnews. 20.00 Athletic Magazine. 21.00 Euroski. 22.00 Tennis. International d'Australie à Melbourne. 23.00 Boxx. En direct. Championnat du monde WBO. Poids moyens : Paul Bushy (E-U)-Warren Stowe (G-B). 1.00 Tennis. En direct. International d'Australie (240 min).

CINÉ CINÉFIL 19.00 Encore. ■ Film britannique de Pat Jackson, Anthony Pelissier et Harold French (1951, N., v.o.). 20.30 Maître après Dieu. ■ Film français de Louis Daquin (1950, N.). 22.05 Swing au cœur. ■ Film américain de Gregory Rafto (1942, N., v.o.). 23.25 Les Lys des champs. ■ Film américain de Ralph Nelson (1963).

CINÉ CINÉMAS 18.25 La Rose noire. ■ Film américain de Henry Hathaway (1950, v.o.). 20.30 Moi j'en ai vu de tous. ■ Film français de Jean Yvonne (1972). 22.15 Bob Roberts. ■ Film américain de Tim Robbins (1992, v.o.). 23.55 L'Élu. ■ Film américain de Jeremy Paul Kagan (1981).

RADIO

FRANCE-CULTURE 18.45 Mise au point. Mitterrand et les Français, un rendez-vous manqué. Avec Mariette Sineau, chargée de recherche au CNRS. 19.00. Agora. Henri Chabas (Regards sur Charleval. Chronique d'un village de Provence de 1900 à 1940). 19.30 Perspectives scientifiques. La science des formes aujourd'hui. 2. Les formes sonores. Avec Michèle Castellengo. 20.00 Le Rythme et la Raison. Une génération entre deux feux : Les compositeurs nés entre 1904 et 1918. 2. Couleurs du désert, la foi et l'audace. 20.30 Archipel méditerranéen. Voir un enfant pleurer. 21.30 Profils perdus. Pierre Bourdieu (1909-1986), le printemps de la France (22). 22.40 Les Nuits magnétiques. Cinéma-théâtre : La Cinéma-théâtre

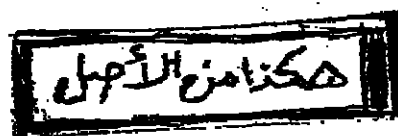
Les interventions à la radio

France-Inter, 19 h 20 : « Les Français ont-ils confiance dans leurs médias ? » (« Le téléphone sonne »).

de Toulouse. Avec Raymond Bode, Jean-Paul Gorce, Guy-Claude Rochemond, Franck Priot et Françoise Courtiade. 0.05 Du jour au lendemain. Jean-Paul Mangano (le Baroque et l'ingénieur. Essai sur l'écriture de Carlo Emilio Gadda). 0.50 Coda. Les débuts du blues. Big Bill Broonzy (2).

FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. Peter Diamond, conseiller artistique de l'Orchestre de Paris. 20.00 Concert (donné le 17 octobre 1994 à l'Auditorium des Halles dans le cadre de Musique nouvelle en liberté) : Œuvres de Arvo Pärt, Gligar, Stravinski, Zavarro, Glass, Zygel, Chostakovitch, Connesson, par l'ensemble Récit. 22.00 Soliste. Clara Haskil, piano. Sonate pour violon et piano n° 40 K. 454, Arthur Grumiaux, violon. 22.30 Musique pluriel. Borges y el Espejo pour soprano et ordinateur, de Viano, Frances Lynch, soprano ; Konwar pour cavaillon et bande, de Mache, Elisabeth Chojnacka, cavaillon. 23.05 Ainsi la nuit. Œuvres de Scriabine, Fauré, Schoenberg. 0.05 La Guitare dans tous ses états. Par Robert J. Vidal. Œuvres de Albeniz (Grande Sonatine), traditionnelle (Argentine) et Ramirez, Tarrega (Estat-Unis), Stotzer (Allemagne), Ysaie (Andalousie), Le Roux-Obadovic (France).

Les programmes complets de radio, de télévision et de sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ■ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■ Ne pas manquer ; ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.



Michel Mitrani président du 8^e Festival international des programmes audiovisuels « La pression de l'argent rend les choses vulgaires »

On ne cesse, en France comme ailleurs, de déplorer la baisse de qualité des programmes, qu'on impute à la pression des télévisions privées. Pourtant, au FIPA, on continue chaque année de voir des productions remarquables. Comment expliquer-vous ce paradoxe ?

— J'aime citer cette réflexion du penseur espagnol Americo Castro : sous l'inquisition, il y a eu de grands livres, mais on ne sait pas ceux qu'elle a empêchés... Sans cette course à l'audience, la production serait différente, mais il est impossible de deviner ce qui n'a pas été fait. Pendant cinq jours, le festival montre ce qu'il y a de meilleur sur la planète audiovisuelle, et, évidemment, c'est formidable. Mais cela ne doit pas cacher la forêt : la médiocrité d'ensemble.

Lors de votre conférence de presse, vous avez parlé de la vulgarité des politiques audiovisuelles...

— C'est la pression de l'argent qui rend les choses vulgaires. Il faudrait éviter que cette vulgarité ne devienne tout. La télévision doit rendre compte de la complexité du monde. Pour cela, il faut des auteurs et des producteurs, qui, actuellement, sont réduits au rôle d'exécutants. Quand comprendra-t-on que la qualité d'un programme n'a rien à voir avec l'audience ? La télévision joue avec un patrimoine, celui de l'esprit. Et aujourd'hui chaque pays tourne le dos à son patrimoine. Comment former une jeunesse sans mémoire ?

Il n'est pas sûr qu'on puisse remonter le courant...

— C'est vrai. Il semble que la situation ne puisse que se dégrader en-

core, avec ce que cela suppose de lâcheté. Il y a pourtant des mesures possibles. Il faudrait d'abord remettre en cause le système d'affectation de la publicité.

Je le redis : il faut rendre la télévision aux auteurs, c'est-à-dire au programme. Pour cela, il faut retirer la publicité aux chaînes publiques, l'orienter vers les chaînes privées et prélever une taxe dessus. Cette taxe, d'un montant sensiblement équivalent à celui des recettes que le service public retire actuellement de la publicité, devrait lui être distribuée selon le principe qui régit l'affectation des Fonds de soutien du CNC à la production cinématographique et audiovisuelle.

L'ensemble de la production rece-

vrait ainsi une aide automatique, mais, sur lecture du scénario, les projets plus ambitieux pourraient bénéficier d'une aide sélective attribuée par une commission de professionnels. Ce serait le moyen de favoriser les programmes de qualité. Avec un tel système, qui existe déjà en droit français, la publicité serait reversée sur les chaînes publiques sans possibilité de peser sur les programmes, ce qui satisfait à la fois le service public et les chaînes privées. Parallèlement, il faudrait augmenter la redevance.

On peut vous objecter...

— On n'objectera qu'il y a la politique éditoriale des chaînes. D'accord, mais trois ou quatre personnes ne peuvent pas décider de toute la

production publique. Il faut un soutien automatique en même temps qu'un système sélectif qui sache prendre en compte les idées des auteurs.

On entre actuellement dans une campagne électorale et tout le monde se plaint qu'il n'y a plus de débat d'idées. A l'heure du GATT et du naufrage des télévisions européennes, voilà un défi pour nos candidats !

Propos recueillis par
Thérèse-Marie Deffontaines
et Catherine Humblot

Le FIPA

La huitième édition du Festival international des programmes audiovisuels (FIPA) se tient du 17 au 22 janvier à Nice. Elle présente quatre-vingt-neuf films en compétition dans six sections.

● Créé en 1987 par le cinéaste Michel Mitrani, qui voulait en faire le pendant du festival du film, le FIPA s'est tenu pendant huit ans à Cannes, avant de déménager cette année à Nice. Michel Mitrani, son président, et Pierre-Henri Delleau (initiateur de la Quinzaine des réalisateurs), son délégué général, veulent prouver que la télévision peut être un genre culturel à l'égale du septième art. Totalement indépendant des diffuseurs pour sa sélection, le FIPA est devenu un rendez-vous incontournable de la création audiovisuelle aux côtés du

Prix Italia (en crise depuis deux ans).

● Budget. Le FIPA est financé pour moitié par le Centre national du cinéma (CNC) qui apporte 3,2 millions de francs. Le reste vient des sociétés d'auteurs (SACD, SCAM, Sacem) ou professionnelles (Procipec, Adam), et cette année de la ville de Nice. Budget global : environ 6,5 millions de francs.

● Opérations spéciales. Trois rétrospectives (Jean-Marie Drot, Claude Goretta, Frédéric Wiseman). Hommage à la Bosnie. Colloque sur l'offre de programmes et le choix des diffuseurs (vendredi 20 et samedi 21). La Vidéothèque de Paris présentera du 1^{er} au 7 février une sélection des programmes du FIPA.

Anniversaires

par Daniel Schneidermann

Au journal télévisé, les commémorations se téléscopent. Pour célébrer le centenaire du cinéma, France 2 nous raconte la fabuleuse histoire de la Warner. A l'occasion des vingt ans de la loi sur l'avortement, le 20 Heures se penche aussi sur les années 70. Des filles en noir et blanc traversent l'écran pour aller embarquer dans l'avion de Londres. A son banc de l'Assemblée nationale, Simone Veil, impassible et jeune, encaisse les attaques d'un Michel Debré déjà vieux. Giscard, frère et ténor, serait des mains au conseil des ministres.

On a connu ce temps-là. Il nous touche encore, par mille souvenirs tièdes. Simone Veil, Giscard, sont encore des visages familiers. Et pourtant, à le voir sur l'écran, ce semblait un autre monde. Bien sûr, avec les mêmes yeux éberlés, nos petits-enfants contempleront notre époque. Et nous nous rengorgerons, fiers et maussades. Eh oui, c'était l'époque de Claudia Schiffer, de l'évêque Gaillot et des deux Nicolas. Moi qui te parle, j'ai connu ces temps fabuleux.

Etrangement bringuébalé avec l'avortement et le cinéma, se profile dans le même journal le cinquantenaire de la libération de Buchenwald. En couleurs, s'il vous plaît, sur TF1, qui avait retrouvé un document unique, les carnets d'un certain capitaine Carter, que l'on agrémenta d'une musique de circonstance. Sur France 2, au cours d'une émission spéciale, des rescapés se racontaient, des rescapés encore

vivants. Au terme d'un voyage d'un demi-siècle, ils arrivaient ainsi chez nous, avec pour tout bagage leurs visages, sur lesquels on guettait les traces de l'indécible. En vain, d'ailleurs. Ils avaient appris à vivre avec.

Ils narrent mille souvenirs, qu'il faudrait rapporter tous. On en gardera un, au hasard, celui d'une mère, qui débarque à peine du train de la mort, avec un bébé et un biberon. Croisant une « ancienne » du camp, elle lui demande si les baraquements sont encore loin, où elle pourra faire réchauffer le biberon. L'autre ne répond rien. La jeune mère se trouve à cinquante mètres des portes de la chambre à gaz.

Après le cinquantenaire, quoi ? Sans doute les commémorations avec survivants vont-elles à présent s'espacer. Viendra le temps où tout témoignage sur Auschwitz sera estampillé INA. La télévision énumérera périodiquement des documents, mais il y manquera l'essentiel : la tension acharnée des rescapés à tout dire, tout crier avant de mourir. La mention INA, en bas à droite, signifiera aux jeunes générations que cette douleur-là est définitivement refroidie, tranquillement archivée avec les précédentes douleurs de l'Histoire. Les images qui prétendent transmettre le souvenir ne porteront plus que de la vieille douleur dans une vieille cassette, qui n'ébouillanterait plus personne. Auschwitz et Buchenwald seront devenus un vague décor en noir et blanc, ne suscitant plus guère qu'une horreur de plus en plus incrédule.

MERCREDI 18 JANVIER

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
13.40 Série : <i>Bony</i> . 14.35 Club Dorciottes. 15.00 Série : <i>Le Raoc de l'espérance</i> : Drole de vie ; Harry et les Henderson ; Ricky ou la belle vie ; Arnold et Willy ; Jack. 17.50 <i>Séance de méditation</i> : 20.27. 18.25 Série : <i>Le Monde</i> : 20.27. 19.00 Série : <i>Le Monde</i> : 20.27. 19.30 La Bibliothèque (et à 1.00). 19.55 Journal et météo.	13.45 Cinéma : <i>La Rose et la Figue</i> . 14.35 Série : <i>Le Raoc de l'espérance</i> : Drole de vie ; Harry et les Henderson ; Ricky ou la belle vie ; Arnold et Willy ; Jack. 15.00 Club Dorciottes. 15.30 Série : <i>Le Raoc de l'espérance</i> : Drole de vie ; Harry et les Henderson ; Ricky ou la belle vie ; Arnold et Willy ; Jack. 17.50 <i>Séance de méditation</i> : 20.27. 18.25 Série : <i>Le Monde</i> : 20.27. 19.00 Série : <i>Le Monde</i> : 20.27. 19.30 La Bibliothèque (et à 1.00). 19.55 Journal et météo.	13.05 <i>Téléfilm</i> : <i>ABC contre Poirot</i> . 14.35 Série : <i>Le Raoc de l'espérance</i> : Drole de vie ; Harry et les Henderson ; Ricky ou la belle vie ; Arnold et Willy ; Jack. 15.00 Club Dorciottes. 15.30 Série : <i>Le Raoc de l'espérance</i> : Drole de vie ; Harry et les Henderson ; Ricky ou la belle vie ; Arnold et Willy ; Jack. 17.50 <i>Séance de méditation</i> : 20.27. 18.25 Série : <i>Le Monde</i> : 20.27. 19.00 Série : <i>Le Monde</i> : 20.27. 19.30 La Bibliothèque (et à 1.00). 19.55 Journal et météo.	13.25 M 6 Kid. 14.35 Série : <i>Le Raoc de l'espérance</i> : Drole de vie ; Harry et les Henderson ; Ricky ou la belle vie ; Arnold et Willy ; Jack. 15.00 Club Dorciottes. 15.30 Série : <i>Le Raoc de l'espérance</i> : Drole de vie ; Harry et les Henderson ; Ricky ou la belle vie ; Arnold et Willy ; Jack. 17.50 <i>Séance de méditation</i> : 20.27. 18.25 Série : <i>Le Monde</i> : 20.27. 19.00 Série : <i>Le Monde</i> : 20.27. 19.30 La Bibliothèque (et à 1.00). 19.55 Journal et météo.	13.35 Décade pas Luzury. 14.30 Documentaire : <i>Le Monde</i> : 20.27. 15.00 Le Journal du cinéma. 15.05 <i>Téléfilm</i> : <i>Le Sacre de Wacou</i> . 15.30 Série : <i>Le Raoc de l'espérance</i> : Drole de vie ; Harry et les Henderson ; Ricky ou la belle vie ; Arnold et Willy ; Jack. 16.40 <i>Téléfilm</i> : <i>Le Sacre de Wacou</i> . 17.05 Football américain. 18.00 Canaille polémique. 18.30 Ca cartoon. 18.40 Magazine : 20.27. 19.00 Cinéma : 20.27. 19.30 Cinéma : 20.27. 19.55 Journal et météo.	13.30 Cinéma : <i>Les Bas-fonds</i> . 14.30 Documentaire : <i>Le Monde</i> : 20.27. 15.00 Le Journal du cinéma. 15.05 <i>Téléfilm</i> : <i>Le Sacre de Wacou</i> . 15.30 Série : <i>Le Raoc de l'espérance</i> : Drole de vie ; Harry et les Henderson ; Ricky ou la belle vie ; Arnold et Willy ; Jack. 16.40 <i>Téléfilm</i> : <i>Le Sacre de Wacou</i> . 17.05 Football américain. 18.00 Canaille polémique. 18.30 Ca cartoon. 18.40 Magazine : 20.27. 19.00 Cinéma : 20.27. 19.30 Cinéma : 20.27. 19.55 Journal et météo.

Couleurs désunies

par Pierre Georges

Le slogan, en son temps, avait eu un joli succès. De son bel accent italien, Luciano Benetton interpellait les masses : « Vous me reconnaissez ? » On le reconnaissait. Et beaucoup s'y reconnaissaient à faire partie de la grande tribu United Colors of Benetton.

C'était la phase radieuse, la phase « potes », si tous les possesseurs de pull-over du monde voulaient bien se donner la main. Les publicitaires la jouaient tricot, écharpes, couleurs vives et antiracisme. Les campagnes de publicité jouaient à fond de cette thématique-là, têtes blondes, têtes brunes, têtes noires, têtes jaunes, à la grande école Benetton du village planétaire et textile. Ronds des couleurs, ronds des races, ronds des continents.

C'était, en un mot, la phase fraîche. Avec parfois un zeste de choc salutaire, comme cette femme noire allaitant un bébé blanc. Ou d'humour gentiment provocateur, comme ce baiser entre un prêtre et une religieuse de mode. Benetton inventait et se vendait, Benetton percevait sous Luciano.

Puis le message publicitaire s'est fait plus dur, plus « hard ». Au début des années 90, la firme italienne renouela sa politique de communication et ses campagnes publicitaires confiées au photographe Oliviero Toscani. L'homme avait sans doute pour objectif de s'inscrire dans les préoccupations du temps. Et il le fit brutalement. Il s'inspira largement de l'actualité éternelle, comme cette image d'un nouveau-né ensanglanté ou cette autre présentant cinquante-six sexes à l'étalage. Et il fit son miel de l'actualité la plus contemporaine et la plus tra-

gique. Une campagne chassa ainsi l'autre, escalade permanente : le cadavre d'un homme abattu par la Mafia, la guerre au Libéria, un cargo chargé de réfugiés albanais, le fils sidéen au visage de Christ mourant dans les bras de son père.

Et ainsi de suite, de plus en plus noir, pour vendre de plus en plus de couleurs. Jusqu'aux deux dernières campagnes, des sommets dans un genre douteux : ce tatouage « HIV positif » imprimé sur corps humain, façon tampon d'abattoir, et ce pantalon et tee-shirt ensanglantés d'un jeune combattant bosniaque mort à Mostar. Les campagnes firent scandale, choquèrent. Et elles provoquèrent, dans plusieurs pays européens, un mouvement diffus, inorganisé, mais bien réel de boycottage, un effet boomerang. Benetton n'était plus reconnu. Ou trop. Sans doute parce que l'objet ne correspondait plus, dans l'esprit des acheteurs, à la façon de le vendre, que trop de provocation tue la provocation. Et le commerce.

Une fureuse bataille juridique s'engage cette semaine, en Allemagne, entre un « franchisé » et la firme. Au motif, entre autres, que ces campagnes publicitaires ont porté un coup fatal au chiffre d'affaires réalisé par le commerçant. D'autres, des dizaines de responsables de magasins, allemands, français, espagnols, italiens, affirment avoir subi le même préjudice. La firme, elle, soutient que 1994 fut, ailleurs dans le monde, une année record pour la vente de ses vêtements. Deux logiques, donc, qui s'affrontent, et un procès d'ailleurs intéressant au pays des couleurs désunies.

La mort de Paul Delouvrier

Grand serviteur de l'Etat, l'ancien président d'EDF est décédé lundi 16 janvier à Provins

PAUL DELOUVRIER était le type même de ces grands commis de l'Etat pour qui le service public correspondait à une passion. Mais il était aussi le contraire d'un technocrate car les hasards d'une carrière variée l'ont toujours mis au contact des réalités. Des réalités qu'il n'a pas toujours subies mais qu'il a plutôt façonnées. Car, animé de quelques convictions fortes, il a toujours vu dans l'action concrète l'application anodine des orientations du pouvoir politique fixant les grands choix de la nation. Il aurait pu être ministre, mais aux postes qui lui ont été confiés il aura eu sans doute plus d'influence et il aura pu y mener à terme les missions dont il avait la charge.

Paul Delouvrier est né le 25 juin 1914 à Remiremont, dans les Vosges. Sa carrière à l'inspection des finances, dont il est le major en 1941, après les classiques études de droit et de sciences politiques, aurait pu se dérouler de façon brillante mais ordinaire si deux rencontres n'en avaient modifié le cours : celles de Charles de Gaulle et de Jean Monnet. Après avoir été sous les drapeaux de 1935 à 1940, il refuse la défaite et, avec quelques autres, s'engage dans la résistance de la guerre. Il se retrouve ainsi à l'école des cadres d'Uriage, où il devient l'ami d'Hubert Beuve-Méry et le restera toujours. Mais c'est à la même époque que, gaulliste

résistant, il prend le maquis et organise dans la forêt de Fontainebleau des bases qui seront utiles lors de la Libération de la capitale.

DE GAULLE ET JEAN MONNET

Sa fidélité à de Gaulle sera toujours exclusive de tout esprit partisan. Car, dès la Libération, il fait la connaissance de Jean Monnet et, dira-t-il, sera aussitôt « séduit » par lui. Alors qu'il était directeur de cabinet de René Pleven, ministre des finances et lui-même ancien collaborateur de Monnet, il suit ce dernier au Commissariat général au Plan, devenant ainsi le premier directeur financier de cet organisme.

Paul Delouvrier justifiera (dans *Le Monde* du 9 novembre 1988) sa double fidélité à ces deux « géants » dont l'un voulait le relèvement de la France et l'autre la construction de l'Europe, et dont les buts n'étaient donc, selon lui, pas du tout incompatibles. Après un cursus prestigieux dans les cabinets ministériels de la IV^e République, auprès de René Mayer, aux finances et à Matignon, il effectue son retour à l'Europe comme directeur financier du pool charbonnier.

Mais c'est par de Gaulle que cet inspecteur des finances apparaît au grand jour. Le président de la République le nomme, dès décembre 1958, délégué général du gouvernement en Algérie. Et

comme il suggère avec modestie qu'il « n'aura pas la taille », le général coupe court : « Vous grandirez ». Il lui accordera plus tard dans un message un titre intimidant : « Vous êtes la France en Algérie ». C'est à lui de conduire conjointement la pacification et le développement économique en mettant en œuvre le « plan de Constantine ».

DE L'ALGERIE A L'ILE-DE-FRANCE

Il doit aussi faire pour les populations algériennes l'exégèse du discours du général du 16 septembre 1959 sur l'autodétermination, et plaide pour « l'Algérie française » puis pour « l'Algérie la plus française possible ». Mais il doit surtout affronter, en janvier 1960, la « semaine des barricades », première réaction des Français d'Algérie, qui donnera naissance à l'OAS, contre la politique de de Gaulle et « l'abandon » de l'Algérie. Paul Delouvrier sait trouver les mots qui touchent l'émotion et la sensibilité des révoltés en leur disant : « en dépôt sacré » sa femme et ses cinq enfants et en leur disant : « Veillez sur Mathieu, mon dernier fils » né à Alger. Mal compris à Paris, ces termes apaisent cependant la situation.

Dix mois plus tard, en novembre 1960, il quitte son poste en affirmant que « la rébellion interne est brisée ». Alors que son nom est

prononcé pour divers postes ministériels, de Gaulle lui confie une autre mission comme délégué général au district de la région de Paris en lui disant, survolant l'agglomération : « Mettez-moi de l'ordre dans ce merdier ». De 1961 à 1969, il sera ainsi le concepteur de l'an 2000, le bâtisseur infatigable de la région Ile-de-France, inventant le schéma directeur, imaginant les villes nouvelles, concevant rocade et autoroutes, créant le RER, découplant les circonscriptions pour en faire des départements et des communes de plein exercice. C'est sa marque que porte encore dans bien des domaines l'actuelle région parisienne.

LA POLITIQUE NUCLEAIRE

Il cède sa place de préfet de la région à Maurice Dobbé en 1969. De Gaulle le nomme alors président d'Electricité de France. Convaincu que l'approvisionnement énergétique du pays est menacé, redoutant une crise pétrolière, soutenu par Georges Pompidou devenu président de la République, il imagine encore le futur en parlant de « la civilisation du commutateur », en prévoyant le tout électricité et en développant les centrales nucléaires malgré l'hostilité des écologistes.

Atteint par l'âge de la retraite en 1979, il quitte EDF mais le président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, le nomme président du conseil d'administration de l'établissement public du Parc de la Villette à Paris. François Mitterrand le confirmera dans ses fonctions jusqu'en octobre 1984.

Grand, taillé en bâcheur vossien, la voix grave et bien timbrée, hâlerieuse et bon nageur, esprit éclectique et toujours attentif à devancer l'avenir, Paul Delouvrier avait de multiples activités à son agenda, depuis la présidence des anciens élèves de Sciences-po jusqu'à celle de l'Association pour le développement industriel de l'Ouest-Atlantique ou du Comité pour le développement des grandes écoles. Il a été aussi membre du conseil d'administration de la Société des lecteurs du *Monde* de la création de celle-ci, en octobre 1985 à mai 1993, date à laquelle il en était devenu membre d'honneur.

Dominique Alduy et Noël Bergeroux entrent au directoire du « Monde »

LE CONSEIL de surveillance de la SA Le Monde, réuni le lundi 16 janvier, a exprimé sa satisfaction devant la réussite de la nouvelle formule du quotidien.

Jean-Marie Colombani, président du directoire, a rappelé que l'année 1994 a été consacrée à la rénovation éditoriale du *Monde*, tandis que 1995 sera l'année de la restructuration et du redressement économique.

Le conseil de surveillance a invité le directoire à inscrire rapidement et prioritairement une réduction des charges structurelles de l'entreprise, dès le budget 1995. Le conseil de surveillance a également élu Dominique Alduy, directeur général, et Noël-Jean Bergeroux, directeur de la rédaction, membres du directoire.

D'autre part, Philippe Labarde, directeur de l'information, a fait part de sa décision de quitter *Le Monde*, qu'il avait rejoint en avril 1994, à la demande de Jean-Marie Colombani. Ce dernier lui avait confié le soin de piloter l'équipe chargée de préparer la nouvelle formule du journal. Le directoire exprime à Philippe Labarde ses vifs remerciements pour la manière dont il s'est acquitté de cette tâche, particulièrement difficile. Philippe Labarde souhaite participer désormais à d'autres créations dans le domaine de la presse.

Moscou offre aux Tchétchènes de négocier

MOSCOU

de notre correspondant

La dernière proposition de Moscou d'entamer immédiatement des négociations avec « toutes les parties et forces intéressées » au conflit tchétchène marque un progrès par rapport à celle faite il y a une semaine sous la forme d'un ultimatum aux « formations illégales armées ». Cette fois, le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, est intervenu, lundi 16 janvier, en personne à la télévision pour lire, « sur instruction du président » Eltsine, un court texte portant sur des négociations, prénée à un « cessez-le-feu » — ce qui revient encore à poser des conditions à la cessation des hostilités. Le premier ministre propose de négocier un moratoire sur les mouvements de troupes, un arrêt de l'emploi des armes lourdes et un désarmement des indépendantistes, dans des « zones neutres », sous le contrôle des « conseils des anciens ». Mais tout en affirmant que son « objectif principal, aujourd'hui, est de stopper l'effusion de sang », M. Tchernomyrdine n'a pas manqué de réaffirmer que les négociations, puis la tenue d'élections « démocratiques » en Tchétchénie, ne pourront qu'aboutir à un maintien de la République au sein de la Fédération de Russie. De plus, le premier ministre a de nouveau qualifié ses adversaires de

« bandes illégales armées ».

Ces derniers ont pourtant envoyé lundi à Moscou une délégation chargée par le président Djokhar Douaev de négocier un cessez-le-feu, condition préalable selon elle à tout accord politique. Des signes permettent d'espérer que les nouvelles ouvertures de Moscou ne sont pas uniquement liées à la rencontre, mardi à Genève, des chefs de la diplomatie russe et américaine, ou à l'arrivée à Moscou de la délégation du FMI chargée de négocier d'importants prêts.

L'objectif maintenant fixé à un « groupe de commandos de l'unité Alfa », la plus célèbre des troupes d'élite de Boris Eltsine, est de « hisser le drapeau russe », non pas sur le palais présidentiel, qui résiste toujours, mais sur le petit bâtiment du conseil des ministres, qui lui fait face, et que les Russes doivent encore reconquérir. Dix jours d'intense pilonnage d'artillerie ont, certes, réduit le centre de la capitale en ruines fumantes, mais les Tchétchènes tirent toujours sur les saqueurs.

Depuis deux jours, la mauvaise volonté des forces russes transparaît dans les reportages diffusés à Moscou. Les stratégies du Kremlin ont jugé nécessaire une contre-attaque médiatique. L'effet n'a pas été celui attendu. Certains journa-

listes ont fait complaisamment écho aux nouveaux thèmes de la propagande qui évoque des prisonniers russes « castrés », voire « crucifiés », mais la plupart des journalistes ont insisté sur le désarroi qui règne dans les rangs russes. Arrivés au centre de Grozny, les unités du général Bahatchev devaient prendre d'assaut le palais. Mais un des officiers expliquait, dimanche, sur la chaîne privée NTV, qu'ils « n'étaient pas pressés » et qu'il ne servait à rien « de risquer la vie de ses hommes en voulant à tout prix prendre un bâtiment sans signification réelle ».

De jeunes recrues racontent aussi comment elles ont été jetées dans l'enfer de Grozny après six mois de service seulement, durant lesquels elles « ont surtout appris à manier les pelles ». De toute la Russie arrivent des informations sur des unités qui ont refusé de partir en Tchétchénie ; sur d'autres qui ont décidé de rentrer chez elles ; sur des officiers qui refusent les ordres. Humiliation supplémentaire, le procureur général de Russie a reconnu, lundi, que ses menaces de poursuite de ces officiers rebelles n'étaient que du vent : le parquet militaire n'a pas ouvert d'enquête et procède à de simples « vérifications ».

Sophie Shihab

Les HLM devront loger plus de familles démunies

L'UNION DES HLM a signé, mardi 17 janvier, une convention avec l'Etat mettant en place les moyens de « réaliser un effort supplémentaire pour le logement des plus démunis », et de « terminer la réhabilitation de l'ensemble du patrimoine HLM », tout en préservant l'équilibre financier des organismes. Ce document survient à un moment où on accuse les HLM de ne pas abriter suffisamment de familles en difficulté. Le 27 décembre 1994, l'Union rappelait que 15 %

des ménages logés en HLM dépassaient en 1992 les plafonds de ressources, que 32 % des locataires disposent de moins de 5 000 francs par mois hors prestations familiales et sociales et que 150 000 RMistes se trouvent dans son parc.

Signée mardi, en présence du premier ministre, la convention prévoit un abaissement du coût de construction des logements « très sociaux » (par le biais d'une baisse d'un point du taux d'intérêt des prêts locatifs aidés très sociaux), permettant de proposer des logements avec des loyers inférieurs de 20 % à ceux d'aujourd'hui. Les HLM pourront prendre en location des logements vacants à des propriétaires privés pour les relouer dans les conditions du logement social. Un avenant devrait permettre d'expérimenter la formule qui, pour être pérenne, suppose une disposition législative.

Les HLM ont aussi des motifs de satisfaction : il est prévu de réhabiliter 600 000 logements sur cinq ans, dont 120 000 dès 1995. Un groupe de travail va étudier « tous les moyens financiers permettant de

faire face à la situation », y compris les « conditions globales de financement » des organismes.

Le délégué général, Georges Mercadal, a reconnu la nécessité d'ouvrir plus grandes les HLM aux familles en situation de précarité mais avec une condition *sine qua non* : « Nous ne voulons pas faire de logement-parking mais du logement d'insertion ». Cette volonté au sommet se diffusera-t-elle dans le mouvement ? Les 600 organismes impliqués dans le locatif social sont très décentralisés et peuvent faire preuve d'une immense force d'inertie. Pour les aider à évoluer, la convention prévoit de doter de 50 millions de francs par an pendant cinq ans le fonds d'intervention destiné « à l'adaptation » des pratiques professionnelles des organismes. Et Hervé de Charette, ministre du logement, dans une circulaire aux préfets, datant du mois dernier, oblige les organismes à construire un logement d'insertion pour quatre logements HLM ordinaires.

F. V.

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Japon : Japon : un violent séisme fait plus de mille morts. 2
Europe : le Parlement doit investir la nouvelle Commission. 3
Amérique du Sud : l'économie en voie d'intégration. 4

FRANCE

Social : les retrouvailles du CNPF et de la CGT. 6
La campagne pour l'élection présidentielle. 7
Transports : la « galère » des Franciliens. 8
Régions : l'épuration de l'eau en Ile-de-France. 9

SOCIÉTÉ

La France ne parvient pas à endiguer les discriminations raciales. 10
La Cour des comptes dénonce de graves carences sanitaires dans les stations thermales. 11

CARNET

Disparitions. 12

HORIZONS

Portrait : Jacques Santer. 13
Débats : il faut négocier en Tchétchénie ; le Mexique à la dérive ; le Vatican trébuche à

Evreux. 14

Editoriaux : la chronique de Bertrand Poirot-Delpech. 15

ENTREPRISES

Transport aérien : les pavillons de complaisance. 16
Communication. 17
Finances et marchés. 18

AUJOURD'HUI

Sciences : les dangers de la congélation des embryons. 21
Sports. 22

CULTURE

Danse : les « Cahiers » de Nijinski. 25
Cinéma : le Festival d'Avoriaz. 26

RADIO-TÉLÉVISION

Documentaire : les mineurs condamnés à mort aux Etats-Unis. 28

SERVICES

Abonnements 24
Agenda 24
Carnet 12
Marchés financiers 19-20
Météorologie 24
Mots croisés 24
Programmes radio-TV 28-29

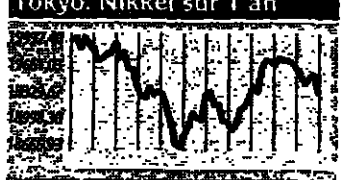
BOURSE

Cours relevés le mardi 17 janvier 1995, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 19241,30 -0,47 -2,44
Hong Kong Index -8,38

Tokyo Nikkei sur l'an



OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 1401	var. fin 94
Paris CAC 40	1853,98	+0,54
London FT 100	3076,70	+0,93
Milan BCI 30	1054	+5,08
Frankfurt Dax 30	2085,64	+1,46
Bruxelles	1369,55	+0,38
Suisse SBS	1008,07	+0,58
Madrid Iboex 35	282,44	+1,21
Amsterdam CBS	277,90	-0,57

DEMAIN dans « Le Monde »

MYSTÉRIEUSE GUÉRILLA ZAPATISTE : Le 1^{er} janvier 1994, l'Armée zapatiste de libération nationale s'empara, au Mexique, de plusieurs petites villes de l'Etat du Chiapas. La guérilla est dirigée par « Marcos », dont on ignore la véritable identité.

Tirage du *Monde* du mardi 17 janvier : 552 123 exemplaires

Le Serveur Judiciaire
Renseignements sur 2.500 000 sociétés
Fiche d'identité, procédures collectives
(faillites), bilans et analyses, historiques,
actes, déclarations, filiales et participations.
minitel 3617 LSJ
Annonces à détail Ventes Aux Enchères
judiciaires et volontaires nationales.
minitel 3617 VAE

سكائن المأوى

Le Monde

INITIATIVES

L'entreprise individuelle

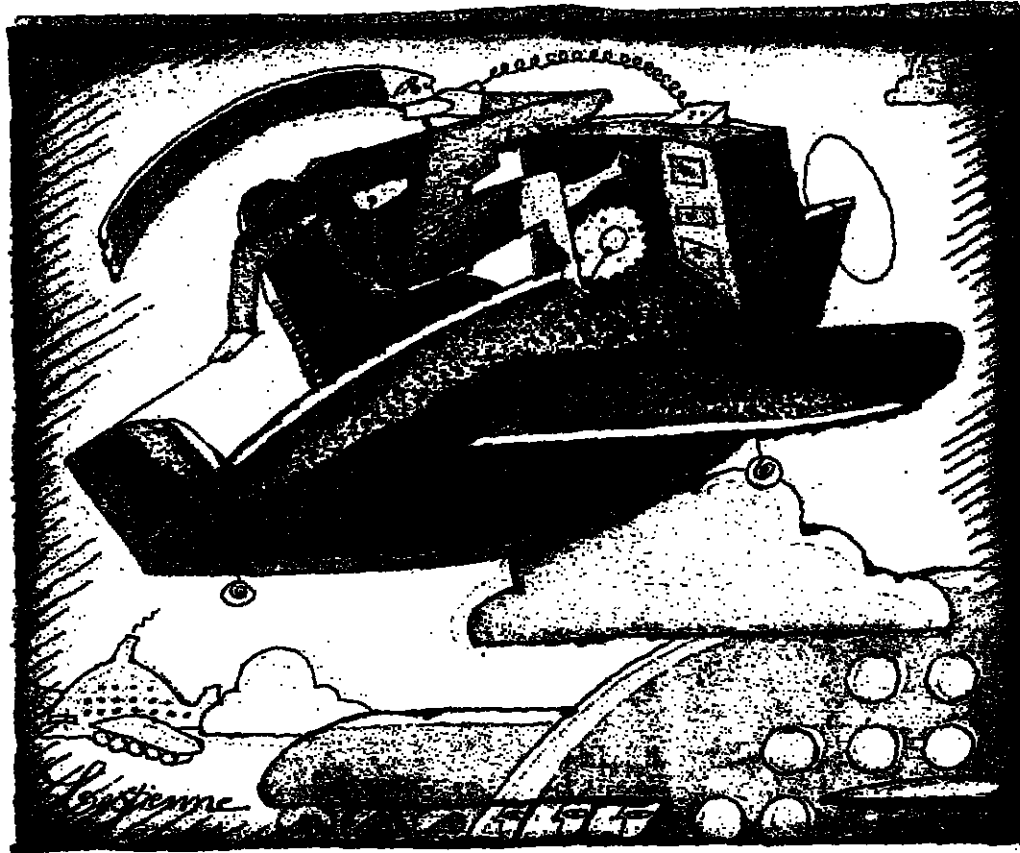
D'application tardive, la loi Madelin n'a pas encore produit ses effets

LA comparaison s'impose. De même que la loi quinquennale sur l'emploi a subi des retards pour sa mise en œuvre, la loi « Initiative et entreprise individuelle » d'Alain Madelin a été lente à se mettre en place. Quelques éléments manquent encore, tels que des arrêtés, alors que la loi date du 11 février 1994 et que les principaux décrets ont été publiés aux alentours du 5 septembre 1994.

Par voie de conséquence, il est encore trop tôt pour tirer des enseignements ou pour faire un premier bilan de ce qui a été présenté comme une réforme. L'impact de dispositions trop récentes ne se distingue pas encore, même si l'on sait par ailleurs que le mouvement de création d'entreprises, qui s'était assoupi, semble maintenant reprendre, sans doute pour d'autres causes, dont l'amélioration de la conjonction économique. Alors que 171 000 entreprises nouvelles se sont créées en 1993, le chiffre de 180 000 pourrait être atteint pour l'ensemble de l'année 1994.

Ce faisant, on touche là quelques-unes des ambiguïtés de ce texte, qui se voulait être une révolution, et qui est jugé par beaucoup comme une large opération de simplification administrative et comptable qui ne modifie en rien le statut de l'entreprise individuelle, déjà acquis. Il améliorera sans aucun doute le sort des 1,7 million d'entrepreneurs individuels existants, qui pourront opter pour plusieurs des mesures prévues et qui bénéficieront de dispositions nouvelles, plus confortables, mais il n'est pas certain qu'il suscitera pour autant des vocations supplémentaires. Par exemple, hormis pour ce qui est des avantages fiscaux accordés pour inciter au financement d'une meilleure couverture sociale, rien n'est prévu pour favoriser le financement de ces entreprises, et encore moins pour corriger l'un des maux dont elles souffrent le plus, à savoir l'absence de fonds propres. On est loin, sur ce point, des propositions pour un vrai livret d'épargne entreprise, comparable au livret d'épargne logement, que défend Guy Hongre sans relâche et malheureusement sans succès.

Dans l'opinion, quoi qu'on fasse, les démarches à accomplir sont toujours vues comme des obstacles, les obligations légales de gestion exagérément surestimées, et, plus anathématisant, le passage à l'acte lui-même, considéré comme un risque personnel sérieux. Cela nuit sans conteste au développement de cette tendance, dont on sait, par ailleurs, qu'elle correspond à une nécessité, précisément à un moment où nous sommes en train de passer d'une organisation taylorienne et industrielle à un mode de fonctionnement qui conduirait chacun à créer – fabriquer – son propre emploi. Mais le caractère impératif de ce changement fondamental est d'autant plus mal vécu, au passage, qu'il est édicté par de doctes élites, très qualifiées et protégées dans leur emploi, et qu'il s'adresse prioritairement et paradoxalement à des publics plus vulnérables, beaucoup moins formés et encore moins préparés psychologiquement.



Un des objectifs de la loi était justement, face à ces craintes secrètes, de combattre la « dérive sociétaire » qui amène les créateurs d'entreprise à préférer la constitution en SARL ou en SA de leur société, y compris fictive, pour s'assurer les avantages du statut de salarié, grâce à la participation de leur famille ou de leurs amis. Une solution qui leur permet de disposer d'une couverture sociale jugée favorable, y compris en cas d'accident du travail, leur offre la protection de l'assurance-chômage en cas de difficulté, et qui, surtout, protège normalement leur patrimoine personnel. Mais un artifice, aussi, qui pèse sur l'équilibre financier des régimes sociaux, et prive les organismes spécifiques de recettes légitimes.

En raison des enjeux, on peut considérer pourtant que de telles réponses, très techniques, ne sont pas à la hauteur des exigences, ne règlent pas le problème, ne suppriment pas les craintes les mieux enfouies. Ce n'est pas parce qu'on croit pouvoir rééquilibrer l'entreprise individuelle par rapport au régime des sociétés que les difficultés s'évanouissent comme par enchantement. De même, le rapprochement de la protection sociale des entrepreneurs individuels avec celle des salariés, tout en étant réel, ne suffit pas. Et cela d'autant moins que l'aidé prend la forme de déductions de cotisations ou d'avantages fiscaux temporaires, que les opportunités proposées sont apparues d'abord comme un marché lucratif pour les compagnies d'assurances, et que

ces dernières n'ont pas toujours apporté la preuve de leur avantage concurrentiel, pour la retraite notamment.

Au-delà des personnes qui désirent réellement se lancer dans l'aventure ou qui sont habitées par un projet, il reste en effet que l'entreprise individuelle ou le travail indépendant sont dans les faits considérés comme une voie de sortie pour les publics précaires et en mal d'emploi. Choisis par opposition au chômage, la création d'entreprise constitue alors un *pis-aller* ou un habillage appelé à dissimuler le désespoir de la situation professionnelle, ainsi que cela se constate avec le développement des métiers du conseil, pour partie artificiel. Et ce qui est vrai pour des cadres qui souhaitent conserver une carte de visite ou espèrent retrouver ainsi une activité s'applique également à d'autres catégories encore plus fragilisées.

Dans ce cas, et dans la pire des hypothèses, l'entreprise individuelle ou le travail indépendant ne sont plus tellement éloignés de formes anciennes de travail, condamnées parce que rétrogrades. Sous le registre de la précarité permanente, institutionnalisée, la peur du chômage ou de l'inactivité devient alors paralysante, qui nous éloigne du grand projet de mutation qu'il convient cependant de réussir. Parce que l'emploi de demain ne pourra plus rimer uniquement avec salariat.

Alain Lebaube

■ « Contrats Madelin » : les enjeux

L'accueil réservé aux nouvelles mesures servira de test

par Marie-Béatrice Baudet

■ Une motivation problématique

Entre le repli inquiet et le rêve d'un petit commerce tranquille

par Marie-Claude Betheder

■ Premiers effets

Les attentes que nourrit la loi Madelin sont imparfaitement comblées

par Alain Beauvillier

p. II

■ Les intentions du législateur

Rétablir l'équilibre entre travailleurs indépendants et donneurs d'ordre

par Valérie Devillechabrolle

■ Porte de sortie

Les « Points-chance » de l'ANPE peuvent faciliter la réinsertion des cadres

par Jean Menanteau

p. III

■ Précarité permanente

Prudence : telle est la règle de l'entrepreneur individuel

par Francine Aizicovici

p. IV

TRIBUNE

□ Réduction du temps de travail : l'échec de l'amendement Chamard

par François Lévêque

SOCIAL

□ 1995 : année de l'attentisme

par Alain Lebaube

C'est pour trouver, c'est aussi pour proposer un emploi, le 24 janvier * c'est surtout pour les ingénieurs c'est le Monde Initiatives



* daté 25 janvier

Pour agir et pour réfléchir



ESSEC



INTERNATIONAL
MANAGEMENT
DEVELOPMENT

Préparez le futur

Executive MBA

Programme diplômant pour JEUNES MANAGERS à fort potentiel d'une durée de 85 jours échelonnés sur 18 mois et compatible avec l'activité professionnelle.

Management Général

Programme diplômant pour CADRES DIRIGEANTS d'une durée de 40 jours échelonnés sur 1 an (vendredi-samedi).

Sélection en cours

Executive Programs

(1) 46 92 21 00

VIVIANE HENRIOT
CATHERINE BOURGEOT
CNIT, BP 230, 92053 Paris-La Défense

هكذا من الأصل

DOSSIER • L'entreprise individuelle

« Contrats Madelin » : les enjeux

L'accueil réservé aux nouvelles mesures servira de test. Les assureurs ne s'y trompent pas

Tout a véritablement débuté en septembre dernier. L'UAP, le GAN, les Banques populaires, la Mutualité française, les AGF, pour ne citer que ces entreprises, se lancent auprès du public des entrepreneurs individuels, dans la promotion publicitaire de nouveaux produits. Ils sont immédiatement baptisés « les Contrats Madelin ».

Pour l'ensemble de ces opérateurs, un nouveau marché, qualifié de « prometteur », est à portée de main. Ce sont les assurances sociales complémentaires volontaires qui comportent trois volets principaux : l'assurance-vieillesse qui permet à un indépendant de bénéficier d'une retraite plus avantageuse que celle des régimes obligatoires, l'assurance de prévoyance qui permet de recevoir des indemnités financières en cas de maladie ou d'invalidité et l'assurance perte d'activité. Cette gamme existait auparavant, mais seulement une minorité de travailleurs non salariés (TNS) y souscrivait, soucieux de ne pas alourdir leurs charges. La sortie du décret du 5 septembre 1994, paru au JO le 6 septembre (en application de l'article 41 de la nouvelle loi Madelin), est en mesure de modifier largement ce paysage. Désormais, l'ensemble de ces cotisations peuvent être déduites du revenu de l'entrepreneur individuel, avec un plafond de 232 000 francs par an. Un aiguillon de taille qui devrait donner à réfléchir à nombre d'indépendants.

Globalement, les réactions du public concerné sont plutôt favorables. La déductibilité fiscale est effectivement saluée comme un pas en avant important. « Nous avons agi par souci d'équité », explique-t-on dans l'entourage d'Alain Madelin. « Depuis l'après-guerre, tout se passait comme s'il y avait une véritable sécurité sociale (celle réservée aux travailleurs salariés) et puis une autre (celle des indépendants) logée à la mauvaise enseigne. La déduction fiscale que nous leur accordons aujourd'hui, il faut le souligner, existe déjà pour les fonctionnaires, les agriculteurs, et pour les salariés, dans le cadre d'accords collectifs. Tout cela n'a donc rien d'un traitement de faveur. » La montée en charge des Contrats Madelin déjà souscrits semble confirmer cette idée de retard à combler. « Le démarrage a certes été lent, souligne un expert de la Mutualité française, mais, au début, nous avons enregistré une vingtaine de contrats par jour. Nous en sommes à une centaine aujourd'hui. »

PETITE RÉVOLUTION

La complexité technique des décrets, la difficulté à faire passer l'information auprès d'une population par définition éparpillée font qu'il est impossible actuellement d'identifier précisément les promesses financières de ce marché redynamisé. L'offre devra d'ailleurs être assez ouverte pour satisfaire une demande loin d'être homogène entre commerçants, artisans et professions libérales. « Ces dernières, aux

revenus traditionnellement plus élevés, seront sûrement moins sensibles aux charmes de la déduction fiscale des Contrats Madelin que les artisans, analyse ce courtier en assurances. Leur démarche sera plutôt patrimoniale. »

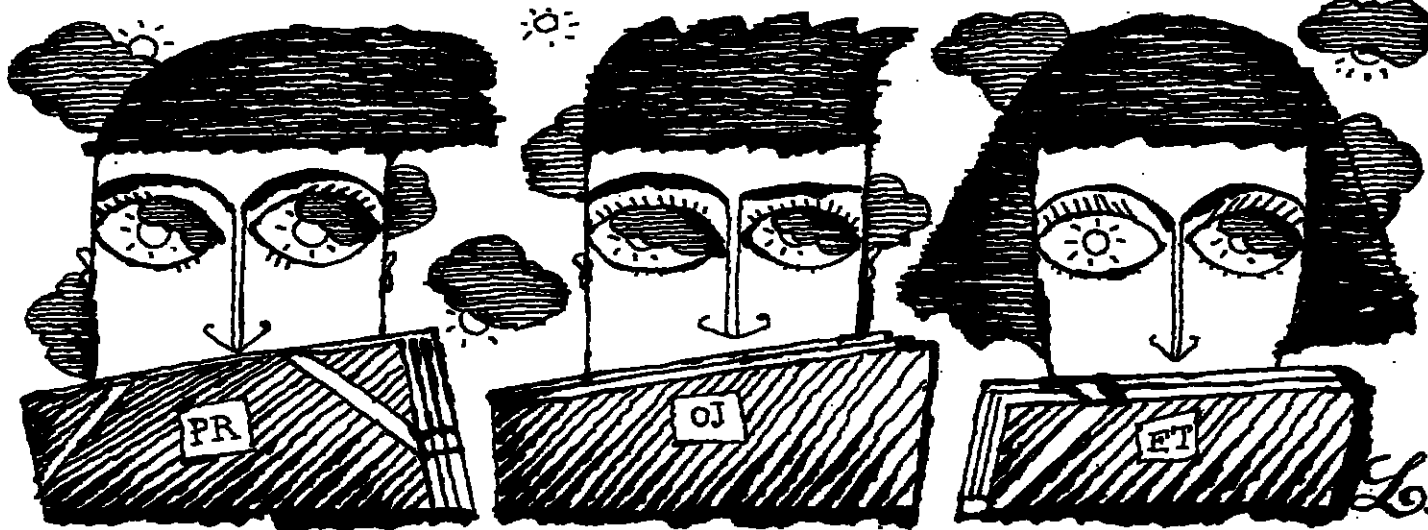
Quoi qu'il en soit, l'accueil réservé à ces mesures fera, à plusieurs titres, figure de test. Pour celui de l'emploi tout d'abord, puisqu'elles ont aussi été inspirées « pour lever les barrières psychologiques susceptibles d'empêcher un jeune de s'installer en indépendant ». Un sondage réalisé pour le compte du ministère indique que, pour 21 % des entreprises, juste après « la conjoncture économique difficile » (28 %), c'est bien « le poids des charges sociales pour les entreprises » qui freine le plus les ardeurs des créateurs.

Au titre de l'équilibre des régimes

présentent les artisans à la Caisse nationale d'assurance-maladie des TNS ont adopté une mesure qui rend obligatoire la cotisation pour les indemnités journalières en cas de maladie.

Cette disposition ne pourra être officielle qu'après la sortie d'un décret par le ministère des affaires sociales, qui modifiera ainsi le code de la Sécurité sociale. Or rien n'est encore sorti aujourd'hui, « car cette mesure, remarque cet autre juriste, va à l'encontre du nouveau dispositif légal qui laisse la cotisation indemnités journalières volontaire, créneau marketing important pour les compagnies d'assurance qui s'y sont engouffrées lors de l'élaboration de leurs Contrats Madelin ». L'arbitrage ne manquera donc pas d'être attendu.

Marie-Béatrice Baudet



Premiers effets

Pour les travailleurs non salariés, les attentes que nourrit la loi Madelin ne sont qu'imparfaitement comblées

Première loi où il est directement fait référence à l'initiative et à l'entreprise individuelle, la loi Madelin adoptée le 11 février 1994 ne constitue pas en soi une révolution. Elle s'inscrit plutôt dans le prolongement des mesures prises, comme le guichet unique (1981) ou la reconnaissance de la micro-entreprise (1992), destinées à faciliter la vie des entrepreneurs individuels. Le champ d'application de la loi Madelin est aussi plus vaste que celui de l'entreprise individuelle simplifiée. Les mesures de simplifications administratives s'appliquent par exemple aussi aux sociétés. Dans ces conditions, à l'APCM (Assemblée permanente des chambres de métiers) comme à l'ANACE (Agence nationale pour la création et le développement des nouvelles entreprises), on entend le même son de cloche : « Il est encore un peu trop tôt pour dresser un premier bilan quantitatif. »

Selon les premières estimations de l'ANACE, la création d'entreprise tournerait en 1994, autour de 180 000 unités, contre 171 000 en 1993, ce qui constitue une progression nette. Mais dans le décompte de cette augmentation, il est difficile de faire la part entre ce qui revient à la loi sur l'entreprise individuelle et ce qui est dû à la modification de l'ACRE (aide à la création et la reprise d'entreprise) prévue par la loi quinquennale. Depuis le mois d'avril, le montant de cette aide a été fixé à 32 000 francs annuels. Ces deux mesures ne sont pas incompatibles. Cependant, note-t-on à l'APCM, si des décrets ont été publiés en juillet, un certain nombre de dispositions attendent toujours que leurs textes d'application paraissent, notamment pour la protection sociale complémentaire.

Dès lors, si la loi Madelin a nour-

ri des attentes réelles de la part des travailleurs non salariés (commerçants, artisans, professions libérales), celles-ci n'ont été que très partiellement comblées. « Beaucoup de gens se sont pressés dans les observatoires Points-chances (voir notre article Porte de sortie, page 11), note un de leurs animateurs, mais beaucoup d'entre eux sont repartis. » Pour les gens qui ont cru à un statut nouveau, un peu révolutionnaire, ces gens-là ont été déçus. En effet, sur le plan social, la loi n'apporte pas de régime dérogatoire. Quant au régime fiscal propre à l'entrepreneur individuel, il existait déjà antérieurement. En fait, le principal mérite de la loi Madelin est d'avoir porté sur le devant de la scène les problèmes de la micro-entreprise et d'avoir fait parler de la création d'entreprise. Pour la première fois, l'entreprise individuelle est reconnue à part entière.

Restitutions, plans sociaux, licenciements... C'est le plus souvent dans ce contexte que le salarié « de base » - ouvrier, employé, technicien - en vient à se demander s'il va se mettre à son compte : on lui suggère que le moment est venu de tenter sa chance, on lui propose de faciliter son démarrage en mettant à sa disposition des professionnels du conseil et de l'accompagnement. Ces derniers se trouvent ainsi à une place de choix pour mesurer la réalité de son projet et pour l'autonomie.

Les appréciations divergent de manière impressionnante. Le « réservoir » d'emplois annoncé, juge l'un d'eux, est quasi vide. Sauf dans le cas de compétences directement marmayables, comme celles d'un plombier ou d'un électricien, l'inquiétude face

aux risques bloque toute initiative. Tel autre repère bien un terrain propice, mais constate en même temps que moins d'une personne sur dix accepte de passer à l'acte. En revanche, un troisième perçoit un désir d'autonomie assez vif (jusqu'à un salarié sur deux) pour créer son emploi si, toutefois, l'entreprise mène une politique d'incitation au départ volontaire.

Tentons d'y voir un peu plus clair : l'envolée de l'esprit d'entreprise ne se manifeste que là où le plan de départ volontaire est très solidement et... richement accompagné. Et c'est dans les banques que le cas se rencontre le plus souvent, car elles mettent à la disposition des intéressés une gamme de prêts souvent très avantageux. Pour Jean-Luc Burdians, directeur général de Garon, Bonvalot

et Associés, le jour où l'industrie s'entendra avec les banques pour fournir, par leur intermédiaire, des prêts à ses propres salariés, on peut présumer que le goût pour le travail indépendant y atteindra un niveau analogue. Il souligne également l'importance décisive d'un soutien technique prolongé aux créateurs d'entreprises qui démarrent.

UN PETIT PATRIMOINE

Travaillant elle aussi avec des banques, Pascale Portères, du cabinet MOA, note de son côté l'attrait qu'exerce sur les salariés la perspective de se constituer à cette occasion un petit patrimoine, porteur de possibilités d'emplois ultérieurs pour leurs enfants. En revanche, quel que soit le consultant, on trouve au maximum un volontaire sur dix pour le travail indépendant en cas de licenciement sec.

Ces quelques précisions ne font pas disparaître le mystère de la contradiction évoquée plus haut. On peut penser qu'elle n'est pas sans lien avec l'état d'esprit du consultant, et notamment avec la façon dont il évalue et ressent les risques que court le salarié qu'il conseille : risque d'échec, si ce dernier se lance dans l'aventure, échec dramatisé par la perte de ses droits aux indemnités Assedic, risque de chômage prolongé s'il persévère dans le salariat. Entre aussi en jeu la façon dont le consultant analyse l'actuelle pénurie d'emploi (liée à une mauvaise passe économique ou à un bouleversement durable du travail ?). Sans compter son désir de faire la preuve de son efficacité.

Confronté à un flottement intérieur qui le rend sans doute un peu trop malléable, on devine l'impression perpétuelle d'un salarié qui s'interroge, en pleine crise, sur un tournant professionnel et personnel décisif. Chez MOA, comme chez Garon et Bonvalot, on souligne que les non-cadres constituent les gros bataillons des volontaires du travail indépendant. Les cadres savent ce qu'ils vont perdre - en revenu, en statut social. Sans doute, aussi, mesurent-ils mieux les difficultés de cette indépendance qu'ouvriers et employés. Il faut ajouter, et presque tous les consultants le soulignent, que se mettre à son compte est moins évocateur, pour beaucoup, de risques que de liberté et de tranquillité. « Pour la plupart des gens, dit ainsi Jean-François Carrara, du cabinet Algore, se mettre à son compte ne signifie pas créer un produit, investir dans des machines ou dans des idées, partir à la recherche de clients, car ce serait retomber dans le cycle infernal de l'entreprise et de ses angoisses. C'est trouver une activité de service plutôt tranquille, un petit commerce refuge où l'on sera à l'abri de toute hiérarchie. »

Certains optent également pour l'entreprise individuelle pour échapper à l'obligation de se faire recruter, pour ne pas être confronté à des refus en chaîne : « C'est un peu, note Pascale Portères, comme si l'on achetait son emploi, à la manière d'une charge. Et l'on constate que la franchise attire moins que naguère parce que les candidats sont désormais soumis à sélection. »

Alain Beuve-Méry

Marie-Claude Bédred

LA DOCUMENTATION

du Monde sur MINTEL

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux services sur Minitel, avec plus de 200 000 textes en ligne.

36 17 LMDOC

recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc...

36 29 04 56

lecture en texte intégral

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrit (toujours sur Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.

ITINERAIRES POUR L'EMPLOI

LE MAGAZINE

Marie-Béatrice BAUDET

reçoit cette semaine

Madeleine HERSENT

directrice de l'ADEL, Agence pour le développement de l'économie locale

Une émission diffusée par 375 radios locales (Liste des horaires et des fréquences sur 3615 EMPLOI)



Une production de l'agence TAM TAM, Lyon (07-25-80-00)

LE MONDE diplomatique

Chaque mois, un regard différent sur l'environnement international

مكتبة الشارقة

البيان العربي

INITIATIVES

LE MONDE / MERCREDI 18 JANVIER 1995 / III

DOSSIER • L'entreprise individuelle

Les intentions du législateur

La loi Madelin vise à rétablir un certain équilibre entre les travailleurs indépendants et les donneurs d'ordres

Avec 1 700 000 entrepreneurs individuels recensés, soit près des trois quarts des entreprises françaises, cette forme d'activité est de loin la plus répandue en France. Mais, en dépit d'une prise de risque maximale, ces entrepreneurs n'ont longtemps bénéficié que de garanties minimales, tant du point de vue de la préservation de leur patrimoine que de leur protection sociale. En apportant des garanties supplémentaires, la loi Madelin du 11 février 1994 vise donc, d'abord, à rétablir un certain équilibre entre le travail indépendant et l'activité en société. Mais dans l'esprit du législateur, le rétablissement de cet équilibre doit aussi s'accompagner d'une meilleure distinction de ces deux formes d'activité. Les entrepreneurs individuels sont donc désormais présumés ne pas être liés par un contrat de travail, dès lors qu'ils exercent une activité immatriculée, que ce soit au registre du commerce, au répertoire des métiers, au registre des agents commerciaux ou à l'URSSAF. Cette présomption peut toutefois être renversée si le travailleur indépendant apporte la preuve qu'il est en situation de « subordination juridique permanente » à l'égard d'un donneur d'ordres. En cas d'incertitude quant au statut de l'entreprise, l'URSSAF est désormais compétente pour statuer. Elle dispose d'un délai de deux mois pour affirmer qu'il s'agit, en réalité, d'une activité de salarié déguisée.

PROTECTION SOCIALE AMÉLIORÉE

Par ce renversement de la charge de la preuve, Alain Madelin, ministre des entreprises, entend avant tout « sécuriser » les relations commerciales entre travailleurs indépendants et donneurs d'ordres et éviter ainsi aux seconds de pouvoir être « abusivement » qualifiés d'« employeurs » des premiers. Jusqu'à présent, la jurisprudence tendait au contraire à interpréter, de façon extensive, la notion de contrat de travail, que ce soit dans le but de lutter contre la fausse sous-traitance ou d'offrir aux travailleurs indépendants la couverture sociale des salariés, plus avantageuse (« Le Monde Initiatives » du 23 février). En contrepartie de cette clarification juridique, la loi Madelin tend à améliorer la protection sociale des non-salariés. De par la loi, les travailleurs indépendants ont la faculté de déduire de leur revenu imposable – et jusqu'à concurrence de 252 742 francs (1)

– leurs cotisations d'assurance-vieillesse complémentaire, de prévoyance ou d'assurance pour perte d'emploi, la souscription de ces assurances demeurant facultative. Cette déductibilité fiscale ne joue que pour les travailleurs indépendants à jour de cotisations obligatoires et ayant souscrit un contrat d'assurance de groupe, le groupement étant composé d'au moins

moitié de leur cotisation d'assurance-vieillesse. Moyennant toutefois un rattrapage dans les années suivantes. Sous certaines conditions, un chômeur indemnisé qui se lance dans la création d'une entreprise individuelle peut cumuler pendant un an son revenu avec son indemnité d'assurance-chômage. En cas de cessation d'activité durant cette période, ces ex-demandeurs

« Il est indéniable que cette loi a été entourée d'un gros tapage médiatique (...) Toute une cohorte de gens se sont précipités sur les « points chance » sans projet précis mais dans le but d'en savoir plus sur la création d'entreprise. » Cette note, en date du mois de juillet 1994, rédigée « à chaud » par l'Agence nationale pour la création et le développement des nouvelles entreprises (ANACE), est révélatrice



1 000 membres. Depuis le 1^{er} janvier, toutes les cotisations sociales font l'objet d'une déclaration unique. Elles sont calculées sur la base d'une seule assiette correspondant au revenu professionnel retenu pour le calcul de l'impôt sur le revenu. Pendant deux ans, les créateurs ou repreneurs d'entreprise individuelle bénéficient en outre d'un abattement de 30 % de leur cotisation maladie et peuvent demander à ne verser, pendant cette période, que la

d'emploi sont assurés de retrouver leurs droits. Parmi les nouveaux avantages fiscaux accordés à l'entrepreneur individuel, celui-ci peut déduire de son revenu imposable (jusqu'à concurrence de 10 000 francs sur trois ans) les dépenses de formation engagées pour lui-même ou son conjoint collaborateur. De même, la rémunération de ce dernier est fiscalement déductible dans la limite mensuelle de trois fois le SMIC (au lieu de deux précédemment), à condition toutefois d'adhérer à un centre de gestion agréé.

Sous réserve de cette adhésion et en fonction du régime fiscal adopté (forfait, réel simplifié, micro-entreprise), les formalités comptables sont aussi simplifiées. En particulier, l'obligation de tenir l'ensemble des livres comptables disparaît. De son côté, le carnet de facturation simplifié peut tenir lieu de livre de recettes. Cette simplification des formalités lors de la création et dans la gestion de l'entreprise individuelle s'accompagne d'une plus grande protection du patrimoine familial de l'entrepreneur. Ainsi, lorsque ce dernier emprunte auprès de sa banque, celle-ci est tenue d'indiquer précisément le montant des garanties à fournir. De son côté, l'entrepreneur dispose de quinze jours pour transmettre à l'établissement prêteur la liste des garanties (biens professionnels et personnels) à prendre en compte et surtout « l'ordre de priorité » dans lequel la banque est censée faire jouer celles-ci en cas de non-remboursement du prêt.

Valérie Devillechabrolle

(1) Ce plafond global comprend les cotisations assurance-vieillesse obligatoires et facultatives, ainsi que les cotisations facultatives pour prévoyance et perte d'emploi.

Porte de sortie

Les « points » chance de l'ANACE : un dispositif qui peut faciliter la réinsertion des cadres demandeurs d'emploi

marque que vient corroborer l'observatoire de ce même organisme : au printemps 1994, plus de 60 % des candidats, toutes populations confondues, sont des demandeurs d'emploi. Qu'en est-il des cadres confirmés, et en quoi le dispositif Madelin peut-il influencer le passage à l'acte, qu'il s'agisse d'une création ou d'une reprise ? Selon l'Association pour l'emploi des cadres (APEC), près de 40 000 cadres ont un véritable projet d'entreprise. Parmi les cadres demandeurs d'emploi, 10 % d'entre eux travaillent activement à un projet de réinsertion sous forme de création.

Pour Jean-Paul Meire, responsable des « produits et services » de l'association, qui englobent l'unité « création d'entreprises », ces cadres se divisent schématiquement en plusieurs catégories : « Ceux qui poussent un désir d'autonomie, ceux qui estiment qu'ils ont atteint dans leur activité salariée un seuil qu'ils ne pourront pas dépasser et ceux pour qui, bien qu'ils soient quantitativement moins importants, la création représente le dernier recours de réinsertion professionnelle. »

PORTÉE SYMBOLIQUE

De son côté, l'ANACE a pu constater – et ce fut particulièrement vrai en 1993 – « une recrudescence des demandeurs d'emploi ayant quitté un poste hautement rémunéré ». Ne pouvant espérer retrouver l'équivalent en tant que salarié, ces « anciens riches », comme il a été écrit, cherchent une solution dans la création ou la reprise. Et ce, massivement dans le secteur tertiaire.

« Qu'il s'agisse pour un cadre d'une solution de dernier recours ou tout simplement du management de

sa propre carrière, la loi Madelin est bien dans la cible », commente Jean-Paul Meire, « car elle s'applique au projet d'un individu. Certes, elle ne modifie pas fondamentalement les règles du jeu, mais elle le favorise, l'assouplit et le simplifie. Reste qu'il ne faut pas s'attendre à des résultats immédiats. Somme toute, dans le passé – ajoute-t-il en rappelant que le rôle de l'APEC est d'aider les cadres créateurs dans leur prise de décisions – « nombre de créateurs ont réussi sans attendre l'arrivée du dispositif ».

Pour Jean-Paul Meire, le dispositif a une portée « symbolique » forte. « Il réhabilite l'initiative individuelle en qualifiant la personne face aux institutions dont certaines, et l'URSSAF en particulier, ont toujours eu une attitude de présomption négative face au travail indépendant. »

Pour les cadres au chômage, la création serait donc rendue plus aisée, notamment grâce à une protection sociale améliorée et moins coûteuse. Par ailleurs, ce public possède des atouts (formation, tissu relationnel, faculté d'adaptation...). Dans l'absolu, on considère qu'un cadre licencié dispose de moyens financiers trois fois supérieurs à un non-cadre (indemnité de licenciement, épargne et meilleure confiance des banques). Mais Philippe Mesleard, responsable de la direction observatoire de l'ANACE, le rappelle : « Un cadre peut aussi être un sacré rêveur et devenir victime de ses compétences et de son passé. Il reste que son projet est généralement bien ficelé et qu'il donne naissance à des entreprises solides. »

Jean Menanteau

METTEZ L'INTERNATIONAL À LA UNE !

Depuis 75 ans, l'école supérieure de commerce de Strasbourg a un nom :

IECS STRASBOURG

Service Concours ALM, 47 av. de la Forêt Noire, 67082 Strasbourg Cedex - Tél : 88 41 77 51 ou 52 - Fax : 88 41 77 01

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

CADRES
DEMANDEURS
D'EMPLOI
OU EN
CONGÉ
INDIVIDUEL
DE FORMATION

L'Institut de Gestion Sociale vous propose en 1995, dans le domaine du MANAGEMENT DES RESSOURCES HUMAINES, de la QUALITÉ, des PME-PMI, des stages de formation à temps plein.

- Niveau Bac+3/4, expérience professionnelle
- ① GESTION DE L'EMPLOI
- ② GESTION DE LA QUALITÉ DANS LES SERVICES
- ③ RESPONSABLE ORGANISATION ET QUALITÉ EN PME - PMI

Niveau Bac + 2, expérience professionnelle

- ① GESTION ET ADMINISTRATION DU PERSONNEL
- Stages organisés avec le concours financier du Conseil Régional d'Alsace, du Fond National de l'Emploi ou de la Mairie de Paris. Programme et/ou rendez-vous à IGS, Madame Fleury, 12 rue Alexandre Parodi 75010 Paris - Tél 40 03 15 57

GRUPE IGS

Je soussigné/soignée reconnais avoir consulté sur la (les) formation(s) n°

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Tél. _____ Fonction _____
Statut ☐ Congé individuel de formation ☐ Demandeur d'emploi

RENCONTREZ 105 UNIVERSITES/ ECOLES DE GESTION AU FORUM MBA DE PARIS

En trois heures, au même endroit, le même jour :

– Rencontrez les responsables des admissions et du financement de 105 programmes MBA Américains, Européens et Asiatiques

- Questionnez-les sur les procédures d'admission
- Renseignez-vous sur les profils des candidats admis, les parcours académiques et professionnels, les niveaux de GMAT et TOEFL
- Informez-vous sur les contenus des programmes

– Achetez, à des prix préférentiels, le GUIDE OFFICIEL de préparation au GMAT ainsi que le GUIDE des PROGRAMMES MBA.

Paris Hilton International Hotel
18, avenue de Suffren 75015 Paris
Tél : 42 73 92 00

Mercredi, 25 Janvier de 14 h. à 20 h.

Frais d'accès : 50 F.

Graduate
Management
Administration
Council

MBA Forums™

GMAC Director of MBA Forums
P.O. Box 6106, Princeton, NJ 08541-6106



LE MONDE diplomatique

Chaque mois, un regard différent sur l'environnement international.

● RENDEZ-VOUS

DOSSIER (suite)

Précarité permanente

Prudence : telle est la règle d'or de l'entrepreneur individuel

Bien que son cabinet d'architecture d'intérieur ait cinq ans d'activité, Marie-France pense tous les jours au chômage, et certaines nuits aussi. Et si demain un client la lâchait... C'est le blues de l'entrepreneur individuel qui se lance sans filet dans les affaires, et sans assurance-chômage en cas de coup dur.

Diplômée de l'École du Louvre, Marie-France s'est embarquée dans cette aventure en 1989 pour sortir de sa vie de femme au foyer. Grâce aux relations professionnelles de son mari, qui occupait alors un poste d'ingénieur avant d'être licencié en 1992, elle a décroché ses premiers contrats. Malgré la crise, la clientèle de l'agence n'a cessé d'augmenter, « lentement mais régulièrement », se rassure Marie-France. Mais à quel prix ! Il faut démarcher sans cesse et supporter bien des aléas. « Des contrats peuvent très bien être inflés, sans indemnité aucune. Il y a aussi les avant-projets que j'ai réalisés et pour lesquels, si je ne suis pas sélectionnée, je travaille souvent pour des primes. » Un contrat vient ainsi de lui passer sous le nez alors que son dossier était « en béton ». Perte nette : de 80 000 à 110 000 F. Il lui faut aussi s'accommoder des délais de paiement qui vont de un à six mois, voire trois ans ! « Si je réclame mon argent au client, il ne fera plus appel à moi. » Or le marché est difficile. « Pour 1995, je n'ai pas de gros contrats fermes, soupirez-elle. Les entreprises qui aujourd'hui se remettent à flot ne feront travailler dans deux ou trois ans. » Aussi, son mari, qui travaille avec elle sans être rémunéré, va développer un département expertise en bâtiment, car « c'est l'avenir ». A raison de douze heures de travail par jour, souvent le samedi et parfois le dimanche, le ménage, qui a deux enfants à charge, dispose de 17 000 F mensuels alors qu'auparavant le mari ramenait 23 000 F par mois. « Dès que les honoraires arrivent, on met de l'argent de côté pour les impôts, les assurances qui sont très élevées

dans le bâtiment, les charges sociales, etc. » Et, si possible, pour le « bas de laine ».

Grand saut

Luc, qui forme des fournisseurs à répondre à des audits de logistique a, quant à lui, fait le grand saut dans des conditions très risquées, il y a six mois. Il avait averti son ancien employeur, deux ans auparavant, de son intention de monter ce projet et s'était entendu avec lui pour un départ dans le cadre d'un licenciement transactionnel. Luc gagnait 350 000 F par an, avait quinze ans d'ancienneté et venait d'emprunter 750 000 F pour construire une maison. Mauvais coup : son employeur n'ayant pas tenu parole, il a été contraint de démissionner. Heureusement, il a choisi un « marché porteur », comme il dit. Et, en effet, il démarre sur les chapeaux de roue avec des formations à assurer chaque semaine de septembre et d'octobre. Mais en novembre, catastrophe. Il se rend compte, un peu tard, que seules deux personnes sont inscrites à un stage. Il l'annule pour ne pas « décevoir » son entreprise et démarre une cinquantaine de fournisseurs pour tenter de monter une nouvelle session en novembre. En vain. « Les employeurs ne savent pas prendre une décision à moins d'un mois. J'étais très inquiet. »

En revanche, ces démarches lui ont permis de remplir son agenda pour décembre et janvier. Mais février ne se présente pas très bien. D'un autre côté, il sait qu'un patron peut très bien lui demander de former d'urgence quinze personnes. « C'est pas facile de dire non quand on peut gagner 100 000 F la semaine suivante. Mais pendant ce temps on ne démarche pas. » Casse-tête. Aussi va-t-il recruter un commercial. Et plancher sur un nouveau produit car, d'ici trois ans, le sien « ne sera plus porteur ». Un entrepreneur individuel n'est jamais trop prudent.

Francine Aizicovici

ÉCHOS

FRANCE-AFRIQUE

■ Dans le cadre du développement des activités de PMI-PME françaises en Afrique francophone, une formation débouchant sur un poste de délégué d'entreprise est proposée aux cadres disposant d'une expérience antérieure dans ces pays. La formation - de 8 à 23 semaines en alternance - est assurée à Paris par Africadres (société de conseils et formations) avec le concours de la Conférence permanente des compagnies consulaires africaines et françaises, et le soutien de l'école commerciale de la chambre de commerce de Paris. Ce projet repose sur les compétences de cadres demandeurs d'emploi spécialistes de l'Afrique qui ont dû rejoindre la France métropolitaine. Il a été agréé, pour partie à titre expérimental, par le ministère du travail en 1994.

Renseignements : Africadres, 2,

rue Michelet, 92100 Boulogne-Billancourt. APEC, service formation, 51, boulevard Brune, 75014 Paris.

RECHERCHE D'EMPLOI

■ En partenariat avec l'ANPE et la Mission locale pour l'emploi des jeunes, la ville de Clermont-Ferrand met à la disposition des chômeurs un service gratuit d'aide à la recherche d'emploi. Les visiteurs peuvent consulter sur place les offres de l'ANPE sur Minitel, les journaux, la presse spécialisée ; une documentation (annuaires d'entreprises, brochures) permettant une actualisation des recherches. Une équipe de cinq personnes apporte une aide à la rédaction des CV et des lettres de motivation. Depuis son ouverture au mois de décembre dernier, le service reçoit la visite d'une vingtaine de demandeurs d'emploi par jour.

LIVRE

GUIDE DE LA COMMUNICATION SYNDICALE, CFDT. 272 pages, 100 francs, frais d'envoi 24 francs. CFDT Productions, 4, boulevard de la Villette, 75955 Paris CEDEX 19

Aussi curieux que cela puisse paraître, il n'existait aucun guide de la communication syndicale. Cet ouvrage vient de réaliser la CFDT, sous la direction de Jean-Marie Charpentier, qui permet de distin-

guer les techniques propres au milieu syndical, autres que celles de la communication politique, ou de la communication d'entreprise. Ce livre s'adresse également au monde des associations, dont le mode de communication s'apparente beaucoup à celui du monde syndical. Très pratique, ce guide s'organise autour des trois priorités : « clarifier », « dynamiser » et « valoriser ». Il propose d'élaborer une stratégie et un plan de communication, donne les recettes pour organiser

TRIBUNE

Réduction du temps de travail : l'échec de l'amendement Chamard

par FRANÇOIS LÉVÊQUE

Faut-il encourager les entreprises à réduire la durée du travail ? Il y a juste un an, chaque jour apportait dans la presse française son lot de points de vue, d'analyses et de croyances sur la question de la réduction du temps de travail : les hommes politiques, les éditorialistes, les économistes, les industriels, les statisticiens s'inséraient dans un débat qui avait largement débordé de son cadre initial, le cadre parlementaire, pour devenir national. Après de nombreuses discussions et amendements, la loi quinquennale fut finalement votée. Dans son article 39, directement inspiré de l'amendement Chamard, elle instaure une nouvelle aide aux entreprises recourant à la réduction du temps de travail. Cette aide, conçue comme expérimentale pour une période d'un an, est subordonnée à trois conditions principales. L'entreprise doit augmenter son effectif d'au moins 10 % en moins de six mois, réduire les salaires et diminuer le temps de travail d'au moins 15 %. A l'époque, l'amendement Chamard eut un effet immédiat : au lieu de marquer le début d'une nouvelle phase de réflexion, il mit provisoirement un terme au débat. A-t-il, un an plus tard, produit d'autres effets que d'enterrer la question ?

Depuis la parution du décret en mai 1994, quinze entreprises ont en tout et pour tout déposé un dossier de demande d'aide au ministère du travail. Pour comprendre le faible engouement des industriels pour cette expérimentation, il convient d'analyser les circonstances dans lesquelles les entreprises recourent, en fonction de leur intérêt propre, à la réduction du temps de travail.

Au terme d'une enquête réalisée dans le cadre du CERN, Centre d'économie industrielle de l'École des mines de Paris et menée auprès d'une vingtaine d'entreprises ayant adopté une diminution du temps de travail, deux grands cas de figure apparaissent. Le premier, de loin le plus fréquent, regroupe des entreprises confrontées à des difficultés persistantes en raison d'une diminution de leurs commandes. Elles ont déjà mis en place un ou plusieurs plans sociaux. Elles ne peuvent plus alors se permettre de réduire encore leurs effectifs sans risquer soit de perdre une partie du savoir-faire du cœur de leur activité, soit de démotiver (ou inciter à la révolte) les derniers salariés restants. La perspective d'une reprise rend impératif de conserver une main-d'œuvre déjà formée et expérimentée. Dans ce cas de figure, la réduction du temps de travail constitue le moyen choisi, de préférence à un nouveau plan social, pour diminuer la masse salariale. On comprend que l'article 39 de la loi quinquennale, en exigeant une augmentation de 10 % des effectifs, exclue ce type de situations de son domaine d'application. Néanmoins, ces entreprises peuvent se tourner vers une autre aide : la réduction temporaire du temps de travail sous forme de chômage partiel. C'est le TRILD. L'article 39 s'adresse, lui, à des firmes en bonne santé.

C'est le deuxième cas de figure rencontré. Il est beaucoup moins représenté. Il est constitué d'entreprises qui doivent augmenter leur production pour faire face à un accroissement de la demande. La fondrière Bouhyer, à Ancenis, est un cas exemplaire de cette situation. Cette entreprise performante a dû arbitrer entre la création d'une nouvelle unité de production ou une réorganisation, assortie d'une réduction du temps de travail, destinée à allonger la durée d'utilisation des équipements. Cette deuxième solution a été choisie, compte tenu, entre autres, du risque constitué par la première. En effet, la création d'une nouvelle unité, qu'il aurait été préférable d'installer dans les pays d'Europe de l'Est, présentait deux désavantages. Pour une entreprise majeure sortant d'une récession majeure de trois ans, investir signifiait emprunter sur le marché financier et donc augmenter un ratio d'endettement sur fonds propres déjà fort en face d'une rentabilité affectée par la crise. En outre, contrairement aux grands groupes internationaux, la fondrière d'Ancenis n'a pas d'expé-

rience d'investissement à l'étranger.

Dans ce second cas de figure, la réduction du temps de travail est alors une mesure d'accompagnement nécessaire à une réorganisation. Elle est une compensation offerte aux salariés à la mise en place de conditions de travail nouvelles et le plus souvent plus contraignantes (changements des horaires, travail le week-end, etc.). En conséquence, elle ne peut bien évidemment être assortie d'une diminution des salaires telle qu'exigée par l'amendement Chamard.

On trouve là une première limite de l'expérimentation : l'érosion des critères d'attribution de l'aide. Il convient sans doute de les modifier. Une seconde limite probable est son faible caractère incitatif. Les entreprises observées qui ont réorganisé leur production et diminué le temps de travail l'ont fait indépendamment de l'intervention publique sous forme d'aide financière. L'on peut douter que celles qui n'ont pas le projet de réorganiser et diminuer le temps de travail se mettent à y songer parce qu'il existe une prime. La réorganisation d'une unité de pro-

duction est une décision stratégique. Elle dépend d'un grand nombre de variables et son issue n'est qu'imparfaitement connue d'avance. Il ne s'agit pas d'un simple calcul économique. L'aide financière n'est sans doute pas ici un facteur déclenchant significatif. L'argent public n'étant pas destiné à soutenir des actions qui se réalisent sans lui, c'était un des intérêts de l'expérimentation que d'évaluer le caractère incitatif de la mesure. Mais il faut alors des critères initiaux moins contraignants pour obtenir un nombre suffisant de réponses potentielles. A moins que l'effet recherché soit dès le départ de les limiter. L'amendement Chamard n'a pas produit l'engouement constaté pour la prime à la casse Balladur. Il est vrai que celle-ci ne s'adressait pas qu'aux voitures de couleur verte immatriculées depuis plus de dix ans et moins de cent vingt-cinq mois.

► François Lévéque est directeur adjoint du CERN, Centre d'économie industrielle, École des mines de Paris. Il s'est fait assister dans ce travail par Eric Cordeille et Thomas Paris.

SOCIAL

1995 : année de l'attentisme

Le baromètre annuel de l'ANDCP oblige à la prudence inquiète. Avec, en toile de fond, les revendications salariales

Encore sous le coup des événements de 1993, à peine rassurés par les développements survenus en 1994, les directeurs des ressources humaines abordent 1995 avec une forme d'attentisme, doublée d'un optimisme prudent qui les amène à privilégier la stabilité sur l'offensive. Ainsi pourrait se résumer le baromètre annuel de l'ANDCP (Association nationale des directeurs et cadres de la fonction personnel), réalisé auprès de 701 DRH de tous secteurs d'activité, représentant des entreprises employant plus de 1,2 million de salariés. Ils redoutent un climat social un peu plus tendu que l'an passé (21 % sont de cette opinion, contre 12 % en 1994), principalement dans le secteur public (44 % contre 14 %). Ils sont également plus nombreux à considérer (69 %) que l'année 1995 sera plus favorable aux salariés que 1994, tout en soulignant que les marges de manœuvre seront étroites.

Ce bilan nuancé se retrouve dans l'appréciation de la conjoncture économique. Si 11 % des personnes interrogées pensent que l'activité va se ralentir (25 % en 1994), la part de ceux qui croient à une amélioration augmente (56 % contre 47 %) tout comme, significativement, la part de ceux qui imaginent une stabilité (32 % contre 25 %). Dans ces conditions, leur attitude à l'égard de l'emploi reste réservée, comme s'il fallait se retenir de toute anticipation. Certes, ils ne sont plus que 25 % à envisager des baisses d'effectifs, contre 41 % en 1994, mais ce déplacement s'effectue pour l'essentiel en faveur du maintien des effectifs, le choix de la stabilité étant préféré par 43 % des DRH, contre 28 % en 1994. C'est la même proportion (31 %) qui, d'une année sur l'autre, prévoit une augmentation et donc des recrutements supplémentaires, tandis que les entreprises publiques poursuivent leur effort de restructuration : 46 % d'entre elles envisagent une réduction de leurs effectifs.

Pour les embauches à venir, les employeurs s'appuieront sur les formules aidées, dont l'apprentissage et la formation en alternance, avec une préférence pour les contrats de qualification (44 %). Toutefois, signe de désenchantement relatif, le recours aux contrats à durée déterminée (CDD) et à l'intérim, qui avait beaucoup progressé en 1994, devrait stagner ou ré-

gresser légèrement en 1995.

Ce mouvement en demi-tour se retrouve dans les comportements prévisibles pour les licenciements à venir. Bien sûr, les volumes de licenciements diminueront, estimant 30 % des personnes interrogées (23 % en 1994), et elles sont moins nombreuses à penser que ceux-ci augmenteront (13 %, contre 27 % en 1994). Mais, par voie de conséquence, 45 % tablent sur un maintien du nombre de licenciements, contre 36 % l'an passé, preuve que les ajustements seront poursuivis, qui prendront essentiellement la forme de préretraites, une formule choisie entre toutes.

Recul de la gestion prévisionnelle

En gestion interne, peu de changements se produiront pour les mêmes raisons. Les entreprises continueront de privilégier la mobilité professionnelle accompagnée d'augmentations à 38 % (36 % en 1994), suivie de la promotion interne (32 %) et de la mobilité géographique (25 %). Manifestement, ainsi que le note l'ANDCP dans son commentaire, la flexibilité de la ressource humaine, y compris par des reconversions lourdes, s'accroît pour se rapprocher des modes de fonctionnement d'autres pays industrialisés. En revanche, les DRH marquent leurs distances à l'égard de la gestion prévisionnelle des emplois, puisqu'ils ne sont plus que 23 %, contre 34 % en 1994, à déclarer vouloir y avoir recours. Mais ce recul général est compensé par la progression dans le secteur public, où 44 % des DRH se préparent à mettre en place des plans pluriannuels, contre 42 % en 1994, pour rattraper leur retard d'adaptation.

Parmi les outils utilisés, l'aménagement du temps de travail se développe avec une préférence notable pour la préretraite progressive (33 % ; 42 % dans le secteur public), suivie du travail annuel modulable (20 %) et du travail à temps partiel (19 %). Cela étant, les mouvements sont limités : en 1994, 91 % des entreprises n'avaient pas modifié leurs horaires de référence et celles qui ont eu recours aux heures supplémentaires (23 %) s'équilibraient avec celles qui ont supprimé (24 %). La préoccupation de la formation reste forte, mais n'évolue guère. 63 % vont conserver leurs budgets de l'an passé, 22 % vont

augmenter et 14 % vont le diminuer. Les thèmes prioritaires sont ceux de la professionnalisation des emplois qualifiés (64 %), loin devant la qualité (49 %), la bureaucratie (42 %) et la sécurité (42 %).

Des formes de reconnaissance non salariales

Si le climat social devait se faire plus incertain, les causes en seraient les revendications salariales, dont les DRH imaginent qu'elles seront en progression (67 % des entreprises touchées, contre 58 % en 1994), bien plus que l'emploi (32 %) ou même les qualifications (28 %). Mais, plus intéressant, ils estiment que les organisations syndicales ne sont jugées motrices que dans 25 % des cas (44 % dans les entreprises publiques), suivies dans 34 % des cas et quasi absentes dans 29 % des cas ou remplacées par des actions spontanées de la base dans 9 % des cas. Quand il y a eu accord, celui-ci portait davantage sur les salaires (40 %) ou sur l'intéressement (26 %) et était signé le plus souvent par la CFDT, suivie de la CGT.

Avec des marges d'action limitées, les rémunérations redevenant le sujet central, encore que les entreprises découvrent les formes de reconnaissance non salariales, 38 % d'entre elles ayant mis en place des mesures telles que les marques de satisfaction, la participation à des clubs ou à des séminaires internes, l'augmentation des budgets d'amélioration des conditions de travail, la citation dans la presse interne, etc. Il n'empêche. Alors que, en 1994, 36 % des entreprises avaient amélioré légèrement le pouvoir d'achat (13 % l'avaient diminué), un même pourcentage envisage des augmentations supérieures au coût de la vie en 1995 (8 % pour une évolution inférieure).

Conduits à un attentisme inquiet, les DRH considèrent à 33 % que les conflits sur les rémunérations sont en vue, tout en estimant, à 69 %, que 1995 sera plus favorable que 1994. Ils pensent d'ailleurs qu'ils seront plus influents (73 %), dans l'espoir de renouer avec leur rôle stratégique de la décennie précédente, mais, parallèlement, ils se déclarent « condamnés » à l'innovation, pour 91 % d'entre eux.

Alain Lebaube

مكتبة الشارقة

الطبعة الأولى

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 19 JANVIER 1995 / V

LES DIRIGEANTS

Important groupe de presse et d'information professionnelles recrute **LE DIRECTEUR GENERAL** de sa filiale spécialisée dans l'organisation de conférences pour les entreprises.

Après une excellente formation (Ecole de Commerce, Sciences Po, 3ème cycle d'Université ou équivalent), celui-ci (celle-ci) doit avoir une expérience réussie dans la gestion et le développement d'activités de services à haute valeur ajoutée intellectuelle et à forte orientation marketing. Responsable d'une équipe d'une vingtaine de personnes destinée à croître rapidement (directeurs de conférences, responsables marketing, responsables de la logistique), le Directeur Général doit mettre en œuvre la stratégie de cette filiale sous l'autorité de son Président.

Qualités nécessaires :

- Talents d'organisation et d'animation d'équipe
- Expérience du marketing, et notamment du marketing direct
- Capacité à développer des contacts de haut niveau avec les entreprises, leurs conseils (avocats, etc...) et l'administration.

Une bonne connaissance pratique du droit de l'entreprise et de ses acteurs serait un réel atout.

Rémunération : fixe + intéressement.

Lieu de travail : Paris

Merci d'adresser votre dossier de candidature

CV + photo, lettre manuscrite au :

MONDE Publicité (sous n° 8848)

133, avenue des Champs Elysées - 75409 PARIS Cedex 08

SECTEUR PUBLIC

CHARGE DE MISSION

Animation des relations Recherche - Entreprises

L'association ORLEANS TECHNOPOLE, qui regroupe l'ensemble des grands partenaires économiques de la région orléanaise, développe et valorise le potentiel scientifique et économique.

Ingénieur ou scientifique de formation (mécatronique ou physique-chimie), vous avez acquis une bonne culture économique et avez eu l'occasion de travailler avec des responsables de PME - Phil. Dynamique, rigoureux, concret, vous maîtrisez les techniques d'animation de groupe. Autonome sur vos dossiers, vous aimez travailler en équipe et communiquer. Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. LM/367, à notre Conseil.

JL Consultants

9 rue Royale - 45000 ORLEANS

ORLEANS
Technopole

JL
Consultants



LE CONSEIL RÉGIONAL DE PICARDIE

recherche

pour sa Direction de l'Éducation

un

DIRECTEUR ADJOINT

Dans le cadre des compétences relatives à la construction, l'équipement et le fonctionnement des lycées que les lois de décentralisation ont confiées aux régions, il sera chargé d'assister le Directeur de l'Éducation dans la mise en œuvre et le suivi des interventions du Conseil Régional de Picardie.

Agé de 30 à 40 ans, le candidat retenu sera de formation supérieure (Sciences-Po, Normale Sup.) et possèdera déjà une expérience d'au moins cinq ans dans un poste de même nature.

Diplômé et organisé, il aura une bonne connaissance des milieux de l'enseignement secondaire.

Recrutement sous contrat Galland 3 ans (ou titulaire par détachement).

Rémunération 260 KF/an et plus selon profil.

Candidatures à envoyer avant le 31 janvier

au Conseil Régional de Picardie - service du personnel,
11, mail Albert-1^{er}, 80026 AMIENS CEDEX 01.



Directeur général

PME de
100 personnes,
située à Gisors (27),
spécialisée dans
la transformation
des Matières Plastiques
(CA: 80 MF/an).

A 35/40 ans environ, vous avez acquis une expérience réussie en tant que Responsable de Production et parallèlement dans une fonction commerciale. Vous connaissez le secteur industriel : les délais, les normes de qualité ISO 9002 et les règles d'hygiène et de sécurité qui s'y rapportent ; vous maîtrisez la langue anglaise. En coordination avec la Direction du Groupe Anglais, vous avez l'entière responsabilité des ventes, de la production, du développement, des achats, et de la gestion du site. Votre capacité à travailler avec un groupe multiculturel, à suivre et respecter un budget établi en commun, sera déterminante. Merci d'envoyer votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite et photo) (références exigées).

DH2J Jean-Jacques D'HERMY - BP 47 - 60210 GRANDVILLIERS

DEPUIS 1979

CONSEIL EN CARRIÈRES

Dirigeants prêts à changer ?

Pourquoi attendre ? Vous vous interrogez sur votre vie professionnelle ; vous avez le sentiment qu'il vous faut faire le point et vous êtes prêts à agir.

Les consultants de Forgeot, Weeks peuvent vous y aider très concrètement. Depuis 19 ans, ils ont ainsi conseillé et suivi plus de 8000 dirigeants et cadres supérieurs. Y compris dans la prospection de la face cachée du marché.

Bilan de carrière, Outplacement ?

De plus en plus souvent, les entreprises prennent en charge nos prestations.

Alors, n'hésitez plus : prenez rendez-vous pour un premier entretien exploratoire strictement confidentiel et sans frais.

Forgeot, Weeks

CONSEILS PERSONNELS EN ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE

Paris : 128, rue du Fg St-Honoré, 75008. Tél. (1) 45.63.35.15
Genève : 9, route des Jeunes, 1227. Tél. 022.342.52.49

Bureaux associés : Londres, Zurich, Francfort

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Postes basés à l'étranger

UNITED NATIONS / NATIONS UNIES

ORGANISATION DES NATIONS UNIES CONCOURS DE RECRUTEMENT DE TRADUCTEURS-REDACTEURS DE LANGUE FRANÇAISE

Un concours de recrutement de traducteurs-rédacteurs de langue française aura lieu les 3 et 4 avril 1995. Ce concours doit permettre de dresser une liste de lauréats à qui il sera fait appel pour pourvoir les postes de traducteur-rédacteur de langue française qui sont ou deviendront vacants au Siège de l'ONU, à New York, et dans les bureaux des Nations Unies en Afrique, en Asie ou en Europe.

Les candidats doivent avoir le français comme langue principale ; une parfaite maîtrise du français et une excellente connaissance de l'anglais ainsi que de l'arabe, du chinois, de l'espagnol ou du russe ; être titulaires d'un diplôme ou d'un certificat équivalent délivré par un établissement d'enseignement supérieur où le français est la langue d'enseignement et avoir l'expérience de la traduction en l'absence d'un diplôme sanctionnant des études de langue.

Les candidats doivent se procurer en écrivant à l'adresse indiquée ci-après une formule de demande d'admission à concours qu'ils retourneront à la même adresse, dûment remplie, le 15 février 1995, au plus tard.

Section de recrutement du Secrétariat, Bureau 286
(Concours de recrutement de traducteurs-rédacteurs de langue française)
Office des Nations Unies à Genève, CH1211 Genève 10, (Suisse)

UNITED NATIONS / NATIONS UNIES

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE Chef De La Division Des Études Et Des Projections Économiques GENÈVE (SUISSE)

Sous la supervision générale du Secrétaire exécutif, le titulaire dirige la Division ; élabore la stratégie de recherche et d'analyse économique conjoncturelle ; organise et supervise l'élaboration de l'étude annuelle sur la situation économique de l'Europe, du Bulletin économique pour l'Europe et d'autres publications, en y contribuant lui-même ; conseille le Secrétaire exécutif sur tous les aspects de la recherche économique et de l'analyse des politiques et coordonne des activités de la CEE sur les projets de recherche relevant de leur domaine de compétence ; assure la coopération et l'assistance des gouvernements membres, des institutions internationales et des organismes de recherche et représente la CEE à des réunions sur des questions intéressant la Commission et porte les travaux de recherche de la CEE à la connaissance des établissements universitaires et organismes de recherche.

Qualifications : Diplôme universitaire du niveau de la maîtrise en économie, plus 22 années d'expérience professionnelle dont 15 dans la recherche économique, plus particulièrement axée sur l'analyse économique nationale

et internationale ; connaissance approfondie de la théorie macro-économique contemporaine et des méthodes de l'économétrie appliquée ; bonne connaissance des grandes questions d'économie politique concernant aussi bien les économies de marché que les économies planifiées d'Europe orientale et de l'ex-Union soviétique. Très bonne connaissance de l'anglais ou du français ; connaissance pratique d'une autre langue officielle de l'ONU souhaitable.

Les candidatures féminines seront fortement appréciées.

Rémunération : Selon les qualifications et l'expérience professionnelle, rémunération minimale nette annuelle de 59 054 dollars des États-Unis (sans personne à charge) et de 107 126 dollars des États-Unis (avec personne à charge), à laquelle peuvent s'ajouter le cas échéant des prestations telles que allocation-logement, indemnité pour charges de famille, indemnité pour frais d'études, indemnité de rapatriement, cotisation de l'employeur à la caisse des pensions, dix semaines de congé annuel, congé payé dans les jours tous les deux ans. Date limite de candidature : 31 janvier 1995. Les dossiers de candidature, comportant un curriculum vitae détaillé avec indication des rémunérations précédentes, de la date de naissance et de la nationalité, doivent être adressés à : M. Valeri Evstigneyev, Bureau de la gestion des ressources humaines, bureau S-2535, Organisation des Nations Unies, New York, NY 10017, États-Unis d'Amérique. Téléphone : (212) 963-6154.

CARRIÈRES INTERNATIONALES

File Options Window Help

Microsoft
WORLDWIDE PRODUCT GROUP IRELAND

Microsoft is the world's leading company in the development of high quality software with products such as MS-DOS, Microsoft Windows, Microsoft Works, Microsoft Word, Microsoft Excel, Microsoft PowerPoint, Microsoft Visual Basic, Microsoft C++, Microsoft Access and Microsoft FoxPro. Microsoft Worldwide Product Group Ireland (WPGI), was established in Ireland in 1988 and is responsible for localising the European versions of Microsoft Products. Localisation is the translation and adaptation of a software package to the language, culture and needs of a foreign country.

To augment our highly successful international localisation team in Sandford, Co. Dublin, we now require the following staff:

THE OPPORTUNITY

FRENCH LOCALIZERS (Ref. FL)

Responsibilities:-

These temporary posts (9-12 months duration) are based in Dublin and report to the Program Manager/Localization Team Lead. Localizers are responsible for the localization to their language of Microsoft software, documentation and packaging. Their main tasks are to:

- Prepare glossaries
- Co-ordinate the translation and proofreading of documentation
- Localize the software
- Review translated documentation

Requirements:-

- Excellent skills in both the French and English language
- A thorough knowledge of computers and computer applications
- Computer Science Qualification is an advantage
- Translation/localization experience would be beneficial

Successful candidates must be self-motivated individuals with the ability to work to tight deadlines. They must also possess good organisational and communication skills.

Shortlisted applicants will be required to complete a translation test.

FRENCH LANGUAGE SPECIALIST (Ref. LS)

Responsibilities:-

Lingua is a language services group within Microsoft WPGI Ireland. Ours is a team of Language Specialists and we currently support 14 different languages. We do this by:

- Providing linguistic support, guidance and training to internal localization teams, external localization and translation agencies, and development teams in the Microsoft headquarters in Seattle, USA.
- Carrying out quality controls on all language-specific parts of each localized Microsoft product.
- Researching new terminology and maintaining standardized terminology databases.
- Coordinating communication with Microsoft subsidiaries and third parties all over the world on linguistic aspects of localized Microsoft products.

WPGI Ireland has an international, young and dynamic working environment. The Lingua group plays an important role in Microsoft's worldwide strategy and is rapidly expanding. To meet our growing challenges we are now looking for Language Specialist.

THE DETAILS

Microsoft Ireland is an equal opportunities employer. Please apply sending a one page resume of your experience and qualifications (quoting Ref.) by fax or express post before Friday 3rd February, 1995 to:

Personnel Department, Microsoft,
Worldwide Product Group Ireland,
Blackthorn Road, Sandford Industrial Estate,
Dublin 18, Ireland.

Telephone: + 353 1 295 5333 Fax: + 353 1 295 8355
Email: manwaco@microsoft.com
DEVELOPING MICROSOFT'S EUROPEAN PRODUCTS IN IRELAND

en plus

le recrutement vous intéresse,
alors, rendez-vous à la rubrique
administration.

Contrôleur de Gestion
Brésil

Nous sommes leader européen, du chauffage et du conditionnement d'air destinés aux véhicules automobiles. A la pointe de la technologie, le Groupe a conçu, pour satisfaire ses clients constructeurs européens, américains et japonais, un système de production et une stratégie d'implémentation, d'innovation et de partenariat qui visent à atteindre la Qualité Totale.

Nous recherchons pour notre filiale située au Brésil un Contrôleur de Gestion.

Rattaché au Contrôleur Financier de la filiale, vous encadrez et motivez une équipe de 4 personnes.

Votre fonction vous conduit à superviser la comptabilité, gérer la trésorerie et assurer le contrôle de gestion de la filiale. Les aspects juridiques et fiscaux sont également de votre ressort.

Agé de 25/35 ans, de formation supérieure, vous justifiez d'une expérience réussie d'un mois trois ans acquise soit en cabinet d'audit, soit dans un poste de Contrôleur de Gestion Industriel.

La maîtrise du portugais est souhaitée.

De réelles perspectives d'évolution seront offertes à un candidat de valeur.

Merci d'adresser CV + photo + rémunération actuelle à Sylvain Rougeon - Michael Page Finance & Comptabilité, 8, Boulevard Haussmann, 92094 Levallois-Perret cedex ou taper votre CV sur 3617 code MPage sous réf. 9211222

Le Groupe Valeo, par sa gamme de produits et systèmes de haute technologie et son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobile et de véhicules industriels dans le monde.

Valeo
L'EQUIPEMENT
AUTOMOBILE

Professional Services

Head of Human Resources

Package to attract the best Luxembourg

Our client is one of the world's 'big six' financial management consultancy groups. Rapid growth and success of their Luxembourg office has created this new position covering all areas of Human Resource management in a challenging multi-cultural environment.

THE POSITION

- Responsible for all HR issues for 200+ professional staff. Pro-active role advising on and implementing latest HR techniques to attract and develop growing team.
- Review compensation and benefits policies, devise personal development programmes and work with senior partners on planning for future resourcing needs.
- Improve internal communication and assist in the motivation and counselling of high calibre professional staff. Build strong HR profile and influence with other European offices.

THE REQUIREMENT

- Strong HR background and training in multi-national service or advanced technology sectors. 5-10 years professional experience across all HR functions.
- Outstanding communicator with credibility and confidence to gain trust and commitment at all levels. Energetic and driving personality, male/female.
- Good academic &/or relevant professional qualifications. Fluent in French and English with sensitivity to multi-cultural environment.

Please reply in strictest confidence to: **K/F ASSOCIATES**, 19 Cote d'Eich, L-1450 Luxembourg.

K/F ASSOCIATES
Selection & Search
KORN/FERRY CARRÉ/ORBAN INTERNATIONAL

RECRUTEMENTS
INTERNATIONAUX

Le Monde

1^{er} quotidien français à l'étranger

Ingenieur Pro
Environnement d'un Centre

Ingenieur

France CNET

Un Ingénieur C
EN DEVELOPPEMENT

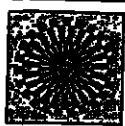
L'ESPRESSO

55010101

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 19 JANVIER 1995 / VII

SECTEURS DE POINTE



GRUPE COMPAGNIE GÉNÉRALE DE CHAUFFE

Filiale d'un des plus importants groupes français de Service, notre Chiffre d'Affaires de 12 milliards se développe fortement, à la fois dans nos activités traditionnelles, mais aussi dans de nouveaux métiers.

Dans le cadre de son développement dans le domaine de l'environnement (1 milliard d'investissement sur 5 ans), la Compagnie Générale de Chauffage (région Ile-de-France) recherche un

Ingénieur Projets

Futur Responsable d'un Centre de Profit

Dans le cadre d'une équipe existante, vous assurerez la responsabilité technique des projets en cours, depuis la passation des marchés jusqu'à la mise en route des installations.

De formation ingénieur, type Centrale, Mines, Arts et Métiers, vous justifiez d'une expérience, acquise en entreprise ou bureau d'études, de 3 à 5 ans, dans le domaine de grosses unités thermiques. La connaissance du secteur de l'environnement sera un plus.

Ce poste est basé à Châtillon (92).

Merci d'adresser votre candidature sous la référence 1977/6/LM à NICOLE ANCESSI CONSEIL - 19, rue de la Trémolle, 75008 Paris, qui l'étudiera en toute confidentialité.

NICOLE ANCESSI
CONSEIL

Relevez
au quotidien
le défi de
la compétitivité
et de la qualité.



RENAULT

Formule 1, Twingo, Laguna... c'est au quotidien que se construisent les succès présents et futurs de Renault. En intégrant la fabrication, vous développerez les talents qui feront de vous un futur manager et deviendrez un de nos acteurs de progrès dans les domaines : qualité, coûts, délais et ressources humaines.

Afin de bien maîtriser les métiers de la fabrication, nous vous proposons un parcours spécifique qui vous amènera progressivement à encadrer des agents de maîtrise et des opérateurs. En suscitant l'adhésion de ceux que vous encadrerez et en prenant chaque jour des décisions opérationnelles, vous participerez à nos succès de demain. Ingénieur grandes écoles ou universitaire bac + 5, vous êtes débutant, mobile géographiquement dans toute la France et maîtrisez l'anglais. Autonomie, adaptabilité, méthode et rigueur sont les atouts indispensables pour réussir dans cette mission à caractère opérationnel et relationnel, dans un univers d'exigence et de forte concurrence.

Pour relever avec Renault le défi de la compétitivité et de la qualité, merci d'adresser votre candidature : lettre, CV et prétentions, sous réf. 56662 à Media System, 6 impasse des Deux cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

Ingénieur R & D

Le CNET, Centre de Recherche et Développement de France Télécom, recrute pour son site de Lannion, dans le domaine suivant :

Équipe des techniques du son pour les nouveaux services et terminaux de télécommunication.

Vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou titulaire d'un doctorat dans le domaine de l'acoustique, de l'électronique, du traitement du signal numérique, de la physique ou de l'informatique, vous possédez une expérience professionnelle (3 à 5 ans) en recherche et développement dans le domaine des systèmes de traitement du son et de traitement du signal sonore, et souhaitez travailler au sein d'une équipe de recherche dans un environnement de haute technologie.

Vous participerez aux études prospectives sur les techniques du son et prendrez part à leur mise en œuvre dans des démonstrateurs de terminaux et de services.

Les recrutés auront une forte motivation pour l'exercice d'une activité scientifique et technique, ils devront être capables d'appréhender des problèmes théoriques que d'aboutir à des réalisations concrètes.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence 56662 à Media System, 6 impasse des Deux cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

France Telecom
CNET

Directeur Qualité

Important équipementier, filiale d'un grand groupe international, notre site industriel conçoit et fabrique des organes mécaniques de grandes séries pour les constructeurs automobiles.

Rattaché au D.G., vous avez pour mission de :

- conseiller la Direction dans la définition de la stratégie et la formulation des objectifs ;
- mettre en place et gérer les plans d'actions et les moyens correspondants de l'ensemble des projets (produits, industrialisation, organisation...) ;
- concourir à l'évolution permanente de la politique qualité et en assurer la mise en œuvre opérationnelle.

A 35 ans, ingénieur (ECP, ECL, Mines, AM) à dominante électromécanique avec une maîtrise éprouvée des outils (AMDEC, SPC, plans d'expérience) et méthodologie qualité (CROSBY, DACS), vous disposez d'une expérience confirmée dans le cadre de projets de développement en production de grandes séries. ANGLAIS COURANT IMPÉRATIF.

Merci d'adresser dossier complet, sous réf. 745, à Media System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

Société, filiale d'un groupe américain, spécialisée dans la conception d'outils de génie logiciel dans les marchés financiers recherche

CONSULTANTS CHEFS DE PROJETS MARCHES FINANCIERS

H/F - 350/400 KF

Le Consultant mène des missions d'organisation et d'avant vente, d'installation et de formation. Il définit les évolutions des produits en terme d'analyse générale ou spécifique et suit les réalisations des projets. Le domaine d'application se situe autour des marchés financiers et particulièrement dans le cadre de la gestion de portefeuille. Agé de 30/45 ans, formation supérieure, spécialisation financière. Bonne sensibilité à la problématique informatique, vous avez impérativement une expérience des marchés financiers. Anglais exigé. Postes basés à Paris.

Merci d'adresser vos CV, rémunération actuelle + lettre manuscrite à notre conseil Roland ROUX 15, place Bellecour - BP 2403 - 69219 LYON cedex 02

PARIS

RICHIEUX CONSULTANTS

LYON

EUROPEAN EXECUTIVE SEARCH

Structure souple et performante en croissance continue, nous développons des équipements de transmission destinés aux opérateurs télécoms. Nous recherchons :

Un ingénieur CHEF DE PROJET EN DEVELOPPEMENT LOGICIEL,

de formation BAC + 4, ayant une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans le développement sous Windows, avec des connaissances TCP/IP et SNMP.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature.

Confidentialité assurée. Société CASTOR, SENIA 343 - 94537 Rungis.

SOCIETE D'INGENIERIE CONSEIL EN ORGANISATION INDUSTRIELLE

recherche

INGENIEURS GRANDES ECOLES

DIPLOME(E)S Bac + 5 minimum

De préférence de formation agro-alimentaire (INAPG, ENSAIA, ENSIA, ENSBANA, Ecoles Supérieures Agronomiques : Montpellier, Rennes, Toulouse) ou chimique (Ecoles Nationales Supérieures de Chimie : Lille, Mulhouse, Rennes, Strasbourg, Montpellier, Toulouse, Paris ; ENSIC ; ESPCL).

MISSION : prospecter et développer nos activités dans les industries agro-alimentaires : laiterie, fromagerie, brasserie, biscuiterie, crème glacée, laits en poudre, pâtes alimentaires, corps gras végétaux, pâtes et semoules, arômes et condiments, confiserie, chocolaterie, eaux minérales, jus de fruits et boissons, épicerie, produits diététiques et de régime ; et les industries de l'emballage et du conditionnement de produits alimentaires (embouteillage, flaconnage, conserverie, ensachage, pelliculage, fardelage, stockage et transport).

• Concevoir et mettre au point des chaînes de fabrication et de conditionnement ; auditer des chaînes existantes ; améliorer leur fonctionnement ; assurer le support technique en usine ; mettre au point les contrôles.

PROFIL : à 28-35 ans, vous justifiez d'une première expérience réussie dans la conduite d'un projet dans un de ces domaines, de bonnes connaissances des processus de production, de transformation, de conditionnement, des automatismes, du contrôle qualité et dans l'animation d'une équipe de production : anglais apprécié.

Postes basés en régions Parisienne, Rhône-Alpes, Normandie.

Vous savez être autonome tout en vous intégrant à des équipes pluridisciplinaires. Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions) sous référence IAA1 à : CONSENSUS, 61, rue de Turenne, 75003 PARIS qui transmettra. Discretion assurée.

SECTEURS DE POINTE

Porter notre activité Télécom à son top niveau

**Ingénieur
Télécom**

Devenez les actifs de notre salle des marchés

La BRED

Banque Populaire,
premier établissement
du groupe, recherche
des jeunes diplômés
de grandes écoles
afin de poursuivre
le développement
de la salle
des marchés.

Jeunes diplômés (X, CENTRALE, MINES, HEC, ESSEC...)

Au front-office : Au sein de nos équipes d'opérateurs sur swaps de taux, swaps de devises, valeurs d'écart en francs et devises, vous participerez à la gestion des positions, aux montages de nouvelles opérations d'arbitrage, au développement de nos relations commerciales.

Au middle-office : Vous concevrez les outils de suivi des risques et des résultats et interviendrez dans leur mise en place.

Agé de 27/30 ans, vous possédez une solide formation d'ingénieur ou d'école de commerce. Après une première expérience réussie de deux à quatre ans dans l'industrie ou les services - notamment financiers - vous souhaitez vous investir totalement dans les activités de marchés. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant la référence 56502, à Média System, 6 impasse des 2 cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra en toute confidentialité.



Animation Réseaux De Distribution

dans
de
nou
commercialisons
et exploitons
des services
de transmission
de données.
Dans le cadre
de notre
développement
nous recherchons :

Ingénieur communication (réf. 9125)

Vous avez une formation de type BAC + 4/5, et une expérience de la vente indirecte de produits informatiques de télécommunications, acquise idéalement en tant que Responsable de la Distribution par des installateurs radio. Votre mission consistera à définir et mettre en place un plan d'action avec nos distributeurs (référencement, lancement de produit, formations, animation, événements, promotion...), afin de les motiver et les fidéliser. Votre expérience commerciale vous permettra de travailler en synergie avec nos Ingénieurs Commerciaux Vente Directe.

Ingénieur informatique (réf. 9126)

Vous avez une formation de type BAC + 4/5, et une expérience de la vente indirecte de produits informatiques ou de télécommunications, acquise idéalement en tant que Responsable de la Distribution micro-informatique (matériel et logiciel). Capable de définir puis de développer une offre, vous maîtrisez les techniques de vente, justifiez de réels talents de communication et parlez couramment l'anglais. Au sein de nos équipes de vente, votre rôle sera de faire émerger, développer et fidéliser un réseau de distribution en collaboration avec les éditeurs de logiciels et nos Ingénieurs Commerciaux.

Tous ces postes offrent à des candidats de valeur, une rémunération motivante et de larges perspectives d'évolution de carrière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à : EUROMESSAGES - BP 80 - 92105 BOULOGNE CEDEX qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE

recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

DIPLOME(S) Bac + 5 minimum avec première expérience

■ INGÉNIEURS PRÉPARATEURS MONTAGE - ROBOTIQUE (région parisienne) (RÉF. 1185)

MISSION : Prise en charge au sein d'une équipe projet, des études de préparation des opérations de montage sur chaîne de construction automobile: simulation des mouvements de robot (logiciel de simulation ROBCAD), élaboration de trajectoires d'outillage.

PROFIL : Expérience réussie de 3 ans minimum en robotique avec ROBCAD et travail sur station UNIX.

■ INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS (régions parisienne et cannoise) (RÉF. 1186)

MISSION : Dans le cadre du développement de systèmes embarqués (automobile ou satellites), assurer tout ou partie des activités suivantes: définition de l'architecture électrique; plan de compatibilité électromagnétique des équipements; essais de validation de ce plan.

PROFIL : Expérience réussie de 3 ans minimum en conception de circuits électroniques, compatibilité électromagnétique.

■ INGÉNIEURS QUALITÉ CONFIRMÉS POUR PROGRAMMES INFORMATIQUES NAVIGATION AÉRIENNE (région parisienne puis Toulouse) (RÉF. 1191)

PROFIL : 5 ans d'expérience minimum en informatique temps réel (ADA, C++, conception orientée objet) avec compétences bases de données et IHM (MOTIF) - Méthodologie SART, HOOD.

Vous savez être autonome tout en vous intégrant à des équipes pluridisciplinaires. Vous maîtrisez l'anglais. Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation manuscrite, CV détaillé) sous référence appropriée à: CONSENSUS, 61 rue de Turenne, 75003 PARIS qui transmettra. Discretion assurée.

Where telecom munications count.*

* Là où les télécommunications ont de l'importance

NORTEL MATRA CELLULAR

NORTEL MATRA CELLULAR, joint-venture créée à l'initiative de Canadian Northern Telecom et de Matra Communication, se consacre aujourd'hui à la technologie de données et trouve son marché récemment créé des systèmes de télécommunications cellulaires GSM. A l'origine de nos performances, 700 collaborateurs enthousiastes et motivés, une R&D axée innovation qu'active une spécialité, celle de pousser ces systèmes clés en main, de l'ingénierie du réseau jusqu'à l'installation complète des infrastructures. Pour faire face à une demande croissante et continuer nos performances, Noratel Matra Cellular recherche aujourd'hui des équipes.

CHEFS DE PRODUITS RADIO/COMMUTATION

Directement rattaché au Senior Product Manager, vous êtes responsable de la coordination de l'ensemble des besoins clients sur la partie "sous-système radio" ou "commutation". Dans ce contexte et après analyse des besoins spécifiques, vous élaborez et proposez des évolutions de produits tenant compte des contraintes techniques. Vous êtes ainsi à même de définir de nouvelles fonctionnalités à développer et d'intervenir en support auprès des équipes de Support Technique Avant-Vente dans les phases de réponses aux appels d'offre et de négociation.

A environ 30 ans, vous possédez 3 à 5 ans d'expérience dans une fonction vous ayant permis d'appréhender le système GSM de façon globale ou encore dans un poste similaire dans le secteur des télécommunications. Bilingue anglais, vous êtes mobile pour des déplacements à l'étranger.

Pour ces postes basés à Bois d'Arcy (78), merci d'adresser votre candidature sous la référence CP/M1 à NORTEL MATRA CELLULAR - DRH - Armelle COMMELIN BP 31 - rue J.P. Timbaud - 78392 BOIS D'ARCY Cedex.

**Ingénieurs
GSM**

Ingénieur confirmé (Centrale, Supélec, A & M) Chef de Service

ADP : tout un monde de compétences qui réunit 7.000 hommes et femmes pour aménager, exploiter et développer les aéroports civils de la région parisienne.

Notre Direction Technique et Industrielle recherche



Ingénieur à fort potentiel, nous vous proposons le poste de Chef de Service Maintenance des Equipements Industriels des bâtiments de l'aéroport de Roissy.

Pour assurer cette mission, vous devrez :

- proposer et mettre en œuvre les moyens techniques nécessaires, en relation avec les services ADP et nos partenaires du transport aérien,
- animer et gérer votre service de 200 professionnels dont 6 cadres.

A 35/40 ans, vous avez fait vos preuves d'encadrement d'une équipe importante et possédez une expérience d'environ 10 années dans la maintenance d'installations électriques, électromécaniques, électrothermiques, électroniques.

Bien sûr, vous maîtrisez la GTC, MAO, AMDEC.

Votre réussite dans ce poste vous permettra d'évoluer au sein de l'entreprise.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. FC/94/452 à AÉROPORTS DE PARIS - Service Emplois

Orly Sud 103 - 94396 ORLY AÉROGARES CEDEX.

PRENEZ L'AÉROPORT

مكتبة الأمل

SECTEURS DE POINTE

GRAND ETABLISSEMENT FINANCIER

Notre stratégie de développement nous conduit à mettre en place des projets d'envergure et à intégrer au sein de notre direction de l'organisation et de l'informatique :

RESPONSABLE ADJOINT DE DEPARTEMENT

Vous assistez le responsable d'un département fonctionnel sur l'ensemble des activités et notamment la définition et la mise en place de l'architecture cible, des schémas directeurs, des actions méthodes et du contrôle qualité. Vous dirigez auprès des équipes opérationnelles votre expertise de la conception de projets. Ingénieur grande école, vous avez acquis 10 ans minimum d'expérience comme responsable des études informatiques ou directeur de projets dans le secteur bancaire. Vous avez de fortes compétences en schémas directeurs, conception de systèmes et méthodes. Réf. RD195

CHEF DE PROJETS Moyens de Paiement

Vous assurez la mise en œuvre de notre nouveau système d'informations en réalisant notamment les études préalables, les cahiers des charges, les analyses et les recettes fonctionnelles. De formation bac + 4/5, vous possédez environ 10 ans d'expérience en conduite de projets au sein d'une banque à réseau avec la maîtrise des moyens de paiement (chèque, virement, prélèvement, compensation) et la pratique de Merise et Pacbase en environnement grands systèmes. Réf. CPM195

INGENIEUR METHODES/QUALITE

Pour l'ensemble de nos équipes, vous assurez le développement des méthodes de conduite de projet et de conception avec un rôle de coordination, de monitoring et d'assistance. Vous définissez et mettez en place le contrôle de qualité des applications produites. De formation ingénieur ou bac + 5, vous avez 5 ans d'expérience minimum en conception et gestion de projets au sein d'une grande banque et une pratique significative des méthodes (Merise, Schms), d'AGL (Pacbase) et d'outils de gestion de projets. Réf. DMQ195

ARCHITECTES DE SYSTEMES D'INFORMATIONS

Vous participez à la conception de grands projets et en élaborer les architectures fonctionnelles et techniques. Vous êtes chargés du support des équipes de projets sur la conception, les méthodes, l'administration de données et la sécurité. De formation ingénieur ou bac + 5, vous possédez environ 10 ans d'expérience en conception et en gestion de projets au sein d'une banque à réseau. Un de ces postes requiert en particulier la maîtrise des réseaux télématiques bancaires (terminaux d'agence, banque à domicile, DAB, GAB). Réf. AS195

ARCHITECTE RESEAUX Client/Serveur

Rattaché au domaine technique de la division qui assure la mise en place des postes de travail, de la bureautique et des réseaux, vous conduisez le projet de migration de l'existant vers une nouvelle architecture client/serveur. Vous réalisez les choix de l'architecture cible, des outils, des systèmes, des protocoles et la définition des scénarios de migration. De formation ingénieur, vous avez 5 à 7 ans d'expérience dans les domaines réseaux (LAN/WAN), architecture client/serveur, middleware et SGBD. Réf. ARCS195

Ces postes basés à Paris présentent de réelles perspectives d'évolution de carrière.

Nous vous remercions d'adresser lettre de motivation manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle, en précisant la réf. choisie, à notre conseil EUROSEV, 191 bd Diderot, 75012 PARIS.

EuroServ

Aujourd'hui, Chef de Projets Bureau d'Etudes...

Demain, Directeur Technique
-Paris ou Grand Sud-Ouest-

INGENIEUR A.M.

ou équivalent à dominante mécanique/cinématiques complexes/structures

Réf. BMC

Expérience professionnelle d'environ 10 ans (type automobile-machines outils...). Large culture générale, connaissances scientifiques et maîtrise de l'intégration de tous systèmes robotisés de pilotage-mesures-contrôles, informatiques industrielles. Process fabrication produits de série (flux, juste à temps...). Vous serez le pilote de la structure "projets" (gamme et temps-produits...) jusqu'à l'industrialisation. Votre veille technologique sera la base de la stratégie de l'entreprise. Anglais souhaité.

INGENIEUR ETUDES METHODES

Réf. IEM

Expérience chaînes de production type automobile-ferrage. Simulation ROBCAD-intégration cellules robotisées-outillages, CFAO UNISURF appréciée. Un vrai poste évolutif pour un candidat expérimenté et ambitieux.

Si vous êtes intéressé, merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre de motivation, CV et photo sous réf. choisie à AUSTIN KNIGHT 129, rue de Turenne 75003 Paris.

Holding d'un groupe de sociétés de services dans le secteur alimentaire
(leader sur son activité en France)
avec d'importants projets à l'International

recherche Chefs de projet

dans les domaines de l'industrie, de la logistique et de la distribution

Mission : - participer au sein de petites équipes au démarrage de nouvelles activités en France et à l'étranger.

Profil : - expérience indispensable de 5 à 10 ans, dans l'un des trois domaines, (si possible en pays étranger) ;
- grande disponibilité ;
- mobilité géographique.

Poste basé en région parisienne.

Envoyer CV, photo et prétentions au Monde Publicité,
sous le n° 8850 - 133, av. des Champs-Élysées, 75409 Paris Cedex 08.

Ingénieurs Qualité Développement



Notre Groupe, présent sur les marchés automobiles mondiaux, participe activement aux développements des techniques de demain. Le développement de l'électronique automobile s'accroît pour améliorer les performances, le confort, la sécurité et la fiabilité des équipements.

Dans ce contexte la Branche Electronique (1400 personnes) relève la tâche et renforce la fonction Qualité sur le site de Créteil (94) par le recrutement de 3 Ingénieurs Qualité Développement.

Votre mission : garantir la conformité de nos produits par rapport aux exigences clients. Membre d'un groupe multi-projets, vous vous assurez notamment que le développement se déroule selon la charte Innovation Constante définie par notre Groupe. Vous développez et faites évoluer les outils et méthodologies Qualité auprès des équipes R&D.

Ingénieur Electronicien de formation initiale, vous avez minimum 5/6 ans d'expérience en tant qu'Ingénieur d'Etudes Hardware ou de Production dans une industrie fabriquant des produits grandes séries. Vous devez évoluer vers une fonction plus relationnelle, où l'analyse et la rigueur se conjuguent avec des aptitudes pédagogiques et de négociation. Vous maîtrisez bien sûr parfaitement la langue anglaise.

Merci de faire parvenir votre candidature (lettre de motivation, CV et photo) en précisant la réf. IQ4 sur l'enveloppe à notre Conseil REZIEL - 17, rue Sully - 98006 NOUMEA.

Le Groupe Valeo, par sa gamme de produits et systèmes de haute technologie et son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobile et de véhicules industriels dans le monde.



L'EQUIPEMENT AUTOMOBILE

L'Office National d'Information sur les Enseignements et les Professions recrute pour son Département Organisation et Méthodes Informatiques

DEUX INFORMATIENS :

Mission : - administrer un SGBDR.
- assurer les suivis système et réseau.
- participer à l'élaboration de la future informatique documentaire.

Profil : - titulaire au minimum d'une maîtrise d'informatique.
- ayant une expérience professionnelle d'au moins 2 ans.
- ayant des connaissances confirmées sur :
- les SGBDR - SQL - l'administration des bases de données.
- le système UNIX.
- DOS/WINDOWS.
- les réseaux NETWARE et UNIX.
- ayant une pratique effective de la programmation.
- des connaissances en Gestion Electronique de Documents seraient appréciées.

Envoyer candidature et CV à : ONISEP Département Organisation et Méthodes Informatiques
12 mail Barthélemy Thimonnier - BP 86 Lognes - 77423 Marne-la-Vallée.

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Gestion - Finance - Ressources Humaines

directeur Administratif FINANCIER

Société H.L.M.

- Poste basé sur l'agglomération lilloise -
Directement rattaché au Directeur Général, membre de l'équipe de direction, vous animerez le service comptabilité, impulseriez une analyse prospective (tableaux de bord, contrôle de gestion...) et développeriez une véritable démarche financière. Outre ces missions, vous serez chargé de dynamiser la gestion des ressources humaines (plan de formation, contrats

d'objectifs...) ainsi que la communication interne et externe (lettre mensuelle, journal des locataires...). De formation supérieure, de préférence Ecole de Commerce ou Sciences-PO, ECOPI, vous possédez une solide expérience (5 ans minimum), garantede votre maîtrise des finances, de l'outil informatique et des ressources humaines. Votre adaptabilité, vos talents d'animateur, votre pédagogie, et bien sûr votre sensibilité au monde social seront déterminants pour réussir à ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite et photo) sous la référence 2004 à notre Conseil LIGHT Ph. PREVOST
5/7 rue Jeanne Braconnier
92366 MEUDON LA FORET cedex.



Gestion des Risques: Consultant Senior



Finance & Technology
Management

FTM est une société de conseil spécialisée dans le pilotage stratégique des établissements financiers: Gestion des risques, ALM, Allocation des Fonds Propres

- Vous avez :
- Une expérience réussie de 3 à 5 ans dans la finance, le conseil ou la banque
- Des compétences financières, statistiques et mathématiques
- Une formation Grande Ecole ou équivalent
- Vous êtes :
- Rigoureux, autonome et vous avez un excellent sens du contact humain.
- Vous voulez :
- Participer puis diriger des missions d'analyse et de conseil à l'attention de Directions Générales d'établissements financiers

Adressez votre candidature à Sophie CARON
FTM, 1 rue de Caumartin, 75009 Paris

Jeunes diplômés

Ingénieur
Grandes Ecoles

1 CENTRAL MAIL POSTAL

CARDIT

1 CENTRAL MAIL POSTAL

CARDIT

1 CENTRAL MAIL POSTAL

CARDIT

1 CENTRAL MAIL POSTAL

CARDIT

1 CENTRAL MAIL POSTAL

CARDIT

1 CENTRAL MAIL POSTAL

CARDIT

1 CENTRAL MAIL POSTAL

CARDIT

1 CENTRAL MAIL POSTAL

CARDIT

1 CENTRAL MAIL POSTAL

CARDIT

1 CENTRAL MAIL POSTAL

CARDIT

1 CENTRAL MAIL POSTAL

CARDIT

1 CENTRAL MAIL POSTAL

CARDIT

1 CENTRAL MAIL POSTAL

CARDIT

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Groupe Limagrain

Avec 4 Milliards de chiffre d'affaires, plus de 4000 salariés présents dans 15 pays, nous sommes un des leaders mondiaux dans le domaine de l'amélioration des plantes. Pour notre siège basé à Clermont-Ferrand, nous recherchons notre

Responsable Recrutement & Développement des Carrières

Rattaché au Directeur de la Communication et des Relations Humaines GROUPE, vous participerez à notre développement en définissant et mettant en œuvre une politique d'adaptation à l'évolution de nos métiers.

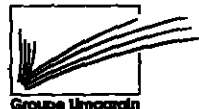
Dans ce cadre, vous aurez pour principales missions :

- le recrutement des Cadres Supérieurs
- la mise en œuvre d'actions visant à développer la mobilité interne
- la définition et l'évaluation des compétences actuelles et futures, la détection des potentiels.

Agé d'au moins 35 ans, de formation supérieure, vous possédez impérativement une expérience d'au moins 5 ans, acquise de préférence en Cabinet.

Anglais courant indispensable. La maîtrise de l'allemand serait un plus.

Les candidatures (CV + lettre + prétentions) sont à adresser sous réf. PM/CT à Groupe Limagrain - Direction Communication et Relations Humaines - BP 1 - 63720 CHAPPES.



3 char international

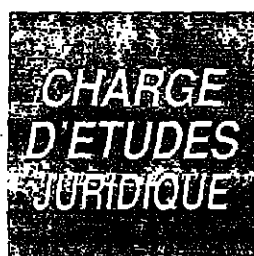
Basés à Paris, ces postes exigent une grande disponibilité pour de nombreux séjours auprès de nos structures à l'international.

Si l'un de ces postes vous intéresse, merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + CV + photo) sous la référence 56619 à Media System, 6 Impasse des Deux Cousins 75849 Paris Cedex 17 qui nous le transmettra.

VALORISEZ VOS COMPÉTENCES AU SEIN DE NOS ÉQUIPES

La Direction des Affaires Générales recherche

Au sein du Département Relations Institutionnelles, votre mission est d'assurer la sécurité juridique du CENCEP et des Etablissements du Groupe dans le domaine de l'image et des marques. A ce titre, vous avez en charge la



Pour cela, vous participez à l'application de la réglementation sur les marques et la propriété intellectuelle et validez dans les contrats les aspects y afférant. Titulaire d'un DEA ou DESS, vous avez une parfaite connaissance du droit de la propriété industrielle et intellectuelle ainsi que des contrats et des établissements de crédit. Fort d'une expérience d'au moins 5 ans, vous êtes passionné par la publicité et la communication.

Réf. CEJ

La Direction de l'Organisation Financière recherche

Au sein du Département Analyses, Prévisions et Ingénierie Financières, vous analysez les risques financiers des nouveaux produits et collaborez avec les commerciaux sur la définition des caractéristiques des produits et sur leur tarification. Vous intervenez également dans le cadre des travaux de chiffrage de l'impact financier des objectifs commerciaux et réalisez à la demande toute étude ponctuelle sur la



gestion des équilibres financiers actuels et prévisionnels du Groupe. De formation supérieure, vous avez une solide expérience dans le domaine des produits bancaires de crédit et d'épargne.

Une aisance dans le calcul actuariel et une ouverture sur la gestion globale de bilan (risque de taux d'intérêt notamment) vous permettra de vous affirmer et de réussir votre mission.

Réf. CEF



CAISSE D'EPARGNE
CENTRE NATIONAL

Merci d'adresser votre candidature sous la référence choisie à Sylvie TORCHÉ - CENCEP - Service des Ressources Humaines 27129, rue de la Tombe Issore - 75673 Paris Cedex 14.

Jeunes diplômés

Ingénieurs Grandes Ecoles

X, CENTRALE, MINES, PONTS, ENSAE...



Avec 530 collaborateurs, 65 milliards d'encours gérés, Cardif, filiale de la Compagnie Bancaire est l'un des plus importants groupes privés d'assurance-vie et de capitalisation. Mérité au-delà des chiffres, Cardif se caractérise par une capacité d'innovation permanente, un développement international et une informatique de pointe.

Votre mission : analyser les résultats financiers de Cardif afin de mesurer les conséquences des évolutions réglementaires, financières et concurrentielles sur nos performances et d'assurer le reporting auprès des différentes directions de la société.

Ce rôle privilégié d'observation, au sein de notre département Etudes et Contrôle, vous permettra d'acquiescer une bonne connaissance des marchés financiers pour évoluer vers de plus larges responsabilités.

Rigoureux, vous avez l'esprit de synthèse et des qualités relationnelles.

Votre formation complémentaire (maîtrise, DESS, DEA de finance) associée à votre goût de l'informatique sera un atout pour réussir cette mission.

Merci d'adresser votre candidature, sous la référence 6040 à Marie-Hélène Auzier, Compagnie Bancaire, Recrutement Cadres, 5 avenue Kléber, 75116 Paris.

COMPAGNIE BANCAIRE

DERMATOLOGIE

LE SENS
DES CHIFFRES
DANS
LA PEAU

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE À LA POINTE DE LA DERMATOLOGIE, FILIALE DE NESTLÉ ET DE L'ORÉAL, GALDERMA VOUS DONNE ET SE DONNE LES MOYENS DE DEVENIR LE N°1 MONDIAL : PRÉSENT DANS DE NOMBREUX PAYS, UN CENTRE R&D INNOVANT, UN SITE DE PRODUCTION "HIGH TECH", RÉFÉRENCE DANS SA SPÉCIALITÉ ET DÉJÀ PLUS DE 600 COLLABORATEURS DANS LE MONDE.



CONTRÔLEUR JUNIOR LEVALLOIS PERRET

AU SEIN DE LA DIRECTION FINANCIÈRE INTERNATIONALE, VOUS ASSISTEZ LE CONTRÔLEUR CORPORATE SUR LES BUDGETS, LE REPORTING ET LA CONSOLIDATION À L'ÉCHELLE MONDIALE. VOUS PRENDREZ ÉGALEMENT LA RESPONSABILITÉ OPÉRATIONNELLE DU CONTRÔLE DE GESTION DU SIÈGE.

HEC, ESSEC, SCIENCE PO OU MBA, VOTRE VÉRITABLE CULTURE INTERNATIONALE (EXPATRIATION, CSME ...) ET VOTRE ANGLAIS COURANT COMPLÈTENT VOTRE SAVOIR-FAIRE, GARANT DE VOTRE RÉUSSITE AVEC NOUS. (REF.LM1)

CONTRÔLEUR JUNIOR PRODUCTION ALBY-SUR-CHERAN (HAUTE-SAVOIE)

VOUS ÉTABLISSEZ LES TABLEAUX DE BORD USINE ET PRÉPAREZ LES COÛTS STANDARD, AFIN D'ALIMENTER NOTRE REMONTÉE D'INFORMATION VERS LE SIÈGE ET VERS NOS ACTIONNAIRES.

GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE OU DAUPHINE, DÉJÀ PROFESSIONNEL DE LA COMPTABILITÉ ANALYTIQUE, VOUS MAÎTRISEZ LA MICRO-INFORMATIQUE ET LA GAO. VOTRE EXPÉRIENCE EN MILIEU INDUSTRIEL ET VOTRE AISANCE À COMMUNIQUER DANS DIFFÉRENTES LANGUES (ANGLAIS, ESPAGNOL, FRANÇAIS ...) SONT BIEN SÛR INDISPENSABLES. (REF.LM2)

MERCI D'ADRESSER VOTRE DOSSIER DE CANDIDATURE EN PRÉCISANT LA RÉFÉRENCE DU POSTE CHOISI À GALDERMA - 20 AVENUE ANDRÉ MALRAUX 92309 LEVALLOIS-PERRET CEDEX.

GALDERMA

هذا من الأصل

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

Paris - British Airways renforce ses structures et recherche le directeur des ressources humaines de son entité française (500 personnes). Il aura la responsabilité de la gestion dynamique du personnel dans la double perspective de l'application de la politique du groupe et du respect des diverses réglementations françaises. Il aura notamment la charge des relations avec les partenaires sociaux, des contacts avec le groupe et les autres filiales. Ce poste s'adresse à un professionnel de la fonction (H/F), âgé de 30/40 ans, possédant une bonne formation de base et parlant anglais tout à fait couramment. Il devra justifier

d'une expérience réussie de DRH, de préférence dans un environnement international, et posséder une excellente connaissance du droit social français. La culture de British Airways implique un fort esprit d'équipe, un réel dynamisme et une motivation permanente. La rémunération sera assortie de nombreux avantages liés à l'appartenance à une compagnie aérienne. Ecrire à Jean-Pierre ROUGIER en précisant la référence R/2460M - PA Consulting Group - 114, avenue Charles de Gaulle - 92522 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.70.

BRITISH AIRWAYS

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

GROUPE INTERNATIONAL

Biens de Grande Consommation

Nous évoluons sur un créneau très réactif, nous sommes un des leaders européens dans notre secteur d'activité et recherchons pour accompagner notre spectaculaire développement :

Un Responsable Crédit Groupe, Trésorier Adjoint

Vous assurez dans un premier temps les fonctions inhérentes aux activités de crédit, de recouvrement, de contentieux et de factoring, et notamment le suivi des risques et l'arbitrage.

Ensuite, vous prenez aussi en charge les activités de trésorerie, et parmi celles-ci, négociez avec les banques, suivez les positions de trésorerie et les équilibres bancaires, assurez les risques de change.

Vous avez environ 35 ans, forcément l'expérience de cette double fonction dans un groupe international, et connaissez le contexte de la grande distribution. Animant une équipe de 5 personnes, vous êtes l'interlocuteur des filiales internationales et donc parlez couramment anglais. Réf. HCT 1200 LM

Un Responsable Consolidation

Vous assurez la consolidation des comptes des différentes sociétés françaises et étrangères du Groupe, prenez en charge des tâches de contrôle de gestion.

Vous présentez les résultats mensuels consolidés, pratiquez des analyses ponctuelles, assurez le suivi des résultats (donc ceux des filiales), de la gestion budgétaire et du reporting. C'est vous qui validez les "forecasts".

Vous avez environ 30 ans, une formation supérieure de gestion, si possible complétée par le D.E.S.C.F., et un minimum de 2 à 3 ans d'expérience de la consolidation des comptes d'une société internationale. Vous maîtrisez les techniques de consolidation, les normes de comptabilité françaises et anglo-saxonnes et les outils informatiques de la fonction. Interlocuteur des filiales et des auditeurs, vous parlez couramment anglais. Réf. HRC 1201 LM

Ces deux postes sont basés dans le nord de Paris.

SEFOP, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre dossier sous la référence correspondante.

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec

CHARGÉ DE DÉVELOPPEMENT ACTUARIAL

Au sein de la direction technique de SCOR Réassurance (7 personnes),

- cotation des traités de réassurance dommages,
- calcul des provisions complémentaires (étude des sinistres par catégorie),
- réalisation d'études ponctuelles (sur des branches dans certaines zones...),
- amélioration des méthodes (cotation de certains risques, étude d'un nouveau système informatique...).

Actuaire diplômé, vous avez si possible une première expérience en assurance dommages, acquise au sein d'une direction technique.

Vous maîtrisez les principes du calcul actuariel, l'anglais et l'outil informatique (Excel, Paradox...).

Créativité, réactivité et ouverture d'esprit sont indispensables pour évoluer dans notre groupe (en France et à l'étranger).

Nous vous remercions d'adresser votre candidature - lettre manuscrite et CV - sous réf. 92 LM à notre conseil : ALCANE, 26 rue du Quatre Septembre 75002 Paris.

**Premier réassureur
français, cinquième
mondial, le groupe SCOR**

**(1 100 personnes dont 500
à l'étranger) réalise 75%
de son CA (13 milliards F)
à l'international.**

Poste basé à la Défense (92).

ALCANE

Le marché de la communication mobile s'annonce comme l'un des plus porteurs de la décennie.

Pour accompagner notre forte croissance, le Département Juridique s'étend et recherche son :

Responsable du Service Recouvrement

Vous supervisez l'ensemble de l'activité Recouvrement en animant une petite équipe travaillant au Siège et en province.

Vous veillez à une coordination harmonieuse des actions et assurez une gestion dynamique des flux d'informations entre nos clients, les Sociétés de Recouvrement prestataires, et en interne, les Directions concernées.

En synergie avec l'évolution de la politique commerciale et des méthodes de gestion de notre clientèle, vous menez une analyse prospective des méthodes de contentieux ainsi que de l'évaluation du risque client afin d'assurer la mise en place des nouvelles procédures nécessaires et d'adapter les outils informatiques de gestion en place.

De formation Bac + 5 en droit ou en gestion, vous avez acquis 5 à 10 ans d'expérience similaire dans un établissement de crédit ou dans une société de service s'adressant à une clientèle privée et professionnelle. La maîtrise de la micro-informatique est impérative.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous la réf. REC à SFR - Département Recrutement - BP 108 - 75663 PARIS Cedex 14.

SFR

Premier Opérateur Privé en Radiotéléphonie, filiale de la Générale des Eaux, avec un CA de 1300 MF et 500 personnes au 1^{er} semestre 1994, SFR, Société Française du Radiotéléphone, s'est engagée depuis 1988 à installer et exploiter les réseaux de radiotéléphonie.

Consultants spécialistes

secteur banque et assurance,
venez nous rejoindre
en rubrique "secteurs de pointe" p. 39

CAP SESA
Group CAP SESA SOCIÉTÉ

2210225 296

Société, filiale d'un groupe américain, spécialisée dans la conception d'outils logiciels dans les marchés financiers recherche

2 INGENIEURS D'AFFAIRES SENIOR MARCHES FINANCIERS

FRANCE ET SUISSE - BENELUX
H/F - 500 KF

L'ingénieur d'Affaires vend un progiciel financier de gestion de portefeuille collectif et privé s'appliquant au front et middle office. Il réalise un CA de 5 MF en vente de licences. L'offre moyenne se situe entre 1 et 3 MF. Agé de 30/40 ans, formation supérieure, bonne culture générale du monde de la finance, vous avez 5 ans d'expérience dans la vente de logiciels dans le monde de la finance et de la banque. Tempérament de chasseur, autonome, dynamique, ouvert, vous êtes un "closer" d'affaires, attaché à la réalisation de vos objectifs. Anglais exigé. Postes basés à Paris et Suisse ou Benelux.

Merci d'adresser vos CV, rémunération actuelle + lettre manuscrite à notre conseil Roland ROUX 15, place Bellecour - BP 2403 - 69219 LYON cedex 02

PARIS

RICHIEU CONSULTANTS

LYON

EUROPEAN EXECUTIVE SEARCH

COORDONNEES, conseil en recrutement et évaluation, est la filiale spécialisée du Groupe EQUATION, avec lequel nous travaillons chaque jour en étroite liaison.

Le dynamisme des approches commerciales du Groupe, conjugué à la stabilité des équipes de consultants, son goût de l'innovation sécurisés par une expérience de plus de 18 ans, nous ont permis de conquérir et fidéliser une clientèle de Grands Comptes nationaux, qui nous renouvellent régulièrement leur confiance.

Très présents dans les univers de la Distribution Alimentaire et Spécialisée, du Transport et de l'Informatique, nous souhaitons nous implanter plus fortement dans les activités Banque/Assurances et/ou Industrie, et cherchons à intégrer un

Consultant senior

pouvant faire la preuve de ses résultats dans l'un ou l'autre de ces univers.

Nous lui proposons de venir participer à notre développement en partageant les valeurs du Groupe dont le respect de la position de conseil, la créativité, le pragmatisme et la recherche de résultats sont les mots clés.

Coordonnées

Si votre projet professionnel et personnel est en accord avec le nôtre, rejoignez-nous et envoyez votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo + prétentions) sous réf. GECOM à Groupe Equation/Coordonnées, Philippe FILLIOL, 19 rue du Cdt Faurax, 69006 LYON.

Evaluation
CONSEIL

Christian Boussion a le plaisir de vous annoncer la création d'Evaluation Conseil, cabinet conseil en évaluation et en recrutement, 51 rue de la Fonderie, 59200 Tourcoing.
Tél. 20 27 56 78, fax 20 27 57 91

هكنا من الامور

JURISTES

Filiale française d'un important groupe industriel multinational
recherche un(e)

Juriste d'Affaires

Ouest de Paris

Rattaché(e) au Directeur Juridique, vous aurez un rôle de conseil auprès des opérationnels et serez en relation avec les autres filiales du Groupe.

En particulier, vous participerez à l'élaboration et la négociation de contrats nationaux et internationaux et vous intervenerez principalement sur des dossiers de droit des sociétés, droit de la concurrence, des marques et brevets.

Agé(e) de 28/30 ans, diplômé(e) d'un DEA, DESS, DJCE et bénéficiant d'une formation juridique supérieure anglo-saxonne (LLM, MCL, etc...), vous justifiez d'une expérience

réussie d'au moins trois ans en droit des affaires acquise dans une entreprise ou un cabinet international, de préférence dans le domaine industriel.

Vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Dynamique, aimant les contacts, vous souhaitez vous investir dans un groupe offrant de réelles perspectives.

Envoyez lettre + CV + photo + rem. actuelle à Stéphanie Dru, Michael Page Tax & Legal, 3 boulevard Bineau, 92594 Levallois-Perret Cedex, ou tapez votre CV sur le 36.17 code MPage sous réf. : SD11287



Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

Grand groupe français performant en très fort développement
à l'international recherche un

Fiscaliste

Métropole Illoise

Rattaché(e) au Directeur Comptable, vous aurez principalement pour mission le suivi et le développement de dossiers fiscaux en prise directe avec la gestion de l'entreprise notamment en matière d'optimisation.

Vous avez également vocation à intervenir sur l'ensemble des dossiers de fiscalité immobilière et serez amené ponctuellement à traiter des questions de fiscalité européenne.

Agé(e) de 26/30 ans, de formation Ecole de Commerce ou Université de Gestion, avec une spécialisation en fiscalité (DESS, DJCE),

vous justifiez d'une expérience d'environ trois ans dans le domaine de la fiscalité de l'entreprise.

Votre expérience opérationnelle, votre bonne maîtrise de l'anglais, ainsi que vos aptitudes tant techniques que relationnelles, vous permettront d'évoluer dans un Groupe au développement remarquable.

Contactez Thierry Montecatini au 47.57.24.24 ou adressez CV + photo + rem. actuelle à Michael Page Tax & Legal, 3 bld Bineau, 92594 Levallois-Perret Cedex, ou tapez votre CV sur le 36.17 code MPage sous réf. : TM11296



Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

Entreprise internationale de tout premier plan
dans le secteur des Télécommunications recherche un

Fiscaliste

Paris

Au sein d'une équipe dynamique de spécialistes, vous vous verrez plus particulièrement confier le suivi des questions de TVA. Vous serez également amené à intervenir sur l'ensemble des autres questions fiscales (impôt sur les sociétés, droits d'enregistrement, impôt sur le revenu, ...).

Agé d'environ 30 ans, de formation supérieure fiscale (DESS, DEA, DJCE, ENI, ...), vous justifiez impérativement d'une expérience d'au minimum 5 ans au sein d'une entreprise industrielle, presta-

taire de services ou en Administration fiscale.

Parlant l'anglais, doté d'excellentes qualités rédactionnelles, vous êtes prêt à vous investir dans une structure connaissant aujourd'hui d'importantes mutations sur ses marchés.

Contactez Dominique Montabrie au (1) 47.57.24.24 ou adressez lettre manuscrite + CV + photo + n° de tél + rem. actuelle à Michael Page Tax & Legal, 3 bld Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou tapez votre CV sur 36.17 code MPage sous réf. : DM11137



Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

Importante société de télécommunication à dimension internationale
(830 personnes, 2,5 MdF de CA) recherche pour sa Direction Juridique un

Jeune Juriste d'Affaires

Paris

Au sein de l'équipe juridique, vous assurez le secrétariat juridique de la Société ainsi que de ses filiales et participez à la rédaction/négociation de contrats nationaux et internationaux.

Vous intervenez également lors d'opérations de structures (cession d'entreprises, fusion, apport partiel d'actifs et constitution de sociétés, ...).

Vous jouez un rôle actif dans le recouvrement des créances impayées et la protection des marques.

Diplômé de 3ème cycle en Droit des Affaires,

CDD 4 mois (minimum)

vous êtes impérativement doté d'une première expérience de 2 ans minimum en cabinet ou dans une entreprise à vocation internationale qui vous aura permis de développer des qualités rédactionnelles et relationnelles.

Ce poste nécessite une parfaite maîtrise de l'anglais et une pratique de la micro-informatique.

Envoyez lettre + CV + photo + rem. actuelle à Stéphanie Dru Michael Page Tax & Legal, 3 Bld Bineau 92594 Levallois-Perret cedex ou tapez votre CV sur 36.17 code MPage sous réf. : SD11283



Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

Parmi nos missions, nous recherchons : Associé Fiscal (1 MF+) Réf. CD10601. Juriste Marchés de Capitaux (330 KF) Réf. DM11128.

Juriste International (350/400 KF) Réf. CD11086. Juriste Marketing International (10 ans d'exp.) Réf. CD11087. Juriste Propriété Intellectuelle Réf. CD11191.

Futur Associé Droit Public Réf. CD10832. Responsable Droit Financier (500 KF) Réf. CD10833. Responsable Juridique Réf. CD10834.

Directeur Juridique (500 KF+) Réf. CD10835. Manager Juridique Senior Réf. SD11141. Directeur Juridique (Industrie) Réf. CD11127.

Juriste d'Affaires International Réf. TM10861. Juriste Droit Européen (300 KF) Réf. MEG10884. Juriste International (10 ans d'expérience) Réf. TM10869.

Associé Droit Social (Cabinet Anglo-Saxon) Réf. CD11197. 2 Juristes Banquiers Bancaire (Paris/Provence) Réf. CD10948. Manager Juridique Banque (Acquisitions) Réf. TM11208.

2 Avocats Droit Bancaire Réf. DM10862. Spécialiste (500 KF) Réf. CD10971. Juriste International (10 ans d'expérience) Réf. CD11128.

2 Avocats Droit Bancaire Réf. DM10862. Spécialiste (500 KF) Réf. CD10971. Juriste International (10 ans d'expérience) Réf. CD11128.

2 Avocats Droit Bancaire Réf. DM10862. Spécialiste (500 KF) Réf. CD10971. Juriste International (10 ans d'expérience) Réf. CD11128.

2 Avocats Droit Bancaire Réf. DM10862. Spécialiste (500 KF) Réf. CD10971. Juriste International (10 ans d'expérience) Réf. CD11128.

2 Avocats Droit Bancaire Réf. DM10862. Spécialiste (500 KF) Réf. CD10971. Juriste International (10 ans d'expérience) Réf. CD11128.

2 Avocats Droit Bancaire Réf. DM10862. Spécialiste (500 KF) Réf. CD10971. Juriste International (10 ans d'expérience) Réf. CD11128.

2 Avocats Droit Bancaire Réf. DM10862. Spécialiste (500 KF) Réf. CD10971. Juriste International (10 ans d'expérience) Réf. CD11128.

2 Avocats Droit Bancaire Réf. DM10862. Spécialiste (500 KF) Réf. CD10971. Juriste International (10 ans d'expérience) Réf. CD11128.

2 Avocats Droit Bancaire Réf. DM10862. Spécialiste (500 KF) Réf. CD10971. Juriste International (10 ans d'expérience) Réf. CD11128.

2 Avocats Droit Bancaire Réf. DM10862. Spécialiste (500 KF) Réf. CD10971. Juriste International (10 ans d'expérience) Réf. CD11128.

2 Avocats Droit Bancaire Réf. DM10862. Spécialiste (500 KF) Réf. CD10971. Juriste International (10 ans d'expérience) Réf. CD11128.

2 Avocats Droit Bancaire Réf. DM10862. Spécialiste (500 KF) Réf. CD10971. Juriste International (10 ans d'expérience) Réf. CD11128.

2 Avocats Droit Bancaire Réf. DM10862. Spécialiste (500 KF) Réf. CD10971. Juriste International (10 ans d'expérience) Réf. CD11128.

2 Avocats Droit Bancaire Réf. DM10862. Spécialiste (500 KF) Réf. CD10971. Juriste International (10 ans d'expérience) Réf. CD11128.

2 Avocats Droit Bancaire Réf. DM10862. Spécialiste (500 KF) Réf. CD10971. Juriste International (10 ans d'expérience) Réf. CD11128.

2 Avocats Droit Bancaire Réf. DM10862. Spécialiste (500 KF) Réf. CD10971. Juriste International (10 ans d'expérience) Réf. CD11128.

2 Avocats Droit Bancaire Réf. DM10862. Spécialiste (500 KF) Réf. CD10971. Juriste International (10 ans d'expérience) Réf. CD11128.

2 Avocats Droit Bancaire Réf. DM10862. Spécialiste (500 KF) Réf. CD10971. Juriste International (10 ans d'expérience) Réf. CD11128.

2 Avocats Droit Bancaire Réf. DM10862. Spécialiste (500 KF) Réf. CD10971. Juriste International (10 ans d'expérience) Réf. CD11128.

2 Avocats Droit Bancaire Réf. DM10862. Spécialiste (500 KF) Réf. CD10971. Juriste International (10 ans d'expérience) Réf. CD11128.

2 Avocats Droit Bancaire Réf. DM10862. Spécialiste (500 KF) Réf. CD10971. Juriste International (10 ans d'expérience) Réf. CD11128.

2 Avocats Droit Bancaire Réf. DM10862. Spécialiste (500 KF) Réf. CD10971. Juriste International (10 ans d'expérience) Réf. CD11128.

2 Avocats Droit Bancaire Réf. DM10862. Spécialiste (500 KF) Réf. CD10971. Juriste International (10 ans d'expérience) Réf. CD11128.

2 Avocats Droit Bancaire Réf. DM10862. Spécialiste (500 KF) Réf. CD10971. Juriste International (10 ans d'expérience) Réf. CD11128.

2 Avocats Droit Bancaire Réf. DM10862. Spécialiste (500 KF) Réf. CD10971. Juriste International (10 ans d'expérience) Réf. CD11128.

2 Avocats Droit Bancaire Réf. DM10862. Spécialiste (500 KF) Réf. CD10971. Juriste International (10 ans d'expérience) Réf. CD11128.

2 Avocats Droit Bancaire Réf. DM10862. Spécialiste (500 KF) Réf. CD10971. Juriste International (10 ans d'expérience) Réf. CD11128.

2 Avocats Droit Bancaire Réf. DM10862. Spécialiste (500 KF) Réf. CD10971. Juriste International (10 ans d'expérience) Réf. CD11128.

2 Avocats Droit Bancaire Réf. DM10862. Spécialiste (500 KF) Réf. CD10971. Juriste International (10 ans d'expérience) Réf. CD11128.

2 Avocats Droit Bancaire Réf. DM10862. Spécialiste (500 KF) Réf. CD10971. Juriste International (10 ans d'expérience) Réf. CD11128.

2 Avocats Droit Bancaire Réf. DM10862. Spécialiste (500 KF) Réf. CD10971. Juriste International (10 ans d'expérience) Réf. CD11128.

2 Avocats Droit Bancaire Réf. DM10862. Spécialiste (500 KF) Réf. CD10971. Juriste International (10 ans d'expérience) Réf. CD11128.

2 Avocats Droit Bancaire Réf. DM10862. Spécialiste (500 KF) Réf. CD10971. Juriste International (10 ans d'expérience) Réf. CD11128.

2 Avocats Droit Bancaire Réf. DM10862. Spécialiste (500 KF) Réf. CD10971. Juriste International (10 ans d'expérience) Réf. CD11128.

2 Avocats Droit Bancaire Réf. DM10862. Spécialiste (500 KF) Réf. CD10971. Juriste International (10 ans d'expérience) Réf. CD11128.

2 Avocats Droit Bancaire Réf. DM10862. Spécialiste (500 KF) Réf. CD10971. Juriste International (10 ans d'expérience) Réf. CD11128.

Bonne Année

Michael Page Tax & Legal

La référence en matière de conseil en recrutement Juridique et Fiscal

Contactez Christophe Duchatellier au

Tél : 47 57 24 24 - Fax : 47 57 39 97

3 Boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret cedex

Consultez nos annonces sur le 3617 code MPage

Londres Paris Sydney Amsterdam Düsseldorf Frankfurt Melbourne Eindhoven Hong Kong

هكنا من الأمل

الاموال

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 19 JANVIER 1995 / XV

LE MONDE DES CADRES

EUREQUIP, l'un des principaux cabinets français de conseil en management, renforce ses équipes et souhaite accueillir de nouveaux

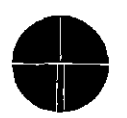
CONSULTANTS SENIORS

Systèmes d'Information - Contrôle de Gestion

Diplômé d'une grande école (HEC, ESSEC, ESCP, X, Centrale...) avec 5 ans au moins d'expérience opérationnelle, votre connaissance des secteurs de l'Industrie ou des Services, les responsabilités que vous avez exercées et les missions qui vous ont été confiées vous ont permis de faire la preuve de vos compétences techniques en système d'information ou en contrôle de gestion, et de votre aptitude à convaincre et mobiliser.

Les Consultants retenus seront très rapidement opérationnels dans le cadre d'interventions de nos équipes pour de grandes entreprises.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (une absolue confidentialité est assurée), sous la référence SI (Systèmes d'Information) ou CG (Contrôle de Gestion) à Véronique Welle.



EUREQUIP

5, Esplanade Charles de Gaulle
92733 Nanterre Cedex



ADCOM



CRÉDIT NATIONAL

CHARGÉS D'AFFAIRES

pour sa filiale bancaire et pour son réseau

Votre dynamisme dans l'approche commerciale, votre esprit d'analyse, votre sens de la rigueur et de la créativité vous permettront d'appréhender les besoins de nos entreprises clientes en leur proposant des solutions adaptées à chaque situation.

Des postes sont proposés dans nos implantations régionales et notamment à BAJON, NANCY, POITIERS, ROUEN, CAEN, CAIRO, après une formation de 3 à 6 mois à Paris.

Le poste basé à PARIS est à pourvoir à la banque Saint-Dominique pour développer notre activité court terme (SD).

Une formation supérieure, vous justifiez d'une expérience réussie auprès d'entreprises moyennes et grandes et d'une maîtrise dans un établissement bancaire ou d'un secteur de la micro-informatique.

La pratique de l'anglais ou de l'allemand pour NANCY, est souhaitée. Nous offrons de réelles possibilités d'évolution au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en indiquant le poste choisi et vos préférences géographiques au CRÉDIT NATIONAL - Département des Ressources Humaines - 45, rue Saint-Dominique 75700 PARIS.

Annie Knight - Carré Turanne

Fort de plus de 25 ans d'expérience, le CNPG, développe ses activités de Conseil en Ressources Humaines et souhaite accueillir de nouveaux professionnels.

CONSULTANTS SENIORS H/F

PARIS

De formation supérieure (Commerciales, Sciences Humaines, Ingénieurs) vous avez fait vos armes en Entreprise et dans le Conseil. Vous souhaitez donner aujourd'hui une nouvelle impulsion à votre carrière et exploiter concrètement votre potentiel commercial, créatif, relationnel dans un contexte professionnel où responsabilités et autonomie sont indispensables.

Notre cabinet en mettant à votre disposition une logistique éprouvée (aux plans méthodologie, technique, informatique, marketing), une diversité, des réalisations reconnues en entreprise, va vous permettre de concrétiser vos aspirations. Votre réussite et vos résultats vous apporteront une rémunération attractive et favoriseront votre évolution parmi nous.

Nos projets sont nombreux et diversifiés : ils nous permettront d'étudier ensemble, la meilleure adéquation avec votre candidature.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence BAD 5 à Bernard DURAND, Directeur - CNPG CONSEIL - 10, rue de la République - 75116 PARIS

CNPG

CONSEIL

Nous sommes leader dans l'ingénierie, la conseil et la vente de systèmes auprès des opérateurs en télécommunications du monde entier. Dans le cadre de notre activité de conseil en organisation et gestion, nous recherchons deux :

Consultants JUNIORS

Au sein d'une équipe de consultants, vous participerez à des missions portant sur l'organisation des opérateurs publics de télécommunication :

- Audit,
- Recommandation de nouveaux systèmes.

Après une double formation technique et économique (école d'ingénieur + 3ème cycle de gestion, INT, maîtrise/DEA gestion des télécoms...) vous avez acquis une première expérience ou des stages significatifs, dans le domaine de l'organisation et la gestion des entreprises du secteur des Télécommunications.

Notre activité internationale qui vous amènera à avoir de nombreux déplacements, rend indispensable la maîtrise de l'anglais ; l'espagnol sera un plus.

Merci d'envoyer dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) sous réf. 9139 à EUROMESSAGES - BP 80 92105 BOULOGNE CEDEX



Sociétés du Groupe CIL de Rouen, nous apportons par la diversité de notre patrimoine immobilier locatif (6 000 logements) des réponses adaptées aux exigences de notre clientèle régionale.

DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT LOCATIF

Coordonnant et supervisant la compétence professionnelle de vos équipes (60 personnes), dans un esprit de promotion des responsabilités de chacun :

- Vous valoriserez le patrimoine locatif du Groupe par l'exploitation optimale de sa diversité.
- Vous renforcerez la performance de l'Activité Locative et serez le garant d'une gestion administrative et d'un service immobilier tournés vers la qualité du service client.
- Vous développerez une démarche prospective intégrant l'implication de l'environnement économique et social.

De formation supérieure en gestion, Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent, vous justifiez d'une solide expérience du management (8 à 10 ans) vécue dans l'environnement du logement social (HLM) ou plus généralement dans la gestion d'un patrimoine locatif.

Pour ce poste basé à Rouen, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) ss réf. : 109/DD/LM à Jérôme FOUQUET, CORHOM, Im. "Magellan" - 1 rue F. Perroux - Parc de la Vairie - 76130 Mont-Saint-Aignan.

CORHOM
Jérôme fouquet conseil

Chargé d'études statistiques

Vous assisterez directement le responsable d'un observatoire national (réseau éducatif), tant pour organiser le recueil informatique des données, que pour les traiter, les analyser et les présenter.

Les analyses que vous produirez donneront lieu à une édition annuelle de documents synthétiques d'évolution et à la production d'études spécifiques.

Vous maîtrisez les techniques d'échantillonnage nécessaires au lancement d'enquêtes particulières.

Vous avez une bonne formation statistique dans le domaine des sciences sociales. Vous maîtrisez les outils informatiques et bureautiques (Excel, Word, PowerPoint, Modalisa sur Macintosh), et êtes capable de réaliser des documents directement publiables.

Vous êtes jeune, avec une expérience de deux ou trois ans dans ce type de travaux. Vous avez de bonnes capacités d'initiative, d'autonomie, d'adaptation et de communication.

Lettre manuscrite et CV à
TEMIS, 79 rue du Foubourg Poissonnière
75009 PARIS

ORGANISME DE DÉVELOPPEMENT LOCAL À VOCATION DÉPARTEMENTALE RECHERCHE



Merci d'adresser lettre, CV, photo et prét. à notre Conseil ATLANTIC RECRUTEMENT - P. LECLAIR - 53, rue Saint-Croix - 72000 LE MANS - Sous la réf. 6671

CHARGE DE MISSION SPECIALISTE DES AIDES AUX ENTREPRISES

Rattaché au Directeur de la structure, vous intégrerez une équipe pluridisciplinaire de 14 personnes, serez secondé par une assistante assurant la gestion et le suivi administratif des dossiers et aurez pour responsabilités :

- l'accueil, le conseil et l'accompagnement des porteurs de projets,
- l'instruction des demandes d'aides pour le compte des collectivités locales,
- la mise en œuvre et le suivi des dossiers jusqu'à la phase finale de réalisation du projet de création, de maintien ou de développement de l'entreprise.

Homme de contact, vous serez l'interface auprès des Elus, des Organismes et Associations spécialisés, des Administrations, Mairies... De formation supérieure Bac + 4/5 gestion/finance, vous bénéficiez d'une première expérience professionnelle en conseil et relations aux entreprises.

Ce poste exige qualités relationnelles, autonomie et rigueur de l'analyse, mais aussi aisance de la négociation et un fort degré de réactivité.

Importante Société de distribution de produits de luxe

recherche : **DIRECTRICES DE MAGASIN**

VOUS :

- Disponible géographiquement.
- Charisme, savoir-faire et expérience font de vous le manager d'une équipe (15 à 30 personnes) prête à répondre à nos exigences de qualité de service et à gagner tous les challenges.
- Aimant les initiatives et faisant preuve d'autonomie, vous savez déléguer et donc responsabiliser, en formant vos collaboratrices.
- Passionnée par les univers de luxe, vous êtes raffinée.

NOUS :

- Vous assurerez une formation très complète, vous permettant de développer vos compétences.
- Vous confierons la responsabilité de la gestion et du développement d'un centre de profit, dans un cadre budgétaire.
- Vous proposons une rémunération élevée, pour partie liée à la performance.
- Vous offrons de réelles perspectives d'évolution, dans le cadre de la politique d'expansion nationale du groupe.

Confiez-nous vos ambitions en adressant lettre, CV et photo au : MONDE Publicité (sous n° 8849) 133, avenue des Champs Elysées - 75409 PARIS Cedex 08, qui transmettra.

LE MONDE DES CADRES



Nous sommes un Cabinet de Conseil en Management à vocation régionale, fortement implanté dans le Grand Ouest (Cherbourg, Caen, Rennes, Saint-Brieuc, Vannes). Pour renforcer plusieurs de nos Agences, nous recherchons des

CONSULTANTS EN MANAGEMENT DE LA QUALITE

Rattachés à une Agence locale, ils prendront en charge des missions de Conseil et de Formation au Management de la Qualité et auront un objectif de Développement Commercial. Vous avez 30/35 ans, une formation supérieure Bac + 4 minimum et une première expérience dans le Conseil et la Qualité qui vous permet de maîtriser les techniques d'animation de groupes ainsi que les principes et méthodes de la Qualité. Vous savez travailler en équipe et vous êtes autonome pour la gestion et le développement de votre activité. Déjà implanté ou originaire de l'Ouest, vous y avez un réseau relationnel actif et un vrai projet de vie, gage d'une intégration réussie.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en précisant la référence 9586M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantit une entière discrétion.

15, rue Cardinet 75017 Paris

Actiman

EUROTECH,

membre du groupe FABRICOM (CA 7 milliards, 14.000 personnes, siège Bruxelles), recrute pour son agence de MALAKOFF :

UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Le candidat devra avoir une expérience dans la vente de biens d'équipement pour l'industrie. La connaissance du secteur automobile est un atout supplémentaire.

Ce futur collaborateur aura pour mission, dans un premier temps, le suivi d'un portefeuille commercial d'une activité en forte expansion dans le secteur automobile. Dans une seconde phase, il devra mettre en oeuvre une stratégie pour commercialiser de nouveaux produits. Ce poste demande une forte mobilité (déplacements en France, Belgique, Allemagne, Etats-Unis). La pratique courante de l'anglais est indispensable. Le candidat devra être de formation ingénieur ou équivalent.

Les candidatures doivent être adressées à :

EUROTECH - 1&3 rue Eugène Varlin - 92240 MALAKOFF

SOCIETE D'INSTALLATION ELECTRIQUE EN MILIEU INDUSTRIEL

recherche pour RHONE-ALPES

DIRECTEURS D'AGENCES

Les Candidats ont 30/40 environ, sont diplômés d'une grande Ecole d'Ingénieurs SUPELEC, ESIGELEC, IEG, Option génie électrique. Une formation complémentaire de gestion serait appréciée.

Ils ont impérativement une expérience du milieu industriel en tant que prestataire de service.

Adresser votre dossier avec Photo, CV et prétentions, sous référence DA-01-95 sur l'enveloppe, à notre Conseil STRADEV S.A. Immeuble Mercure, le 4 M Chemin du Petit Bois - 69130 ECULLY

Amnesty International, European Union Association

is recruiting an

EXECUTIVE DIRECTOR

for its office in Brussels. Job-description available on request, fax : 19.32.2.537.47.50.

Please send your CV to Mr Willy Laes/Mr Eric Gillet,

Amnesty International. EU Assio.

9 rue Berckmans, B-1060 Brussels. Closing date 31/01/1995.

Un cabinet de conseil en pleine expansion spécialisé d'une part dans le conseil en productivité et management et d'autre part dans la formation, crée deux postes de consultants.

Consultant en productivité et management (réf. CPM)

Vous serez chargé dans les entreprises de l'analyse de la productivité, du rapport d'analyse, de la recherche de solutions et de leur mise en oeuvre opérationnelle.

Diplômé d'études supérieures (grandes écoles), vous pouvez apporter la preuve d'une expérience réussie d'au moins 4 ou 5 ans dans le conseil, exercée dans la mise en oeuvre de programmes d'amélioration de la productivité.

Consultant en formation (réf. CFM)

Vous serez chargé dans les entreprises de l'analyse des besoins et de la préparation spécifique des programmes ainsi que de la formation sur place des collaborateurs.

Diplômé d'études supérieures (grandes écoles), vous pouvez apporter la preuve d'une expérience réussie dans le domaine de la formation, expérience acquise obligatoirement dans des cabinets de conseil.

Les deux postes impliquent une réelle capacité au travail en équipe et une grande mobilité géographique. Vous rejoindrez une équipe jeune, motivée, dont le professionnalisme et l'humanisme sont la base de la réussite.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence choisie, à Yves Marie Consultants, 80 rue Cardinet, 75017 Paris.

Yves MARIE
Consultants

LE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS

OPÉRATION SPÉCIALE

Marketing et encadrement commercial

CEGI L'informatique de gestion a un nom

Ecouter, analyser, convaincre.

Le Groupe Informatique CEGI et ses 190 collaborateurs vous invitent à participer à leur succès.

Spécialisé dans les logiciels de gestion dédiés à différentes activités économiques pour les PME-PMI (nettoyage, travail temporaire, expertise comptable, prêt-à-porter...), ainsi que pour le secteur santé (cliniques, hôpitaux, sanitaire et social), CEGI réalise un CA de 200 MF.

POUR AFFIRMER NOTRE DÉVELOPPEMENT, NOUS RECHERCHONS DES DIPLOMÉS GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE OU UNIVERSITÉ.

INGÉNIEURS D'AFFAIRES

Vous souhaitez aujourd'hui valoriser les acquis d'une expérience de 2 à 5 ans, en intégrant une entreprise qui vous fera bénéficier d'une formation de haut niveau, à la fois théorique et "terrain".

Négociateur né, vous exercerez votre métier avec passion et conviction et tirerez profit de vos réelles connaissances en gestion et en informatique (UNIX, Réseau de Télécommunication, Intégration de systèmes).

Vous deviendrez ainsi l'interlocuteur privilégié de nos clients et prospects que vous saurez conseiller, développer et fidéliser en mettant en action vos compétences affirmées et une large culture générale.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. LM 01/95 à : CEGI 63 bis, boulevard Bessières 75017 PARIS.

CEGI

Société spécialisée en génie climatique (3 600 personnes, 4,4 milliards de CA), recherche un(e)

Ingénieur commercial industrie

ENSAM, INSA, ESME...

Professionnel de la vente en milieu industriel de services ou produits complexes, votre acquis en :

- prospection,
- chiffrage (après audit et recherche de solutions),
- montage de dossiers (techniques et financiers), vous permet dès maintenant, ou rapidement après formation, de vendre nos services de gestion des énergies et des utilités.

Pour ce poste basé en région parisienne, merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant sur l'enveloppe la réf. 4755, à Unanime, 32 avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly sur Seine, qui transmettra.

DE VOTRE ÉVOLUTION

IOAT
IOS-ANJOU
TÉLÉMATIQUE

Société de Services Informatiques de 200 personnes, filiale d'un grand groupe, nous recherchons un

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Bac + 5 Grande Ecole
Ingénieurs/Scientifique ou
Commerciale

Vous avez une à trois années d'expérience, la haute technologie vous passionne. Vous commercialiserez sur tout le territoire national notre offre produits et services dans le domaine des systèmes informatiques de télégestion des réseaux d'eau, d'assainissement, de chaleur... Une première expérience dans cet environnement technique est souhaitée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre de motivation, CV, photo et prétentions sous réf. IC/LM à Marie-Noëlle Rainon - IOS-AT - 40, rue Gabriel Cré 92245 Malakoff Cedex.

هكنا من الأمل

هتجوان الامم

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 19 JANVIER 1995 / XVII

OPÉRATION
SPÉCIALE

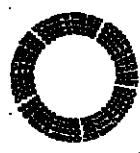
LE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS

N°1 mondial des progiciels de tests et de maintenance
Plus de 500 M\$ en 1995
Aujourd'hui acteur majeur du monde client/serveur

Ingénieurs commerciaux

- Avec nos outils Uniface et Ecotools, nous possédons une gamme complète d'outils couvrant tout le cycle de développement des applications jusqu'à leur mise en production. Créés il y a plus de vingt ans, en forte croissance depuis cinq ans, nous sommes restés, en France, une société à taille humaine. Nous mettons aujourd'hui en place les structures d'un grand de demain.
- De formation Bac + 4, vous possédez une expérience commerciale en informatique de 4 ans minimum. Votre talent de commercial allié à votre capacité d'écoute et de négociation vous permettront de convaincre les grands comptes et de réussir ce challenge ambitieux.
- Envoyez CV, lettre et photo s/éf. 5077 à notre conseil : FIE Recrutement 3 rue Vergniaud - 75013 Paris.

COMPUWARE
France



Notre entreprise intervient sur un marché de prestations et produits haut de gamme aujourd'hui en pleine expansion qui s'inscrit parfaitement dans un des grands courants d'évolution de société pour les décennies à venir. Nous fabriquons et commercialisons nos produits et assurons parallèlement la vente de prestations de service liées à notre univers, ceci dans un contexte de distribution sélective. Notre PME réalise 50 MF de CA en France et à l'international. Afin de poursuivre notre très fort développement, nous cherchons notre

DIRECTEUR DES VENTES FRANCE

Vous animez et encadrez l'équipe de vente sur le plan national. Votre intervention est à la fois très opérationnelle et stratégique puisque vous définissez également la politique commerciale que vous mettez en oeuvre. Vous êtes rattaché directement au PDG et intervenez sur un champ de responsabilités très large.

Pour ce poste, nous cherchons un véritable professionnel de l'encadrement commercial.

A 35 ans environ, vos qualités d'homme de terrain ainsi que votre habileté à construire et décliner les bonnes stratégies vous donnent le poids d'un véritable patron d'équipe. Une vraie sensibilité à des services haut de gamme nous paraît indispensable pour réussir dans notre secteur.

Nous vous offrons une rémunération à la hauteur de l'envergure du poste ainsi qu'une voiture de fonction.

Merci d'écrire à notre Conseil
Pascal DEVOULON, s/réf. 6086 LM



ALEXANDRE TIC S.A.
18, RUE ROYALE - 75008 PARIS

SCITERTIA, 100 personnes, est une SSI spécialisée dans la conception, la commercialisation et le support de progiciels dans le domaine de la monétique et des solutions bancaires. Très présents sur ces marchés, nous avons fait évoluer nos progiciels de gestion back-office TIM-BACK, de gestion front-office TIM-FRONT et notre système bancaire intégré TIM-BANK dans un environnement de systèmes ouverts autour des architectures client-serveur et des bases de données relationnelles. Pour favoriser l'expansion de notre activité, nous recherchons :

- 1 responsable du service technico-commercial (réf. TRC)
- 3 ingénieurs technico-commerciaux (réf. ITC)
- 3 responsables produits (réf. RP)

De formation supérieure technique ou commerciale, vous avez une expérience dans le domaine du front-office et du back-office monétique, du système bancaire intégré, du porte-monnaie électronique et de la banque en général. Disponible, vous avez le goût de la réussite et êtes prêt à vous investir dans une équipe jeune et motivée.

Pour ces postes basés dans le Sud-Ouest, de fréquents déplacements sont à prévoir. La rémunération motivante, est liée à vos résultats.



Pour nous rejoindre, adressez votre candidature, CV, photo et références, en précisant la référence à SCITERTIA, Mme M.-L. Reyes, BP 577, 32022 Auch Cedex.

CIC
Union
Européenne
de CIC

Dans un secteur d'activité en plein essor, devenez un élément stratégique de notre évolution. Filiale du GAN, l'Union Européenne de CIC est à la fois holding du groupe CIC et banque d'affaires de référence. Véritable professionnel du marketing patrimonial, vous en connaissez également les techniques commerciales. Fort d'une expérience dans ce domaine d'au minimum 5 ans et sous l'autorité du directeur du marché des particuliers, vous élaborerez avec les responsables patrimoniaux

des banques régionales, le volet du plan marketing relatif au marché des clients patrimoniaux. Sur ce marché, vous participerez à l'élaboration des actions commerciales du groupe, favoriserez la mise au point des produits et approches commerciales. Vous veillerez également à la bonne insertion dans la politique marketing du marché des particuliers. Vous vous assurerez de la bonne coordination de cette stratégie en animant les réunions périodiques des responsables du marché

patrimonial des banques. De formation supérieure, votre professionnalisme, vos qualités relationnelles, qui vous permettent de dialoguer avec des interlocuteurs de tout niveau et de toute nature, sont vos meilleurs atouts pour réussir dans cette mission passionnante.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., prétentions + photo) sous réf. RMP à Philippe Charlier, UE CIC, 4 rue Gaillon, 75107 Paris Cedex 02.



LA VERRERIE
MEDICALE

Filiale (200 personnes) du groupe SCHOTT, n°1 européen des verres spéciaux, nous sommes installés près de Sens, à 40 km au sud-est de Fontainebleau.

La qualité de notre production nous confère une notoriété internationale auprès d'une clientèle prestigieuse de l'industrie pharmaceutique. Aujourd'hui, référence européenne dans le domaine de l'ampoule pharmaceutique, nous poursuivons notre développement et souhaitons intégrer un

Directeur Commerciaux (France et Bénin)

Rattaché au siège de la Direction Générale, vous êtes chargé d'une mission commerciale, basée sur le long terme, qui s'articule autour de trois axes principaux :

- commercial, où vous gèrez et développez une clientèle, qui vous est confiée, ceci dans un cadre d'objectifs fixés.
- marketing, où, à l'écoute permanente de vos clients, vous analysez les besoins actuels et futurs du marché.
- stratégique, où vous participez à l'élaboration de la politique commerciale et à sa mise en oeuvre.

A 35 ans environ, de formation supérieure (Ecole Supérieure de Commerce ou Ecole d'Ingénieurs), vous avez acquis une expérience de 5 ans minimum, dans la vente de biens intermédiaires, si possible

après de l'industrie pharmaceutique. Aujourd'hui, vous souhaitez évoluer. Vous savez que vous disposez de solides atouts pour ce poste : capacité d'écoute, esprit d'analyse et de synthèse, forte personnalité, habileté dans les négociations et bonne capacité à rédiger et mener à bien des dossiers techniques, qui nécessitent un haut niveau de rigueur et de précision. De plus, vous parlez parfaitement l'anglais et si possible l'allemand.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV + photo et rémunération actuelle) sous référence DC/LM à Françoise HENNEQUIN LA VERRERIE MEDICALE - BP 18 89140 Pont-sur-Yonne.

Ingénieur d'affaires RESPONSABLE GRANDS COMPTES

Cette PME de services, leader sur son marché (technologies de la communication), appuyée sur des groupes importants, intensifie son développement auprès des grands comptes publics et privés. Rendant compte à la direction générale, responsable opérationnel de votre activité dans un cadre contractuel précis, vous élaborerez une offre adaptée et évolutive, vous négociez les contrats au plus haut niveau, vous assurez le pilotage de la maîtrise d'œuvre et gèrez chaque opération pour optimiser la marge.

A 30 ans minimum, ingénieur ou gestionnaire Bac + 5, vous disposez de cinq ans d'expérience dans la négociation à haut niveau impliquant des contraintes techniques et juridiques. Autonome et impliqué, votre sens de l'équipe comme votre ténacité commerciale faciliteront à court terme votre évolution dans l'entreprise. Poste à pourvoir dans une grande ville universitaire au sud de la France.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., lettre de motivation, prétentions) à notre Conseil, Francis Michel - Groupe TAILLANDIER - 34, rue de Pontivy - 75008 PARIS, en précisant la référence 95007/PM.

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES
PARIS - BORDEAUX - TOULOUSE - CARAIRES



La passion du client

Jeunes diplômés
(X, Centrale, Mines, HEC, ESSEC...)

Devenez les actifs
de notre salle des marchés

en rubrique secteur de pointe

LE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS

OPÉRATION
SPÉCIALE

L'époque est aux nouveaux projets

Partenaire privilégié des grands groupes, le groupe ALTEN (500 personnes, 230 MF de CA, 25 % de croissance en 1994) est reconnu pour son savoir-faire et la qualité de ses prestations : informatique technique, intégration de systèmes, architecture Client/Serveur, informatique et ingénierie financière.



Responsable d'Agence

Dans le cadre du développement de notre filiale spécialisée en vente de prestations intellectuelles, nous proposons une opportunité à un commercial à fort potentiel.

Vous aurez pour mission de développer votre portefeuille clients, d'assurer le recrutement d'ingénieurs ainsi que le management d'une équipe technique. Vous bénéficierez d'une structure de qualité, d'un environnement porteur et d'une rémunération motivante.

De formation supérieure (ingénieur ou école de commerce), vous disposez de 2 à 7 ans d'une première expérience de 2 à 7 ans de la vente de prestations ou de solutions informatiques auprès de grands comptes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence LM 503 à ALTEN, Direction des Ressources Humaines, 119-121 Grande-Rue, 92318 Sèvres Cedex.

casterman

DIRECTEUR
COMMERCIAL

Rattaché au Directeur Général, vous proposez une politique commerciale sur les pays francophones (France, Belgique, Suisse) adaptée à notre stratégie éditoriale et êtes responsable de sa mise en œuvre sur le terrain. Membre de l'équipe de Direction, vous êtes à la fois homme de réflexion et animateur du développement commercial, sachant vous rendre disponible auprès de votre équipe (20 personnes).

A 35 ans minimum, de formation supérieure, vous bénéficiez d'une expérience significative d'encadrement et d'animation commerciale. Plus que le secteur dont vous êtes issu (édition, produit culturel...), c'est votre maîtrise des différents circuits de distribution traditionnels, spécialisés et GMS et surtout votre personnalité qui nous intéressent.

L'indépendance, la solidité et les perspectives d'évolution de notre Groupe doivent motiver des candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08, sous la référence 42.1994/LM portée sur lettre et enveloppe. Confidentialité assurée.

Mercuri Urval

Ingénieur commercial
"Senior"

Secteur Telecoms

Paris/RP

La Division INDUSTRIE de CAP SESA, partenaire des plus grands comptes industriels français, renforce sa structure de vente sur le secteur très porteur des Telecoms. Nous vous confierons un portefeuille de grands clients à gérer et à développer. Véritable « chef d'orchestre », commercial d'écoute et fin stratège, vous saurez comprendre le métier de vos clients, détecter les projets de demain et négocier des affaires importantes sur l'ensemble de nos services : assistance technique, intégration de systèmes, projets au forfait, conseil, offres techniques spécifiques... Agé de 27 à 33 ans, Ingénieur Grande Ecole, vous possédez une expérience réussie de la vente de services ou de solutions complexes auprès de grands comptes industriels, acquise par

exemple en SSII, chez un constructeur ou un éditeur de logiciels. Une formation Ingénieur Telecom (ENST, INT...) serait un plus. Nous serons aussi ouverts à la candidature d'un consultant de haut niveau, animé d'un fort potentiel commercial. Vous bénéficierez du support d'équipes techniques et commerciales de très haut niveau.

Nous vous proposons de construire une carrière au sein d'un Groupe leader européen, capable de vous offrir de réelles possibilités d'évolution, en France et à l'international.

Merci d'adresser lettre, CV, photo (en précisant votre rémunération actuelle) à notre Conseil MERCURI URVAL, 14bis rue Daru, 75378 PARIS cedex 08 sous référence 59.1948/LM portée sur lettre et enveloppe.

Directeur commercial
et marketing

500 KF +

Notre société exprime sa compétence dans les accessoires de la personne. Nos collections, moyen et haut de gamme, sont portées par des marques à forte notoriété et des licences exploitées par le groupe. Nos circuits de distribution sont les réseaux sélectifs, les grands magasins, les hypermarchés et la VPC.

Votre mission : en relation directe avec le Président du Groupe, vous serez associé à la stratégie globale et optimiserez notre offre produits-marchés dans un environnement concurrentiel très fort. Vous serez garant de la performance de vos différents services (sur plusieurs sites) en leur favorisant les meilleurs outils dans une organisation optimale. Votre autorité de compétences reconnue vous permettra d'animer vos différentes forces de vente et de les accompagner dans la réussite de leurs missions.

Votre profil : à environ 40 ans, de formation nécessairement supérieure, vous pouvez vous prévaloir d'une expérience probante et en constante évolution ; vous maîtrisez parfaitement la distribution moderne et sélective. Votre goût pour la mode et les biens d'équipement de la personne est une part de votre sensibilité. Vous êtes rigoureux, organisé, parfait stratège, réactif et capable d'anticipation. Vous êtes créatif et développez un sens relationnel aigu. Votre anglais est courant et nous apprécierions que votre carrière se soit un moment exprimée à l'international. Nous cherchons un profil à très fort potentiel et saurons gérer son évolution.

Rémunération attractive avec intéressement aux résultats. Poste basé en province (Est de la France, ville capitale) avec résidence sur le secteur et fréquents déplacements. Les entretiens auront lieu à Paris courant février.

Veillez adresser votre CV + photo + rémunération actuelle et souhaitée à notre conseil en Ressources Humaines, RH PARTNERS, 14 rue du Docteur Frédy, 90000 Belfort, sous la réf. MS 1953.

RH PARTNERS

DIRECTEUR COMMERCIAL EXPORT

Matériel hospitalier pour l'Afrique - 450 KF

ESACO INTERNATIONAL est spécialisée dans les équipements de Santé pour les pays en voie de développement. Dans 25 pays africains, elle réalise des unités complètes de soins hospitaliers depuis la fourniture des matériels jusqu'à l'installation, le service après-vente et la formation des utilisateurs. Son succès depuis 7 ans (plus de 20% de croissance / an) réside aussi bien dans la passion de son équipe commerciale, la qualité de son réseau d'agents locaux que dans la maîtrise des technologies biomédicales mises en œuvre dans des environnements difficiles. Sa forte croissance exige une nouvelle organisation du service Commercial Export pour réaliser ce challenge. ESACO recherche son Directeur. Celui-ci, sous l'autorité du PDG, coordonne l'administration des ventes, facilite le dialogue avec les services techniques, structure le travail terrain et intervient ponctuellement en appui stratégique pour vendre. Il manage 10 commerciaux et contrôle l'action de 25 agents locaux.

35/45 ans, Ingénieur, Sup de Co ou équivalent, vous avez l'expérience de la Vente de biens d'équipement publics en Afrique, vous êtes un organisateur né, un homme de synthèse, un fédérateur passionné ; l'informatique est votre alliée ; l'anglais est votre langue de travail ; vous vous êtes reconnu : René CASIMIR, Directeur AWW Ressources Humaines, est votre contact personnel et confidentiel : écrivez-lui (lettre-cv-photo) sous référence LMESA1 au 1, rue Auguste Vacquerie 75116 PARIS ou téléphonez au 1. 47 20 06 50.

ESACO
InternationalAWW
RESSOURCES HUMAINES

Nous sommes une SSII performante, nos prestations se situent dans les domaines de la conception, du développement d'application et de la gérance de maintenance. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons un futur

Directeur de
Filiale

Paris-Nord

Package 450 KF

Rattaché à la Direction, vous serez chargé de créer un département sur de nouveaux secteurs d'activités et ce en fonction de votre clientèle actuelle.

A la tête de ce département, vous créez, gérez et développez un portefeuille de clients, détectez et analysez leurs besoins et y apportez une réponse adaptée.

A 30/40 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, vous souhaitez capitaliser une expérience d'au moins 5 ans en SSII et rejoindre une structure où la qualité de service est primordiale.

Véritable développeur d'affaires, votre sens relationnel, votre goût de la qualité et votre aptitude à la négociation seront des atouts majeurs face au challenge commercial que représente ce poste.

A court terme et après réussite de cette création, vous deviendrez actionnaire de cette nouvelle entité.

Merci d'adresser CV + photo + n° tél. + lettre de motivation + rém. actuelle à Antoine Goldschmidt, Michael Page Commercial & Marketing, 3 bd Bineau 92594 Levallois Perret cedex ou taper votre CV sur 3617 Code MP page ss réf: AG9507



Michael Page Commercial & Marketing
Le spécialiste en recrutement Commercial et Marketing

مكتبة النور